




OEUVRES: CONTENANT L'ÉLOGE DE L'AUTEUR, &  
L'ANALYSE DE L'ESPRIT DES LOIX, PAR M. D'ALEMBERT.  
LE DISCOURS PRONONCÉ PAR M. DE MONTESQUIEU,  
LORS DE SA RÉCEPTION À L'ACADÉMIE FRANÇOISE. LE  
XI PREMIERS LIVRES DE L'ESPRIT DES LOIX, VOLUME 1...

CHARLES LOUIS DE SECONDAT DE MONTESQUIEU, ELIE LUZAC



Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
No Sponsor

[https://archive.org/details/isbn\\_9781271724635](https://archive.org/details/isbn_9781271724635)



Oeuvres: Contenant L'éloge De L'auteur, & L'analyse  
De L'esprit Des Loix, Par M. D'alembert. Le  
Discours Prononcé Par M. De Montesquieu, Lors  
De Sa Réception À L'académie Française. Le Xi  
Premiers Livres De L'esprit Des Loix, Volume 1...

Charles Louis de Secondat de Montesquieu, Elie Luzac

### **Nabu Public Domain Reprints:**

You are holding a reproduction of an original work published before 1923 that is in the public domain in the United States of America, and possibly other countries. You may freely copy and distribute this work as no entity (individual or corporate) has a copyright on the body of the work. This book may contain prior copyright references, and library stamps (as most of these works were scanned from library copies). These have been scanned and retained as part of the historical artifact.

This book may have occasional imperfections such as missing or blurred pages, poor pictures, errant marks, etc. that were either part of the original artifact, or were introduced by the scanning process. We believe this work is culturally important, and despite the imperfections, have elected to bring it back into print as part of our continuing commitment to the preservation of printed works worldwide. We appreciate your understanding of the imperfections in the preservation process, and hope you enjoy this valuable book.



~~492~~

Poigall. Montesquieu  
1577<sup>th</sup>

1  
F.O







**OEUVRES**  
**DE MONSIEUR**  
**DE MONTESQUIEU.**  
**TOME PREMIER.**  
**CONTENANT**

L'éloge de l'auteur, & l'analyse de l'Esprit des Loix,  
par M. D'ALEMBERT.

Le Discours prononcé par M. DE MONTESQUIEU,  
lors de sa réception à l'Académie François.

Les XI premiers livres de l'Esprit des Loix.



REVUE

DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER



DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER

176

# OEUVRES

DE MONSIEUR

## DE MONTESQUIEU.

NOUVELLE EDITION,

REVUE, CORRIGÉE, ET CONSIDERABLEMENT  
AUGMENTÉE PAR L'AUTEUR.

*Avec des Remarques Philosophiques & Politiques d'un  
Anonyme, qui n'ont point encore été publiées.*

TOME PREMIER.

..... Prolem sine matre creatam.

OVID.

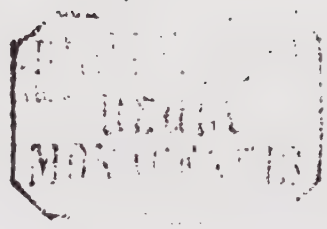


A AMSTERDAM ET A LEIPZIG,  
Chez ARKSTEE & MERKUS,  
M D C C L X.

*Avec Privilège de S. M. le Roi de Pologne Electeur de Saxe.*

g. m. 2883







A  
SON ALTESSE  
SERENISSIME  
GUILLAUME V.  
PRINCE D'ORANGE  
ET DE  
NASSAU.



STADTHOUDER  
HEREDITAIRE,  
CAPITAINE-GÉNÉRAL,  
ET  
ADMIRAL  
DES  
PROVINCES-UNIES,

*Ec. Ec. Ec.*

  
MONSEIGNEUR

L'Ouvrage, dont j'ai l'honneur  
d'offrir çette Edition à Votre  
ALTESSE SERENISSIME,  
roule sur la matiere la plus inte-  
ressante pour un Prince, destiné

à

à faire le bonheur d'un Peuple libre : car quoi de plus important pour celui qui sera un jour le Gardien des Droits respectifs & du Peuple & du Souverain , l'Ame du Gouvernement & le Lien de toutes les parties de l'Etat , que de connoître à fonds ce qui est établi pour régler & déterminer les actions libres des Citoyens ?

Le nom de celui qui nous a donné *l'Esprit des Loix* est célèbre : l'Auteur a occupé un

\* 4      poste

poste qui suppose des talens,  
 de la capacité, du savoir : les  
 éloges qu'on lui a prodigués  
 préviennent d'une manière très-  
 forte : tout enfin a concouru à  
 immortaliser *Montesquieu* & son  
 Livre ; mais quelque efficaces  
 que puissent être ces causes par  
 rapport au gros des hommes,  
 elles ne produisent pas le même  
 effet sur un esprit qui juge d'un  
 Livre par le Livre même. J'ai lu  
*l'Esprit des Loix* ; j'ai fait mes re-  
 marques ; en les soumettant au  
 ju-

jugement du Public , j'ai cru  
devoir les présenter à celui d'un  
jeune Prince , qui me paroît le  
plus intéressé à en connoître le  
vrai ou le faux.

Puisse Votre ALTESSE SERRE-  
NISSIME , élevée par la vertu,  
dirigée par la sagesse , & guidée  
par la prudence , trouver l'ac-  
complissement de ses desirs dans  
la félicité d'un Peuple , qui ne  
se rappellera jamais les bienfaits  
de vos Illustres Ancêtres , sans  
ressentir à la fois ces vifs senti-  
mens



mens d'amour, de reconnois-  
fance & de respect, qu'inspire  
dans les cœurs le plus grand  
des biens, celui d'avoir été dé-  
livré de l'oppression & de la ty-  
rannie.

J'ai l'honneur d'être avec tou-  
te la vénération possible

DE VOTRE ALTESSE SERENISSIME,

*Je très-humble & très-  
obéissant Serviteur*

\*\*\*

AVER-



# AVERTISSEMENT

## D E

# L'ANONYME,

BIBLIOTHEQUE  
REGIA  
MUSEUM

Qui a fourni les *Remarques* qu'on trouve  
dans cette Edition.

**C**e n'est pas à moi à prononcer sur le mé-  
rite de l'Esprit des Loix. Quelque ex-  
cellent que puisse être un ouvrage , il y à  
toujours des Esprits qui trouvent de quoi  
exercer leur critique. Peut-être me range-  
ra-t-on dans cette classe ; & je ne m'y op-  
pose pas. Les *Remarques* que j'ai faites l'ont  
été sans but , & vraisemblablement elles  
seroient demeurées dans l'oubli , si M.  
ARKSTEE & MERKUS ne me les eus-  
sent demandées , pour les ajouter à l'Edition  
qu'ils publient aujourd'hui. Or que ces *Re-  
marques* soyent fondées ou non , qu'on trou-  
ve des défauts dans l'Esprit des Loix , ou  
qu'on

## 12. AVERTISSEMENT.

*qu'on n'en trouve point , il sera toujours vrai , que c'est un Livre unique dans son espèce , qu'on ne peut guères se dispenser de lire & de posséder , pour peu que l'on veuille connoître la différente façon d'envisager les objets , relatifs au Droit Public , à la Jurisprudence Universelle , & à la Politique.*



ELO.



# E L O G E

## DE M. LE PRESIDENT

### DE MONTESQUIEU,

*Mis à la tête du cinquieme volume de l'ENCYCLOPE'DIE, par M. d'ALEMBERT.*

L'INTERET que les bons citoyens prennent à l'ENCYCLOPE'DIE, & le grand nombre de gens de lettres qui lui consacrent leurs travaux, semblent nous permettre de la regarder comme un des monumens les plus propres à être dépositaires des sentimens de la patrie, & des hommages qu'elle doit aux hommes célèbres qui l'ont honorée. Persuadés néanmoins que Monsieur de Montesquieu étoit en droit d'attendre d'autres panégyristes que nous, & que la douleur publique eût mérité des interpretes plus éloquens, nous eussions enfermés au-dedans de nous-même nos justes regrets & notre respect pour sa mémoire: mais l'aveu de ce que nous lui devons nous est trop précieux, pour en laisser le soin à d'autres. Bienfaiteur de

*Tome I.*

*a*

*l'hu,*



l'humanité par ses écrits, il a daigné l'être aussi de cet ouvrage ; & notre reconnaissance ne veut que tracer quelques lignes au pied de sa statue.

CHARLES DE SECONDAT, BARON DE LA BREDE ET DE MONTESQUIEU, ancien président à mortier au parlement de Bordeaux, de l'académie françoise, de l'académie royale des sciences & des belles-lettres de Prusse, & de la société royale de Londres, naquit au château de la Brede, près de Bordeaux, le 18 Janvier 1689, d'une famille noble de Guyenne. Son trisaïeul, Jean de Secondat, maître d'hôtel de Henri II, roi de Navarre, & ensuite de Jeanne, fille de ce roi, qui épousa Antoine de Bourbon, acquit la terre de Montesquieu, d'une somme de 10000 livres que cette princesse lui donna par un acte authentique, en récompense de sa probité & de ses services. Henri III, roi de Navarre, depuis Henri IV, roi de France, érigea en baronie la terre de Montesquieu, en faveur de Jacob de Secondat, fils de Jean, d'abord gentilhomme ordinaire de la chambre de ce prince, & ensuite mestre de camp du régiment de Châtillon. Jean Gaston de Secondat, son second fils, ayant épousé la fille du premier président du parlement de Bordeaux, acquit dans cette compagnie une charge

charge de président à mortier. Il eut plusieurs enfans, dont un entra dans le service, s'y distingua, & le quitta de fort bonne heure : ce fut le pere de Charles de Secondat, auteur de l'*Esprit des Loix*. Ces détails paroîtront peut-être déplacés à la tête de l'éloge d'un philosophe, dont le nom a si peu besoin d'ancêtres : mais n'envions point à leur mémoire l'éclat que ce nom répand sur elle.

Les succès de l'enfance, présage quelquefois si trompeur, ne le furent point dans Charles de Secondat : il annonça de bonne heure ce qu'il devoit être ; & son pere donna tous ses soins à cultiver ce génie naissant, objet de son espérance & de sa tendresse. Dès l'âge de vingt ans le jeune Montesquieu préparoit déjà les matériaux de l'esprit des loix, par un extrait raisonné des immenses volumes qui composent le corps du droit civil : ainsi autrefois Newton avoit jetté, dès sa premiere jeunesse, les fondemens des ouvrages qui l'ont rendu immortel. Cependant l'étude de la jurisprudence, quoique moins aride pour M. de Montesquieu que pour la plupart de ceux qui s'y livrent, parce qu'il la cultivoit en philosophe, ne suffisoit pas à l'étendue & à l'activité de son génie. Il approfondissoit, dans le même tems, des

matieres encore plus importantes & plus délicates (a), & les discutoit dans le silence avec la sagesse, la décence & l'équité qu'il a depuis montrées dans ses ouvrages.

Un oncle paternel , président à mortier au parlement des Bordeaux , juge éclairé & citoyen vertueux , l'oracle de sa compagnie & de sa province , ayant perdu un fils unique , & voulant conserver , dans son corps , l'esprit d'élévation qu'il avoit tâché d'y répandre , laissa ses biens & sa charge à monsieur de Montesquieu. Il étoit conseiller au parlement de Bordeaux depuis le 24 février 1714, & fut reçu président à mortier le 13 juillet 1716. Quelques années après , en 1722 , pendant la minorité du roi , sa compagnie le chargea de présenter des remontrances à l'occasion d'un nouvel impôt. Placé entre le trône & le peuple , il remplit , en sujet respectueux & en magistrat plein de courage , l'emploi si noble & si peu envié , de faire parvenir au souverain le cri des malheureux : & la misere publique , représentée avec autant d'habileté que de force , obtint la justice qu'elle demandoit. Ce succès , il est vrai , par malheur

(a) C'étoit un ouvrage en forme de lettres , dont le but étoit de prouver que l'idolâtrie de la plupart des païens ne paroïssoit pas mériter une damnation éternelle.

heur pour l'état bien plus que pour lui , fut aussi passager que s'il eût été injuste ; à peine la voix des peuples eut-elle cessé de se faire entendre , que l'impôt supprimé fut remplacé par un autre : mais le citoyen avoit fait son devoir.

Il fut reçu , le 3 avril 1716 , dans l'académie de Bordeaux , qui ne faisoit que de naître. Le goût pour la musique & pour les ouvrages de pur agrément , avoit d'abord rassemblé les membres qui la formoient. Mr. de Montesquieu crut , avec raison , que l'ardeur naissante & les talens de ses confreres pourroient s'exercer avec encore plus d'avantage sur les objets de la physique. Il étoit persuadé que la Nature , si digne d'être observée par-tout , trouvoit aussi par-tout des yeux dignes de la voir ; qu'au contraire les ouvrages de goût ne souffrant point de médiocrité , & la capitale étant en ce genre le centre des lumieres & des secours , il étoit trop difficile de rassembler loin d'elle un assez grand nombre d'écrivains distingués. Il regardoit les sociétés de bel esprit si étrangement multipliées dans nos provinces , comme une espece , ou plutôt comme une ombre de luxe littéraire , qui nuit à l'opulence réelle , sans même en offrir l'apparence. Heu-



reusement Mr. le duc de la Force, par un prix qu'il venoit de fonder à Bordeaux, avoit secondé des vues si éclairées & si justes. On jugea qu'une expérience bien faite seroit préférable à un discours foible ou à un mauvais poëme; & Bordeaux eut une académie des sciences.

Mr. de Montesquieu, nullement empressé de se montrer au public, sembloit attendre, selon l'expression d'un grand génie, *un âge mûr pour écrire*. Ce ne fut qu'en 1721, c'est-à-dire, âgé de trente-deux ans, qu'il mit au jour les *lettres persanes*. Le *Siamois des amusemens sérieux & comiques* pouvoit lui en avoir fourni l'idée; mais il surpassa son modele. La peinture des mœurs orientales, réelles ou supposées, de l'orgueil & du flegme de l'amour asiatique, n'est que le moindre objet de ces lettres; elle n'y sert, pour ainsi dire, que de prétexte à une satyre fine de nos mœurs, & à des matieres importantes que l'auteur approfondit, en paroissant glisser sur elles. Dans cette espece de tableau mouvant, Usbek expose sur-tout, avec autant de légereté que d'énergie, ce qui a le plus frappé parmi nous les yeux pénétrants; notre habitude de traiter sérieusement les choses les plus futiles, & de tourner les plus

plus importantes en plaisanterie ; nos conversations si bruyantes & si frivoles ; notre ennui dans le sein du plaisir même ; nos préjugés & nos actions en contradiction continuelle avec nos lumières ; tant d'amour pour la gloire , joint à tant de respect pour l'idole de la faveur ; nos courtisans si rampans & si vains ; notre politesse extérieure , ou notre prédilection affectée pour eux ; la bisarrerie de nos goûts , qui n'a rien au-dessous d'elle , que l'empressement de toute l'Europe à les adopter ; notre dédain barbare pour deux des plus respectables occupations d'un citoyen , le commerce & la magistrature ; nos disputes littéraires si vives & si inutiles ; notre fureur d'écrire avant que de penser , & de juger avant que de connoître. A cette peinture vive , mais sans fiel , il oppose , dans l'apologue des Troglodites , le tableau d'un peuple vertueux , devenu sage par le malheur : morceau digne du portique. Ailleurs , il montre la philosophie long-tems étouffée , reparoissant tout-à-coup , regagnant , par ses progrès , le tems qu'elle a perdu , pénétrant jusques chez les Russes à la voix d'un génie qui l'appelle ; tandis que , chez d'autres peuples de l'Europe , la superstition , semblable à une atmosphère épaisse , empêche la lumière qui les environne de

toutes parts d'arriver jusqu'à eux. Enfin, par les principes qu'il établit sur la nature des gouvernemens anciens & modernes, il présente le germe de ses idées lumineuses, développées depuis par l'auteur dans son grand ouvrage.

Ces différens sujets, privés aujourd'hui des graces de la nouveauté qu'ils avoient dans la naissance des lettres persanes, y conserveront toujours le mérite du caractère original qu'on a sçu leur donner : mérite d'autant plus réel qu'il vient ici du génie seul de l'écrivain, & non du voile étranger dont il s'est couvert ; car Usbek a pris, durant son séjour en France, non seulement une connoissance si parfaite de nos mœurs, mais une si forte teinture de nos manieres même, que son style fait souvent oublier son pays. Ce léger défaut de vraisemblance peut n'être pas sans dessein & sans adresse : en relevant nos ridicules & nos vices, il a voulu sans doute aussi rendre justice à nos avantages. Il a senti toute la fadeur d'un éloge direct ; & il nous a plus finement loués, en prenant si souvent notre ton pour médire plus agréablement de nous.

Malgré le succès de cet ouvrage, Mr. de Montesquieu ne s'en étoit point déclaré ouvertement l'auteur. Peut-être croyoit-il

DE M. DE MONTESQUIEU. ix  
il échapper plus aisément par ce moyen à la satire littéraire, qui épargne plus volontiers les écrits anonymes, parce que c'est toujours la personne, & non l'ouvrage, qui est le but de ses traits. Peut-être craignoit-il d'être attaqué sur le prétendu contraste des lettres persannes avec l'austérité de sa place; espece de reproche, disoit-il, que les critiques ne manquent jamais, parce qu'il ne demande aucun effort d'esprit. Mais son secret étoit découvert, & déjà le public le montrait à l'académie françoise. L'événement fit voir combien le silence de Mr. de Montesquieu avoit été sage. Usbek s'exprime quelquefois assez librement, non sur le fonds du christianisme, mais sur des matieres que trop de personnes affectent de confondre avec le christianisme même; sur l'esprit de persécution dont tant de chrétiens ont été animés; sur les usurpations temporelles de la puissance ecclésiastique; sur la multiplication excessive des monasteres qui enlèvent des sujets à l'Etat, sans donner à dieu des adorateurs; sur quelques opinions qu'on a vainement tenté d'ériger en dogmes; sur nos disputes de religion, toujours violentes, & souvent funestes. S'il paroît toucher ailleurs à des questions plus délicates, & qui intéressent de plus près la religion



ligion chrétienne, ses réflexions, appréciées avec justice, sont en effet très-favorables à la révélation; puisqu'il se borne à montrer combien la raison humaine, abandonnée à elle-même, est peu éclairée sur ces objets. Enfin, parmi les véritables lettres de monsieur de Montesquieu, l'imprimeur étranger en avoit inséré quelques-unes d'une autre main: & il eût fallu du moins, avant que de condamner l'auteur, démêler ce qui lui appartenoit en propre. Sans égard à ces considérations, d'un côté la haine sous le nom de zele, de l'autre le zele sans discernement ou sans lumieres, se souleverent & se réunirent contre les *lettres persanes*. Des délateurs, espece d'hommes dangereuse & lâche, que même dans un gouvernement sage on a quelquefois le malheur d'écouter, allarmerent, par un extrait infidèle, la piété du ministère. Mr. de Montesquieu par le conseil de ses amis, soutenu de la voix publique, s'étant présenté pour la place de l'académie françoise, vacante par la mort de monsieur de Sacy, le ministre écrivit à cette compagnie que sa majesté ne donneroit jamais son agrément à l'auteur des lettres persanes; qu'il n'avoit point lu ce livre, mais que des personnes en qui il avoit confiance lui en avoient fait connoître le poison & le danger. Mr. de

Mon-

Montesquieu sentit le coup qu'une pareille accusation pouvoit porter à sa personne, à sa famille, à la tranquillité de sa vie. Il n'attachoit pas assez de prix aux honneurs littéraires, ni pour les rechercher avec avidité, ni pour affecter de les dédaigner quand ils se présentoient à lui, ni enfin pour en regarder la simple privation comme un malheur : mais l'exclusion perpétuelle, & sur-tout les motifs de l'exclusion, lui paroissoient une injure. Il vit le ministre ; lui déclara que, par des raisons particulieres, il n'avoit point les lettres persanes, mais qu'il étoit encore plus éloigné de désavouer un ouvrage dont il croyoit n'avoir point à rougir ; & qu'il devoit être jugé d'après une lecture, & non sur une délation : le ministre prit enfin le parti par où il auroit dû commencer ; il lut le livre, aima l'auteur, & apprit à mieux placer sa confiance. L'académie françoise ne fut point privée d'un de ses plus beaux ornemens ; & la France eut le bonheur de conserver un sujet que la superstition ou la calomnie étoient prêtes à lui faire perdre : car Mr. de Montesquieu avoit déclaré au gouvernement, qu'après l'espece d'outrage qu'on alloit lui faire, il iroit chercher, chez les étrangers qui lui tendoient les bras, la sûreté, le repos, & peut-être les récompenses.

penfes qu'il auroit dû efperer dans fon pays. La nation eût déploré cette perte, & la honte en fût pourtant retombée fur elle.

Feu monfieur le maréchal d'Eftées, alors directeur de l'académie françoife, fe conduifit dans cette circonftance en courtifan vertueux, & d'une ame vraiment élevée: il ne craignit, ni d'abuser de fon crédit, ni de le compromettre; il foutint fon ami, & juftifia Socrate. Ce trait de courage, fi précieux aux lettres, fi digne d'avoir aujourd'hui des imitateurs, & fi honorable à la mémoire de Mr. le maréchal d'Eftées, n'auroit pas dû être oublié dans fon éloge.

Mr. de Montesquieu fut reçu le 24 janvier 1728. Son difcours eft un des meilleurs qu'on ait prononcés dans une pareille occafion: le mérite en eft d'autant plus grand, que les récipiendaires, gênés jufqu'alors par ces formules & ces éloges d'ufage, auxquels une efpece de prefcription les affujettit, n'avoient encore ofé franchir ce cercle pour traiter d'autres fujets, ou n'avoient point penfé du moins à les y renfermer. Dans cet état même de contrainte, il eut l'avantage de réuffir. Entre plufieurs traits dont brille fon difcours (b), on recon-

(b) On le trouvera à la fin de cet éloge.

DE M. DE MONTESQUIEU. xij  
connoitroit l'écrivain qui pense, au seul  
portrait du cardinal de Richelieu, *qui ap-  
prit à la France le secret de ses forces, &  
à l'Espagne celui de sa foiblesse; qui ôta à  
l'Allemagne ses chaînes, & lui en donna de  
nouvelles.* Il faut admirer Mr. de Montes-  
quieu d'avoir sçu vaincre la difficulté de son  
sujet, & pardonner à ceux qui n'ont pas  
eu le même succès.

Le nouvel académicien étoit d'autant  
plus digne de ce titre, qu'il avoit, peu de  
tems auparavant, renoncé à tout autre tra-  
vail, pour se livrer entièrement à son génie  
& à son goût. Quelque importante que fût  
la place qu'il occupoit, avec quelques lu-  
mieres & quelque intégrité qu'il en eût  
rempli les devoirs, il sentoît qu'il y avoit  
des objets plus dignes d'occuper ses talens;  
qu'un citoyen est redevable à sa nation &  
à l'humanité de tout le bien qu'il peut leur  
faire; & qu'il seroit plus utile à l'une &  
à l'autre, en les éclairant par ses écrits,  
qu'il ne pouvoit l'être en discutant quel-  
ques contestations particulieres dans l'obs-  
curité. Toutes ces réflexions le détermi-  
nerent à vendre sa charge. Il cessa d'être  
magistrat, & ne fut qu'homme de lettres.

Mais, pour se rendre utile par ses ouvra-  
ges aux différentes nations, il étoit néces-  
saire qu'il les connût. Ce fut dans cette vue



qu'il entreprit de voyager. Son but étoit d'examiner par tout le physique & le moral ; d'étudier les loix & la constitution de chaque pays ; de visiter le savans, les écrivains, les artistes célèbres ; de chercher sur-tout ces hommes rares & singuliers, dont le commerce supplée quelquefois à plusieurs années d'observations & de séjour. Mr. de Montesquieu eût pu dire, comme Démocrite : „ Je n'ai rien oublié pour „ m'instruire : j'ai quitté mon pays, & par- „ couru l'univers, pour mieux connoître „ la vérité : j'ai vu tous les personnages il- „ lustres de mon tems ”. Mais il y eut cette différence entre le Démocrite françois & celui d'Abdere, que le premier voyageoit pour instruire les hommes, & le second pour s'en moquer.

Il alla d'abord à Vienne, où il vit souvent le célèbre prince Eugene. Ce héros si funeste à la France (à laquelle il auroit pu être si utile), après avoir balancé la fortune de Louis XIV, & humilié la fierté ottomane, vivoit sans faste durant la paix, aimant & cultivant les lettres dans une cour où elles sont peu en honneur, & donnant à ses maîtres l'exemple de les protéger. M. de Montesquieu crut entrevoir dans ses discours quelques restes d'intérêt pour son ancienne patrie. Le prince Eugene en lais-  
soit



soit voir sur-tout , autant que le peut faire un ennemi , sur les suites funestes de cette division intestine qui trouble depuis si long-tems l'église de France : l'homme d'Etat en prévoyoit la durée & les effets , & les prédit au philosophe.

M. de Montesquieu partit de Vienne pour voir la Hongrie , contrée opulente & fertile , habitée par une nation fiere & généreuse , le fléau de ses tyrans , & l'appui de ses souverains. Comme peu de personnes connoissent bien ce pays , il a écrit avec soin cette partie de ses voyages.

D'Allemagne , il passa en Italie. Il vit à Venise le fameux Law , à qui il ne restoit , de sa grandeur passée , que des projets heureusement destinés à mourir dans sa tête , & un diamant qu'il engageoit pour jouer aux jeux de hasard. Un jour , la conversation rouloit sur le fameux système que Law avoit inventé ; époque de tant de malheurs & de fortunes , & sur-tout d'une dépravation remarquable dans nos mœurs. Comme le parlement de Paris , dépositaire immédiat des loix dans les tems de minorité , avoit fait éprouver au ministre écossais quelque résistance dans cette occasion , Mr. de Montesquieu lui demanda pourquoi on n'avoit pas essayé de vaincre cette résistance par un moyen presque toujours in-

failli-

faillible en Angleterre, par le grand mobile des actions des hommes, en un mot, par l'argent? *Ce ne sont pas*, répondit Law, *des génies aussi ardens & aussi généreux que mes compatriotes; mais ils sont beaucoup plus incorruptibles.* Nous ajouterons, sans aucun préjugé de vanité nationale, qu'un corps libre pour quelques instans doit mieux résister à la corruption, que celui qui l'est toujours; le premier, en vendant sa liberté, la perd; le second ne fait, pour ainsi dire, que la prêter, & l'exerce même en l'engageant. Ainsi les circonstances & la nature du gouvernement font les vices & les vertus des nations.

Un autre personnage non moins fameux, que Mr. de Montesquieu vit encore plus souvent à Venise, fut le comte de Bonneval. Cet homme, si connu par ses aventures qui n'étoient pas encore à leur terme, & flatté de converser avec un juge digne de l'entendre, lui faisoit avec plaisir le détail singulier de sa vie, le récit des actions militaires où il s'étoit trouvé, le portrait des généraux & des ministres qu'il avoit connus. Mr. de Montesquieu se rappelloit souvent ces conversations, & en racontoit différens traits à ses amis.

Il alla, de Venise, à Rome. Dans cette ancienne capitale du monde, qui l'est en-  
core

coré à certains égards, il s'appliqua surtout à examiner ce qui la distingue aujourd'hui le plus ; les ouvrages des Raphaël, des Titien, & des Michel-Ange. Il n'avoit point fait une étude particulière des beaux arts ; mais l'expression, dont brillent les chefs-d'œuvre en ce genre, saisit infailliblement tout homme de génie. Accoutumé à étudier la Nature, il la reconnoit quand elle est imitée, comme un portrait ressemblant frappe tous ceux à qui l'original est familier. Malheur aux productions de l'art dont toute la beauté n'est que pour les artistes !

Après avoir parcouru l'Italie, Mr. de Montesquieu vint en Suisse. Il examina soigneusement les vastes pays arrosés par le Rhin. Et il ne lui resta plus rien à voir en Allemagne, car Frédéric ne régnoit pas encore. Il s'arrêta ensuite quelque tems dans les Provinces-Unies, monument admirable de ce que peut l'industrie humaine, animée par l'amour de la liberté. Enfin il se rendit en Angleterre, où il demeura deux ans. Digne de voir & d'entretenir les plus grands hommes, il n'eut à regretter que de n'avoir pas fait plutôt ce voyage. Locke & Newton étoient morts. Mais il eut souvent l'honneur de faire sa cour à leur protectrice, la célèbre reine d'Angleterre, qui cultivoit  
la

la philosophie sur le trône, & qui goûta, comme elle le devoit, monsieur de Montesquieu. Il ne fut pas moins accueilli par la nation, qui n'avoit pas besoin, sur cela, de prendre le ton de ses maîtres. Il forma à Londres des liaisons intimes avec des hommes exercés à méditer, & à se préparer aux grandes choses par des études profondes. Il s'instruisit avec eux de la nature du gouvernement, & parvint à le bien connoître. Nous parlons ici d'après les témoignages publics que lui en ont rendu les Anglois eux-mêmes, si jaloux de nos avantages, & si peu disposés à reconnoître en nous aucune supériorité.

Comme il n'avoit rien examiné, ni avec la prévention d'un enthousiaste, ni avec l'austérité d'un cynique; il n'avoit remporté de ses voyages ni un dédain outrageant pour les étrangers, ni un mépris encore plus déplacé pour son propre pays. Il résulta, de ses observations, que l'Allemagne étoit faite pour y voyager, l'Italie pour y séjourner, l'Angleterre pour y penser, & la France pour y vivre.

De retour enfin dans sa patrie, M. de Montesquieu se retira pendant deux ans à sa terre de la Brede. Il y jouit en paix de cette solitude que le spectacle & le tumulte du monde sert à rendre plus agréable : il vé-

cut



DE M. DE MONTESQUIEU. xix  
eut avec lui-même, après en être sorti si  
long-tems : & , ce qui nous intéresse le  
plus , il mit la dernière main à son ouvrage  
*sur les causes de la grandeur & de la déca-*  
*dence des Romains* , qui parut en 1734.

Les empires , ainsi que les hommes , doi-  
vent croître , dépérir & s'éteindre. Mais  
cette révolution nécessaire a souvent des  
causes cachées , que la nuit des tems nous  
dérobe , & que le mystère ou leur petitesse  
apparente a même quelquefois voilées aux  
yeux des contemporains. Rien ne ressemble  
plus , sur ce point , à l'histoire moderne ,  
que l'histoire ancienne. Celle des Romains  
mérite néanmoins , à cet égard , quelque  
exception : elle présente une politique rai-  
sonnée , un système suivi d'aggrandisse-  
ment , qui ne permet pas d'attribuer la for-  
tune de ce peuple à des ressorts obscurs &  
subalternes. Les causes de la grandeur ro-  
maine se trouvent donc dans l'histoire ; &  
c'est au philosophe à les y découvrir. D'ail-  
leurs , il n'en est pas des systèmes dans cette  
étude , comme dans celle de la physique.  
Ceux-ci sont presque toujours précipités ,  
parce qu'une observation nouvelle & im-  
prévue peut les renverser en un instant ; au-  
contraire , quand on recueille avec soin les  
faits que nous transmet l'histoire ancienne  
d'un pays , si on ne rassemble pas toujours  
tous



tous les matériaux qu'on peut desirer, on ne sçauroit du moins espérer d'en avoir un jour davantage. L'étude réfléchie de l'histoire, étude si importante & si difficile, consiste à combiner, de la maniere la plus parfaite, ces matériaux défectueux : tel seroit le mérite d'un architecte, qui, sur des ruines sçavantes, tracerait, de la maniere la plus vraisemblable, le plan d'un édifice antique; en suppléant, par le génie & par d'heureuses conjectures, à des restes informes & tronqués.

C'est sous ce point de vue qu'il faut envisager l'ouvrage de M. de Montesquieu. Il trouve les causes de la grandeur des Romains dans l'amour de la liberté, du travail, & de la patrie, qu'on leur inspiroit dès l'enfance; dans ces dissensions intestines, qui donnoient du ressort aux esprits, & qui cessoient tout-à-coup à la vue de l'ennemi; dans cette constance après le malheur, qui ne désespéroit jamais de la république; dans le principe où ils furent toujours de ne jamais faire la paix qu'après des victoires; dans l'honneur du triomphe, sujet d'émulation pour les généraux; dans la protection qu'ils accordoient aux peuples révoltés contre leurs rois; dans l'excellente politique de laisser aux vaincus leurs dieux & leurs coutumes; dans celle  
de

de n'avoir jamais deux puissans ennemis sur les bras, & de tout souffrir de l'un, jusqu'à ce qu'ils eussent anéanti l'autre. Il trouve les causes de leur décadence dans l'aggrandissement même de l'Etat, qui changea en guerres civiles les tumultes populaires; dans les guerres éloignées, qui, forçant les citoyens à une trop longue absence, leur faisoient perdre insensiblement l'esprit républicain; dans le droit de bourgeoisie accordé à tant de nations, & qui ne fit plus, du peuple romain, qu'une espèce de monstre à plusieurs têtes; dans la corruption introduite par le luxe de l'Asie; dans les proscriptions de Sylla, qui avilirent l'esprit de la nation, & la préparèrent à l'esclavage; dans la nécessité où les Romains se trouverent de souffrir des maîtres, lorsque leur liberté leur fut devenue à charge; dans l'obligation où ils furent de changer de maximes, en changeant de gouvernement; dans cette suite de monstres qui régnerent, presque sans interruption, depuis Tibère jusqu'à Nerva, & depuis Commode jusqu'à Constantin: enfin, dans la translation & le partage de l'empire, qui périt d'abord en occident par la puissance des barbares, & qui, après avoir languï plusieurs siècles en orient sous des empereurs imbéciles ou féroces, s'anéantit.

néantit insensiblement comme ces fleuves qui disparoissent dans des sables.

Un assez petit volume a suffi à M. de Montesquieu , pour développer un tableau si intéressant & si vaste. Comme l'auteur ne s'appesantit point sur les détails, & ne saisit que les branches fécondes de son sujet, il a sçu renfermer en très-peu d'espace un grand nombre d'objets distinctement apperçus, & rapidement présentés, sans fatigue pour le lecteur. En laissant beaucoup voir, il laisse encore plus à penser : & il auroit pu intituler son livre, *histoire romaine, à l'usage des hommes d'état & des philosophes.*

Quelque réputation que M. de Montesquieu se fût acquise par ce dernier ouvrage, & par ceux qui l'avoient précédé, il n'avoit fait que se frayer le chemin à une plus grande entreprise, à celle qui doit immortaliser son nom, & le rendre respectable aux siècles futurs. Il en avoit dès longtemps formé le dessein : il en médita pendant vingt ans l'exécution ; ou, pour parler plus exactement, toute sa vie en avoit été la méditation continuelle. D'abord il s'étoit fait, en quelque façon, étranger dans son propre pays, afin de le mieux connoître. Il avoit ensuite parcouru toute l'Europe, & profondément étudié les dif-  
férens

férens peuples qui l'habitent. L'isle fameuse, qui se glorifie tant de ses loix, & qui en profite si mal, avoit été pour lui, dans ce long voyage, ce que l'isle de Crete fut autrefois pour Lycurgue, une école où il avoit sçu s'instruire sans tout approuver. Enfin, il avoit, si on peut parler ainsi, interrogé & jugé les nations & les hommes célèbres qui n'existent plus aujourd'hui que dans les annales du monde. Ce fut ainsi qu'il s'éleva par degrés au plus beau titre qu'un sage puisse mériter, celui de législateur des nations.

S'il étoit animé par l'importance de la matiere, il étoit effrayé en même tems par son étendue: il l'abandonna, & y revint à plusieurs reprises. Il sentit plus d'une fois, comme il l'avoue lui-même, tomber les mains paternelles. Encouragé enfin par ses amis, il ramassa toutes ses forces & donna l'*Esprit des Loix*.

Dans cet important ouvrage, M. de Montesquieu, sans s'appesantir, à l'exemple de ceux qui l'ont précédé, sur des discussions métaphyloques relatives à l'homme supposé dans un état d'abstraction; sans se borner, comme d'autres, à considérer certains peuples dans quelques relations ou circonstances particulieres, envisage les habitans de l'univers dans l'état réel où ils sont,



font, & dans tous les rapports qu'ils peuvent avoir entr'eux. La plupart des autres écrivains en ce genre font presque toujours, ou de simples moralistes, ou de simples jurisconsultes, ou même quelquefois de simples théologiens : pour lui, l'homme de tous les pays & de toutes les nations, il s'occupe moins de ce que le devoir exige de nous, que des moyens par lesquels on peut nous obliger de le remplir ; de la perfection métaphysique des loix, que de celle dont la nature humaine les rend susceptibles ; des loix qu'on a faites, que de celles qu'on a dû faire ; des loix d'un peuple particulier que de celles de tous les peuples. Ainsi, en se comparant lui-même à ceux qui ont couru avant lui cette grande & noble carrière, il a pu dire, comme le Corrége, quand il eut vu les ouvrages de ses rivaux, *Et moi aussi, je suis peintre* (c).

Rempli & pénétré de son objet, l'auteur de l'esprit de loix y embrasse un si grand nombre de matieres, & les traite avec tant de briéveté & de profondeur, qu'une lecture assidue & méditée peut seule faire sentir le mérite de ce livre. Elle servira surtout, nous osons le dire, à faire disparaître le prétendu défaut de méthode dont quelques

(c) On trouvera, à la suite de cet éloge, l'analyse de l'*Esprit des Loix*, par le même auteur.

ques lecteurs ont accusé M. de Montesquieu ; avantage qu'ils n'auroient pas dû le taxer légèrement d'avoir négligé dans une matiere philosophique , & dans un ouvrage de vingt années. Il faut distinguer le désordre réel de celui qui n'est qu'apparent. Le désordre est réel , quand l'analogie & la suite des idées n'est point observée ; quand les conclusions sont érigées en principes ou les précédent ; quand le lecteur , après des détours sans nombre , se retrouve au point d'où il est parti. Le désordre n'est qu'apparent , quand l'auteur , mettant à leur véritable place les idées dont il fait usage , laisse à suppléer aux lecteurs les idées intermédiaires. Et c'est ainsi que M. de Montesquieu a cru pouvoir & devoir en user dans un livre destiné à des hommes qui pensent , dont le génie doit suppléer à des omissions volontaires & raisonnées.

L'ordre , qui se fait appercevoir dans les grandes parties de l'esprit des loix , ne regne pas moins dans les détails : nous croyons que , plus on approfondira l'ouvrage , plus on en sera convaincu. Fidele à ses divisions générales , l'auteur rapporte à chacune les objets qui lui appartiennent exclusivement ; & , à l'égard de ceux qui , par différentes branches , appartiennent à plusieurs divisions à la fois , il a placé sous chaque divi-

sion la branche qui lui appartient en propre. Par-là on apperçoit aisément, & sans confusion, l'influence que les différentes parties du sujet ont les unes sur les autres; comme dans un arbre ou systême bien entendu des connoissances humaines, on peut voir le rapport mutuel des sciences & des arts. Cette comparaison d'ailleurs est d'autant plus juste, qu'il en est du plan qu'on peut se faire dans l'examen philosophique des loix, comme de l'ordre qu'on peut observer dans un arbre encyclopédique des sciences: il y restera toujours de l'arbitraire; & tout ce qu'on peut exiger de l'auteur, c'est qu'il suive, sans détour & sans écart, le systême qu'il s'est une fois formé.

Nous dirons de l'obscurité que l'on peut se permettre dans un tel ouvrage, la même chose que du défaut d'ordre. Ce qui seroit obscur pour les lecteurs vulgaires, ne l'est pas pour ceux que l'auteur a eus en vue. D'ailleurs, l'obscurité volontaire n'en est pas une. M. de Montesquieu ayant à présenter quelquefois des vérités importantes, dont l'énoncé absolu & direct auroit pu blesser sans fruit, a eu la prudence de les envelopper; &, par cet innocent artifice, les a voilées à ceux à qui elles seroient nuisibles, sans qu'elles fussent perdues pour les sages. Par-

Parmi les ouvrages qui lui ont fourni des secours, & quelquefois des vues pour le sien, on voit qu'il a sur-tout profité des deux historiens qui ont pensé le plus, Tacite & Plutarque : mais, quoiqu'un philosophe qui a fait ces deux lectures soit dispensé de beaucoup d'autres, il n'avoit pas cru devoir, en ce genre, rien négliger ni dédaigner de ce qui pouvoit être utile à son objet. La lecture que suppose l'esprit des loix est immense ; & l'usage raisonné que l'auteur a fait de cette multitude prodigieuse de matériaux paroîtra encore plus surprenant, quand on sçaura qu'il étoit presque entièrement privé de la vue, & obligé d'avoir recours à des yeux étrangers. Cette vaste lecture contribue non seulement à l'utilité, mais à l'agrément de l'ouvrage. Sans déroger à la majesté de son sujet, monsieur de Montesquieu sçait en tempérer l'austérité, & procurer aux lecteurs des momens de repos, soit par des faits singuliers & peu connus, soit par des allusions délicates, soit par ces coups de pinceau énergiques & brillans, qui peignent d'un seul trait les peuples & les hommes.

Enfin, car nous ne voulons pas jouer ici le rôle des commentateurs d'Homere, il y a sans doute des fautes dans l'esprit des loix, comme il y en a dans tout ouvrage



de génie , dont l'auteur a le premier osé se frayer des routes nouvelles. M. de Montesquieu a été parmi nous pour l'étude des loix , ce que Descartes a été pour la philosophie : il éclaire souvent , & se trompe quelquefois ; & , en se trompant même , il instruit ceux qui sçavent lire. Cette nouvelle édition montrera , par les additions & corrections qu'il y a faites , que , s'il est tombé de tems en tems , il a sçu le reconnoître & se relever. Par-là il acquerra du moins le droit à un nouvel examen , dans les endroits où il n'aura pas été de l'avis de ses censeurs ; peut-être même ce qu'il aura jugé le plus digne de correction leur a-t-il absolument échappé , tant l'envie de nuire est ordinairement aveugle !

Mais ce qui est à la portée de tout le monde dans l'esprit des loix , ce qui doit rendre l'auteur cher à toutes les nations , ce qui serviroit même à couvrir des fautes plus grandes que les siennes , c'est l'esprit de citoyen qui l'a dicté. L'amour du bien public , le desir de voir les hommes heureux , s'y montrent de toutes parts ; & n'eût-il que ce mérite si rare & si précieux , il seroit digne , par cet endroit seul , d'être la lecture des peuples & des rois. Nous voyons déjà , par une heureuse expérience , que les fruits de cet ouvrage ne se bornent pas ,

pas, dans ses lecteurs, à des sentimens itériles. Quoique monsieur de Montesquieu ait peu survécu à la publication de l'esprit des loix, il a eu la satisfaction d'entrevoir les effets qu'il commence à produire parmi nous; l'amour naturel des François pour leur patrie, tourné vers son véritable objet; ce goût pour le commerce, pour l'agriculture, & pour les arts utiles, qui se répand insensiblement dans notre nation; cette lumière générale sur les principes du gouvernement, qui rend les peuples plus attachés à ce qu'ils doivent aimer. Ceux qui ont si indécemment attaqué cet ouvrage, lui doivent peut-être plus qu'ils ne s'imaginent. L'ingratitude, au reste, est le moindre reproche qu'on ait à leur faire. Ce n'est pas sans regret & sans honte pour notre siècle, que nous allons les dévoiler: mais cette histoire importe trop à la gloire de monsieur de Montesquieu, & à l'avantage de la philosophie, pour être passée sous silence. Puissé l'opprobre, qui couvre enfin ses ennemis, leur devenir salutaire!

A peine l'esprit des loix parut-il qu'il fut recherché avec empressement, sur la réputation de l'auteur: mais, quoique M. de Montesquieu eût écrit pour le bien du peuple, il ne devoit pas avoir le peuple pour juge: la profondeur de l'objet étoit une

suite de son importance même. Cependant les traits qui étoient répandus dans l'ouvrage, & qui auroient été déplacés s'ils n'étoient pas nés du fond du sujet, persuadèrent à trop de personnes qu'il étoit écrit pour elles. On cherchoit un livre agréable; & on ne trouvoit qu'un livre utile, dont on ne pouvoit d'ailleurs, sans quelque attention, saisir l'ensemble & les détails. On traita légèrement l'esprit des loix; le titre même fut un sujet de plaisanterie; enfin, l'un des plus beaux monumens littéraires qui soient sortis de notre nation, fut regardé d'abord par elle avec assez d'indifférence. Il fallut que les véritables juges eussent eu le tems de lire: bientôt ils ramenerent la multitude, toujours prompte à changer d'avis. La partie du public qui enseigne dicta à la partie qui écoute ce qu'elle devoit penser & dire; & le suffrage des hommes éclairés, joint aux échos qui le répétèrent, ne forma plus qu'une voix dans toute l'Europe.

Ce fut alors que les ennemis publics & secrets des lettres & de la philosophie (car elles en ont de ces deux especes) réunirent leurs traits contre l'ouvrage. De-là, cette foule de brochures qui lui furent lancées de toutes parts, & que nous ne tirerons pas de l'oubli où elles sont déjà plongées. Si  
leurs

leurs auteurs n'avoient pris de bonnes mesures pour être inconnus à la postérité, elle croiroit que l'esprit des loix a été écrit au milieu d'un peuple de barbares.

M. de Montesquieu méprisa sans peine les critiques ténébreuses de ces auteurs sans talent, qui, soit par une jalousie qu'ils n'ont pas droit d'avoir, soit pour satisfaire la malignité du public qui aime la satire & la méprise, outragent ce qu'ils ne peuvent atteindre; &, plus odieux par le mal qu'ils veulent faire que redoutables par celui qu'ils font, ne réussissent pas même dans un genre d'écrire que sa facilité & son objet rendent également vil. Il mettoit les ouvrages de cette espece sur la même ligne que ces nouvelles hebdomadaires de l'Europe, dont des éloges sont sans autorité & les traits sans effet, que des lecteurs oisifs parcourent sans y ajouter foi, & dans lesquelles les souverains sont insultés sans le sçavoir, ou sans daigner s'en venger. Il ne fut pas aussi indifférent sur les principes d'irreligion qu'on l'accusa d'avoir semé dans l'esprit des loix. En méprisant de pareils reproches il auroit cru les mériter, & l'importance de l'objet lui ferma les yeux sur la valeur de ses adversaires. Ces hommes également dépourvus de zele, & également empressés d'en faire paroître, éga-



lement effrayés de la lumière que les lettres répandent, non au préjudice de la religion, mais à leur désavantage, avoient pris différentes formes pour lui porter atteinte. Les uns, par un stratagème aussi puéril que pusillanime, s'étoient écrits à eux-mêmes; les autres, après l'avoir déchiré sous le masque de l'anonyme, s'étoient ensuite déchirés entr'eux à son occasion. M. de Montesquieu, quoique jaloux de les confondre, ne jugea pas à propos de perdre un tems précieux à les combattre les uns après les autres: il se contenta de faire un exemple sur celui qui s'étoit le plus signalé par ses excès.

C'étoit l'auteur d'une feuille anonyme & périodique, qui croit avoir succédé à Paschal, parce qu'il a succédé à ses opinions; panégyriste d'ouvrages que personne ne lit, & apologiste de miracles que l'autorité séculière a fait cesser dès qu'elle l'a voulu; qui appelle impiété & scandale le peu d'intérêt que les gens de lettres prennent à ses querelles; & s'est aliéné, par une adresse digne de lui, la partie de la nation qu'il avoit le plus d'intérêt de ménager. Les coups de ce redoutable athlète furent dignes des vues qui l'inspirent: il accusa M. de Montesquieu de spinosisme & de déisme (deux imputations in-

com-

DE M. DE MONTESQUIEU. xxxiiij  
compatibles); d'avoir suivi le système de  
Pope (dont il n'y avoit pas un mot dans  
l'ouvrage); d'avoir cité Plutarque, qui  
n'est pas un auteur chrétien; de n'avoir  
point parlé du péché originel & de la gra-  
ce. Il prétendit enfin que l'esprit des loix  
étoit une production de la constitution *uni-*  
*genitus*; idée qu'on nous soupçonnera peut-  
être de prêter par dérision au critique.  
Ceux qui ont connu M. de Montesquieu,  
l'ouvrage de Clément XI. & le sien, peu-  
vent juger, par cette accusation, de tou-  
tes les autres.

Le malheur de cet écrivain dut bien le  
décourager: il vouloit perdre un sage par  
l'endroit le plus sensible à tout citoyen, il  
ne fit que lui procurer une nouvelle gloire,  
comme homme de lettres: la *défense de l'es-*  
*prit des loix* parut. Cet ouvrage, par la  
modération, la vérité, la finesse de plai-  
santerie qui y regnent, doit être regardé  
comme un modele en ce genre. M. de  
Montesquieu, chargé par son adversaire  
d'imputations atroces, pouvoit le rendre  
odieux sans peine; il fit mieux, il le ren-  
dit ridicule. S'il faut tenir compte à l'ag-  
resseur d'un bien qu'il a fait sans le vou-  
loir, nous lui devons une éternelle recon-  
noissance de nous avoir procuré ce chef-  
d'œuvre. Mais, ce qui ajoute encore au mé-

rite de ce morceau précieux , c'est que l'auteur s'y est peint lui-même sans y penser : ceux qui l'ont connu croient l'entendre ; & la postérité s'assurera , en lisant sa *défense* , que sa conversation n'étoit pas inférieure à ses écrits ; éloge que bien peu de grands hommes ont mérité.

Une autre circonstance lui assure pleinement l'avantage dans cette dispute. Le critique , qui , pour preuve de son attachement à la religion , en déchire les ministres , accusoit hautement le clergé de France & sur-tout la faculté de théologie , d'indifférence pour la cause de dieu , en ce qu'ils ne proscrivoient pas authentiquement un si pernicieux ouvrage. La faculté étoit en droit de mépriser le reproche d'un écrivain sans aveu : mais il s'agissoit de la religion ; une délicatesse louable lui a fait prendre le parti d'examiner l'esprit des loix. Quoiqu'elle s'en occupe depuis plusieurs années, elle n'a rien prononcé jusqu'ici ; & , fut-il échappé à M. de Montesquieu quelques inadvertances légères , presque inévitables dans une carrière si vaste , l'attention longue & scrupuleuse qu'elles auroient demandée de la part du corps le plus éclairé de l'église , prouveroit au-moins combien elles seroient excusables. Mais ce corps , plein de prudence , ne précipitera rien dans une si im-

por-

portante matiere. Il connoît les bornes de la raison & de la foi : il ſçait que l'ouvrage d'un homme de lettres ne doit point être examiné comme celui d'un théologien ; que les mauvaiſes conſéquences auxquelles une propoſition peut donner lieu par des interprétations odieuſes , ne rendent point blâmable la propoſition en elle - même ; que d'ailleurs nous vivons dans un ſiècle malheureux , où les intérêts de la religion ont beſoin d'être ménagés ; & qu'on peut lui nuire auprès des ſimples , en répandant mal-à-propos , ſur des génies du premier ordre , le ſoupçon d'incrédulité ; qu'enfin , malgré cette accuſation injuſte , M. de Montesquieu fut toujours eſtimé , recherché & accueilli par tout ce que l'églife a de plus reſpectable & de plus grand. Eût-il conſervé auprès de gens de bien la conſidération dont il jouiſſoit , s'ils l'euffent regardé comme un écrivain dangereux ?

Pendant que des infectes le tourmentoient dans ſon propre pays , l'Angleterre élevoit un monument à ſa gloire. En 1752 , M. Daſſier , célèbre par les médailles qu'il a frappées à l'honneur de pluſieurs hommes illuſtres , vint de Londres à Paris pour frapper la ſienne. M. de la Tour , cet artiſte ſi ſupérieur par ſon talent , & ſi eſtimable par ſon déſintéreſſement & l'élévation de



son ame , avoit ardemment desiré de donner un nouveau lustre à son pinceau , en transmettant à la postérité le portrait de l'auteur de l'esprit des loix ; il ne vouloit que la satisfaction de le peindre ; & il méritoit , comme Appelle , que cet honneur lui fût réservé : mais M. de Montesquieu , d'autant plus avare du tems de M. de la Tour que celui-ci en étoit plus prodigue , se refusa constamment & poliment à ses pressantes sollicitations. M. Daffier essuya d'abord des difficultés semblables. " Croyez-vous , dit-il enfin à M. de Montesquieu , qu'il n'y ait pas autant d'orgueil à refuser ma proposition , qu'à l'accepter " ? Désarmé par cette plaisanterie , il laissa faire à M. Daffier tout ce qu'il voulut.

L'auteur de l'esprit des loix jouissoit enfin paisiblement de sa gloire , lorsqu'il tomba malade au commencement de février. Sa santé , naturellement délicate , commençoit à s'altérer depuis long-tems , par l'effet lent & presque infaillible des études profondes , par les chagrins qu'on avoit cherché à lui susciter sur son ouvrage , enfin par le genre de vie qu'on le forçoit de mener à Paris , & qu'il sentoit lui être funeste. Mais l'empressement avec lequel on recherchoit sa société étoit trop vif , pour n'être pas quelquefois in-

indiscret; on vouloit, sans s'en appercevoir, jouir de lui aux dépens de lui-même. A peine la nouvelle du danger où il étoit se fut-elle répandue, qu'elle devint l'objet des conversations & de l'inquiétude publique. Sa maison ne désemplissoit point de personnes de tout rang qui venoient s'informer de son état, les unes par un intérêt véritable, les autres pour s'en donner l'apparence, ou pour suivre la foule. Sa majesté, pénétrée de la perte que son royaume alloit faire, en demanda plusieurs fois des nouvelles; témoignage de bonté & de justice, & qui n'honore pas moins le monarque que le sujet. La fin de M. de Montesquieu ne fut point indigne de sa vie. Accablé de douleurs cruelles, éloigné d'une famille à qui il étoit cher, & qui n'a pas eu la consolation de lui fermer les yeux, entouré de quelques amis, & d'un plus grand nombre de spectateurs, il conserva, jusqu'au dernier moment, la paix & l'égalité de son ame. Enfin, après avoir satisfait avec décence à tous ses devoirs, plein de confiance en l'être éternel auquel il alloit se rejoindre, il mourut avec la tranquillité d'un homme de bien, qui n'avoit jamais consacré ses talens qu'à l'avantage de la vertu & de l'humanité. La France & l'Europe le perdirent le 10 février

1755, à l'âge de soixante-six ans révolus.

Toutes les nouvelles publiques ont annoncé cet événement comme une calamité. On pourroit appliquer à M. de Montesquieu ce qui a été dit autrefois d'un illustre Romain; que personne, en apprenant sa mort, n'en témoigna de joie; que personne même ne l'oublia dès qu'il ne fut plus. Les étrangers s'empressèrent de faire éclater leurs regrets; & milord Chesterfield, qu'il suffit de nommer, fit imprimer, dans un des papiers publics de Londres, un article en son honneur, article digne de l'un & de l'autre; c'est le portrait d'Anaxagore, tracé par Périclès (c). L'académie royale des sciences & des belles lettres de Prusse, quoiqu'on n'y soit point dans l'usage de prononcer l'éloge des associés étrangers, a cru devoir lui faire cet hon-

(c) Voici cet éloge en Anglois, tel qu'on le lit dans la gazette appelée *evening-post*, ou *poste du soir*:

*On the 5th of this month, died at Paris, universally and sincerely regretted, Charles Secondat, baron of Montesquieu, and president a mortier of the parliament of Bourdeaux. His virtues did honour to human nature, his writings justice. A friend to mankind, he asserted their undoubted and inalienable rights with freedom, even in his own country, whose prejudices in matters of religion and government (il faut se ressouvenir que c'est un Anglois qui parle) he had long lamented, and endeavoured (not without some success) to remove. He well knew, and justly admired the happy constitution of this country, where fix'd and known laws equally restrain monarchy from tyranny, and liberty from licentiousness. His works will illustrate his name, and survive him as long as right reason, moral obligation, and the true spirit of laws, shall be understood, respected and maintained.*

C'EST-

honneur, qu'elle n'a fait encore qu'à l'illustre Jean Bernoulli. M. de Maupertuis, tout malade qu'il étoit, a rendu lui-même à son ami ce dernier devoir, & n'a voulu se reposer sur personne d'un soin si cher & si triste. A tant de suffrages éclatans en faveur de M. de Montesquieu, nous croyons pouvoir joindre, sans indiscretion, les éloges que lui a donnés en présence de l'un de nous, le monarque même auquel cette académie célèbre doit son lustre, prince fait pour sentir les pertes de la philosophie, & pour l'en consoler.

Le 17 février, l'académie Françoisise lui fit, selon l'usage, un service solennel, auquel, malgré la rigueur de la saison, presque tous les gens de lettres de ce corps, qui n'étoient point absens de Paris, se firent un devoir d'assister. On auroit dû, dans

## C'EST-A-DIRE;

Le 10 de février, est mort à Paris, universellement & sincèrement regretté, Charles de Secondat, baron de Montesquieu, président au mortier au Parlement de Bordeaux. Ses vertus ont fait honneur à la nature humaine; ses écrits lui ont rendu & fait rendre justice. Ami de l'humanité, il en soutint avec force & avec vérité les droits indubitables & inaliénables.... Il connoissoit parfaitement bien, & admiroit avec justice, l'heureux gouvernement de ce pays, dont les loix, fixes & connues, sont un frein contre la monarchie qui tendroit à la tyrannie, & contre la liberté qui dégénéreroit en licence. Ses ouvrages rendront son nom célèbre; & lui survivront aussi long-tems que la droite raison, les obligations morales, & le vrai esprit des loix, seront entendus, respectés & conservés.



dans cette triste cérémonie , placer l'esprit des loix sur son cercueil , comme on exposa autrefois , vis-à-vis le cercueil de Raphaël , son dernier tableau de la transfiguration. Cet appareil simple & touchant eût été une belle oraison funebre.

Jusqu'ici nous n'avons considéré monsieur de Montesquieu que comme écrivain & philosophe : ce seroit lui dérober la moitié de sa gloire , que de passer sous silence ses agrémens & ses qualités personnelles.

Il étoit , dans le commerce , d'une douceur & d'une gaieté toujours égales. Sa conversation étoit légère , agréable , & instructive , par le grand nombre d'hommes & de peuples qu'il avoit connus. Elle étoit coupée , comme son style , pleine de sel & de saillies , sans amertume & sans satire. Personne ne racontoit plus vivement , plus promptement , avec plus de grace & moins d'apprêt. Il sçavoit que la fin d'une histoire plaillante en est toujours le but ; il se hâtoit donc d'y arriver , & produisoit l'effet sans l'avoir promis.

Ses fréquentes distractions ne le rendoient  
que

(4) L'auteur de la feuille anonyme & périodique , dont nous avons parlé ci-dessus , prétend trouver une contradiction manifeste , entre ce que nous disons ici & ce que nous avons dit un peu plus haut , que la santé de M. de Montesquieu s'étoit altérée par l'effet *LENT* & *presque infail-*  
*ble des études profondes.* Mais pourquoi , en rapprochant les deux endroits , a-t-il supprimé les mots , *lent & presque infail-*

que plus aimable ; il en sortoit toujours par quelque trait inattendu , qui réveilleoit la conversation languissante : d'ailleurs , elles n'étoient jamais , ni jouées , ni choquantes , ni importunes. Le feu de son esprit les faisoient naître , mais il n'y tomboit jamais au milieu d'un entretien intéressant ou sérieux : le desir de plaire à ceux avec qui il se trouvoit , le rendoit alors à eux sans affectation & sans effort.

Les agrémens de son commerce tenoit , non seulement à son caractère & à son esprit , mais à l'espece de régime qu'il observoit dans l'étude. Quoique capable d'une méditation profonde & soutenue , il n'épuisoit jamais ses forces ; il quittoit toujours le travail , avant que d'en ressentir la moindre impression de fatigue (*d*).

Il étoit sensible à la gloire , mais il ne vouloit y parvenir qu'en la méritant. Jamais il n'a cherché à augmenter la sienne par ces manœuvres sourdes , par ces voies obscures & honteuses , qui deshonnorent la per-

*infaillible* , qu'il avoit sous les yeux ? C'est évidemment parce qu'il a senti qu'un effet lent n'est pas moins réel , pour n'être pas senti sur le champ ; & que , par conséquent , ces mots détruisoient l'apparence de la contradiction qu'on prétendoit faire remarquer. Telle est la bonne foi de cet auteur dans des bagatelles , & à plus forte raison dans des matières plus sérieuses. *Note tirée de l'avertissement du sixième volume de l'encyclopédie.*

personne , sans ajouter au nom de l'auteur.

Digne de toutes les distinctions & de toutes les récompenses , il ne demandoit rien , & ne s'étonnoit point d'être oublié : mais il a osé , même dans des circonstances délicates , protéger à la cour des hommes de lettres persécutés , célèbres & malheureux , & leur a obtenu des graces.

Quoiqu'il vécût avec les grands , soit par nécessité , soit par convenance , soit par goût , leur société n'étoit pas nécessaire à son bonheur. Il fuyoit , dès qu'il le pouvoit , à sa terre ; il y retrouvoit , avec joie , sa philosophie , ses livres , & le repos. Entouré des gens de la campagne dans ses heures de loisir , après avoir étudié l'homme dans le commerce du monde & dans l'histoire des nations , il l'étudioit encore dans ces âmes simples que la Nature seule a instruites , & il y trouvoit à apprendre : il conversoit gaïement avec eux ; il leur cherchoit de l'esprit , comme Socrate ; il paroïsoit se plaire autant dans leur entretien que dans les sociétés les plus brillantes , sur-tout quand il terminoit leurs différends , & soulageoient leurs peines par ses bienfaits.

Rien n'honore plus sa mémoire que l'économie avec laquelle il vivoit , & qu'on a osé trouver excessive , dans un monde

avare

DE M. DE MONTESQUIEU. xliij  
avare & fastueux, peu fait pour en péné-  
trer les motifs, & encore moins pour les  
sentir. Bienfaisant, & par conséquent jus-  
te, monsieur de Montesquieu ne vouloit  
rien prendre sur sa famille, ni des secours  
qu'il donnoit aux malheureux, ni des dé-  
penses considérables auxquelles ses longs  
voyages, la foiblesse de sa vue, & l'im-  
pression de ses ouvrages, l'avoient obligé.  
Il a transmis à ses enfans, sans diminution  
ni augmentation, l'héritage qu'il avoit re-  
çu de ses peres; il n'y a rien ajouté que  
la gloire de son nom & l'exemple de sa  
vie. Il avoit épousé en 1715, demoiselle  
Jeanne de Lartigue, fille de Pierre de Lar-  
tigue, lieutenant-colonel au régiment de  
Maulévrier: il en a eu deux filles & un fils,  
qui, par son caractère, ses mœurs & ses  
ouvrages, s'est montré digne d'un tel pere.

Ceux qui aiment la vérité & la patrie  
ne seront pas fâchés de trouver ici quel-  
ques-unes de ses maximes: il pensoit,

Que chaque portion de l'état doit être  
également soumise aux loix; mais que les  
privileges de chaque portion de l'état doi-  
vent être respectés, lorsque leurs effets  
n'ont rien de contraire au droit naturel,  
qui oblige tous les citoyens à concourir  
également au bien public: que la posses-  
sion ancienne étoit, en ce genre, le pre-  
mier



mier des titres , & le plus inviolable des droits , qu'il étoit toujours injuste , & quelquefois dangereux de vouloir ébranler :

Que les magistrats , dans quelque circonstance , & pour quelque grand intérêt de corps que ce puisse être , ne doivent jamais être que magistrats , sans parti & sans passion , comme les loix , qui absolvent & punissent sans aimer ni haïr.

Il disoit , enfin , à l'occasion des disputes ecclésiastiques qui ont tant occupé les empereurs & les chrétiens grecs , que les querelles théologiques , lorsqu'elles cessent d'être renfermées dans les écoles , deshonnorent infailliblement une nation aux yeux des autres : en effet , le mépris même des sages pour ces querelles ne la justifie pas ; parce que les sages faisant partout le moins de bruit & le plus petit nombre , ce n'est jamais sur eux qu'une nation est jugée.

L'importance des ouvrages dont nous avons eu à parler dans cet éloge , nous en a fait passer sous silence de moins considérables , qui servoient à l'auteur comme de délassement , & qui auroient suffi pour l'éloge d'un autre. Le plus remarquable est le *temple de Gnide* , qui suivit d'assez près les lettres persanes. M. de Montesquieu , après avoir été , dans celles-ci , Horace ,  
Théo-

Théophraste & Lucien, fut Ovide & Anacréon dans ce nouvel essai. Ce n'est plus l'amour despotique de l'orient qu'il se propose de peindre ; c'est la délicatesse & la naïveté de l'amour pastoral, tel qu'il est dans une ame neuve que le commerce des hommes n'a point encore corrompue. L'auteur, craignant peut-être qu'un tableau si étranger à nos mœurs, ne parût trop languissant & trop uniforme, a cherché à l'animer par les peintures les plus riantes. Il transporte le lecteur dans des lieux enchantés, dont, à la vérité, le spectacle intéresse peu l'amant heureux, mais dont la description flatte encore l'imagination, quand les desirs sont satisfaits. Emporté par son sujet, il a répandu, dans sa prose, ce style animé, figuré & poétique, dont le roman de Télémaque a fourni parmi nous le premier modèle. Nous ignorons pourquoi quelques censeurs du temple de Gnide ont dit, à cette occasion, qu'il auroit eu besoin d'être envers. Le style poétique, si on entend, comme on le doit, par ce mot, un style plein de chaleur & d'images, n'a pas besoin, pour être agréable, de la marche uniforme & cadencée de la versification : mais, si on ne fait consister ce style que dans une diction chargée d'épithètes oisives, dans les peintures froides & triviales des aîles

&

& du carquois de l'amour, & de semblables objets, la versification n'ajoutera presque aucun mérite à ces ornemens usés : on y cherchera toujours en vain l'ame & la vie. Quoiqu'il en soit, le temple de Gnide étant une espece de poëme en prose, c'est à nos écrivains les plus célèbres en ce genre à fixer le rang qu'il doit occuper : il mérite de pareils juges. Nous croyons, du-moins, que les peintures de cet ouvrage soutiendroient avec succès une des principales épreuves des descriptions poétiques, celle de les représenter sur la toile. Mais ce qu'on doit sur-tout remarquer dans le temple de Gnide, c'est qu'Anacréon même y est toujours observateur & philosophe. Dans le quatrième chant, il paroît décrire les mœurs des Sibarites ; & on s'apperçoit aisément que ces mœurs sont les nôtres. La préface porte sur-tout l'empreinte de l'auteur des lettres persanes. En présentant le temple de Gnide comme la traduction d'un manuscrit grec, plaisanterie défigurée depuis par tant de mauvais copistes, il en prend occasion de peindre, d'un trait de plume, l'ineptie des critiques, & le pédantisme des traducteurs, & finit par ces paroles dignes d'être rapportées : „ Si les gens graves desiroient de moi quelque ouvrage „ moins frivole, je suis en état de les „ satis-

„ satisfaire. Il y a trente ans que je tra-  
 „ vaille à un livre de douze pages, qui  
 „ doit contenir tout ce que nous sçavons  
 „ sur la métaphylique, la politique & la  
 „ morale, & tout ce que de très-grands  
 „ auteurs ont oublié dans les volumes qu'ils  
 „ ont donnés sur ces sciences-là. ”

Nous regardons comme une des plus honorables récompenses de notre travail, l'intérêt patriculier que M. de Montesquieu prenoit à l'encyclopédie, dont toutes les ressources ont été jusqu'à présent dans le courage & l'émulation de ses auteurs. Tous les gens de lettres, selon lui, devoient s'empres- ser de concourir à l'exécution de cette entreprise utile. Il en a donné l'exemple, avec M. de Voltaire, & plusieurs autres écrivains célèbres. Peut-être les traverses que cet ouvrage a essuyées, & qui lui rappelloient les siennes propres, l'intéres- soient-elles en notre faveur. Peut-être étoit-il sensible, sans s'en appercevoir, à la justice que nous avons osé lui rendre dans le premier volume de l'encyclopédie, lorsque personne n'osoit encore élever sa voix pour le défendre. Il nous destinoit un article sur *le goût*, qui a été trouvé impar- fait dans ses papiers: nous le donnerons en cet état au public, & nous le traite- rons avec le même respect que l'antiquité té-

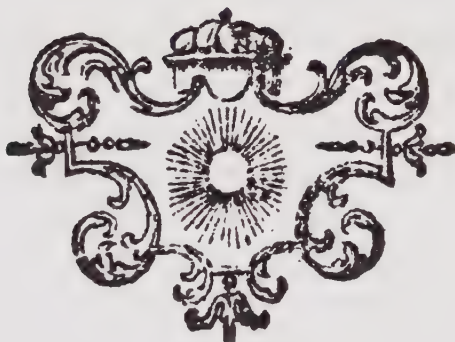


xlviij ELOGE DE M. DE MONTESQUIEU.

témoigna autrefois pour les dernières paroles de Seneque. La mort l'a empêché d'étendre plus loin ses bienfaits à notre égard ; & , en joignant nos propres regrets à ceux de l'Europe entière , nous pourrions écrire sur son tombeau :

*Finis vitæ ejus nobis luctuosus , PATRIÆ tristis ,  
extraneis etiâ ignotisque non sine curâ fait.*

*Tacit. in Agricol. c. 43.*



A N A L Y S E  
DE  
L'ESPRIT DES LOIX,  
PAR M. D'ALEMBERT,  
*pour servir de suite à l'éloge de Monsieur*  
DE MONTESQUIEU.

**L**A plupart des gens de lettres qui ont parlé de *l'esprit des loix*, s'étant plus attachés à le critiquer, qu'à en donner une idée juste, nous allons tâcher de suppléer à ce qu'ils auroient dû faire, & d'en développer le plan, le caractère & l'objet. Ceux qui en trouveront l'analyse trop longue, jugeront peut-être, après l'avoir lue, qu'il n'y avoit que ce seul moyen de bien faire saisir la méthode de l'auteur. On doit se souvenir, d'ailleurs, que l'histoire des écrivains célèbres n'est que celle de leurs pensées & de leurs travaux; & que cette partie de leur éloge en est la plus essentielle & la plus utile.

Les hommes, dans l'état de nature, abstraction faite de toute religion, ne connoissant, dans les différends qu'ils peuvent

avoir, d'autre loi que celle des animaux. le droit du plus fort, on doit regarder l'établissement des sociétés comme une espèce de traité contre ce droit injuste ; traité destiné à établir, entre les différentes parties du genre humain, une sorte de balance. Mais il en est de l'équilibre moral comme du physique ; il est rare qu'il soit parfait & durable, & les traités du genre humain sont, comme les traités entre nos princes, une semence continuelle de divisions. L'intérêt, le besoin & le plaisir ont rapproché les hommes. Mais ces mêmes motifs les poussent sans cesse à vouloir des avantages de la société sans en porter les charges ; & c'est en ce sens qu'on peut dire, avec l'auteur, que les hommes, dès qu'ils sont en société, sont en état de guerre. Car la guerre suppose, dans ceux qui se la font, sinon l'égalité de force, au moins l'opinion de cette égalité ; d'où naît le désir & l'espoir mutuel de se vaincre : or, dans l'état de société, si la balance n'est jamais parfaite entre les hommes, elle n'est pas non plus trop inégale. Au contraire : ou ils n'auroient rien à se disputer dans l'état de nature ; ou, si la nécessité les y obligeoit, on ne verroit que la foiblesse fuyant devant la force, des oppresseurs sans

com-

combat, & des opprimés sans résistance.

Voilà donc les hommes réunis & armés tout à la fois, s'embrassant d'un côté, si on peut parler ainli, & cherchant de l'autre à se blesser mutuellement. Les loix sont le lien, plus ou moins efficace, destiné à suspendre ou à retenir leurs coups. Mais l'étendue prodigieuse du globe que nous habitons, la nature différente des régions de la terre & des peuples qui la couvrent, ne permettant pas que tous les hommes vivent sous un seul & même gouvernement, le genre humain a dû se partager en un certain nombre d'Etats, distingués par la différence des loix auxquelles ils obéissent. Un seul gouvernement n'auroit fait, du genre humain, qu'un corps exténué & languissant, étendu sans vigueur sur la surface de la terre : les différens Etats sont autant de corps agiles & robustes, qui, en se donnant la main les uns aux autres, n'en forment qu'un, & dont l'action réciproque entretient par-tout le mouvement & la vie.

On peut distinguer trois sortes de gouvernemens ; le républicain, le monarchique, le despotique. Dans le républicain, le peuple en corps a la souveraine puissance. Dans le monarchique, un seul gouverne par des loix fondamentales. Dans le des-



potique, on ne connoît d'autre loi que la volonté du maître, ou plutôt du tyran. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait dans l'univers que ces trois especes d'Etats; ce n'est pas à dire même qu'il y ait des Etats qui appartiennent uniquement & rigoureusement à quelqu'une de ces formes; la plupart sont, pour ainsi dire, mi-partis ou nuancés les uns des autres. Ici, la monarchie incline au despotisme; là, le gouvernement monarchique est combiné avec le républicain; ailleurs, ce n'est pas le peuple entier, c'est seulement une partie du peuple qui fait les loix. Mais la division précédente n'en est pas moins exacte & moins juste. Les trois especes de gouvernement qu'elle renferme, sont tellement distinguées, qu'elles n'ont proprement rien de commun; &, d'ailleurs, tous les Etats que nous connoissons participent de l'un & de l'autre. Il étoit donc nécessaire de former, de ces trois especes, des classes particulieres, & de s'appliquer à déterminer les loix qui leur sont propres. Il sera facile ensuite de modifier ces loix dans l'application à quelque gouvernement que ce soit, selon qu'il appartiendra plus ou moins à ces différentes formes.

Dans les divers Etats, les loix doivent être

être relatives à leur *nature*, c'est-à-dire, à ce qui les constitue ; & à leur *principe*, c'est-à-dire, à ce qui les soutient & les fait agir : distinction importante , la clef d'une infinité de loix , & dont l'auteur tire bien des conséquences.

Les principales loix relatives à la *nature* de la démocratie sont que le peuple y soit , à certains égards, le monarque ; à d'autres , le sujet ; qu'il élise & juge ses magistrats ; & que les magistrats , en certaines occasions , décident. La nature de la monarchie demande qu'il y ait , entre le monarque & le peuple , beaucoup de pouvoirs & de rangs intermédiaires , & un corps dépositaire des loix , médiateur entre les sujets & le prince. La nature du despotisme exige que le tyran exerce son autorité , ou par lui seul , ou par un seul qui le représente.

Quant au *principe* des trois gouvernemens , celui de la démocratie est l'amour de la république , c'est-à-dire , de l'égalité : dans les monarchies , où un seul est le dispensateur des distinctions & des récompenses , & où l'on s'accoutume à confondre l'Etat avec ce seul homme , le principe est l'honneur , c'est-à-dire , l'ambition & l'amour de l'estime : sous le despotisme enfin , c'est la crainte. Plus ces princi-

pes sont en vigueur , plus le gouvernement est stable ; plus ils s'alterent & se corrompent , plus il incline à sa destruction. Quand l'auteur parle de l'égalité dans les démocraties , il n'entend pas une égalité extrême , absolue , & par conséquent chimérique : il entend cet heureux équilibre qui rend tous les citoyens également soumis aux loix , & également intéressés à les observer.

Dans chaque gouvernement , les loix de l'éducation doivent être relatives au *principe*. On entend ici , par *éducation* , celle qu'on reçoit en entrant dans le monde ; & non celle des parens & des maîtres , qui souvent y est contraire , sur-tout dans certains Etats. Dans les monarchies , l'éducation doit avoir pour objet l'urbanité & les égards réciproques ; dans les Etats despotiques , la terreur & l'avilissement des esprits : dans les républiques , on a besoin de toute la puissance de l'éducation ; elle doit inspirer un sentiment noble , mais pénible , le renoncement à soi-même , d'où naît l'amour de la patrie.

Les loix que le législateur donne doivent être conformes au *principe* de chaque gouvernement ; dans la république , entretenir l'égalité & la frugalité ; dans la monarchie soutenir la noblesse , sans écraser la

le peuple; sous le gouvernement despotique, tenir également tous les états dans le silence. On ne doit point accuser M. de Montesquieu d'avoir ici tracé aux souverains les principes du pouvoir arbitraire, dont le nom seul est si odieux aux princes justes, &, à plus forte raison, au citoyen sage & vertueux. C'est travailler à l'anéantir, que de montrer ce qu'il faut faire pour le conserver; la perfection de ce gouvernement en est la ruine; & le code exact de la tyrannie, tel que l'auteur le donne, est en même-tems la satire & le fleau le plus redoutable des tyrans. A l'égard des autres gouvernemens, ils ont chacun leurs avantages: le républicain est plus propre aux petits Etats, le monarchique aux grands; le républicain plus sujet aux excès, le monarchique aux abus; le républicain apporte plus de maturité dans l'exécution des loix, le monarchique plus de promptitude.

La différence des principes des trois gouvernemens doit en produire dans le nombre & l'objet des loix, dans la forme des jugemens & la nature des peines. La constitution des monarchies étant invariable & fondamentale, exige plus de loix civiles & de tribunaux, afin que la justice soit rendue d'une manière plus uniforme &



moins arbitraire. Dans les Etats modérés, soit monarchies, soit républiques, on ne sçauroit apporter trop de formalités aux loix criminelles. Les peines doivent non seulement être en proportion avec le crime, mais encore les plus douces qu'il est possible, sur-tout dans la démocratie : l'opinion attachée aux peines fera souvent plus d'effet que leur grandeur même. Dans les républiques, il faut juger selon la loi, parce qu'aucun particulier n'est le maître de l'altérer. Dans les monarchies, la clémence du souverain peut quelquefois l'adoucir; mais les crimes ne doivent jamais y être jugés que par les magistrats expressément chargés d'en connoître. Enfin, c'est principalement dans les démocraties que les loix doivent être sévères contre le luxe, le relâchement des mœurs, & la séduction des femmes. Leur foiblesse même les rend assez propres à gouverner dans les monarchies, & l'histoire prouve que souvent elles ont porté la couronne avec gloire.

M. de Montesquieu ayant ainsi parcouru chaque gouvernement en particulier, les examine ensuite dans le rapport qu'ils peuvent avoir les uns aux autres, mais seulement sous le point de vue le plus général, c'est-à-dire, sous celui qui est uniquement rela-

relatif à leur nature & à leur principe. Envisagés de cette manière, les Etats ne peuvent avoir d'autres rapports que celui de se défendre ou d'attaquer. Les républiques devant, par leur nature, renfermer un petit Etat, elles ne peuvent se défendre sans alliance; mais c'est avec des républiques qu'elles doivent s'allier. La force défensive d'une monarchie consiste principalement à avoir des frontières hors d'insulte. Les Etats ont, comme les hommes, le droit d'attaquer pour leur propre conservation: du droit de la guerre dérive celui de conquête; droit nécessaire, légitime & malheureux, *qui laisse toujours à payer une dette immense pour s'acquitter envers la nature humaine*, & dont la loi générale est de faire aux vaincus le moins de mal qu'il est possible. Les républiques peuvent moins conquérir que les monarchies: des conquêtes immenses supposent le despotisme, ou l'assurent. Un des grands principes de l'esprit de conquête doit être de rendre meilleure, autant qu'il est possible, la condition du peuple conquis: c'est satisfaire, tout à la fois, la loi naturelle & la maxime d'Etat. Rien n'est plus beau que le traité de paix de Gélon avec les Carthaginois, par lequel il leur défendit d'immoler

à l'avenir leurs propres enfans. Les Espagnols, en conquérant le Pérou, auroient dû obliger de même les habitans à ne plus immoler des hommes à leurs dieux; mais ils crurent plus avantageux d'immoler ces peuples même. Ils n'eurent plus pour conquête qu'un vaste désert; ils furent forcés à dépeupler leur pays; & s'affoiblirent pour toujours par leur propre victoire. On peut être obligé quelquefois de changer les loix du peuple vaincu; rien ne peut jamais obliger de lui ôter ses mœurs, ou même ses coutumes, qui sont souvent toutes ses mœurs. Mais le moyen le plus sûr de conserver une conquête, c'est de mettre, s'il est possible, le peuple vaincu au niveau du peuple conquérant, de lui accorder les mêmes droits & les mêmes privilèges: c'est ainsi qu'en ont souvent usé les Romains; c'est ainsi qu'en usa César à l'égard des Gaulois.

Jusqu'ici, en considérant chaque gouvernement, tant en lui-même, que dans son rapport aux autres, nous n'avons eu égard ni à ce qui doit leur être commun, ni aux circonstances particulières, tirées, ou de la nature du pays, ou du génie des peuples: c'est ce qu'il faut maintenant développer.

La

La loi commune de tous les gouvernemens, du moins des gouvernemens modérés, & par conséquent justes, est la liberté politique dont chaque citoyen doit jouir. Cette liberté n'est point la licence absurde de faire tout ce qu'on veut, mais le pouvoir de faire tout ce que les loix permettent. Elle peut être envisagée, ou dans son rapport à la constitution, ou dans son rapport au citoyen.

Il y a, dans la constitution de chaque Etat, deux sortes de pouvoirs, la puissance législative, & l'exécutrice; & cette dernière a deux objets, l'intérieur de l'Etat, & le dehors. C'est de la distribution légitime & de la répartition convenable de ces différentes especes de pouvoirs, que dépend la plus grande perfection de la liberté politique, par rapport à la constitution. M. de Montesquieu en apporte pour preuve la constitution de la république romaine, & celle de l'Angleterre. Il trouve le principe de celle-ci dans cette loi fondamentale du gouvernement des anciens Germains, que les affaires peu importantes y étoient décidées par les chefs, & que les grandes étoient portées au tribunal de la nation, après avoir auparavant été agitées par les chefs. M. de Montesquieu



n'examine point si les Anglois jouissent, ou non, de cette extrême liberté politique que leur constitution leur donne : il lui suffit qu'elle soit établie par leurs loix. Il est encore plus éloigné de vouloir faire la satire des autres Etats : il croit, au contraire, que l'excès, même dans le bien, n'est pas toujours désirable ; que la liberté extrême a ses inconvéniens, comme l'extrême servitude ; & qu'en général la nature humaine s'accommode mieux d'un état moyen.

La liberté politique, considérée par rapport au citoyen, consiste dans la sûreté où il est à l'abri des loix ; ou, du moins, dans l'opinion de cette sûreté, qui fait qu'un citoyen n'en craint point un autre. C'est principalement par la nature & la proportion des peines, que cette liberté s'établit, ou se détruit. Les crimes contre la religion doivent être punis par la privation des biens que la religion procure ; les crimes contre les mœurs, par la honte ; les crimes contre la tranquillité publique, par la prison ou l'exil ; les crimes contre la sûreté, par les supplices. Les écrits doivent être moins punis que les actions ; jamais les simples pensées ne doivent l'être. Accusations non juridiques, espions, lettres anonymes, toutes ces ressources de la tyrannie.

tyrannie ; également honteuses à ceux qui en sont l'instrument & à ceux qui s'en servent , doivent être prosrites dans un bon gouvernement monarchique. Il n'est permis d'accuser qu'en face de la loi , qui punit toujours ou l'accusé ou le calomniateur. Dans tout autre cas , ceux qui gouvernent doivent dire , avec l'empereur Constance : *nous ne saurions soupçonner celui à qui il a manqué un accusateur , lorsqu'il ne lui manquoit pas un ennemi.* C'est une très-bonne institution que celle d'une partie publique qui se charge , au nom de l'Etat , de poursuivre les crimes ; & qui ait toute l'utilité des délateurs , sans en avoir les vils intérêts , les inconvéniens & l'infamie.

La grandeur des impôts doit être en proportion directe avec la liberté. Ainsi , dans les démocraties , ils peuvent être plus grands qu'ailleurs , sans être onéreux ; parce que chaque citoyen les regarde comme un tribut qu'il se paie à lui-même , & qui assure la tranquillité & le sort de chaque membre. De plus , dans un Etat démocratique , l'emploi infidèle des deniers publics est plus difficile , parce qu'il est plus aisé de le connoître & de le punir ; le dépositaire en devant compte , pour ainsi dire , au premier citoyen qui l'exige.

Dans quelque gouvernement que ce soit, l'espece de tribut la moins onéreuse est celle qui est établie sur les marchandises ; parce que le citoyen paie sans s'en appercevoir. La quantité excessive de troupes, en tems de paix, n'est qu'un prétexte pour charger le peuple d'impôts, un moyen d'énervier l'Etat, & un instrument de servitude. La régie des tributs, qui en fait rentrer le produit en entier dans le fisc public, est sans comparaison moins à charge au peuple & par conséquent plus avantageuse, lorsqu'elle peut avoir lieu, que la ferme de ces mêmes tributs, qui laisse toujours entre les mains de quelques particuliers une partie des revenus de l'Etat. Tout est perdu sur-tout (ce sont ici les termes de l'auteur) lorsque la profession de traitant devient honorable ; & elle le devient dès que le luxe est en vigueur. Laisser quelques hommes se nourrir de la substance publique pour les dépouiller à leur tour, comme on l'a autrefois pratiqué dans certains Etats, c'est réparer une injustice par une autre, & faire deux maux au lieu d'un.

Venons maintenant, avec M. de Montesquieu, aux circonstances particulieres indépendantes de la nature du gouvernement,

ment , & qui doivent en modifier les loix. Les circonstances qui viennent de la nature du pays sont de deux sortes ; les unes ont rapport au climat , les autres au terrain. Personne ne doute que le climat n'influe sur la disposition habituelle des corps , & par conséquent sur les caractères ; c'est pourquoi les loix doivent se conformer au physique du climat dans les choses indifférentes , & au contraire le combattre dans les effets vicieux : ainsi , dans les pays où l'usage du vin est nuisible , c'est une très-bonne loi que celle qui l'interdit : dans les pays où la chaleur du climat porte à la paresse , c'est une très-bonne loi que celle qui encourage au travail. Le gouvernement peut donc corriger les effets du climat : & cela suffit pour mettre l'esprit des loix à couvert du reproche très-injuste qu'on lui a fait , d'attribuer tout au froid & à la chaleur ; car , outre que la chaleur & le froid ne sont pas la seule chose par laquelle les climats soient distingués , il seroit aussi absurde de nier certains effets du climat , que de vouloir lui attribuer tout.

L'usage des esclaves établi dans les pays chauds de l'Asie & de l'Amérique , & réprouvé dans les climats tempérés de l'Europe , donne sujet à l'auteur de traiter de  
l'escla.



l'esclavage civil. Les hommes n'ayant pas plus de droit sur la liberté que sur la vie les uns des autres, il s'ensuit que l'esclavage, généralement parlant, est contre la loi naturelle. En effet, le droit d'esclavage ne peut venir ni de la guerre, puisqu'il ne pourroit être alors fondé que sur le rachat de la vie, & qu'il n'y a plus de droit sur la vie de ceux qui n'attaquent plus; ni de la vente qu'un homme fait de lui-même à un autre, puisque tout citoyen, étant redevable de sa vie à l'Etat, lui est, à plus forte raison, redevable de sa liberté, &, par conséquent, n'est pas le maître de la vendre. D'ailleurs, quel seroit le prix de cette vente? Ce ne peut être l'argent donné au vendeur, puisqu'au moment qu'on se rend esclave, toutes les possessions appartiennent au maître : or une vente sans prix est aussi chimérique qu'un contrat sans condition. Il n'y a peut-être jamais eu qu'une loi juste en faveur de l'esclavage; c'étoit la loi romaine, qui rendoit le débiteur esclave du créancier : encore cette loi, pour être équitable, devoit borner la servitude quant au degré & quant au tems. L'esclavage peut tout au plus être toléré dans les États despotiques, où les hommes libres, trop foibles

bles contre le gouvernement, cherchent à devenir, pour leur propre utilité, les esclaves de ceux qui tyrannisent l'Etat; ou bien dans les climats dont la chaleur énerve si fort le corps & affoiblit tellement le courage que les hommes n'y sont portés à un devoir pénible que par la crainte du châtement.

A côté de l'esclavage civil, on peut placer la servitude domestique, c'est-à-dire celle où les femmes sont dans certains climats. Elle peut avoir lieu dans ces contrées de l'Asie où elles sont en état d'habiter avec les hommes avant que de pouvoir faire usage de leur raison; nubiles par la loi du climat, enfans par celle de la Nature. Cette sujétion devient encore plus nécessaire dans les pays où la polygamie est établie: usage que M. de Montesquieu ne prétend pas justifier dans ce qu'il a de contraire à la religion; mais qui, dans les lieux où il est reçu (& à ne parler que politiquement) peut être fondé jusqu'à un certain point, ou sur la nature du pays, ou sur le rapport du nombre des femmes au nombre des hommes. M. de Montesquieu parle, à cette occasion, de la répudiation & du divorce; & il établit, sur de bonnes raisons, que la répudiation, une fois admise, devrait être permise aux femmes comme aux hommes. Si

Si le climat a tant d'influence sur la servitude domestique & civile, il n'en a pas moins sur la servitude politique, c'est-à-dire, sur celle qui soumet un peuple à un autre. Les peuples du nord sont plus forts & plus courageux que ceux du midi: ceux-ci doivent donc, en général, être subjugués, ceux-là conquérans; ceux-ci esclaves, ceux-là libres. C'est aussi ce que l'histoire confirme: l'Asie a été conquise onze fois par les peuples du nord, l'Europe a souffert beaucoup moins de révolutions.

A l'égard des loix relatives à la nature du terrain, il est clair que la démocratie convient mieux que la monarchie aux pays stériles, où la terre a besoin de toute l'industrie des hommes. La liberté d'ailleurs est, en ce cas, une espèce de dédommagement de la dureté du travail. Il faut plus de loix pour un peuple agriculteur, que pour un peuple qui nourrit des troupeaux; pour celui-ci, que pour un peuple chasseur; pour un peuple qui fait usage de la monnoie, que pour celui qui l'ignore.

Enfin, on doit avoir égard au génie particulier de la nation. La vanité, qui grossit les objets, est un bon ressort pour le gouvernement; l'orgueil qui les déprise, est

est un ressort dangereux. Le législateur doit respecter, jusqu'à un certain point, les préjugés, les passions, les abus. Il doit imiter Solon qui avoit donné aux Athéniens, non les meilleures loix en elles-mêmes, mais les meilleures qu'ils pussent avoir : le caractère gai de ces peuples demandoit des loix plus faciles ; le caractère dur des Lacédémoniens, des loix plus sévères. Les loix sont un mauvais moyen pour changer les manieres & les usages ; c'est par les récompenses & l'exemple qu'il faut tâcher d'y parvenir. Il est pourtant vrai, en même tems, que les loix d'un peuple, quand on n'affecte pas d'y choquer grossièrement & directement ses mœurs, doivent influencer insensiblement sur elles, soit pour les affermir, soit pour les changer.

Après avoir approfondi de cette maniere la nature & l'esprit des loix par rapport aux différentes especes de pays & de peuples, l'auteur revient de nouveau à considérer les Etats les uns par rapport aux autres. D'abord, en les comparant entr'eux d'une maniere générale, il n'avoit pu les envisager que par rapport au mal qu'ils peuvent se faire ; ici, il les envisage par rapport aux secours mutuels qu'ils peuvent se donner : or ces secours sont

prin.



principalement fondés sur le commerce. Si l'esprit de commerce produit naturellement un esprit d'intérêt opposé à la sublimité des vertus morales, il rend aussi un peuple naturellement juste, & en éloigne l'oisiveté & le brigandage. Les nations libres, qui vivent sous des gouvernemens modérés, doivent s'y livrer plus que les nations esclaves. Jamais une nation ne doit exclure de son commerce une autre nation, sans de grandes raisons. Au reste, la liberté en ce genre n'est pas une faculté absolue accordée aux négocians de faire ce qu'ils veulent, faculté qui leur seroit souvent préjudiciable; elle consiste à ne gêner les négocians qu'en faveur du commerce. Dans la monarchie, la noblesse ne doit point s'y adonner, encore moins le prince. Enfin, il est des nations auxquelles le commerce est désavantageux: ce ne sont pas celles qui n'ont besoin de rien, mais celles qui ont besoin de tout: paradoxe que l'auteur rend sensible par l'exemple de la Pologne, qui manque de tout, excepté de bled, & qui, par le commerce qu'elle en fait, prive les payfans de leur nourriture, pour satisfaire au luxe des seigneurs. Mr. de Montesquieu, à l'occasion des loix que le commerce exige, fait l'histoire de ses différen-

tes

tes révolutions ; & cette partie de son livre n'est ni la moins intéressante , ni la moins curieuse. Il compare l'appauvrissement de l'Espagne , par la découverte de l'Amérique , au sort de ce prince imbécille de la fable , prêt à mourir de faim , pour avoir demandé aux dieux que tout ce qu'il toucheroit se convertît en or. L'usage de la monnoie étant une partie considérable de l'objet du commerce , & son principal instrument , il a cru devoit , en conséquence , traiter des opérations sur la monnoie , du change , du paiement des dettes publiques , du prêt à intérêt , dont il fixe les loix & les limites , & qu'il ne confond nullement avec les excès , si justement condamnés , de l'usure.

La population & le nombre des habitans ont , avec le commerce , un rapport immédiat ; & les mariages ayant pour objet la population , M. de Montesquieu approfondit ici cette importante matière. Ce qui favorise le plus la propagation est la continence publique : l'expérience prouve que les conjonctions illicites y contribuent peu , & même y nuisent. On a établi avec justice , pour les mariages , le consentement des peres : cependant on y doit mettre des restrictions : car la loi doit ,  
en

en général, favoriser les mariages. La loi qui défend le mariage des meres avec les fils, est ( indépendamment des préceptes de la religion ) une très-bonne loi civile ; car, sans parler de plusieurs autres raisons, les contractans étant d'âge très-différent, ces sortes de mariages peuvent rarement avoir la propagation pour objet. La loi qui défend le mariage du pere avec la fille, est fondée sur les mêmes motifs : cependant ( à ne parler que civilement ) elle n'est pas si indispensablement nécessaire que l'autre à l'objet de la population, puisque la vertu d'engendrer finit beaucoup plus tard dans les hommes : aussi l'usage contraire a-t-il eu lieu chez certains peuples que la lumiere du christianisme n'a point éclairés. Comme la Nature porte d'elle-même au mariage, c'est un mauvais gouvernement que celui où on aura besoin d'y encourager. La liberté, la sûreté, la modération des impôts, la proscription du luxe, sont les vrais principes & les vrais soutiens de la population : cependant on peut, avec succès, faire des loix pour encourager les mariages, quand, malgré la corruption, il reste encore des ressorts dans le peuple qui l'attachent à sa patrie. Rien n'est plus beau que les loix d'Auguste pour  
favo-

favoriser la propagation de l'espèce. Par malheur, il fit ces loix dans la décadence, ou plutôt dans la chute de la république; & les citoyens découragés devoient prévoir qu'ils ne mettroient plus au monde que des esclaves: aussi l'exécution de ces loix fut-elle bien foible durant tout le tems des empereurs païens. Constantin enfin les abolit en se faisant chrétien, comme si le christianisme avoit pour but de dépeupler la société, en conseillant à un petit nombre la perfection du célibat.

L'établissement des hôpitaux, selon l'esprit dans lequel il est fait, peut nuire à la population, ou la favoriser. Il peut, & il doit même y avoir des hôpitaux dans un Etat dont la plupart des citoyens n'ont que leur industrie pour ressource, parce que cette industrie peut quelquefois être malheureuse; mais les secours, que ces hôpitaux donnent, ne doivent être que passagers, pour ne point encourager la mendicité & la fainéantise. Il faut commencer par rendre le peuple riche, & bâtir ensuite des hôpitaux pour les besoins imprévus & pressans. Malheureux les pays où la multitude des hôpitaux & des monastères, qui ne sont que des hôpitaux perpétuels, fait que tout le monde est à son aise, excepté ceux qui travaillent!

M.



ML. de Montesquieu n'a encore parlé que des loix humaines. Il passe maintenant à celles de la religion , qui , dans presque tous les Etats sont un objet si essentiel du gouvernement. Par-tout il fait l'éloge du christianisme ; il en montre les avantages & la grandeur ; il cherche à le faire aimer ; il soutient qu'il n'est pas impossible , comme Bayle l'a prétendu , qu'une société de parfaits chrétiens forme un Etat subsistant & durable. Mais il s'est cru permis aussi d'examiner ce que les différentes religions (humainement parlant) peuvent avoir de conforme ou de contraire au génie & à la situation des peuples qui les professent. C'est dans ce point de vue qu'il faut lire tout ce qu'il a écrit sur cette matiere , & qui a été l'objet de tant de déclamations injustes. Il est surprenant sur-tout que , dans un siècle qui en appelle tant d'autres barbares , on lui ait fait un crime de ce qu'il dit de la tolérance ; comme si c'étoit approuver une religion que de la tolérer ; comme si enfin l'évangile même ne proscrivoit pas tout autre moyen de la répandre que la douceur & la persuasion. Ceux en qui la superstition n'a pas éteint tout sentiment de compassion & de justice , ne pourront lire , sans être attendris , la remontrance  
aux

DE L'ESPRIT DES LOIX. lxxiiij  
aux inquisiteurs, ce tribunal odieux, qui  
outrage la religion en paroissant la venger.

Enfin, après avoir traité en particulier  
des différentes especes de loix que les  
hommes peuvent avoir, il ne reste plus  
qu'à les comparer toutes ensemble, & à  
les examiner dans leur rapport avec les  
choses sur lesquelles elles statuent. Les  
hommes sont gouvernés par différentes es-  
peces de loix : par le droit naturel, com-  
mun à chaque individu ; par le droit di-  
vin, qui est celui de la religion ; par le  
droit ecclésiastique, qui est celui de la po-  
lice de la religion ; par le droit civil, qui  
est celui des membres d'une même socié-  
té ; par le droit politique, qui est celui du  
gouvernement de cette société ; par le droit  
des gens, qui est celui des sociétés les unes  
par rapport aux autres. Ces droits ont cha-  
cun leurs objets distingués, qu'il faut bien  
se garder de confondre. On ne doit jamais  
régler par l'un ce qui appartient à l'autre,  
pour ne point mettre de désordre ni d'in-  
justice dans les principes qui gouvernent  
les hommes. Il faut enfin que les princi-  
pes qui prescrivent le genre des loix, &  
qui en circonserivent l'objet, regnent aus-  
si dans la maniere de les composer. L'es-  
prit de modération doit, autant qu'il est

possible, en dicter toutes les dispositions. Des loix bien faites seront conformes à l'esprit du législateur, même en paroissant s'y opposer. Telle étoit la fameuse loi de Solon, par laquelle tous ceux qui ne prenoient point de part dans les séditions étoient déclarés infames. Elle prévenoit les séditions, ou les rendoit utiles, en forçant tous les membres de la république à s'occuper de ses vrais intérêts. L'ostracisme même étoit une très-bonne loi: car, d'un côté, elle étoit honorable au citoyen qui en étoit l'objet; & prévenoit, de l'autre, les effets de l'ambition: il falloit d'ailleurs un très-grand nombre de suffrages, & on ne pouvoit bannir que tous les cinq ans. Souvent les loix qui paroissent les mêmes n'ont ni le même motif, ni le même effet, ni la même équité; la forme du gouvernement, les conjonctures & le génie du peuple changent tout. Enfin le stile des loix doit être simple & grave. Elles peuvent se dispenser de motiver, parce que le motif est supposé exister dans l'esprit du législateur, mais, quand elles motivent, ce doit être sur des principes évidens: elles ne doivent pas ressembler à cette loi qui, défendant aux aveugles de plaider, apporte pour raison qu'ils ne peuvent pas voir les ornemens de la magistrature.

M.

M. de Montesquieu, pour montrer, par des exemples, l'application de ses principes, a choisi deux différens peuples, le plus célèbre de la terre, & celui dont l'histoire nous intéresse le plus, les Romains & les François. Il ne s'attache qu'à une partie de la jurisprudence du premier; celle qui regarde les successions. A l'égard des François, il entre dans le plus grand détail sur l'origine & les révolutions de leurs loix civiles, & sur les différens usages, abolis ou subsistans, qui en ont été la suite. Il s'étend principalement sur les loix féodales, cette espece de gouvernement inconnu à toute l'antiquité, qui le fera peut-être pour toujours aux siècles futurs, & qui a fait tant de biens & tant de maux. Il discute sur-tout ces loix dans le rapport qu'elles ont avec l'établissement & aux révolutions de la monarchie françoise. Il prouve, contre M. l'abbé du Bos, que les Francs sont réellement entrés en conquérans dans les Gaules; & qu'il n'est pas vrai, comme cet auteur le prétend, qu'ils aient été appelés par les peuples pour succéder aux droits des empereurs romains qui les opprimoient: détail profond, exact & curieux, mais dans lequel il nous est impossible de le suivre.



**lxxvj ANALYSE DE L'ESPRIT DES LOIX.**

Telle est l'analyse générale , mais très-informe & très-imparfaite , de l'ouvrage de M. de Montesquieu. Nous l'avons séparée du reste de son éloge , pour ne pas trop interrompre la suite de notre récit.



**DIS:**

# DISCOURS

prononcé le 24 janvier 1728.

*Par M. le président de MONTESQUIEU,  
lorsqu'il fut reçu à l'académie françoise,  
à la place de feu M. DE SACY.*

MESSIEURS,

EN m'accordant la place de M. de Sacy, vous avez moins appris au public ce que je suis, que ce que je dois être.

Vous n'avez pas voulu me comparer à lui, mais me le donner pour modele.

Fait pour la société, il y étoit aimable, il y étoit utile: il mettoit la douceur dans les manieres, & la sévérité dans les mœurs.

Il joignoit à un beau génie une ame plus belle encore: les qualités de l'esprit n'étoient chez lui que dans le second ordre: elles ornoient le mérite, mais ne le faisoient pas.

Il écrivoit pour instruire; &, en instruisant, il se faisoit toujours aimer. Tout respire, dans ses ouvrages, la candeur & la probité; le bon naturel s'y fait sentir; le grand homme ne s'y montre jamais qu'avec l'honnête homme.

Il suivoit la vertu par un penchant naturel, & il s'y attachoit encore par ses réflexions. Il jugeoit qu'ayant écrit sur la morale, il devoit être plus difficile qu'un autre sur ses devoirs; qu'il n'y avoit point pour lui de dispenses, puisqu'il avoit donné les regles; qu'il feroit ridicule qu'il n'eût pas la force de faire des choses dont il avoit cru tous les hommes capables; qu'il abandonnât ses propres maximes; & que dans chaque action, il eût en même-tems à rougir de ce qu'il auroit fait, & de ce qu'il auroit dit.

Avec quelle noblesse n'exerçoit-il pas sa profession? Tous ceux qui avoient besoin de lui devenoient ses amis. Il ne trouvoit presque pour récompense, à la fin de chaque jour, que quelques bonnes actions de plus. Toujours moins riche, & toujours plus désintéressé, il n'a presque laissé à ses enfans que l'honneur d'avoir eu un si illustre pere.

Vous aimez, messieurs, les hommes vertueux; vous ne faites grace au plus beau génie d'aucune qualité du cœur, & vous regardez les talens, sans la vertu, comme des présens funestes, uniquement propres à donner de la force ou un plus grand jour à nos vices.

Et

Et par-là, vous êtes bien dignes de ces grands protecteurs qui vous ont confié leur gloire, qui ont voulu aller à la postérité, mais qui ont voulu y aller avec vous.

Bien des orateurs & des poètes les ont célébrés; mais il n'y a que vous qui ayez été établis pour leur rendre, pour ainsi dire, un culte réglé.

Pleins de zèle & d'admiration pour ces grands hommes, vous les rappelez sans cesse à notre mémoire. Effet surprenant de l'art! vos chants sont continuels, & ils nous paroissent toujours nouveaux.

Vous nous étonnez toujours, quand vous célébrez ce grand ministre, qui tira du cahos les règles de la monarchie; qui apprit à la France le secret de ses forces, à l'Espagne celui de sa foiblesse; ôta à l'Allemagne ses chaînes, lui en donna de nouvelles; brisa tour à tour toutes les puissances; & destina, pour ainsi dire, LOUIS LE GRAND aux grandes choses qu'il fit depuis.

Vous ne vous ressemblez jamais dans les éloges que vous faites de ce chancelier, qui n'abusa ni de la confiance des rois, ni de l'obéissance des peuples; & qui, dans l'exercice de la magistrature, fut sans passion, comme les loix, qui absolvent & qui punissent sans aimer ni haïr.



Mais on aime sur-tout à vous voir travailler à l'envi au portrait de LOUIS LE GRAND, ce portrait toujours commencé & jamais fini, tous les jours plus avancé, & tous les jours plus difficile.

Nous concevons à peine le regne merveilleux que vous chantez. Quand vous nous faites voir les sciences par-tout encouragées, les arts protégés, les belles-lettres cultivées, nous croyons vous entendre parler d'un regne paisible & tranquille. Quand vous chantez les guerres & les victoires, il semble que vous nous racontiez l'histoire de quelque peuple sorti du nord, pour changer la face de la terre. Ici, nous voyons le roi; là, le héros. C'est ainsi qu'un fleuve majestueux va se changer en un torrent, qui renverse tout ce qui s'oppose à son passage: c'est ainsi que le ciel paroît au laboureur pur & serein, tandis que, dans la contrée voisine, il se couvre de feux, d'éclairs & de tonnerres.

Vous m'avez, messieurs, associé à vos travaux, vous m'avez élevé jusqu'à vous; & je vous rends graces de ce qu'il m'est permis de vous connoître mieux, & de vous mirer de plus près

Je vous rends graces de ce que vous m'avez donné un droit particulier d'écrire la vie & les actions de notre jeune monarque.

que. Puisse-t-il aimer à entendre les éloges que l'on donne aux princes pacifiques ! Que le pouvoir immense , que dieu a mis entre ses mains , soit le gage du bonheur de tous ! Que toute la terre repose sous son trône ! Qu'il soit le roi d'une nation , & le protecteur de toutes les autres ! Que tous les peuples l'aiment ; que ses sujets l'adorent ; & qu'il n'y ait pas un seul homme dans l'univers qui s'afflige de son bonheur , & craigne ses prospérités ! Périront enfin ces jalousies fatales qui rendent les hommes ennemis des hommes ! Que le sang humain , ce sang qui souille toujours la terre , soit épargné ! & que , pour parvenir à ce grand objet , ce ministre nécessaire au monde , ce ministre , tel que le peuple françois auroit pu le demander au ciel , ne cesse de donner ces conseils qui vont au cœur du prince , toujours prêt de faire le bien qu'on lui propose , ou à réparer la mal qu'il n'a point fait , & que le tems a produit !

LOUIS nous a fait voir que , comme les peuples sont soumis aux loix , les princes le sont à leur parole sacrée : que les grands rois , qui ne sçauroient être liés par une autre puissance , le sont invinciblement par les chaînes qu'ils se sont faites ; comme le dieu qu'ils représentent , qui est tou-

jours indépendant & toujours fidèle dans ses promesses.

Que de vertus nous présage une foi si religieusement gardée ! Ce sera le destin de la France, qu'après avoir été agitée sous les VALOIS, affermie sous HENRI, aggrandie sous son successeur, victorieuse & indomptable sous LOUIS LE GRAND, elle sera entièrement heureuse sous le règne de celui qui ne sera point forcé à vaincre, & qui mettra toute sa gloire à gouverner.



# AVERTISSEMENT

## DE

## L' A U T E U R.

*P*OUR l'intelligence des quatre premiers livres de cet ouvrage, il faut observer que ce que j'appelle la vertu dans la république, est l'amour de la patrie, c'est-à-dire, l'amour de l'égalité. Ce n'est point une vertu morale, ni une vertu chrétienne; c'est la vertu politique; & celle-ci est le ressort qui fait mouvoir le gouvernement républicain, comme l'honneur est le ressort qui fait mouvoir la monarchie. J'ai donc appelé vertu politique l'amour de la patrie & de l'égalité. J'ai eu des idées nouvelles; il a bien fallu trouver de nouveaux mots, ou donner aux anciens de nouvelles acceptions. Ceux qui n'ont pas compris ceci m'ont fait dire des choses absurdes, & qui seroient révoltantes dans tous les pays du monde; parce que, dans tous les pays du monde, on veut de la morale.

2°. Il faut faire attention qu'il y a une très-grande différence entre dire qu'une certaine qualité, modification de l'ame, ou vertu, n'est pas le ressort qui fait agir un gouvernement, & dire qu'elle n'est point dans ce



*gouvernement. Si je disois , telle roue , tel pignon , ne sont point le ressort qui fait mouvoir cette montre ; en concluroit-on qu'ils ne sont point dans la montre ? Tant s'en faut que les vertus morales & chrétiennes soient exclues de la monarchie , que même la vertu politique ne l'est pas. En un mot , l'honneur est dans la république , quoique la vertu politique en soit le ressort ; la vertu politique est dans la monarchie , quoique l'honneur en soit le ressort.*

*Enfin l'homme de bien , dont il est question dans le livre III , chapitre V , n'est pas l'homme de bien chrétien , mais l'homme de bien politique , qui a la vertu politique dont j'ai parlé. C'est l'homme qui aime les loix de son pays , & qui agit par l'amour des loix de son pays. J'ai donné un nouveau jour à toutes ces choses dans cette édition-ci , en fixant encore plus les idées : & , dans la plupart des endroits où je me suis servi du mot de vertu , j'ai mis vertu politique.*





## P R E F A C E.

**S**I dans le nombre infini de choses qui sont dans ce livre, il y en avoit quelque-une qui, contre mon attente, pût offenser, il n'y en a pas du moins qui y ait été mise avec mauvaise intention. Je n'ai point naturellement l'esprit désapprobateur. *Platon* remercioit le ciel de ce qu'il étoit né du tems de *Socrate*; & moi, je lui rends graces de ce qu'il m'a fait naître dans le gouvernement où je vis, & de ce qu'il a voulu que j'obéisse à ceux qu'il m'a fait aimer.

Je demande une grace que je crains qu'on ne m'accorde pas; c'est de ne pas juger, par la lecture d'un moment, d'un travail de vingt années; d'approuver ou de condamner le livre entier, & non pas quelques phrases. Si l'on veut chercher le dessein de l'auteur, on ne le peut

bien découvrir que dans le dessein de l'ouvrage.

J'ai d'abord examiné les hommes , & j'ai cru que , dans cette infinie diversité de loix & de mœurs , ils n'étoient pas uniquement conduits par leurs fantaisies.

J'ai posé les principes , & j'ai vu les cas particuliers s'y plier comme d'eux-mêmes ; les histoires de toutes les nations n'en être que les suites ; & chaque loi particuliere liée avec une autre loi ou dépendre d'une autre plus générale.

Quand j'ai été rappelé à l'antiquité , j'ai cherché à en prendre l'esprit , pour ne pas regarder comme semblables des cas réellement différens ; & ne pas manquer les différences de ceux qui paroissent semblables.

Je n'ai point tiré mes principes de mes préjugés , mais de la nature des choses.

Ici , bien des vérités ne se feront sentir qu'après qu'on aura vu la chaîne qui les lie à d'autres. Plus on réfléchira sur les détails , plus on sentira la certitude des principes. Ces détails même , je ne les ai pas tous donnés ; car , qui pourroit  
dire

dire tout fans un mortel ennui?

- On ne trouvera point ici ces traits faillans qui semblent caractériser les ouvrages d'aujourd'hui. Pour peu qu'on voie les choses avec une certaine étendue, les faillies s'évanouissent; elles ne naissent d'ordinaire, que parce que l'esprit se jette tout d'une côté, & abandonne tous les autres.

Je n'écris point pour censurer ce qui est établi dans quelque pays que ce soit. Chaque nation trouvera ici les raisons de ses maximes: & on en tirera naturellement cette conséquence, qu'il n'appartient de proposer des changemens qu'à ceux qui sont assez heureusemens nés pour pénétrer d'un coup de génie toute la constitution d'un état.

Il n'est pas indifférent que le peuple soit éclairé. Les préjugés des magistrats ont commencé par être les préjugés de la nation. Dans un tems d'ignorance, on n'a aucun doute, même lorsqu'on fait les plus grands maux; dans un tems de lumiere, on tremble encore, lorsqu'on fait les plus grands biens. On sent les abus



bus anciens, on en voit la correction; mais on voit encore les abus de la correction même. On laisse le mal, si l'on craint le pire; on laisse le bien, si on est en doute du mieux. On ne regarde les parties que pour juger du tout ensemble; on examine toutes les causes, pour voir les résultats.

Si je pouvois faire en sorte que tout le monde eût de nouvelles raisons pour aimer ses devoirs, son prince, sa patrie, ses loix; qu'on pût mieux sentir son bonheur dans chaque pays, dans chaque gouvernement, dans chaque poste où l'on se trouve; je me croirois le plus heureux des mortels.

Si je pouvois faire en sorte que ceux qui commandent augmentassent leurs connoissances sur ce qu'ils doivent prescrire, & que ceux qui obéissent trouvassent un nouveau plaisir à obéir, je me croirois le plus heureux des mortels.

Je me croirois le plus heureux des mortels, si je pouvois faire que les hommes pussent se guérir de leurs préjugés. J'appelle ici préjugés, non pas ce qui fait

fait qu'on ignore de certaines choses, mais ce qui fait qu'on s'ignore soi-même.

C'est en cherchant à instruire les hommes, que l'on peut pratiquer cette vertu générale qui comprend l'amour de tous. L'homme, cet être flexible, se pliant dans la société aux pensées & aux impressions des autres, est également capable de connoître sa propre nature, lorsqu'on la lui montre; & d'en perdre jusqu'au sentiment, lorsqu'on la lui dérobe.

J'ai bien des fois commencé, & bien des fois abandonné cet ouvrage; j'ai mille fois envoyé aux (a) vents les feuilles que j'avois écrites; je sentoïis tous les jours les mains paternelles tomber (b); je suivois mon objet sans former de dessein; je ne connoissois ni les règles ni les exceptions; je ne trouvois la vérité que pour la perdre. Mais, quand j'ai découvert mes principes, tout ce que je cherchois est venu à moi; & dans le cours de vingt années, j'ai vu mon

ou-

(a) *Ludibria ventis.*

(b) *Bis patriæ cecidere manus. . . .*

ouvrage commencer, croître, s'avancer & finir.

Si cet ouvrage a du succès, je le devrai beaucoup à la majesté de mon sujet; cependant je ne crois pas avoir totalement manqué de génie. Quand j'ai vu ce que tant de grands hommes en France, en Angleterre & en Allemagne, ont écrit avant moi, j'ai été dans l'admiration; mais je n'ai point perdu le courage: *Et moi aussi, je suis (a) peintre*, ai-je dit avec le *Correge*.

(a) *Ed io anche son pittore.*



# T A B L E

## D E S

### LIVRES ET CHAPITRES,

Contenus en ce premier volume.

E P I T R E.	pag. 5
A V E R T I S S E M E N T.	II
E L O G E <i>de monsieur le président de MONTES-</i> <i>QUIEU, par monsieur d'ALEMBERT.</i>	I
A N A L Y S E <i>de l'esprit des loix, par le même.</i>	xlīx
D I S C O U R S <i>prononcé par monsieur de MONTES-</i> <i>QUIEU, lors de sa réception à l'académie fran-</i> <i>çoise, en 1728.</i>	lxxvij
A V E R T I S S E M E N T <i>de l'auteur.</i>	lxxxliij
P R E F A C E.	lxxxv

---

### L I V R E P R E M I E R.

Des LOIX en général.

C H A P I T R E I. <i>Des loix, dans le rapport qu'elles</i> <i>ont avec les divers êtres.</i>	pag. I
C H A P. II. <i>Des loix de la Nature.</i>	7
C H A P. III. <i>Des loix positives.</i>	10

---

### L I V R E I I.

Des loix qui dérivent directement de la nature  
du gouvernement.

C H A P I T R E I. <i>De la nature des trois divers gou-</i> <i>vernemens.</i>	16
	C H A P.



CHAPITRE II. <i>Du gouvernement républicain, &amp; des loix relatives à la démocratie.</i>	pag. 17
CHAP. III. <i>Des loix relatives à la nature de l'aristocratie.</i>	25
CHAP. IV. <i>Des loix, dans leur rapport avec la nature du gouvernement monarchique.</i>	29
CHAP. V. <i>Des loix relatives à la nature de l'état despotique.</i>	35

---

## L I V R E III.

## Des principes des trois gouvernemens.

CHAPITRE I. <i>Différence de la nature du gouvernement &amp; de son principe.</i>	37
CHAP. II. <i>Du principe des divers gouvernemens.</i>	38
CHAP. III. <i>Du principe de la démocratie.</i>	ibid.
CHAP. IV. <i>Du principe de l'aristocratie.</i>	42
CHAP. V. <i>Que la vertu n'est point le principe du gouvernement monarchique.</i>	43
CHAP. VI. <i>Comment on supplée à la vertu dans le gouvernement monarchique.</i>	46
CHAP. VII. <i>Du principe de la monarchie.</i>	ibid.
CHAP. VIII. <i>Que l'honneur n'est point le principe des états despotiques.</i>	47
CHAP. IX. <i>Du principe du gouvernement despotique.</i>	48
CHAP. X. <i>Différence de l'obéissance dans les gouvernemens modérés &amp; dans les gouvernemens despotiques.</i>	50
CHAP. XI. <i>Réflexions sur tout ceci.</i>	52

## L I V R E I V.

Que les loix de l'éducation doivent être relatives aux principes du gouvernement.

CHAPITRE I. <i>Des loix de l'éducation.</i>	pag. 54
CHAP. II. <i>De l'éducation dans les monarchies.</i>	55
CHAP. III. <i>De l'éducation dans le gouvernement despotique.</i>	60
CHAP. IV. <i>Différence des effets de l'éducation chez les anciens, &amp; parmi nous.</i>	62
CHAP. V. <i>De l'éducation dans le gouvernement républicain.</i>	63
CHAP. VI. <i>De quelques institutions des Grecs.</i>	64
CHAP. VII. <i>En quel cas ces institutions singulieres peuvent être bonnes.</i>	67
CHAP. VIII. <i>Explication d'un paradoxe des anciens, par rapport aux mœurs.</i>	68

## L I V R E V.

Que les loix que le législateur donne , doivent être relatives au principe du gouvernement.

CHAPITRE I. <i>Idée de ce livre.</i>	73
CHAP. II. <i>Ce que c'est que la vertu dans l'état politique.</i>	ibid.
CHAP. III. <i>Ce que c'est que l'amour de la république dans la démocratie.</i>	75
CHAP. IV. <i>Comment on inspire l'amour de l'égalité &amp; de la frugalité.</i>	78
CHAP. V. <i>Comment les loix établissent l'égalité dans la démocratie.</i>	79

CHA-

CHAPITRE VI. <i>Comment les loix doivent entre-</i> <i>tenir la frugalité dans la démocratie.</i>	pag. 83
CHAP. VII. <i>Autres moyens de favoriser le princi-</i> <i>pe de la démocratie.</i>	86
CHAP. VIII. <i>Comment les loix doivent se rapporter</i> <i>au principe du gouvernement dans l'aristocratie.</i>	90
CHAP. IX. <i>Comment les loix sont relatives à leur</i> <i>principe dans la monarchie.</i>	97
CHAP. X. <i>De la promptitude de l'exécution dans</i> <i>la monarchie.</i>	99
CHAP. XI. <i>De l'excellence du gouvernement mo-</i> <i>narchique.</i>	100
CHAP. XII. <i>Continuation du même sujet.</i>	102
CHAP. XIII. <i>Idée du despotisme.</i>	103
CHAP. XIV. <i>Comment les loix sont relatives aux</i> <i>principes du gouvernement despotique.</i>	ibid.
CHAP. XV. <i>Continuation du même sujet.</i>	111
CHAP. XVI. <i>De la communication du pouvoir.</i>	114
CHAP. XVII. <i>Des présens.</i>	116
CHAP. XVIII. <i>Des récompenses que le souverain</i> <i>donne.</i>	117
CHAP. XIX. <i>Nouvelles conséquences des principes</i> <i>des trois gouvernemens.</i>	119

## L I V R E VI.

Conséquences des principes des divers gouvernemens, par rapport à la simplicité des loix civiles & criminelles, la forme des jugemens, & l'établissement des peines.

CHAPITRE I. <i>De la simplicité des loix civiles</i> <i>dans les divers gouvernemens.</i>	125
CHAP.	

CHAPITRE II. <i>De la simplicité des loix criminelles dans les divers gouvernemens</i>	pag. 129
CHAP. III. <i>Dans quels gouvernemens, &amp; dans quels cas on doit juger selon un texte précis de la loi.</i>	131
CHAP. IV. <i>De la maniere de former les jugemens.</i>	132
CHAP. V. <i>Dans quels gouvernemens le souverain peut être juge.</i>	133
CHAP. VI. <i>Que dans la monarchie les ministres ne doivent pas juger.</i>	139
CHAP. VII. <i>Du magistrat unique.</i>	ibid.
CHAP. VIII. <i>Des accusations dans les divers gouvernemens.</i>	140
CHAP. IX. <i>De la sévérité des peines dans les divers gouvernemens.</i>	141
CHAP. X. <i>Des anciennes loix Françoises.</i>	143
CHAP. XI. <i>Que, lorsqu'un peuple est vertueux, il faut peu de peines.</i>	144
CHAP. XII. <i>De la puissance des peines.</i>	145
CHAP. XIII. <i>Impuissance des loix Japonnoises.</i>	147
CHAP. XIV. <i>De l'esprit du sénat de Rome.</i>	151
CHAP. XV. <i>Des loix des Romains à l'égard des peines.</i>	152
CHAP. XVI. <i>De la juste proportion des peines avec le crime.</i>	155
CHAP. XVII. <i>De la torture ou question contre les criminels.</i>	157
CHAP. XVIII. <i>Des peines pécuniaires &amp; des peines corporelles.</i>	158
CHAP. XIX. <i>De la loi du talion.</i>	ibid.
CHAP. XX. <i>De la punition des peres pour leurs enfans.</i>	159
CHAP. XXI. <i>De la clémence du prince.</i>	160
	L I.



Conséquences des différens principes des trois  
gouvernemens , par rapport aux loix somp-  
tuaires, au luxe, & à la condition des femmes.

CHAPITRE I. <i>Du luxe.</i>	pag. 162
CHAP. II. <i>Des loix somptuaires dans la démocra- tie.</i>	165
CHAP. III. <i>Des loix somptuaires dans l'aristocra- tie.</i>	166
CHAP. IV. <i>Des loix somptuaires dans les monar- chies.</i>	167
CHAP. V. <i>Dans quels cas les loix somptuaires sont utiles dans une monarchie.</i>	170
CHAP. VI. <i>Du luxe à la Chine.</i>	171
CHAP. VII. <i>Fatale conséquence du luxe à la Chi- ne.</i>	173
CHAP. VIII. <i>De la continence publique.</i>	174
CHAP. IX. <i>De la condition des femmes dans les divers gouvernemens.</i>	175
CHAP. X. <i>Du tribunal domestique chez les Ro- mains.</i>	176
CHAP. XI. <i>Comment les institutions changerent à Rome avec le gouvernement.</i>	178
CHAP. XII. <i>De la tutelle des femmes chez les Ro- mains.</i>	179
CHAP. XIII. <i>Des peines établies par les empereurs contre les débauches des femmes.</i>	180
CHAP. XIV. <i>Loix somptuaires chez les Romains.</i>	182
CHAP. XV. <i>Des dots &amp; des avantages nuptiaux dans les diverses constitutions.</i>	183
CHAP. XVI. <i>Belle coutume des Samnites.</i>	184
CHAP. XVII. <i>De l'administration des Femmes.</i>	185
	L I.

# DES CHAPITRES. - xcviij

## LIVRE VIII.

### De la corruption des principes des trois gouvernemens.

CHAPITRE I. Idée générale de ce livre.	pag. 186
CHAP. II. De la corruption du principe de la démocratie.	187
CHAP. III. De l'esprit d'égalité extrême.	190
CHAP. IV. Cause particulière de la corruption du peuple.	191
CHAP. V. De la corruption du principe de l'aristocratie.	192
CHAP. VI. De la corruption du principe de la monarchie.	194
CHAP. VII. Continuation du même sujet.	195
CHAP. VIII. Danger de la corruption du principe du gouvernement monarchique.	197
CHAP. IX. Combien la noblesse est portée à défendre le trône.	ibid.
CHAP. X. De la corruption du principe du gouvernement despotique.	198
CHAP. XI. Effets naturels de la bonté & de la corruption des principes.	199
CHAP. XII. Continuation du même sujet.	202
CHAP. XIII. Effet du serment chez un peuple vertueux.	203
CHAP. XIV. Comment le plus petit changement dans la constitution, entraîne la ruine des principes.	204
CHAP. XV. Moyens très-efficaces pour la conservation des trois principes.	205
CHAP. XVI. Propriétés distinctives de la république.	206
Tome I.	CHA

CHAPITRE XVII. *Propriétés distinctives de la monarchie.* 207

CHAP. XVIII. *Que la monarchie d'Espagne étoit dans un cas particulier.* 208

CHAP. XIX. *Propriétés distinctives du gouvernement despotique.* 209

CHAP. XX. *Conséquence des chapitres précédens.* 210

CHAP. XXI. *De l'empire de la Chine.* 211

## L I V R E I X.

Des loix, dans le rapport qu'elles ont avec la force défensive.

CHAPITRE I. *Comment les républiques pourvoient à leur sûreté.* 215

CHAP. II. *Que la constitution fédérative doit être composée d'états de même nature, sur-tout d'états républicains.* 218

CHAP. III. *Autres choses requises dans la république fédérative.* 219

CHAP. IV. *Comment les états despotiques pourvoient à leur sûreté.* 220

CHAP. V. *Comment la monarchie pourvoit à sa sûreté.* 222

CHAP. VI. *De la force défensive des états en général.* *ibid.*

CHAP. VII. *Réflexions.* 224

CHAP. VIII. *Cas où la force défensive d'un état est inférieure à sa force offensive.* 225

CHAP. IX. *De la force relative des états.* 226

CHAP. X. *De la foiblesse des états voisins.* *ibid.*  
L. L.

## DES CHAPITRES. xcix

### L I V R E X.

Des loix , dans le rapport qu'elles ont avec la  
force offensive.

CHAPITRE I. <i>De la force offensive.</i>	pag. 227
CHAP. II. <i>De la guerre.</i>	ibid
CHAP. III. <i>Du droit de conquête.</i>	230
CHAP. IV. <i>Quelques avantages du peuple conquis.</i>	233
CHAP. V. <i>Gélon, roi de Syracuse.</i>	235
CHAP. VI. <i>D'une république qui conquiert.</i>	236
CHAP. VII. <i>Continuation du même sujet.</i>	238
CHAP. VIII. <i>Continuation du même sujet.</i>	ibid.
CHAP. IX. <i>D'une monarchie qui conquiert autour d'elle.</i>	239
CHAP. X. <i>D'une monarchie qui conquiert une autre monarchie.</i>	240
CHAP. XI. <i>Des mœurs du peuple vaincu.</i>	241
CHAP. XII. <i>D'une loi de Cyrus.</i>	ibid.
CHAP. XIII. <i>Charles XII.</i>	242
CHAP. XIV. <i>Alexandre.</i>	244
CHAP. XV. <i>Nouveaux moyens de conserver la conquête.</i>	250
CHAP. XVI. <i>D'un état despotique qui conquiert.</i>	251
CHAP. XVII. <i>Continuation du même sujet.</i>	ibid.

### L I V R E XI.

Des loix qui forment la liberté politique dans  
son rapport avec la constitution.

CHAPITRE I. <i>Idée générale.</i>	253
CHAP. II. <i>Diverses significations données au mot de liberté.</i>	254



## TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE III. <i>Ce que c'est que la liberté.</i>	pag. 255
CHAP. IV. <i>Continuation du même sujet.</i>	256
CHAP. V. <i>De l'objet des états divers.</i>	ibid.
CHAP. VI. <i>De la constitution d'Angleterre.</i>	257
CHAP. VII. <i>Des monarchies que nous connoissons.</i>	277
CHAP. VIII. <i>Pourquoi les anciens n'avoient pas une idée bien claire de la monarchie.</i>	273
CHAP. IX. <i>Manière de penser d'Aristote.</i>	280
CHAP. X. <i>Manière de penser des autres politiques.</i>	ibid.
CHAP. XI. <i>Des rois des tems héroïques chez les Grecs.</i>	281
CHAP. XII. <i>Du gouvernement des rois de Rome, &amp; comment les trois pouvoirs y furent distribués.</i>	283
CHAP. XIII. <i>Réflexions générales sur l'état de Rome, après l'expulsion des rois.</i>	283
CHAP. XIV. <i>Comment la distribution des trois pouvoirs commença à changer, après l'expulsion des rois.</i>	287
CHAP. XV. <i>Comment, dans l'état florissant de la république, Rome perdit tout à coup sa liberté.</i>	290
CHAP. XVI. <i>De la puissance législative dans la république Romaine.</i>	292
CHAP. XVII. <i>De la puissance exécutrice, dans la même république.</i>	294
CHAP. XVIII. <i>De la puissance de juger, dans le gouvernement de Rome.</i>	296
CHAP. XIX. <i>Du gouvernement des provinces Romaines.</i>	306
CHAP. XX. <i>Fin de ce livre.</i>	310

FIN DE LA TABLE DU TOME I.

DE

111

1. The first part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee. The names are written in a cursive hand, and the addresses are written in a more formal, printed hand. The list is organized in two columns, with the names on the left and the addresses on the right. The names are: John A. Smith, James B. Jones, William C. Brown, and Thomas D. White. The addresses are: 123 Main Street, New York, N.Y.; 456 Elm Street, Boston, Mass.; 789 Oak Street, Philadelphia, Pa.; and 101 Pine Street, Washington, D.C.

2. The second part of the document is a letter from the committee to the President of the United States. The letter is dated January 1, 1865, and is addressed to the President at the White House, Washington, D.C. The letter is written in a cursive hand and is signed by the members of the committee. The letter is a request for the President to issue a proclamation calling for the suspension of the writ of *habeas corpus* in the case of the rebellion.

3. The third part of the document is a copy of the President's response to the committee's letter. The response is dated January 1, 1865, and is signed by the President. The response is a letter of approval, stating that the President has agreed to issue the proclamation requested by the committee.

4. The fourth part of the document is a copy of the proclamation issued by the President. The proclamation is dated January 1, 1865, and is signed by the President. The proclamation is a formal document, written in a printed hand, and is signed by the President. The proclamation is a request for the suspension of the writ of *habeas corpus* in the case of the rebellion.



LIVONIE

OLOGNE

P

Go

Cotes

UE Pont Euxin

Mer

erra n e

SAARA ou DES

EATHIOPIE

F

IGRITIE

N<sup>or</sup> Fl.

Lombardo

Nubie

Moquo

Sarazins

HEUREUSE

G I É E

ssinie

MUJAC

jan

20

40

GO

Congo

Molinda

BAR

ZANG

LS. Molero

C

icorne

ne ayawshy  
idagayaw



# DE L'ESPRIT DES LOIX.

\*\*\*\*\*

## LIVRE PREMIER. DES LOIX EN GÉNÉRAL.

### CHAPITRE PREMIER.

*Des loix , dans le rapport qu'elles ont avec les  
divers êtres.*

**L**ES LOIX, dans la signification la plus étendue, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses ; & dans ce sens tous les êtres ont leurs loix , la divinité (\*) a ses loix , le monde matériel a ses loix , les intelligences supérieures à l'homme ont leurs loix , les bêtes ont leurs loix , l'homme a ses loix (a).

Ceux

(\*) La loi , dit Plutarque , est la reine de tous mortels & immortels : au Traité , qu'il est requis qu'un prince soit savant.

(a) La définition que l'Auteur donne ici des loix n'est point exacte. Les loix ne peuvent pas être dites des rapports : elles sont subordonnées aux rapports , parce que les loix , dans la signification la plus étendue , sont les

Tome I.

A

les



Ceux qui ont dit qu'une fatalité aveugle a produit tous les effets que nous voyons dans le monde, ont dit une grande absurdité : car quelle plus grande absurdité qu'une fatalité aveugle qui auroit produit des êtres intelligens (b) ?

Il y a donc une raison primitive (c) ; & les loix sont les rapports qui se trouvent entr'elle & les différens êtres, & les rapports de ces divers êtres entr'eux.

Dieu a du rapport avec l'univers comme créateur & comme conservateur : les loix selon lesquelles il a créé, sont celles selon lesquelles il conserve. Il agit selon ces regles, parce qu'il les con-

les regles suivant lesquelles les êtres doivent être déterminés. La sagesse, la bonté, la puissance, tous les attributs de la Divinité, sont naître des loix pour l'être suprême, c'est-à-dire, des regles, suivant lesquelles Dieu doit agir. Un souverain prescrit des loix à ses sujets, c'est-à-dire, des regles suivant lesquelles ils sont obligés de déterminer leurs actions. Les qualités des corps produisent des loix, c'est-à-dire, des regles suivant lesquelles ils sont nécessités à déployer leur action ; & c'est dans ce sens que tous les êtres ont leurs loix. (Remarques d'un Anonyme.)

(b) Voilà une pétition de principe : il ne falloit rien dire de cette absurde proposition, ou en prouver la fausseté. (R. d'un A.)

(c) Cette conséquence n'est point exacte : premièrement l'Auteur n'a rien prouvé dans son raisonnement précédent ; en second lieu il n'y est point parlé de raison primitive. Mr. de MONTESQUIEU, s'il vouloit toucher ces points, auroit au-moins dû faire sentir qu'une fatalité aveugle n'ayant pu produire les êtres intelligens, il faut absolument qu'il y ait une raison primitive ; & encore cela ne suffiroit-il pas, parce qu'il faut bien distinguer l'être primitif de la raison primitive. (R. d'un A.)

(d) Les premiers principes de la Métaphysique nous enseignent très-clairement que l'être intelligent & sur-

sout

connoît ; il les connoît , parce qu'il les a faites ; il les a faites , parce qu'elles ont du rapport avec sa sagesse & sa puissance (d).

Comme nous voyons que le monde , formé par le mouvement de la matiere & privé d'intelligence , subsiste toujours , il faut que ses mouvemens aient des loix invariables ; (e) & , si l'on pouvoit imaginer un autre monde que celui-ci , il auroit des regles constantes , ou il seroit détruit.

Ainsi la création , qui paroît être un acte arbitraire , suppose des regles aussi invariables que la fatalité des athées (f). Il seroit absurde de dire que le créateur , sans ces regles , pourroit gou-

ver-

tout l'intelligence parfaite ne connoît point parce qu'elle a fait , mais qu'elle fait parce qu'elle connoît. D'ailleurs , si Dieu a fait les regles parce qu'elles ont du rapport avec sa sagesse & sa puissance , Dieu a donc connu ces rapports , & par conséquent les regles mêmes ; donc il ne les a pas connues parce qu'il les a faites , mais il les aura faites parce qu'il les a connues. (R. d'un A.)

(e) Nous voyons que le monde subsiste , mais non pas qu'il subsiste toujours. Nous y découvrons des loix invariables ; & de-là nous concluons que le monde durera , les effets étant analogues à leurs causes. (R. d'un A.)

(f) Cette transition est assez étrange : après avoir dit que les mouvemens du monde doivent avoir des loix invariables , on en conclut que la création suppose des regles aussi invariables que la fatalité des athées ; & on affirme en même tems que la création paroît être un acte arbitraire. La création , bien loin de paroître un acte arbitraire , nous offre par-tout des marques si frappantes de sagesse qu'on ne peut y méconnoître l'ordre , & les regles qui en dépendent. Il est certain qu'elle suppose des regles invariables , parce que tout ce qui n'est pas produit au hazard & sans but en suppose ; mais d'affirmer qu'elle en suppose d'aussi invariables que la fatalité des athées , c'est-là s'énoncer d'une manière très-obscur : vû que l'idée d'une fatalité des athées n'offre rien de clair ni de distinct. (R. d'un A.)

#### 4 DE L'ESPRIT DES LOIX,

verner le monde , puisque le monde ne subsisteroit pas sans elles.

Ces regles sont un rapport constamment établi (g). Entre un corps mu & un autre corps mu , c'est suivant les rapports de la masse & de la vitesse que tous les mouvemens sont reçus , augmentés , diminués , perdus ; chaque diversité est *uniformité* , chaque changement est *constance*.

Les êtres particuliers, intelligens , peuvent avoir des loix qu'ils ont faites : mais ils en ont aussi qu'ils n'ont pas faites (h). Avant qu'il y eût des êtres intelligens , ils étoient possibles ; ils avoient donc des rapports possibles & par conséquent des loix possibles. Avant qu'il y eût des loix faites , il y avoit des rapports de justice possibles. Dire qu'il n'y a rien de juste ni d'injuste que ce qu'ordonnent ou défendent les loix positives , c'est dire qu'avant qu'on eût tracé de cercle , tous les rayons n'étoient pas égaux (i)

Il faut donc avouer des rapports d'équité antérieurs à la loi positive qui les établit ; comme ,  
par

(g) Point du tout. Les rapports sont indépendans des regles : entre un corps & un autre corps le même rapport demeure inaltérable , soit que ces corps soient mus ou qu'ils ne le soient pas. En est-il de même des regles que les corps suivent dans leurs mouvemens ? Subsidieroient-elles sans le mouvement ? Entre un souverain & des sujets , il y a un rapport invariable , celui du droit de commander d'une part & du devoir d'obéir de l'autre ; ce rapport a constamment lieu , soit que le souverain commande , ou qu'il ne le fasse point. En est-il de même des loix ? Nullement : les loix n'ont lieu que lorsque le souverain commande ; preuve manifeste que les rapports & les loix sont des sujets très-différens qu'il faut bien se garder de confondre (R. d'un A.)



par exemple, que, supposé qu'il y eût des sociétés d'hommes, il seroit juste de se conformer à leurs loix; que, s'il y avoit des êtres intelligens qui eussent reçu quelque bienfait d'un autre être, ils devroient en avoir de la reconnoissance; que, si un être intelligent avoit créé un être intelligent, le créé devroit rester dans la dépendance qu'il a eue dès son origine; qu'un être intelligent qui a fait du mal à un être intelligent, mérite de recevoir le même mal; & ainsi du reste (k).

Mais il s'en faut bien que le monde intelligent soit aussi bien gouverné que le monde physique (l): car, quoique celui-la ait aussi des loix qui par leur nature sont invariables, il ne les suit pas constamment comme le monde physique suit les siennes. La raison en est que les êtres particuliers intelligens sont bornés par leur nature & par conséquent sujets à l'erreur; & d'un autre côté, il est de leur nature qu'ils agissent par eux-mêmes. Ils ne suivent donc pas constamment leurs loix

(b) Si les loix sont des rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses, comme Mr. de MONTESQUIEU vient de l'enseigner plus haut, comment peut-on dire que des êtres intelligens en aient faites? (R. d'un A.)

(i) Ce raisonnement bien développé est très-bon pour réfuter Carnéades & ceux qui soutiennent qu'il n'y a rien de juste ni d'injuste que ce qui est déclaré tel par les loix positives. (R. d'un A.)

(k) Ces loix étant possibles parce que les êtres intelligens l'étoient, l'existence de ces êtres entraîne nécessairement celle de ces loix; on ne peut donc pas dire à la rigueur que la loi positive les établit. (R. d'un A.)

(l) A la rigueur les loix s'observent dans le monde moral tout comme dans le monde physique. (R. d'un A.)



loix primitives ; & celles même qu'ils se donnent, ils ne les suivent pas toujours.

On ne fait si les bêtes sont gouvernées par les loix générales du mouvement, ou par une motion particuliere. Quoiqu'il en soit, elles n'ont point avec Dieu de rapport plus intime que le reste du monde matériel ; & le sentiment ne leur sert que dans le rapport qu'elles ont entr'elles, ou avec elles-mêmes.

Par l'attrait du plaisir, elles conservent leur être particulier ; & par le même attrait, elles conservent leur espece. Elles ont des loix naturelles, parce qu'elles sont unies par le sentiment ; elles n'ont point de loix positives, parce qu'elles ne sont point unies par la connoissance. Elles ne suivent pourtant pas invariablement leurs loix naturelles ; les plantes, en qui nous ne remarquons ni connoissance, ni sentiment, les suivent mieux.

Les bêtes n'ont point les suprêmes avantages que nous avons. Elles n'ont point nos espérances, mais elles n'ont pas nos craintes ; elles subissent comme nous la mort, mais c'est sans la connoître ; la plupart même se conservent mieux que nous, & ne font pas un aussi mauvais usage de leurs passions.

L'homme, comme être physique, est, ainsi que les autres corps, gouverné par des loix invariables. Comme être intelligent, il viole sans cesse les loix que Dieu a établies & change celles qu'il établit lui-même. Il faut qu'il se conduise &

cepen-

cependant il est un être borné ; il est sujet à l'ignorance & à l'erreur, comme toutes les intelligences finies ; les faibles connoissances qu'il a, il les perd encore. Comme créature sensible, il devient sujet à mille passions. Un tel être pouvoit à tous les instans oublier son créateur ; Dieu l'a rappelé à lui par les loix de la religion : un tel être pouvoit à tous les instans s'oublier lui-même ; les philosophes l'ont averti par les loix de la morale : fait pour vivre dans la société, il y pouvoit oublier les autres ; les législateurs l'ont rendu à ses devoirs par les loix politiques & civiles.

## C H A P I T R E I I.

### *Des loix de la Nature.*

**A**VANT toutes ces loix, sont celles de la Nature ; ainsi nommées, parce qu'elles dérivent uniquement de la constitution de notre être. Pour les connoître bien, il faut considérer un homme avant l'établissement des sociétés (*m*) ; les loix de la Nature seront celles qu'il recevrait dans un état pareil.

Cette loi qui, en imprimant dans nous-mêmes l'idée d'un créateur, nous porte vers lui, est la première des *loix naturelles* par son importance, & non pas dans l'ordre de ces loix. L'homme dans l'état de Nature auroit plutôt la faculté de

(*m*) Mais il ne faut pas oublier non plus, lorsqu'on lui appliquera ce que l'on a découvert de cette manière, qu'on a fait cette abstraction. (*R. d'un A.*)

## 8 DE L'ESPRIT DES LOIX,

connoître, qu'il n'auroit des connoissances (n). Il est clair que ses premieres idées ne seroient point des idées spéculatives : il songeroit à la conservation de son être, avant de chercher l'origine de son être. Un homme pareil ne sentiroit d'abord que sa foiblesse, sa timidité seroit extrême; & si l'on avoit là-dessus besoin de l'expérience, l'on a trouvé dans les forêts des hommes sauvages (\*): tout les fait trembler, tout les fait fuir.

Dans cet état, chacun se sent inférieur; à peine chacun se sent-il égal. On ne chercheroit donc point à s'attaquer, & la paix seroit la premiere loi naturelle.

Le desir que *Hobbes* donne d'abord aux hommes, de se subjuger les uns les autres, n'est pas raisonnable. L'idée de l'empire & de la domination est si composée & dépend de tant d'autres idées, que ce ne seroit pas celle qu'il auroit d'abord (o).

HOBBS demande *pourquoi, si les hommes ne sont pas naturellement en état de guerre, ils vont toujours armés? & pourquoi ils ont des clefs pour fermer leurs maisons?* Mais on ne sent pas que l'on attribue aux hommes avant l'établissement des

(n) Par galimathias que tout ceci. Les connoissances ne présupposent-elles pas toujours la faculté de connoître? Qu'est ce que cette loi qui, en imprimant dans nous-mêmes l'idée d'un créateur, nous porte vers lui? Est-ce le rapport de l'être créateur à ses créatures? L'influence du monde sensible sur nos sens? Un retour de méditation sur notre origine? (R d'un A)

(\*) Témoin le sauvage qui fut trouvé dans les forêts de Hanover, & que l'on vit en Angleterre sous le regne de *Georges I.*

(o) L'Auteur a raison; mais il a tort de dire que la  
paix

des sociétés, ce qui ne peut leur arriver qu'après cet établissement, qui leur fait trouver des motifs pour s'attaquer & pour se défendre.

Au sentiment de sa foiblesse, l'homme joindroit le sentiment de ses besoins. Ainsi une autre loi naturelle seroit celle qui lui inspireroit de chercher à se nourrir.

J'ai dit que la crainte porteroit les hommes à se fuir; mais les marques d'une crainte réciproque les engageroient bientôt à s'approcher. D'ailleurs ils y seroient portés par le plaisir qu'un animal sent à l'approche d'un animal de son espèce. De plus, ce charme que les deux sexes s'inspirent par leur différence, augmenteroit ce plaisir; & la prière naturelle qu'ils se font toujours l'un à l'autre, seroit une troisième loi.

Outre le sentiment que les hommes ont d'abord, ils parviennent encore à avoir des connoissances; ainsi ils ont un second lien que les autres animaux n'ont pas. Ils ont donc un nouveau motif de s'unir; & le desir de vivre en société est une quatrième loi naturelle (p).

C H A

*paix seroit la première loi naturelle : à proprement parler, dans un état sauvage, il n'y auroit en général ni guerre ni paix; parce que l'un suppose un dessein de le nuire & l'autre celui de respecter ses droits mutuels. Il y auroit plutôt guerre & paix à la fois, suivant les différentes inclinations des individus qui composeroient le monde, & qui sont réprimées par l'état civil. (R, d'un A.)*

*(p) Si les loix sont des rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses, comment un desir peut-il être nommé une loi? Comment un sentiment de soif*  
*blisse,*



## C H A P I T R E III.

*Des loix positives.*

**S**I-TÔT que les hommes sont en société, ils perdent le sentiment de leur foiblesse; l'égalité qui étoit entr'eux cesse, & l'état de guerre commence (q).

Chaque société particulière vient à sentir sa force; ce qui produit un état de guerre de nation à nation. Les particuliers dans chaque société commencent à sentir leur force, ils cherchent à tourner en leur faveur les principaux

avan-

*blasse, celui de ses besoins, la prière naturelle que le mâle & la femelle se font toujours l'un à l'autre, un désir de vivre en société, peuvent-ils être mis au nombre des loix ? Du-moins, pour être d'accord avec lui-même, Mr. de MONTESQUIEU auroit-il dû se souvenir ici qu'il ne pouvoit attribuer ce terme qu'aux rapports que les différens sentimens &c. ont entr'eux. (R. d'un A.)*

(q) Il faudroit prouver cela & le déduire de la notion de société. (R. d'un A.)

(r) Les hommes n'attendent pas qu'ils sentent leur force pour chercher à tourner en leur faveur les principaux avantages de cette société : la pente naturelle qui nous porte vers tout ce qui paroît nous convenir est le mobile qui nous met en mouvement ; & si la force nous manque nous y suppléons par l'industrie &c. En général on ne peut pas dire que tout homme qui sent ses forces, cherche à tourner en sa faveur les avantages de la société : parce que cette disposition suppose un désir d'acquiescer ce qui n'est pas à nous, une volonté à suivre ses grés & ses envies, sans avoir égard aux déplaisirs qui en peuvent résulter pour d'autres ; disposition qu'on ne peut supposer dans tous les hommes en général. Il y a trop de Hobérianisme dans ce passage. (R. d'un A.)

avantages de cette société; ce qui fait entr'eux un état de guerre (r).

Ces deux sortes d'état de guerre font établir les loix parmi les hommes. Considérés comme habitans d'une si grande planète qu'il est nécessaire qu'il y ait différens peuples, ils ont des loix dans le rapport que ces peuples ont entr'eux; & c'est le DROIT DES GENS. Considérés comme vivans dans une société qui doit être maintenue, ils ont des loix dans le rapport qu'ont ceux qui gouvernent avec ceux qui sont gouvernés; & c'est le DROIT POLITIQUE. Ils en ont encore dans le rapport que tous les citoyens ont entr'eux; & c'est le DROIT CIVIL (s).

Le

(r) Toutes ces propositions mériteroient d'être prouvées exactement. On peut nier que les deux sortes d'état de guerre dont l'Auteur parle font établir les loix parmi les hommes; & l'on peut soutenir que la nécessité de l'ordre fait établir les loix. Nous avons censuré la définition que Mr. de MONTESQUIEU a donnée des loix en général; pour faire voir que notre critique est fondée, appliquons la à celles que l'Auteur donne ici du DROIT DES GENS, du DROIT POLITIQUE, & du DROIT CIVIL. Le DROIT DES GENS, dit-il, sont les loix dans le rapport que les différens peuples ont entr'eux; or, puisque les loix sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses, le DROIT DES GENS sera, selon Mr. de MONTESQUIEU, les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses dans le rapport que les différens peuples ont entr'eux; & le DROIT POLITIQUE seront ces rapports dans le rapport qu'ont ceux qui gouvernent avec ceux qui sont gouvernés; & le DROIT CIVIL ces mêmes rapports dans le rapport que tous les citoyens ont entr'eux. Cela est-il intelligible? Si les loix dérivent de la nature des choses, comme Mr. le Président l'enseigne, elles doivent être différentes, suivant la différente nature des choses dont elles dérivent; il faut donc qu'abstraction faite de l'idée de souverain & de sujet, une nation soit vis-à-vis d'une

## 12 DE L'ESPRIT DES LOIX,

Le *droit des gens* est naturellement fondé sur ce principe , que les diverses nations doivent se faire dans la paix le plus de bien , & dans la guerre le moins de mal qu'il est possible , sans nuire à leurs véritables intérêts (1).

L'objet de la guerre, c'est la victoire; celui de la victoire, la conquête; celui de la conquête, la conservation. De ce principe & du précédent, doivent dériver toutes les loix qui forment le *droit des gens* (u).

Toutes les nations ont un droit des gens; & les *Iroquois* mêmes qui mangent leurs prisonniers, en ont un. Ils envoient & reçoivent des ambassades; ils connoissent dès droits de la guerre & de la paix: le mal est que ce droit des gens n'est pas fondé sur les vrais principes.

Outre le droit des gens qui regarde toutes les sociétés, il y a un *droit politique* pour chacune. Une société ne sauroit subsister sans un gouvernement. *La réunion de toutes les forces particulières,*

ne nation dans d'autres rapports que des sujets vis-à-vis leur souverain; & les rapports de sujets à souverains doivent par conséquent être différens de ceux de sujets à sujets; ce ne sont donc pas les *états de guerre*, mais ceux de nation, de souverain, de sujets &c. qui établissent & déterminent ces rapports; ou du moins c'est de là que l'Auteur auroit dû les déduire: car prenez les nations, les souverains, les sujets &c. en guerre, ou considérez les en paix, vous en déduirez toujours les mêmes loix, dont l'application change uniquement suivant la différence des cas. Voyez *Bibl. Imp. T. XV. p. 1. pag. 83. & suiv. (R. d'un A.)*

(1) Cette proposition se déduit d'un principe général, savoir que les hommes doivent se faire mutuellement autant de bien qu'il est possible. (*R. d'un A.*)



res, dit très-bien GRAVINA, forme ce qu'on appelle l'état politique.

La force générale peut être placée entre les mains d'un seul, ou entre les mains de plusieurs. Quelques-uns ont pensé que, la Nature ayant établi le pouvoir paternel, le gouvernement d'un seul étoit le plus conforme à la Nature. Mais l'exemple du pouvoir paternel ne prouve rien : car, si le pouvoir du pere a du rapport au gouvernement d'un seul, après la mort du pere, le pouvoir des freres, ou après la mort des freres, celui des cousins-germains, ont du rapport au gouvernement de plusieurs. La puissance Politique comprend nécessairement l'union de plusieurs familles.

Il vaut mieux dire que le gouvernement le plus conforme à la Nature, est celui dont la disposition particulière se rapporte mieux à la disposition du peuple pour lequel il est établi (x).

Les forces particulieres ne peuvent se réunir,  
sans

(x) Nullement. Les loix qui forment le droit des gens doivent toutes dériver du seul principe de la perfection. On ne peut pas dire qu'en général l'objet de la guerre soit la victoire, celui de la victoire la conquête, celui de la conquête la conservation; & encore moins peut-on mettre cette tirade au nombre des principes. L'objet de la guerre varie suivant les différentes dispositions de ceux qui la font; & si on en veut choisir un pour principe, il faudroit dire que l'objet de la guerre est la réparation d'un tort qu'on nous a fait & une sûreté convenable pour la suite. Celui qui fait la guerre par un autre motif agit contre le droit des gens. (R. d'un A.)

(x) Le gouvernement le plus conforme à la Nature, c'est celui qui réunit le mieux les forces de tous les



sans que toutes les volontés se réunissent. *La réunion de ces volontés*, dit encore très-bien GRAVINA, *est ce qu'on appelle l'ÉTAT CIVIL.*

La loi, en général, est la raison humaine, en tant qu'elle gouverne tous les peuples de la terre; & les loix politiques & civiles de chaque nation, ne doivent être que les cas particuliers où s'applique cette raison humaine (y).

Elles doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites, que c'est un très-grand hazard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre.

Il faut qu'elles se rapportent à la nature & au principe du gouvernement qui est établi, ou qu'on veut établir; soit qu'elles le forment, comme sont les loix politiques; soit qu'elles le maintiennent, comme sont les loix civiles.

Elles doivent être relatives au *physique* du pays, au climat glacé, brûlant ou tempéré; à la qualité du terrain, à sa situation, à sa grandeur; au genre de vie des peuples, laboureurs, chasseurs,

OU

individus d'un Etat, & par conséquent aussi leur volonté: car, comme le dit GRAVINA, *la réunion des volontés est ce qu'on appelle l'Etat civil.* (R. d'un A.)

(y) Autre preuve que Mr. de MONTESQUIEU a mal défini les loix. Plus haut les loix étoient des rapports, ici la loi est la raison humaine, les loix sont des cas particuliers; conséquemment il faut que la raison humaine soient des rapports. Qu'on débrouille ce cahos d'idées. (R. d'un A.)

(z) Tous ces passages prouvent que l'Auteur n'a point eu des idées distinctes de la nature des loix. En effet, si elles sont des rapports, comment entendre ces phrases où Mr. de MONTESQUIEU dit qu'elles doivent être relatives, au *physique* du pays &c., qu'elles ont des

ou pasteurs : elles doivent se rapporter au degré de liberté que la constitution peut souffrir ; à la religion des habitans , à leurs inclinations , à leurs richesses , à leur nombre , à leur commerce , à leurs mœurs , à leur manières . Enfin , elles ont des rapports entr'elles ; elles en ont avec leur origine , avec l'objet du législateur , avec l'ordre des choses sur lesquelles elles sont établies . C'est dans toutes ces vues qu'il faut les considérer .

C'est ce que j'entreprends de faire dans cet ouvrage . J'examinerai tous ces rapports ; ils forment tous ensemble ce que l'on appelle l'ESPRIT DES LOIX (2) .

Je n'ai point séparé les loix politiques des civiles : car comme je ne traite point des loix , mais de l'esprit des loix , & que cet esprit consiste dans les divers rapports que les loix peuvent avoir avec diverses choses , j'ai dû moins suivre l'ordre naturel des loix , que celui de ces rapports & de ces choses .

J'examinerai d'abord les rapports que les loix ont

*des rapports entr'elles &c. Ce seroit donc des rapports naturels , des rapports qui ont des rapports &c. & tous ces rapports forment ce que l'on appelle l'ESPRIT DES LOIX . Ce langage ne paroît gueres digne d'un Magistrat célèbre . Il semble qu'il auroit pu se contenter de dire tout uniment . „ Les loix sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses . Dans un Etat il y a différentes choses , le souverain , les sujets , le climat , le pays , &c. J'examinerai donc comment les loix sont dérivées de la nature du souverain , des sujets , du climat , du pays , &c. & par là j'expliquerai pourquoi telle loi a lieu ici & non pas là , dans tel tems & non pas dans tel autre .” Voyez Bibl. Imp. Tom. XV. p. 1. p. 26. (R. d'Ans A.)*

## 10 DE L'ESPRIT DES LOIX,

ont avec la nature & avec le principe de chaque gouvernement : & comme ce principe a sur les loix une suprême influence, je m'attacherai à le bien connoître ; & si je puis une fois l'établir , on en verra couler les loix comme de leur source. Je passerai ensuite aux autres rapports qui semblent être plus particuliers.

\*\*\*\*\*

### L I V R E I I.

*Des loix qui dérivent directement de la nature du gouvernement.*

---

#### CHAPITRE PREMIER.

*De la nature des trois divers gouvernemens.*

IL y a trois especes de gouvernemens ; le REPUBLICAIN , le MONARCHIQUE & le DESPOTIQUE. Pour en découvrir la nature, il suffit de l'idée qu'en ont les hommes les moins instruits. Je suppose trois définitions, ou plutôt trois faits : l'un que le gouvernement républicain est celui où le peuple est corps , ou seulement une partie

(a) Cette division , qui est assez commune , me paroit fort inexacte. Tout gouvernement est arbitraire ou limité. Il est arbitraire dès qu'il n'y a point de loix fondamentales qui fixent la façon dont il faut se conduire dans la régie des affaires ; il est plus ou moins limité , suivant que ces loix restreignent l'autorité publique. Dès qu'à la pluralité des suffrages un corps d'Etat peut ordonner ce qui lui plaît , c'est un gouvernement despotique , tout comme celui dans lequel un seul commande sans suivre d'autre loi que sa volonté ;



*partie du peuple , a la souveraine puissance : le monarchique , celui où un seul gouverne , mais par des loix fixes & établies : au-lieu que , dans le despotique , un seul , sans loi & sans regle , entraîne tout par sa volonté & par ses caprices (a).*

Voilà ce que j'appelle la nature de chaque gouvernement. Il faut voir quelles sont les loix qui suivent directement de cette nature, & qui par conséquent sont les premieres loix fondamentales.

## C H A P I T R E I I.

*Du gouvernement républicain, & des loix relatives à la démocratie.*

**L**ORSQUE, dans la république, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une *démocratie*. Lorsque la souveraine puissance est entre les mains d'une partie du peuple, cela s'appelle une *aristocratie*.

Le peuple, dans la démocratie, est à certains égards le monarque; à certains autres, il est le sujet.

Il ne peut être monarque que par ses suffrages qui sont ses volontés (b). La volonté du souverain est le souverain lui-même (c). Les loix qui

établissent ; il en est de même d'un Etat où la souveraine puissance réside chés quelques-uns des membres de cet Etat. Ainsi le gouvernement démocratique, & l'aristocratique peuvent être despotiques, tout comme le monarchique; & c'est une erreur de croire que le dernier est le seul qui soit susceptible de despotisme. (R. d'un A.)

(b) Les suffrages sont la volonté des particuliers: le décret qui en résulte fait celle du corps. (R. d'un A.)

(c) S'enoncer ainsi c'est confondre les termes. Qui



établissent le droit de suffrage, sont donc fondamentales dans ce gouvernement. En effet, il est aussi important d'y régler comment, par qui, à qui, sur quoi, les suffrages doivent être donnés, qu'il l'est dans une monarchie de savoir quel est le monarque, & de quelle manière il doit gouverner.

LIBANIUS (\*) dit, qu'à *Athènes un étranger qui se méloit dans l'assemblée du peuple, étoit puni de mort*. C'est qu'un tel homme usurpoit le droit de souveraineté.

Il est essentiel de fixer le nombre des citoyens qui doivent former les assemblées; sans cela, on pourroit ignorer si le peuple a parlé, ou seulement une partie du peuple. A Lacédémone, il falloit dix mille citoyens. A Rome, née dans la petitesse pour aller à la grandeur; à Rome, faite pour éprouver toutes les vicissitudes de la fortune; à Rome qui avoit tantôt presque tous ses citoyens hors de ses murailles, tantôt toute l'Italie & une partie de la terre dans ses murailles, on n'avoit point fixé ce nombre (†); & ce fut une des grandes causes de sa ruine.

Le peuple qui a la souveraine puissance, doit faire par lui-même tout ce qu'il peut bien faire; & ce qu'il ne peut pas bien faire, il faut qu'il le fasse par ses ministres.

Ses ministres ne sont point à lui, s'il ne les  
nomme :

dira que la volonté du Mr. de MONTESQUIEU est MONTESQUIEU lui-même? (R. a'un A.)

(\*) Déclamations 17 & 18.

nomme : c'est donc une maxime fondamentale de ce gouvernement, que le peuple nomme ses ministres, c'est-à-dire, ses magistrats.

Il a besoin, comme les monarques, & même plus qu'eux, d'être conduit par un conseil ou sénat. Mais pour qu'il y ait confiance, il faut qu'il en élise les membres; soit qu'il les choisisse lui-même, comme à Athenes; ou par quelque magistrat qu'il a établi pour les élire, comme cela se pratiquoit à Rome dans quelques occasions.

Le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité. Il n'a à se déterminer que par des choses qu'il ne peut ignorer, & des faits qui tombent sous les sens. Il fait très-bien qu'un homme a été souvent à la guerre, qu'il y a eu tels ou tels succès: il est donc très-capable d'élire un général. Il fait qu'un juge est assidu, que beaucoup de gens se retirent de son tribunal contents de lui, qu'on ne l'a pas convaincu de corruption; en voilà assez pour qu'il élise un préteur. Il a été frappé de la magnificence ou des richesses d'un citoyen; cela suffit pour qu'il puisse choisir un édile. Toutes ces choses sont des faits dont il s'instruit mieux dans la place publique qu'un monarque dans son palais. Mais, saura-t-il conduire une affaire, connoître les lieux,

(†) Voyez les considérations sur le causes de la grandeur des Romains & de leur décadence, Ch. IX. Paris 1798.

lieux, les occasions, les momens, en profiter? Non: il ne le saura pas.

Si l'on pouvoit douter de la capacité naturelle qu'a le peuple pour discerner le mérite, il n'y auroit qu'à jeter les yeux sur cette suite continuelle de choix étonnans que firent les *Athéniens* & les *Romains*; ce qu'on n'attribuera pas sans doute au hazard.

On sait qu'à *Rome*, quoique le peuple se fût donné le droit d'élever aux charges les *Plébéiens*, il ne pouvoit se résoudre à les élire; & quoiqu'à *Athènes* ont pût, par la loi d'*Aristide*, tirer les magistrats de toutes les classes, il n'arriva jamais, dit *Xénophon* (\*), que le bas-peuple demandât celles qui pouvoient intéresser son salut ou sa gloire.

Comme la plupart des citoyens, qui ont assez de suffisance pour élire, n'en ont pas assez pour être élus; de même le peuple qui a assez de capacité pour se faire rendre compte de la gestion des autres, n'est pas propre à gérer par lui-même.

Il faut que les affaires aillent, & qu'elles aillent un certain mouvement qui ne soit ni trop lent ni trop vite. Mais le peuple a toujours trop d'action, ou trop peu. Quelquefois avec cent  
mille

(\*) Pages 691 & 692, édition de Wechelins, de l'an 1596.

(†) Liv. I.

(‡) Liv. IV. art. 15 & suiv.

(§) Voyez dans les considérations sur les causes de la grandeur des Romains & de leur décadence, Chap.  
IX.

mille bras il renverse tout; quelquefois avec cent mille pieds il ne va que comme les insectes.

Dans l'état populaire, on divise le peuple en de certaines classes. C'est dans la manière de faire cette division, que les grands législateurs se sont signalés; & c'est de-là qu'ont toujours dépendu la durée de la démocratie, & sa prospérité.

*Servius-Tullius* suivit, dans la composition de ses classes, l'esprit de l'aristocratie. Nous voyons dans *Tite-Live* (†) & dans *Denys d'Halicarnasse* (‡), comment il mit le droit de suffrage entre les mains des principaux citoyens. Il avoit divisé le peuple de Rome en cent quatre-vingt-treize centuries, qui formoient six classes. Et mettant les riches, mais en plus petit nombre, dans les premières centuries; les moins riches, mais en plus grand nombre, dans les suivantes; il jeta toute la foule des indigens dans la dernière: & chaque centurie n'ayant qu'une voix (§), c'étoient les moyens & les richesses qui donnoient le suffrage, plutôt que les personnes.

*Solon* divisa le peuple d'*Athènes* en quatre classes. Conduit par l'esprit de la démocratie, il ne les fit pas pour fixer ceux qui devoient élire, mais ceux qui pouvoient être élus: & laissant à chaque citoyen le droit d'élection, il voulut (\*\*) que

IX. comment cet esprit de *Servius Tullius* se conserva dans la république.

(\*\*) *Denys d'Halicarnasse*, éloge d'*Isocrate*, pag. 97. Tome II. édition de *Wecheliuss*. *Pollux*, Liv. VIII. Ch. X. art. 130.



que dans chacune de ces quatre classes on pût élire des juges; mais que ce ne fût que dans les trois premières, où étoient les citoyens aisés, qu'on pût prendre les magistrats.

Comme la division de ceux qui ont droit de suffrage, est, dans la république, une loi fondamentale; la manière de le donner, est une autre loi fondamentale (*d*).

Le suffrage par le *sort* est de la nature de la démocratie; le suffrage par *choix* est de celle de l'aristocratie.

Le sort est une façon d'élire qui n'afflige personne; il laisse à chaque citoyen une espérance raisonnable de servir sa patrie.

Mais, comme il est défectueux par lui-même, c'est à le régler & à le corriger que les grands législateurs se sont surpassés.

*Solon* établit à *Athènes*, que l'on nommeroit par choix à tous les emplois militaires, & que les sénateurs & les juges seroient élus par le sort.

Il voulut que l'on donnât par choix les magistratures civiles qui exigeoient une grande dépense, & que les autres fussent données par le sort.

Mais

(*d*) Les lois fondamentales sont celles, qui tiennent à l'essence particulière d'un gouvernement. L'essence du gouvernement en général consiste dans le droit de commander & l'obligation d'obéir; l'essence particulière consiste dans la façon dont ce droit doit être exercé, afin que l'obligation en résulte: ainsi toutes les lois qui déterminent cette façon tiennent à l'essence particulière du gouvernement, donc elles sont fondamentales: & voilà pourquoi la division de ceux qui ont droit de suffrage est dans la république une loi fondamentale; & que la manière de le donner est une autre loi fonda-

mentale.

Mais pour corriger le sort, il régla qu'on ne pourroit élire que dans le nombre de ceux qui se présenteroient; que celui qui auroit été élu, seroit examiné par des juges (\*); & que chacun pourroit l'accuser d'en être indigne (†): cela tenoit en même temps du sort & du choix. Quand on avoit fini le temps de sa magistrature, il falloit essuyer un autre jugement sur la maniere dont on s'étoit comporté. Les gens sans capacité devoient avoir bien de la répugnance à donner leur nom pour être tirés au sort.

La loi qui fixe la maniere de donner les billets de suffrage, est encore un loi fondamentale dans la démocratie. C'est une grande question, si les suffrages doivent être publics ou secrets. *Cicéron* (‡) écrit que les loix (§) qui les rendirent secrets dans les derniers temps de la république Romaine, furent une des grandes causes de sa chute. Comme ceci se pratique diversément dans différentes républiques, voici, je crois, ce qu'il en faut penser.

Sans doute que, lorsque le peuple donne ses suffrages, ils doivent être publics (\*\*); & ceci doit

*mentale.* (R. d'un A )

(\*) Voyez l'oraison de Démosthène, de *falsâ legatâ* & l'oraison contre Timarque.

(†) On tiroit même pour chaque place deux billets, l'un qui donnoit la place, l'autre qui nommoit celui qui devoit succéder, en cas que le premier fût rejeté.

(‡) Liv. I. & III. des loix.

(§) Elles s'appelloient *loix tabulaires*. On donnoit à chaque citoyen deux tables; la première marquée d'un A, pour dire *antiquo*; l'autre d'un U & d'une R, *ut i rogas*.

(\*\*) A Athènes, on levoit les mains.

doit être regardé comme une loi fondamentale de la démocratie. Il faut que le petit peuple soit éclairé par les principaux, & contenu par la gravité de certains personnages. Ainsi dans la république Romaine, en rendant les suffrages secrets, on détruisit tout; il ne fut plus possible d'éclairer une populace qui se perdoit. Mais, lorsque, dans une aristocratie, le corps des nobles donne les suffrages (\*), ou, dans une démocratie, le sénat (†); comme il n'est là question que de prévenir les brigues, les suffrages ne sauroient être trop secrets.

La brigue est dangereuse dans un sénat; elle est dangereuse dans un corps de nobles: elle ne l'est pas dans le peuple, dont la nature est d'agir par passion. Dans les états où il n'a point de part au gouvernement, il s'échauffera pour un acteur, comme il auroit fait pour les affaires. Le malheur d'une république, c'est lorsqu'il n'y a plus de brigues; & cela arrive, lorsqu'on a corrompu le peuple à prix d'argent: il devient de sang-froid, il s'affectionne à l'argent, mais il ne s'affectionne plus aux affaires: sans souci du gouvernement, & de ce qu'on y propose, il attend tranquillement son salaire.

C'est encore une loi fondamentale de la démocratie

(\*) Comme à Venise.

(†) Les trente tyrans d'Athènes voulurent que les suffrages des *Aréopagites* fussent publics, pour les diriger à leur fantaisie. *Lyfias, orat, contrâ Agorat. Cap. VIII.*

(c) Celui qui fait les loix commande: celui qui commande est le souverain: si le peuple seul ne fait les



mocratie, que le peuple seul fasse des loix (c). Il y a pourtant mille occasions où il est nécessaire que le sénat puisse statuer; il est même souvent à propos d'essayer une loi avant de l'établir. La constitution de Rome & celle d'Athènes étoient très-sages : les arrêts du sénat (§) avoient force de loi pendant un an; ils ne devenoient perpétuels que par la volonté du peuple.

### C H A P I T R E III.

*Des loix relatives à la nature de l'aristocratie.*

DANS l'aristocratie, la souveraine puissance est entre les mains d'un certain nombre de personnes. Ce sont elles qui font les loix & qui les font exécuter; & le reste du peuple n'est tout au plus à leur égard, que comme dans une monarchie les sujets sont à l'égard du monarque.

On n'y doit point donner le suffrage par sort; on n'en auroit que les inconvéniens. En effet, dans un gouvernement qui a déjà établi les distinctions les plus affligeantes, quand on seroit choisi par le sort, on n'en seroit pas moins odieux; c'est le noble qu'on envie, & non pas le magistrat.

Lorsque les nobles sont en grand nombre, il faut un sénat qui règle les affaires que le corps  
des

les loix, il n'est pas souverain; & le gouvernement n'est point démocratique. Le peuple peut faire les loix, soit par lui-même, soit par ses représentans: il importe de faire attention à ceci pour ne point confondre l'aristocratie avec la démocratie. (R. d'un A.)

(§) Voyez Denys d'Halicarnasse, Liv. IV & IX.



des nobles ne sauroit décider , & qui prépare celles dont il décide. Dans ce cas , on peut dire que l'aristocratie est en quelque sorte dans le sénat , la démocratie dans le corps des nobles , & que le peuple n'est rien.

Ce sera une chose très-heureuse dans l'aristocratie , si , par quelque voie indirecte , on fait sortir le peuple de son anéantissement : ainsi à Gènes la banque de saint Georges , qui est administrée en grande partie par les principaux du peuple (\*), donne à celui-ci une certaine influence dans le gouvernement , qui en fait toute la prospérité.

Les sénateurs ne doivent point avoir le droit de remplacer ceux qui manquent dans le sénat ; rien ne seroit plus capable de perpétuer les abus. A Rome , qui fut dans les premiers tems une espèce d'aristocratie , le sénat ne se suppléoit pas lui-même ; les sénateurs nouveaux étoient nommés (†) par les censeurs.

Une autorité exorbitante , donnée tout-à-coup à un citoyen dans une république , forme une monarchie , ou plus qu'une monarchie. Dans celles-ci les loix ont pourvu à la constitution ou s'y sont accommodées ; le principe du gouvernement arrête le monarque : mais , dans une république où un citoyen se fait donner (§) un pouvoir exorbitant , l'abus de ce pouvoir est plus grand ,

(\*) Voyez M. *Addison* , voyages d'Italie , p. 16.

(†) Ils le furent d'abord par les consuls.

(§) C'est ce qui renversa la république Romaine.  
Voyez

grand , parce que les loix qui ne l'ont point prévu , n'ont rien fait pour l'arrêter.

L'exception à cette règle , est lorsque la constitution de l'état est telle qu'il a besoin d'une magistrature qui ait un pouvoir exorbitant. Tel étoit Rome avec ses dictateurs , telle est Venise avec ses inquisiteurs d'état ; ce sont des magistratures terribles qui ramènent violemment l'état à la liberté. Mais , d'où vient que ces magistratures se trouvent si différentes dans ces deux républiques ? C'est que Rome défendoit les restes de son aristocratie contre le peuple ; au lieu que Venise se sert de ses inquisiteurs d'état pour maintenir son aristocratie contre les nobles. De-là il suivoit , qu'à Rome la dictature ne devoit durer que peu de tems , parce que le peuple agit par sa fougue & non pas par ses desseins. Il falloit que cette magistrature s'exerçât avec éclat , parce qu'il s'agissoit d'intimider le peuple , & non pas de le punir ; que le dictateur ne fût créé que pour une seule affaire , & n'eût une autorité sans bornes qu'à raison de cette affaire , parce qu'il étoit toujours créé pour un cas imprévu. A Venise , au contraire , il faut une magistrature permanente : c'est-là que les desseins peuvent être commencés , suivis , suspendus , repris ; que l'ambition d'un seul devient celle d'une famille , & l'ambition d'une famille celle de plusieurs.

Voyez les considérations sur les causes de la grandeur des Romains & de leur décadence. *Paris 1755.*

seurs. On a besoin d'une magistrature cachée, parce que les crimes qu'elle punit, toujours profonds, se forment dans le secret & dans le silence. Cette magistrature doit avoir une inquisition générale, parce qu'elle n'a pas à arrêter les maux que l'on connoît, mais à prévenir même ceux qu'on ne connoît pas. Enfin cette dernière est établie pour venger les crimes qu'elle soupçonne; & la première employoit plus les menaces que les punitions pour les crimes, même avoués par leurs auteurs.

Dans toute magistrature, il faut compenser la grandeur de la puissance par la brieveté de sa durée. Un an est le tems que la plupart des législateurs ont fixé; un tems plus long seroit dangereux, un plus court seroit contre la nature de la chose. Qui est-ce qui voudroit gouverner ainsi ses affaires domestiques? A Raguse (\*) le chef de la république change tous les mois, les autres officiers toutes les semaines, le gouverneur du château tous les jours. Ceci ne peut avoir lieu que dans une petite république (†) environnée de puissances formidables, qui corromproient aisément de petits magistrats.

La meilleure aristocratie est celle où la partie du peuple qui n'a point de part à la puissance, est si petite & si pauvre, que la partie dominante n'a aucun intérêt à l'opprimer. Ainsi, quand

*Anti-*

(\*) Voyages de Tournefort.

(†) A Luques, les magistrats ne sont établis que pour deux mois.

*Antipater* (§) établit à Athenes que ceux qui n'auroient pas deux mille drachmes , seroient exclus du droit de suffrage, il forma la meilleure aristocratie qui fût possible; parce que ce cens étoit si petit qu'il n'excluoit que peu de gens , & personne qui eût quelque considération dans la cité.

Les familles aristocratiques doivent donc être peuple , autant qu'il est possible. Plus une aristocratie approchera de la démocratie , plus elle sera parfaite; & elle le deviendra moins , à mesure qu'elle approchera de la monarchie.

La plus imparfaite de toutes , est celle où la partie du peuple qui obéit est dans l'esclavage civil de celle qui commande , comme l'aristocratie de *Pologne* , où les paysans sont esclaves de la noblesse.

#### C H A P I T R E IV.

*Des loix , dans leur rapport avec la nature du gouvernement monarchique.*

Les pouvoirs intermédiaires subordonnés & dépendans constituent la nature du gouvernement monarchique , c'est-à-dire , de celui où un seul gouverne par des loix fondamentales. J'ai dit les pouvoirs intermédiaires , subordonnés & dépendans : en effet , dans la monarchie , le prince est la source de tout pouvoir poli-

(§) Diodore , Liv. XVIII. pag. 601 , édition de Rhodoman.



politique & civil. Ces loix fondamentales supposent nécessairement des canaux moyens par où coule la puissance (f) : car , s'il n'y a dans l'état que la volonté momentanée & capricieuse d'un seul , rien ne peut être fixe , & par conséquent aucune loi fondamentale.

Le pouvoir intermédiaire subordonné le plus naturel , est celui de la noblesse (g). Elle entre en quelque façon dans l'essence de la monarchie , dont la maxime fondamentale est , *point de monarque , point de noblesse ; point de noblesse , point de monarque ; mais on a un despote.*

Il y a des gens qui avoient imaginé dans quelques états en Europe , d'abolir toutes les justices des seigneurs. Ils ne voyoient pas qu'ils vou-

loient

(f) Il est bon d'éclaircir ce passage. Les loix fondamentales peuvent varier à l'infini : parce que le pouvoir suprême peut être limité d'une infinité de manières. Mais elles ne supposent pas toutes nécessairement des canaux moyens par où coule la puissance. Les loix , par exemple , qui défendent au monarque d'en faire sans le consentement du peuple , de faire la guerre ou la paix , sans avoir consulté certains ordres de l'état ; de mettre des impôts sans avoir obtenu le consentement de la nation : toutes ces loix sont des loix fondamentales , qui ne supposent aucuns canaux moyens , par où coule la puissance. Mais celles qui déterminent la façon dont la volonté & les ordres du souverain seront exécutés , celles - la supposent les canaux moyens , dont Mr. de MONTESQUIEU parle : ce sont elles qui établissent les tribunaux , la forme d'administrer la justice &c. & ces canaux moyens ne sont pas affectés uniquement au gouvernement monarchique , mais à tout autre également. Il faut des pouvoirs intermédiaires subordonnés & dépendans dans tout état ; même chés les despotes , qui ne peuvent pas exécuter eux - mêmes tout ce qu'ils ordonnent , ni étendre leur volonté momentanée au de-là du cercle dans lequel ils sont renfermés.

loient faire ce que le parlement d'Angleterre a fait. Abolissez dans une monarchie les prérogatives des seigneurs, du clergé, de la noblesse & des villes; vous aurez bientôt un état populaire, ou bien un état despotique.

Les tribunaux d'un grand état en Europe frappent sans cesse, depuis plusieurs siècles, sur la juridiction patrimoniale des seigneurs & sur l'ecclésiastique. Nous ne voulons pas censurer des magistrats si sages: mais nous laissons à décider jusqu'à quel point la constitution en peut être changée.

Je ne suis point entêté des privilèges des ecclésiastiques: mais je voudrais qu'on fixât bien une fois leur juridiction. Il n'est point question de

*fermés. Ce ne sont donc pas non plus ces canaux moyens, ces pouvoirs intermédiaires qui constituent la nature du gouvernement monarchique; encore moins forment-ils l'opposé du despotisme; mais les loix, qui permettent à ces pouvoirs de désobéir lorsque les ordres du souverain se trouveront injustes, qui déterminent d'avance à quels ordres on doit obéir, & comment on doit les exécuter; voilà les loix qui font la distinction du gouvernement monarchique à celui où il n'y aura que la volonté momentanée & capricieuse d'un seul. (R. d'un A.)*

*(g) L'Auteur n'a pas eu soin de distinguer les pouvoirs intermédiaires des rangs intermédiaires. L'ordre de la société civile ne souffre point une égalité universelle; il faut des magistrats, des juges, &c. voilà l'origine des rangs: la volonté souveraine ne peut s'exécuter sans tribunaux, sans officiers, &c. voilà l'origine des pouvoirs intermédiaires: ces rangs & ces pouvoirs ont lieu dans toute société civile, & varient suivant la constitution particulière de ces sociétés. Les confondre, c'est confondre les qualités avec le sujet. Le pouvoir suprême est une qualité du souverain; les pouvoirs intermédiaires sont une qualité des rangs intermédiaires. (R. d'un A.)*

de savoir si on a eu raison de l'établir : mais si elle est établie ; si elle fait une partie des loix du pays , & si elle y est par-tout relative ; si , entre deux pouvoirs que l'on reconnoît indépendans , les conditions ne doivent pas être réciproques ; & s'il n'est pas égal à un bon sujet de défendre la justice du prince , ou les limites qu'elle s'est de tout temps prescrites.

Autant que le pouvoir du clergé est dangereux dans une république , autant est-il convenable dans une monarchie , sur-tout dans celles qui vont au despotisme. Où en seroient l'Espagne & le Portugal depuis la perte de leurs loix , sans ce pouvoir qui arrête seul la puissance arbitraire ? Barrière toujours bonne , lorsqu'il n'y en a point d'autre : car , comme le despotisme cause à la nature humaine des maux effroyables , le mal même qui le limite est un bien.

Comme la mer , qui semble vouloir couvrir toute la terre , est arrêtée par les herbes & les moindres graviers qui se trouvent sur le rivage ; ainsi les monarques , dont le pouvoir paroît sans bornes ,

(\*) Ferdinand , roi d'Arragon , se fit grand-maître des ordres ; & cela seul altéra la constitution.

(b) Mr. de MONTESQUIEU n'auroit pas mal fait de nous apprendre ce qu'il entend par le *dépôt de loix*. Voici ce qu'il a voulu dire peut-être. „ Pour que l'autorité publique , limitée par des loix , ne dégénere pas „ en despotisme , il faut dans un état quelque chose qui „ veille à la conservation des loix ; qui empêche qu'on „ ne les enfreigne , qu'on ne les oublie , ou qu'on ne „ les abolisse par des usages & des loix contraires & „ destructifs de la constitution de l'état. Or cette chose , se , que je nomme *dépôt de loix* ne peut se trouver „ que



bôrnes, s'arrêtent par les plus petits obstacles, & soumettent leur fierté naturelle à la plainte & à la priere.

Les Anglois, pour favoriser la liberté, ont ôté toutes les puissances intermédiaires qui formoient leur monarchie. Ils ont bien raison de conserver cette liberté; s'ils venoient à la perdre, ils seroient un des peuples les plus esclaves de la terre.

Mr. *Law*, par une ignorance égale de la constitution républicaine & de la monarchique, fut un de plus grands promoteurs du despotisme que l'on eût encore vu en Europe. Outre les changemens qu'il fit si brusques, si inusités, si inouis, il vouloit ôter les rangs intermédiaires, & anéantir les corps politiques: il dissolvoit (\*) la monarchie par ses chimériques remboursemens, & sembloit vouloir racheter la constitution même.

Il ne suffit pas qu'il y ait dans une monarchie des rangs intermédiaires; il faut encore un dépôt de loix (b). Ce dépôt ne peut être que dans les corps politiques, qui annoncent les loix lorsqu'elles

„ que dans une partie de l'Etat, également intéressée  
 „ à soutenir l'autorité publique, & les loix qui l'ont  
 „ limitée, & assez éclairée d'ailleurs pour connoître  
 „ les loix, leur force, les moyens qui peuvent les re-  
 „ nir en vigueur, & ceux qui pourroient les détruire.  
 „ Le dépôt de loix ne peut résider dans le corps des  
 „ nobles à cause de leur ignorance naturelle, de leur in-  
 „ attention, &c. ni dans le conseil du prince, qui est  
 „ censé consulter plutôt la volonté du monarque que  
 „ l'observance des loix & la constitution de l'état: il  
 „ doit donc résider dans ce corps politique qui annonce  
 „ les loix, lorsqu'elles sont faites, & les rappelle lorsqu'elles  
 „ qu'en



les sont faites, & les rappellent lorsqu'on les oublie. L'ignorance naturelle à la noblesse, son inattention, son mépris pour le gouvernement civil, exigent qu'il y ait un corps qui fasse sans cesse sortir les loix de la poussière où elles seroient ensevelies. Le conseil du Prince n'est pas un dépôt convenable. Il est par nature le dépôt de la volonté momentanée du prince qui exécute, & non pas le dépôt des loix fondamentales. De plus, le conseil du monarque change sans cesse; il n'est point permanent; il ne sauroit être nombreux; il n'a point à un assez haut degré la confiance du peuple; il n'est donc pas en état de l'éclairer dans les temps difficiles, ni de le ramener à l'obéissance.

Dans les états despotiques, où il n'y a point de loix fondamentales, il n'y a pas non plus de dépôt

*„ qu'on les oublie“. Tout cela pourtant ne seroit pas fort exact. Nous convenons de la nécessité d'un dépôt de loix, c'est-à-dire, d'un arrangement dans la constitution fondamentale d'un état qui servant d'obstacle aux atteintes qu'on pourroit y porter prévienne les usurpations du vouloir arbitraire. Mais faut-il que ce dépôt soit dans les corps politiques qui annoncent les loix lorsqu'on les fait, & les rappellent lorsqu'on les oublie? Notre Auteur l'affirme, peut-être parce que telle est la constitution de la France. Mais à bien considérer la chose, il suffit d'un corps préposé à l'administration de la justice & des affaires publiques, qui obligé de faire exécuter les volontés du souverain, soit tenu en même tems de n'en point faire exécuter que de conformes aux loix & aux réglemens sur lesquels le gouvernement est établi. Ce corps (que l'on peut nommer politique si l'on veut) également obligé & intéressé à soutenir l'autorité du prince & les droits du peuple, fera tout à la fois la sûreté du trône, & celle de la liberté publique : il n'est donc pas nécessaire que*

dépôt de loix. De-là vient que dans ces pays la religion a ordinairement tant de force ; c'est qu'elle forme une espece de dépôt & de permanence : Et si ce n'est pas la religion, ce sont les coutumes qu'on y vénere au lieu des loix.

## CHAPITRE V.

*Des loix relatives à la nature de l'état despotique.*

IL résulte de la nature du pouvoir despotique, que l'homme seul qui l'exerce, le fasse de même exercer par un seul. Un homme à qui ses cinq sens disent sans cesse qu'il est tout, & que les autres ne sont rien, est naturellement paresseux, ignorant, voluptueux. Il abandonne donc les affaires. Mais, s'il les confioit à plusieurs, il y auroit des disputes entr'eux ; on feroit des brigues

que ce corps annonce les loix ; peu importe même qui les annonce & comment elles soient annoncées, pourvu qu'elles ne puissent opérer sans le concours de ces corps. Si l'on demande maintenant où ce dépôt est, & en quoi il consiste ? Je réponds que le dépôt des loix, est l'instruction particulière suivant laquelle certains membres d'un état, établis pour faire observer la volonté du souverain conformément aux loix fondamentales & à la constitution d'un état, sans aucun égard pour des commandemens particuliers, sont tenus de se conduire dans la fonction de leur charge. Ces instructions, qui empêcheront le peuple de mépriser impunément les ordres du souverain, les rassureront en même tems contre les volontés arbitraires & les caprices de la tyrannie ; parce que d'un côté elles justifient les condamnations contre ceux qui transgressent les loix reçues, & que de l'autre côté elles autorisent le refus d'enregistrer celles, qui ne sont pas dans l'ordre, ou celui de s'y conformer dans l'administration de la justice & des affaires publiques. (R. d'an A.)

brigues pour être le premier esclave; le prince seroit obligé de rentrer dans l'administration. Il est donc plus simple qu'il l'abandonne à un vizir (\*) qui aura d'abord la même puissance que lui. L'établissement d'un vizir est dans cet état une loi fondamentale (i).

On dit qu'un pape, à son élection, pénétré de son incapacité, fit d'abord des difficultés infinies. Il accepta enfin & livra à son neveu toutes les affaires. Il étoit dans l'admiration, & disoit: „ Je n'aurois jamais cru que cela eût été „ si aisé ”. Il en est de même des princes d'Orient. Lorsque de cette prison, où des eunuques leur ont affoibli le cœur & l'esprit, & souvent leur ont laissé ignorer leur état même, on les tire pour les placer sur le trône, ils sont d'abord étonnés: mais quand ils ont fait un vizir, & que dans leur ferrail ils se sont livrés aux passions les plus brutales; lorsqu'au milieu d'une cour abbatue, ils ont suivi leurs caprices les plus stupides, ils n'auroient jamais cru que cela eût été si aisé.

Plus l'empire est étendu, plus le ferrail s'agrandit, & plus par conséquent le prince est enivré de plaisirs. Ainsi dans ces états, plus le prince

(\*) Les rois d'Orient ont toujours des vizirs, dit M. Chardin.

(i) Dans quel état? Dans un état despotique, pris en général? L'affirmative ne seroit pas soutenable parce que toute loi fondamentale doit tenir à l'essence du gouvernement, & qu'il n'est pas de l'essence du gouvernement despotique d'avoir un vizir. Quoiqu'il soit assez ordinaire de voir les despotes se livrer entièrement à la volupté & à la paresse, & se décharger du soin  
des



prince a de peuples à gouverner, moins il pense au gouvernement; plus les affaires y sont grandes, & moins on y délibere sur les affaires (k).

\*\*\*\*\*

## L I V R E III.

*Des principes des trois gouvernemens.*

### C H A P I T R E P R E M I E R.

*Différence de la nature du gouvernement & de son principe.*

**A**PRE'S avoir examiné quelles sont les loix relatives à la nature de chaque gouvernement, il faut voir celles qui le sont à son principe.

Il y a cette différence (\*) entre la nature du gouvernement & son principe, que sa nature est ce qui le fait agir. L'une est sa structure particulière, & l'autre les passions humaines qui le font mouvoir.

Or, les loix ne doivent pas être moins relatives au principe de chaque gouvernement, qu'à sa nature. Il faut donc chercher quel est ce principe. C'est ce que je vais faire dans ce livre-ci.

C H A.

des affaires par l'établissement d'un vizir, les histoires nous en fournissent pourtant qui ont tenu eux-mêmes les rênes de leur empire. (R. d'un A.)

(k) Tout ce que l'Auteur nous dit ici par rapport à l'état despotique arrive très-souvent, mais non pas toujours. (R. d'un A.)

(\*) Cette distinction est très-importante, & j'en tirerai bien des conséquences; elle est la clef d'une infinité de loix.



## CHAPITRE II.

*Du principe des divers gouvernemens.*

J'AI dit que la nature du gouvernement républicain, est que le peuple en corps, ou de certaines familles, y aient la souveraine puissance: celle du gouvernement monarchique, que le prince y ait la souveraine puissance, mais qu'il l'exerce selon des loix établies: celle du gouvernement despotique, qu'un seul y gouverne selon ses volontés & ses caprices. Il ne m'en faut pas davantage pour trouver leurs trois principes; ils en dérivent naturellement. Je commencerai par le gouvernement républicain, & je parlerai d'abord du démocratique.

## CHAPITRE III.

*Du principe de la démocratie.*

IL ne faut pas beaucoup de probité, pour qu'un gouvernement monarchique ou un gouvernement despotique se maintiennent ou se soutiennent. La force des loix dans l'un, le bras du prince toujours levé dans l'autre, reglent ou contiennent tout. Mais, dans un état populaire, il faut un ressort de plus, qui est la VERTU.

Ce que je dis est confirmé par le corps entier de l'histoire, & très-conforme à la nature des choses. Car il est clair que dans une monarchie, où celui qui fait exécuter les loix se juge au-dessus des loix, on a besoin de moins de vertu que dans:

dans un gouvernement populaire, où celui qui fait exécuter les loix sent qu'il y est soumis lui-même, & qu'il en portera le poids.

Il est clair encore que le monarque qui, par mauvais conseil ou par négligence, cesse de faire exécuter les loix, peut aisément réparer le mal; il n'a qu'à changer de conseil, ou se corriger de cette négligence même. Mais lorsque, dans un gouvernement populaire, les loix ont cessé d'être exécutées, comme cela ne peut venir que de la corruption de la république, l'état est déjà perdu.

Ce fut un assez beau spectacle dans le siècle passé, de voir les efforts impuissans des Anglois pour établir parmi eux la démocratie. Comme ceux qui avoient part aux affaires n'avoient point de vertu, que leur ambition étoit irritée par le succès de celui qui avoit le plus osé (\*), que l'esprit d'une faction n'étoit réprimé que par l'esprit d'une autre; le gouvernement changeoit sans cesse; le peuple étonné cherchoit la démocratie, & ne la trouvoit nulle part. Enfin, après bien des mouvemens, des chocs & des secousses, il fallut se reposer dans le gouvernement même qu'on avoit pros crit.

Quand *Sylla* voulut rendre à Rome la liberté, elle ne put plus la recevoir; elle n'avoit plus qu'un foible reste de vertu: & comme elle en eut toujours moins, au lieu de se réveiller après *César*, *Tibere*, *Caïus*, *Claude*, *Néron*, *Domitien*, elle fut toujours plus esclave; tous les coups

por-

(\*) *Cromwel*.

portèrent sur les tyrans , aucun sur la tyrannie.

Les politiques Grecs qui vivoient dans le gouvernement populaire , ne reconnoissoient d'autre force qui pût le soutenir , que celle de la vertu. Ceux d'aujourd'hui ne nous parlent que de manufactures , de commerce , de finances , de richesses & de luxe même.

Lorsque cette vertu cesse, l'ambition entre dans les cœurs qui peuvent la recevoir , & l'avarice entre dans tous. Les desirs changent d'objets; ce qu'on aimoit , on ne l'aime plus ; on étoit libre avec les loix , on veut être libre contre elles ; chaque citoyen est comme un esclave échappé de la maison de son maître ; ce qui étoit *maxime* , on l'appelle *rigueur* ; ce qui étoit *regle* , on l'appelle *gêne* ; ce qui étoit *attention* , on l'appelle *crainte*. C'est la frugalité qui y est l'avarice , & non pas le desir d'avoir. Autrefois le bien des particuliers faisoit le trésor public ; mais pour lors le trésor public devient le patrimoine des particuliers. La république est une dépouille ; & sa force n'est plus que le pouvoir de quelques citoyens & la licence de tous.

*Athenes* eut dans son sein les mêmes forces pendant qu'elle domina avec tant de gloire , & pendant qu'elle servit avec tant de honte. Elle avoit vingt mille citoyens (\*), lorsqu'elle défendit les Grecs contre les Perses , qu'elle disputa l'em-

f (\*) Plutarque, in *Pericle*, Platon, in *Critia*.

(†) Il s'y trouva vingt-un mille citoyens , dix mille étrangers , quatre cent mille esclaves. Voyez *Athènes*, Liv. VI.

l'empire à Lacédémone , & qu'elle attaqua la Sicile. Elle en avoit vingt mille, lorsque *Demetrius de Pbalere* les dénombra (†) , comme dans un marché l'on compte les esclaves. Quand *Philippe* osa dominer dans la Grece , quand il parut aux portes d'Athenes (‡) , elle n'avoit encore perdu que le tems. On peut voir dans *Démofthene* quelle peine il fallut pour la réveiller : on y craignoit *Philippe* , non pas comme l'ennemi de la liberté , mais des plaisirs (§). Cette ville, qui avoit résisté à tant de défaites, qu'on avoit vu renaître après ses destructions , fut vaincue à *Cbérone* , & le fut pour toujours. Qu'importe que Philippe renvoie tous les prisonniers ? Il ne renvoie pas des hommes. Il étoit toujours aussi aisé de triompher des forces d'Athenes , qu'il étoit difficile de triompher de sa vertu.

Comment *Carthage* auroit-elle pu se soutenir ? Lorsque *Annibal* , devenu préteur , voulut empêcher les magistrats de piller la république, n'allerent-ils pas l'accuser devant les Romains ? Malheureux , qui vouloient être citoyens sans qu'il y eût de cité , & tenir leurs richesses de la main de leurs destructeurs ! Bientôt Rome leur demanda pour ôtages trois cent de leurs principaux citoyens ; elle se fit livrer les armes & les vaisseaux , & ensuite leur déclara la guerre.

(†) Elle avoit vingt mille citoyens. Voyez *Démofthene*, in *Aristog.*

(§) Ils avoient fait une loi pour punir de mort celui qui proposeroit de convertir aux usages de la guerre l'argent destiné pour les théâtres.



re. Par les choses que fit le désespoir dans Carthage désarmée (\*), on peut juger de ce qu'elle auroit pu faire avec sa vertu, lorsqu'elles avoit ses forces.

#### CHAPITRE IV.

##### *Du principe de l'aristocratie.*

**C**OMME il faut de la vertu dans le gouvernement populaire, il en faut aussi dans l'aristocratique. Il est vrai qu'elle n'y est pas si absolument requise.

Le peuple qui est, à l'égard des nobles, ce que les sujets sont à l'égard du monarque, est contenu par leurs loix. Il a donc moins besoin de vertu que le peuple de la démocratie. Mais, comment les nobles seront-ils contenus? Ceux qui doivent faire exécuter les loix contre leurs collègues, sentiront d'abord qu'ils agissent contre-eux-mêmes. Il faut donc de la vertu dans ce corps, par la nature de la constitution.

Le gouvernement aristocratique a par lui-même une certaine force que la démocratie n'a pas. Les nobles y forment un corps, qui, par sa prérogative & pour son intérêt particulier, réprime le peuple: il suffit qu'il y ait des loix, pour qu'à cet égard elles soient exécutées.

Mais autant qu'il est aisé à ce corps de réprimer les autres, autant est-il difficile qu'il se réprime.

(\*) Cette guerre dura trois ans.

(†) Les crimes publics y pourront être punis, parce

prime lui-même (†). Telle est la nature de cette constitution, qu'il semble qu'elle mette les mêmes gens sous la puissance des loix, & qu'elle les en retire.

Or, un corps pareil ne peut se réprimer que de deux manieres; ou par une grande vertu, qui fait que les nobles se trouvent en quelque façon égaux à leur peuple, ce qui peut former une grande république; ou par une vertu moindre, qui est une certaine modération qui rend les nobles au moins égaux à eux-mêmes; ce qui fait leur conservation.

La *modération* est donc l'ame de ces gouvernemens. J'entens celle qui est fondée sur la vertu, non pas celle qui vient d'une lâcheté & d'une paresse de l'ame.

## C H A P I T R E V.

*Que la vertu n'est point le principe du gouvernement monarchique.*

DANS les monarchies, la politique fait faire les grandes choses avec le moins de vertu qu'elle peut; comme dans les plus belles machines, l'art emploie aussi peu de mouvemens, de forces & de roues qu'il est possible.

L'état subsiste indépendamment de l'amour pour la patrie, du desir de la vraie gloire, du re-  
non-

ce que c'est l'affaire de tous; les crimes particuliers n'y seront pas punis, parce que l'affaire de tous est de ne les pas punir.

noncement à soi-même, du sacrifice de ses plus chers intérêts, & de toutes ces vertus héroïques que nous trouvons dans les anciens, & dont nous avons seulement entendu parler.

Les loix y tiennent la place de toutes ces vertus, dont on n'a aucun besoin; l'état vous en dispense: une action qui se fait sans bruit, y est en quelque façon sans conséquence.

Quoique tous les crimes soient publics par leur nature, on distingue pourtant les crimes véritablement publics d'avec les crimes privés, ainsi appelés, parce qu'ils offensent plus un particulier, que la société entière.

Or, dans les républiques, les crimes privés sont plus publics, c'est-à-dire, choquent plus la constitution de l'état, que les particuliers: & dans les monarchies, les crimes publics sont plus privés, c'est-à-dire, choquent plus les fortunes particulières, que la constitution de l'état même.

Je supplie qu'on ne s'offense pas de ce que j'ai dit; je parle après toutes les histoires. Je sais très-bien qu'il n'est pas rare qu'il y ait des princes vertueux; mais je dis que dans une monarchie il est très-difficile que le peuple le soit (\*).

Qu'on lise ce que les historiens de tous les temps ont dit sur la cour des monarques; qu'on se rappelle les conversations des hommes de tous les pays sur le misérable caractère des courtisans :

ce

(\*) Je parle ici de la vertu politique, qui est la vertu morale dans le sens qu'elle se dirige au bien général, fort peu des vertus morales particulières, & point du tout de cette vertu qui a du rapport aux vérités révélées,

ce ne font point des choses de spéculation, mais d'une triste expérience.

L'ambition dans l'oïveté, la bassesse dans l'orgueil, le desir de s'enrichir sans travail, l'aversion pour la vérité, la flatterie, la trahison, la perfidie, l'abandon de tous ses engagements, le mépris des devoirs du citoyen, la crainte de la vertu du prince, l'espérance de ses foiblesses, & plus que tout cela, le ridicule perpétuel jetté sur la vertu, forment, je crois, le caractère du plus grand nombre des courtisans, marqué dans tous les lieux & dans tous les temps. Or, il est très-mal aisé que la plupart des principaux d'un état soient mal-honnêtes gens, & que les inférieurs soient gens de bien; que ceux-là soient trompeurs, & que ceux-ci consentent à n'être que dupes.

Que si dans le peuple il se trouve quelque malheureux honnête homme (†), le cardinal de Richelieu, dans son testament politique, insinue qu'un monarque doit se garder de s'en servir (§). Tant il est vrai que la vertu n'est pas le ressort de ce gouvernement! Certainement elle n'en est point exclue; mais elle n'en est pas le ressort.

vélées. On verra bien ceci au Liv. V. Chap. II.

(†) Entendez ceci dans le sens de la note précédente.

(§) Il ne faut pas, *y est-il dit*, se servir de gens de bas lieu; ils sont trop austères & trop difficiles.

C H A-



## CHAPITRE VI.

*Comment on supplée à la vertu dans le gouvernement monarchique.*

J<sup>e</sup> hâte, & je marche à grands pas, afin qu'on ne croie pas que je fasse une satire du gouvernement monarchique. Non; s'il manque d'un ressort, il en a un autre. L'HONNEUR, c'est-à-dire, le préjugé de chaque personne & de chaque condition, prend la place de la vertu politique dont j'ai parlé, & la représente par-tout. Il y peut, joint à la force des loix, conduire au but du gouvernement comme la vertu même.

Ainsi dans les monarchies bien réglées, tout le monde sera à peu près bon citoyen, & on trouvera rarement quelqu'un qui soit homme de bien; car, pour être homme de bien (\*), il faut avoir intention de l'être (†), & aimer l'état moins pour soi que pour lui-même

## CHAPITRE VII.

*Du principe de la monarchie.*

L<sup>e</sup> gouvernement monarchique suppose, comme nous avons dit, des prééminences, des rangs, & même une noblesse d'origine. La nature de l'*honneur* est de demander des préférences

(\*) Ce mot, *homme de bien*, ne s'entend ici que dans un sens politique.

(†) Voyez la note de la page 44.

ces & des distinctions; il est donc, par la chose même, placé dans ce gouvernement.

L'ambition est pernicieuse dans une république. Elle a de bons effets dans la monarchie; elle donne la vie à ce gouvernement; & on y a cet avantage, qu'elle n'y est pas dangereuse, parce qu'elle y peut être sans cesse réprimée.

Vous diriez qu'il en est comme du système de l'univers, où il y a une force qui éloigne sans cesse du centre tous les corps, & une force de pesanteur qui les y ramenne. L'honneur fait mouvoir toutes les parties du corps politique; il les lie par son action même; & il se trouve que chacun va au bien commun, croyant aller à ses intérêts particuliers.

Il est vrai que, philosophiquement parlant, c'est un honneur faux qui conduit toutes les parties de l'état: mais cet honneur faux est aussi utile au public que le vrai le seroit aux particuliers qui pourroient l'avoir.

Et n'est-ce pas beaucoup d'obliger les hommes à faire toutes les actions difficiles, & qui demandent de la force, sans autre récompense que le bruit de ces actions?

## C H A P I T R E VIII.

*Que l'honneur n'est point le principe des états despotiques.*

Ce n'est point l'honneur qui est le principe des états despotiques: les hommes y étant tous égaux, on n'y peut se préférer aux autres;  
les

les hommes y étant tous esclaves , on n'y peut se préférer à rien.

De plus , comme l'honneur a ses loix & ses regles , & qu'il ne sauroit plier ; qu'il dépend bien de son propre caprice , & non pas de celui d'un autre ; il ne peut se trouver que dans des états où la constitution est fixe , & qui ont des loix certaines.

Comment seroit-il souffert chez le *despote* ? Il fait gloire de mépriser la vie , & le despote n'a de force que parce qu'il peut l'ôter. Comment pourroit-il souffrir le despote ? Il a des regles suivies , & des caprices soutenus ; le despote n'a aucune regle , & ses caprices détruisent tous les autres.

L'honneur inconnu aux états despotiques , où même souvent on n'a pas de mot pour l'exprimer (\*), regne dans les monarchies ; il y donne la vie à tout le corps politique , aux loix , & aux vertus même.

## CHAPITRE IX.

### *Du principe du gouvernement despotique.*

COMME il faut de la vertu dans une république , & dans une monarchie de l'honneur , il faut de la CRAINTE dans un gouvernement despotique : pour la vertu , elle n'y est point nécessaire ; & l'honneur y seroit dangereux.

Le

(\*) Voyez *Perry* , page 447.

(†) Comme il arrive souvent dans l'aristocratie militaire.

Le pouvoir immense du prince y passe tout entier à ceux à qui il le confie. Des gens capables de s'estimer beaucoup eux-mêmes, feroient en état d'y faire des révolutions. Il faut donc que la crainte y abbatte tous les courages, & y éteigne jusqu'au moindre sentiment d'ambition.

Un gouvernement modéré peut, tant qu'il veut & sans péril, relâcher ses ressorts. Il se maintient par ses loix & par sa force même. Mais lorsque, dans le gouvernement despotique, le prince cesse un moment de lever le bras; quand il ne peut pas anéantir à l'instant ceux qui ont les premières places (†), tout est perdu: car le ressort du gouvernement, qui est la crainte, n'y étant plus, le peuple n'a plus de protecteur.

C'est apparemment dans ce sens que des *cadis* ont soutenu que le grand-seigneur n'étoit point obligé de tenir sa parole ou son serment, lorsqu'il bornoit par-là son autorité (†).

Il faut que le peuple soit jugé par les loix, & les grands par la fantaisie du prince; que la tête du dernier sujet soit en sûreté, & celle des bachas toujours exposée. On ne peut parler sans frémir de ces gouvernemens monstrueux. Le sophi de Perse, détrôné de nos jours par *Mirivéis*, vit le gouvernement périr avant la conquête, parcequ'il n'avoit pas versé assez de sang (§).

L'histoire nous dit que les horribles cruautés  
de

(†) Ricault, de l'empire Ottoman.

(§) Voyez l'histoire de cette révolution, par le Pere Ducerceau.



de Domitien effrayèrent les gouverneurs, au point que le peuple se rétablit un peu sous son règne (\*). C'est ainsi qu'un torrent, qui ravage tout d'un côté, laisse de l'autre des campagnes où l'œil voit de loin quelques prairies.

---

## CHAPITRE X.

*Différence de l'obéissance dans les gouvernemens modérés & dans les gouvernemens despotiques.*

DANS les états despotiques, la nature du gouvernement demande une obéissance extrême; & la volonté du prince une fois connue, doit avoir aussi infailliblement son effet qu'une boule jettée contre une autre doit avoir le sien.

Il n'y a point de tempérament, de modification, d'accommodemens, de termes, d'équivalens, de pourparlers, de remontrances; rien d'égal ou de meilleur à proposer. L'homme est une créature qui obéit à une créature qui veut.

On n'y peut pas plus représenter ses craintes sur un événement futur, qu'excuser ses mauvais succès sur la caprice de la fortune. Le partage des hommes, comme des bêtes, y est l'instinct, l'obéissance, le châtiment.

Il ne sert de rien d'opposer les sentimens naturels, le respect pour un pere, la tendresse pour ses enfans & ses femmes, les loix de l'honneur, l'état de sa santé: on a reçu l'ordre, & cela suffit.

En

(\*) Son gouvernement étoit militaire; ce qui est une des espèces du gouvernement despotique.

En *Perse*, lorsque le roi a condamné quelqu'un, on ne peut plus lui en parler, ni demander grace. S'il étoit yvre ou hors de sens, il faudroit que l'arrêt s'exécutât tout de même (\*); sans cela il se contrediroit, & la loi ne peut se contredire. Cette maniere de penser y a été de tout temps: l'ordre que donna *Assuérus* d'exterminer les Juifs ne pouvant être révoqué, on prit le parti de leur donner la permission de se défendre.

Il y a pourtant une chose que l'on peut quelquefois opposer à la volonté du prince (†), c'est la religion. On abandonnera son pere, on le tuera même, si le prince l'ordonne; mais on ne boira pas du vin, s'il le veut & s'il l'ordonne. Les loix de la religion sont d'un précepte supérieur, parce qu'elles sont données sur la tête du prince comme sur celles des sujets. Mais quant au droit naturel, il n'en est pas de même, le prince est supposé n'être plus un homme.

Dans les états monarchiques & modérés, la puissance est bornée par ce qui en est le ressort; je veux dire l'honneur qui regne, comme un monarque, sur le prince & sur le peuple. On n'ira point lui alléguer les loix de la religion: un courtisan se croiroit ridicule. On lui alléguera sans cesse celles de l'honneur. De-là résultent des modifications nécessaires dans l'obéissance; l'honneur est naturellement sujet à des bizarreries, & l'obéissance les suivra toutes.

Quoique la maniere d'obéir soit différente dans ces

(\*) Voyez *Chardin*. (†) *Ibid*,

ces deux gouvernemens, le pouvoir est pourtant le même. De quelque côté que le monarque se tourne, il emporte & précipite la balance, & est obéi. Toute la différence est que, dans la monarchie, le prince a des lumieres, & que les ministres y sont infiniment plus habiles & plus rompus aux affaires, que dans l'état despotique.

## CHAPITRE XI.

*Réflexions sur tout ceci.*

**T**ELS sont les principes des trois gouvernemens: ce qui ne signifie pas que, dans une cer-

(a) Le but de Mr. de MONTESQUIEU, en traitant des principes des trois gouvernemens, est de nous développer ce qui est ou ce qui devrait être, c'est-à-dire, de nous exposer les trois différens principes qui, dans les trois especes de gouvernemens les font agir ou devroient les faire agir. Dans le premier cas la doctrine n'est point du tout conforme à l'expérience. Pour l'ordinaire les souverains & les nations sont conduits par quelque passion dominante, qui ne tient en rien à la forme du gouvernement. On accuse une certaine nation de se laisser conduire par une forte jalousie contre les autres peuples: on attribue à une autre le desir excessif d'accumuler des richesses. Tel monarque est animé du desir d'aggrandir ses états: un autre cherche à y faire fleurir le commerce: un troisieme n'a du goût que pour l'art militaire: & l'honneur n'est pas plus le principe des monarchies en général, que l'amour de la liberté ou celui de la patrie est le principe universel des républiques. Ces principes de conduite dans les gouvernemens different suivant la constitution de l'état, les inclinations des peuples, & les penchans de ceux qui sont au timon des affaires. Ils sont plus ou moins stables à mesure qu'un gouvernement s'éloigne ou s'approche davantage de l'empire arbitraire d'un seul: la mort du Prince enleve ses passions avec lui, son successeur gouverné par d'autres passions introduit un autre principe avec elles. De-là les changemens dans ces systèmes que l'on nomme politiques. Les républiques sont

certaine république, on soit vertueux; mais qu'on devroit l'être. Cela ne prouve pas non plus que, dans une certaine monarchie, on ait de l'honneur, & que, dans un état despotique particulier, on ait de la crainte; mais qu'il faudroit en avoir, sans quoi le gouvernement sera imparfait (a).



## L I.

sont plus heureuses à cet égard : il faut que la nation change pour que le système de leur politique change. Lorsqu'un monarque ou un despote se décharge du soin des affaires sur un conseil, c'est encore un moyen de conserver le principe du gouvernement dans ces sortes d'état ; & voilà peut-être la raison pourquoi, depuis Mazarin, la France se conduit suivant le même principe par rapport aux autres puissances. Si Mr. de MONTESQUIEU nous a voulu mettre sous les yeux les principes, qui devroient servir de ressort aux trois gouvernemens dont il parle, ainsi que ses *réflexions* le font présumer, il s'est trompé plus grossièrement encore : car la théorie & l'expérience ne laissent aucun doute à ce sujet ; elles prouvent très-évidemment que la *veritas*, par laquelle j'entends toutes les qualités morales qui nous portent à la perfection, est le seul principe de conduite pour tous les gouvernemens, quels qu'ils soient ; & l'unique qui ait fait fleurir & qui fera fleurir les états. Il est vrai qu'on voit plus de vertus dans les républiques que dans les monarchies, & de même dans celles-ci plus que dans les Etats despotiques ; qu'on voit dans ces dernières plus de cette obéissance passive qui résulte de la crainte que dans les deux autres. Il est vrai encore que les vertus se soutiennent mieux dans une république, moins bien dans une monarchie, & encore moins dans le despotisme, parce que la corruption se glisse plus promptement & plus facilement dans le cœur de ceux qui



## L I V R E I V.

*Que les loix de l'éducation doivent être relatives aux principes du gouvernement.*

---

## CHAPITRE PREMIER.

*Des loix de l'éducation.*

**L**es loix de l'éducation sont les premières que nous recevons. Et comme elles nous préparent à être citoyens, chaque famille particulière doit être gouvernée sur le plan de la grande famille qui les comprend toutes.

Si le peuple en général a un principe, les parties qui le composent, c'est-à-dire, les familles, l'auront aussi. Les loix de l'éducation seront donc différentes dans chaque espèce de gouvernement.

Dans

peuvent tout oser sans rien craindre ; & que la crainte naît plus aisément dans le cœur de ceux qui n'ont aucune résistance à opposer : mais cela autorise-t-il à faire passer la vertu pour principe des gouvernemens républicains, & la crainte pour celui des despotiques ? Autant vaudroit donner la timidité pour principe de la conduite du beau sexe, & le courage pour celui qui anime les hommes ! Tandis que le bien-être est le seul principe qui détermine des créatures raisonnables. Quant à l'honneur, il se peut qu'il fasse celui du gouvernement François ; mais jamais il n'a fait celui de quelque autre monarchie. C'est être réduit à bien peu de choses, lorsque de toutes les qualités morales il ne nous en reste qu'une seule pour ressort de nos volontés : & encore quel ressort ? L'HONNEUR, c'est-à-dire, le préjugé de chaque personne, & de chaque condition. Et ce ressort pourra inspirer les plus belles actions ; il pourra, joint à la force des loix, conduire au but du gouvernement comme la vertu même ! Nous ne nous arrêterons pas à ce paradoxe, & nous laisserons à d'autres politiques à

Dans les monarchies , elles auront pour objet l'honneur ; dans les républiques , la vertu ; dans le despotisme , la crainte (a).

## C H A P I T R E I I.

### *De l'éducation dans les monarchies.*

C'E n'est point dans les maisons publiques où l'on instruit l'enfance , que l'on reçoit dans les monarchies la principale éducation ; c'est lorsque l'on entre dans le monde , que l'éducation en quelque façon commence. Là , est l'école de ce que l'on appelle l'honneur , ce maître universel qui doit par-tout nous conduire.

C'est là que l'on voit & que l'on entend toujours dire trois choses ; qu'il faut mettre dans les vertus une certaine noblesse , dans les mœurs une cer-

à décider s'il a plus contribué au bonheur qu'aux malheurs de la France. Mais voici en quoi Mr. de MONTESQUIEU a raison ; c'est qu'en tout cas il vaut encore mieux avoir l'honneur pour principe , que de gouverner un état suivant les caprices d'une volonté momentanée. Lisez la 4<sup>e</sup>. Lett. de l'Espr. des loix quinquiescencié. (R. d'un A.)

(a) *Regis ad exemplum totius componitur orbis* , est un ancien proverbe que nous voyons confirmé tous les jours : mais comme les principes que l'auteur donne ici aux gouvernemens ne leur conviennent pas en général , comme nous l'avons remarqué plus haut , on ne peut non plus les attribuer en général à l'éducation particulière dans chaque espèce de ces gouvernemens. L'éducation se ressentira seulement plus ou moins des différentes mœurs & des diverses inclinations qui auront pris le dessus dans un état , selon que les révolutions & les tems les auront changées. (R. d'un A.)

*certaine franchise, dans les manieres une certaine politesse.*

Les vertus qu'on nous y montre sont toujours moins ce que l'on doit aux autres, que ce que l'on se doit à soi-même : elles ne sont pas tant ce qui nous appelle vers nos concitoyens, que ce qui nous en distingue.

On n'y juge pas les actions des hommes comme bonnes, mais comme belles ; comme justes, mais comme grandes ; comme raisonnables, mais comme extraordinaires (b).

Dès que l'honneur y peut trouver quelque chose de noble, il est ou le juge qui les rend légitimes, ou le sophiste qui les justifie.

Il permet la galanterie, lorsqu'elle est unie à l'idée des sentimens du cœur, ou à l'idée de conquête ; & c'est la vraie raison pour laquelle les mœurs ne sont jamais si pures dans les monarchies, que dans les gouvernemens républicains.

Il permet la ruse, lorsqu'elle est jointe à l'idée de grandeur de l'esprit ou de la grandeur des affaires ; comme dans la politique, dont les fineses ne l'offensent pas.

Il ne défend l'adulation que, lorsqu'elle est séparée de l'idée d'une grande fortune, & n'est jointe qu'au sentiment de sa propre bassesse.

A l'égard des mœurs, j'ai dit que l'éducation des monarchies doit y mettre une certaine franchise. On y veut donc de la vérité dans les discours.

(b) On trouvera d'autres réflexions sur ce IV. Livre dans la cinquieme lettre de *l'Esprit des loix quintessencié* ; la critique pourtant m'y paroît un peu outrée.  
Ce

cours. Mais est-ce par amour pour elle ? Point du tout. On la veut , parce qu'un homme qui est accoutumé à la dite paroît être hardi & libre. En effet , un tel homme semble ne dépendre que des choses , & non pas de la maniere dont un autre les reçoit.

C'est ce qui fait qu'autant qu'on y recommande cette espece de franchise , autant on y méprise celle du peuple , qui n'a que la vérité & la simplicité pour objet.

Enfin , l'éducation dans les monarchies exige dans les manieres une certaine politesse. Les hommes nés pour vivre ensemble , sont nés aussi pour se plaire ; & celui qui n'observeroit pas les bienséances , choquant tous ceux avec qui il vivroit , se décréditeroit au point qu'il deviendroit incapable de faire aucun bien.

Mais ce n'est pas d'une source si pure que la politesse a coutume de tirer son origine : elle naît de l'envie de se distinguer. C'est par orgueil que nous sommes polis : nous nous sentons flattés d'avoir des manieres qui prouvent que nous ne sommes pas dans la bassesse , & que nous n'avons pas vécu avec cette sorte de gens que l'on a abandonnés dans tous les âges.

Dans les monarchies , la politesse est naturalisée à la cour. Un homme excessivement grand , rend tous les autres petits. De-là , les égards que l'on doit à tout le monde ; de-là naît la poli-

Ce passage doit être bien beau pour ceux qui l'entendent. (R. d'un A.)



politesse, qui flatte autant ceux qui sont polis, que ceux à l'égard de qui ils le sont : parce qu'elle fait comprendre qu'on est de la cour, ou qu'on est digne d'en être.

L'air de la cour consiste à quitter sa grandeur propre pour une grandeur empruntée. Celle-ci flatte plus un courtisan que la sienne même. Elle donne une certaine modestie superbe qui se répand au loin ; mais dont l'orgueil diminue insensiblement, à proportion de la distance où l'on est de la source de cette grandeur.

On trouve à la cour une délicatesse de goût en toutes choses, qui vient d'un usage continuel des superfluités d'une grande fortune, de la variété & sur-tout de la lassitude des plaisirs, de la multiplicité, de la confusion même des fantaisies, qui, lorsqu'elles sont agréables, y sont toujours reçues.

C'est sur toutes ces choses que l'éducation se porte, pour faire ce qu'on appelle l'honnête-homme, qui a toutes les qualités & toutes les vertus que l'on demande dans ce gouvernement.

Là l'honneur, se mêlant par-tout, entre dans toutes les façons de penser & toutes les manières de sentir, & dirige même les principes.

Cet honneur bizarre fait que les vertus ne sont que ce qu'il veut, & comme il les veut ; il met de son chef des règles à tout ce qui nous est prescrit ; il étend ou il borne nos devoirs à sa fan-

(c) C'est la conviction de nos devoirs moraux qui nous dicte de ne point obéir à des ordres contraires aux principes de la loi naturelle ; & il faut penser au brave *Crillen* & au *Viscomte D'Ome*, que leur refus

fantaisie, soit qu'ils aient leur source dans la religion, dans la politique, ou dans la morale.

Il n'y a rien dans la monarchie que les loix, la religion & l'honneur prescrivent tant que l'obéissance aux volontés du prince; mais cet honneur nous dicte que le prince ne doit jamais nous prescrire une action qui nous déshonore, parce qu'elle nous rendroit incapable de le servir (c).

*Crillon* refusa d'assassiner le *duc de Guise*, mais il offrit à *Henri III* de se battre contre lui. Après la saint Barthelemi, *Charles IX* ayant écrit à tous les gouverneurs de faire massacrer les huguenots, le vicomte *D'Orte*, qui commandoit dans Bayonne, écrivit au roi: „ (\*) *SIRE*, je n'ai „ trouvé parmi les habitans & les gens de guerre, que de bons citoyens, de braves soldats, „ & pas un bourreau; ainsi, eux & moi, supplions votre majesté d'employer nos bras & „ nos vies à choses faisables ". Ce grand & généreux courage regardoit une lâcheté comme une chose impossible.

Il n'y a rien que l'honneur prescrive plus à la noblesse, que de servir le prince à la guerre. En effet, c'est la profession distinguée, parce que ses hazards, ses succès & ses malheurs même conduisent à la grandeur. Mais, en imposant cette loi, l'honneur veut en être l'arbitre; & s'il se trouve choqué, il exige ou permet qu'on se retire chez soi. II

a été fondé sur un semblable motif. Ce refus caractérise plutôt un homme plein de vertu qu'un homme animé par le principe d'honneur. (R. d'un A.)

(\*) Voyez l'histoire de d'Aubigné.

Il veut qu'on puisse indifféremment aspirer aux emplois, ou les refuser; il tient cette liberté au-dessus de la fortune même.

L'honneur a donc ses regles suprêmes, & l'éducation est obligée de s'y conformer (\*) (d). Les principales sont, qu'il nous est bien permis de faire cas de notre fortune, mais qu'il nous est souverainement défendu d'en faire aucun de notre vie (e).

La seconde est que, lorsque nous avons été une fois placés dans un rang, nous ne devons rien faire ni souffrir qui fasse voir que nous nous tenons inférieurs à ce rang même.

La troisieme que les choses que l'honneur défend, sont plus rigoureusement défendues, lorsque les loix ne concourent point à les proscrire; & que celles qu'il exige sont plus fortement exigées, lorsque les loix ne les demandent pas.

### CHAPITRE III.

#### *De l'éducation dans le gouvernement despotique.*

COMME l'éducation dans les monarchies ne travaille qu'à élever le cœur, elle ne cherche

(\*) On dit ici ce qui est, & non pas ce qui doit être. L'honneur est un préjugé, que la religion travaille tantôt à détruire, tantôt à régler.

(d) Quand on lit cette partie de l'ouvrage, on se-  
roit tenté de croire que Mr. de MONTESQUIEU a  
donné l'Esprit des loix uniquement pour dépeindre le  
ridicule du caractère François; & pour ramener sa na-  
tion à des principes plus solides & plus sensés. Il  
nous apprend ici dans une note qu'il dit ce qui est &  
non pas ce qui doit être: or ce qu'il dit ici des monar-  
chies

che qu'à l'abbaïffer dans les états despotiques. Il faut qu'elle y soit servile. Ce sera un bien, même dans le commandement, de l'avoir eue telle; personne n'y étant tyran, sans être en même temps esclave.

L'extrême obéissance suppose de l'ignorance dans celui qui obéit, elle en suppose même dans celui qui commande : il n'a point à délibérer, à douter, ni à raisonner, il n'a qu'à vouloir.

Dans les états despotiques, chaque maison est un empire séparé. L'éducation qui consiste principalement à vivre avec les autres, y est donc très-bornée : elle se réduit à mettre la crainte dans le cœur, & à donner à l'esprit la connoissance de quelques principes de religion fort simples. Le savoir y sera dangereux, l'émulation funeste; & pour les vertus, *Aristote* ne peut croire qu'il y en ait quelque-une de propre aux esclaves (\*); ce qui borneroit bien l'éducation dans ce gouvernement.

L'éducation y est donc en quelque façon nulle. Il faut ôter tout, afin de donner quelque chose; & commencer par faire un mauvais sujet, pour faire un bon esclave.

Eh!

chies en général, convient uniquement à celle de la France. On l'auroit accusé d'avoir fait une satire, si, au lieu de parler en général, il n'eut indiqué que sa nation. *R. d'un A.)*

(c) Si ceci n'est point dit par ironie l'affertion est des plus fausses. On peut lire sur ce sujet ce que Mr. VATTTEL dit de l'honneur dans son *Droit des Gens.* (*R. d'un A.)*

(\*) *Politiq. Liv. I.*



Eh! pourquoi l'éducation s'attacheroit-elle à y former un bon citoyen qui prît part au malheur public? S'il aimoit l'état, il seroit tenté de relâcher les ressorts du gouvernement; s'il ne réussissoit pas, il se perdrait; s'il réussissoit, il courroit risque de se perdre, lui, le prince, & l'empire.

---

#### CHAPITRE IV.

*Différence des effets de l'éducation chez les anciens,  
& parmi nous.*

La plupart des peuples anciens vivoient dans des gouvernemens qui ont la vertu pour principe; & lorsqu'elle y étoit dans sa force, on y faisoit des choses que nous ne voyons plus aujourd'hui, & qui étonnent nos petites âmes.

Leur éducation avoit un autre avantage sur la nôtre; elle n'étoit jamais démentie. *Epaminondas*, la dernière année de sa vie, disoit, écoutoit, voyoit, faisoit les mêmes choses que dans l'âge où il avoit commencé d'être instruit.

Aujourd'hui nous recevons trois éducations différentes ou contraires, celle de nos peres, celle de nos maîtres, celle du monde. Ce qu'on nous dit dans la dernière, renverse toutes les idées des premières. Cela vient en quelque partie du contraste qu'il y a parmi nous entre les engagements de la religion & ceux du monde; chose que les anciens ne connoissoient pas

CHA-

(f) L'amour de la patrie n'est pas plus étranger à un Royaume qu'à une République, & l'intérêt des sociétés

## CHAPITRE V.

*De l'éducation dans le gouvernement républicain.*

C'EST dans le gouvernement républicain, que l'on a besoin de toute la puissance de l'éducation. La crainte des gouvernemens despotiques naît d'elle-même parmi les menaces & les châtimens. L'honneur des monarchies est favorisé par les passions, & les favorise à son tour : mais la vertu politique est un renoncement à soi-même, qui est toujours une chose très-pénible.

On peut définir cette vertu, l'amour des loix & de la patrie. Cet amour demandant une préférence continuelle de l'intérêt public au sien propre, donne toutes les vertus particulières ; elles ne sont que cette préférence.

Cet amour est singulièrement affecté aux démocraties. Dans elles seules, le gouvernement est confié à chaque citoyen. Or, le gouvernement est comme toutes les choses du monde ; pour le conserver, il faut l'aimer.

On n'a jamais oui dire que les rois n'aimassent pas la monarchie, & que les despotes haïssent le despotisme.

Tout dépend donc d'établir dans la république cet amour (f) & c'est à l'inspirer que l'éducation doit être attentive. Mais pour que les enfans puissent l'avoir, il y a un moyen sûr ; c'est que les peres l'aient eux-mêmes.

On

ciétés civiles demande qu'on ait soin de l'inspirer aux enfans dès leur première jeunesse. (R. d'un A.)

On est ordinairement le maître de donner à ses enfans ses connoissances ; on l'est encore plus de leur donner ses passions.

Si cela n'arrive pas, c'est que ce qui a été fait dans la maison paternelle, est détruit par les impressions du dehors.

Ce n'est point le peuple naissant qui dégénère ; il ne se perd que lorsque les hommes faits sont déjà corrompus.

## CHAPITRE VI.

### *De quelques institutions des Grecs.*

Les anciens Grecs , pénétrés de la nécessité que les peuples qui vivoient sous un gouvernement populaire fussent élevés à la vertu , firent, pour l'inspirer, des institutions singulieres. Quand vous voyez dans la vie de *Lycurgue* les loix qu'il donna aux Lacédémoniens, vous croyez lire l'histoire des *Sévarambes*. Les loix de Crete étoient l'original de celles de Lacédémone ; & celles de *Platon* en étoient la correction.

Je prie qu'on fasse un peu d'attention à l'étendue de génie qu'il fallut à ces législateurs , pour voir qu'en choquant tous les usages reçus , en confondant toutes les vertus , ils montreroient à l'univers leur sagesse. *Lycurgue*, mêlant le larcin  
avec

(\*) *Philopamen* contraignit les Lacédémoniens d'abandonner la maniere de nourrir leurs enfans, sachant bien que sans cela ils auroient toujours une ame grande & le cœur haut. *Plutarq. vie de Philopamen. Voyez Titc-Live, Liv. XXXVIII.*

avec l'esprit de justice , le plus dur esclavage avec l'extrême liberté , les sentimens les plus atroces avec la plus grande modération , donna de la stabilité à sa ville. Il sembla lui ôter toutes les ressources , les arts , le commerce , l'argent , les murailles : on y a de l'ambition , sans espérance d'être mieux : on y a les sentimens naturels ; & on n'y est ni enfant , ni mari , ni pere : la pudeur même est ôtée à la chasteté. C'est par ces chemins que *Sparte* est menée à la grandeur & à la gloire ; mais avec une telle infailibilité de ses institutions , qu'on n'obtenoit rien contr'elle en gagnant des batailles , si on ne parvenoit à lui ôter sa police (\*).

La Crete & la Laconie furent gouvernées par ces loix. Lacédémone céda la dernière aux Macédoniens , & la Crete (†) fut la dernière proie des Romains. Les Samnites eurent ces mêmes institutions , & elles furent pour ces Romains le sujet de vingt-quatre triomphes (‡).

Cet extraordinaire que l'on voyoit dans les institutions de la Grece , nous l'avons vu dans la lie & la corruption de nos teins modernes (§). Un législateur honnête-homme a formé un peuple , où la probité paroît aussi naturelle que la bravoure chez les Spartiates. Mr. *Pen* est un véritable

(†) Elle défendit pendant trois ans ses loix & sa liberté. Voyez les Liv. XCVIII , XCIX & C. de *Tite-Live*, dans l'építome de *Florus*. Elle fit plus de résistance que les plus grands rois.

(‡) *Florus* , Liv. I.

(§) *In feca Remuli*, *Cicéron*.



ritable Lycurgue ; & quoique le premier ait eu la paix pour objet, comme l'autre a eu la guerre, ils se ressembtent dans la voie singuliere où ils ont mis leur peuple , dans l'ascendant qu'ils ont eu sur des hommes libres , dans les préjugés qu'ils ont vaincus , dans les passions qu'ils ont soumises.

Le *Paraguay* peut nous fournir un autre exemple. On a voulu en faire un crime à la *Société* qui regarde le plaisir de commander comme le seul bien de la vie : mais il sera toujours beau de gouverner les hommes en les rendant plus heureux (\*).

Il est glorieux pour elle d'avoir été la première qui ait montré , dans ces contrées, l'idée de la religion jointe à celle de l'humanité. En réparant les dévastations des Espagnols ; elle a commencé à guérir une des grandes plaies qu'ait encore reçues le genre humain.

Un sentiment exquis qu'a cette Société pour tout ce qu'elle appelle honneur, son zele pour une religion qui humilie bien plus ceux qui l'écoutent que ceux qui la prêchent, lui ont fait entreprendre de grandes choses ; & elle y a réussi. Elle a retiré des bois des peuples dispersés, elle leur a donné une subsistance assurée, elle les a vêtus ; & quand elle n'auroit fait par-là qu'augmenter l'industrie parmi les hommes, elle auroit beaucoup fait.

Ceux

(\*) Les Indiens du *Paraguay* ne dépendent point d'un seigneur particulier, ne paient qu'un cinquieme des tributs, & ont des armes à feu pour se défendre.

Ceux qui voudront faire des institutions pareilles , établiront la communauté des biens de la république de *Platon*, ce respect qu'il demandoit pour les dieux , cette séparation d'avec les étrangers pour la conservation des mœurs , & la cité faisant le commerce & non pas les citoyens ; ils donneront nos arts sans notre luxe , & nos besoins sans nos desirs.

Ils proscrireont l'argent, dont l'effet est de grossir la fortune des hommes au-delà des bornes que la nature y avoit mises, d'apprendre à conserver inutilement ce qu'on avoit amassé de même , de multiplier à l'infini les desirs, & de suppléer à la nature , qui nous avoit donné des moyens très-bornés d'irriter nos passions, & de nous corrompre les uns les autres.

„ Les *Epidamniens* (†) sentant leurs mœurs se  
 „ corrompre par leur communication avec les  
 „ barbares , élurent un magistrat pour faire tous  
 „ les marchés au nom de la cité & pour la cité ”.  
 Pour lors le commerce ne corrompt pas la constitution, & la constitution ne prive pas la société des avantages du commerce (g).

---

## C H A P I T R E VII.

*En quel cas ces institutions singulieres peuvent être bonnes.*

Ces sortes d'institutions peuvent convenir dans les républiques, parce que la vertu politique

(†) Plutarque, demande des choses Grecques.

(g) Mais il ôte l'émulation des commerçans & fait petit le commerce. (R. d'un A.)

que en est le principe ; mais pour porter à l'honneur dans les monarchies, ou pour inspirer de la crainte dans les états despotiques, il ne faut pas tant de soins.

Elles ne peuvent d'ailleurs avoir lieu que dans un petit état (\*), où l'on peut donner une éducation générale, & élever tout un peuple comme une famille.

Les loix de *Minos*, de *Lycurgue* & de *Platon*, supposent une attention singulière de tous les citoyens les uns sur les autres. On ne peut se promettre cela dans la confusion, dans les négligences, dans l'étendue des affaires d'un grand peuple.

Il faut, comme on l'a dit, bannir l'argent dans ces institutions. Mais dans les grandes sociétés, le nombre, la variété, l'embarras, l'importance des affaires, la facilité des achats, la lenteur des échanges, demandent une mesure commune. Pour porter par-tout sa puissance, ou la défendre par-tout, il faut avoir ce à quoi les hommes ont attaché par-tout la puissance.

## CHAPITRE VIII.

*Explication d'un paradoxe des anciens, par rapport aux mœurs.*

**P**OILIRE, le judicieux Polybe, nous dit que la musique étoit nécessaire pour adoucir les mœurs

(\*) Comme étoient les villes de la Grece.

(†) Vie de *Pélopidas*. (‡) Liv. I.

(§) *Platon*, Liv. IV. des loix, dit que les préfectures de la musique & de la gymnastique sont les plus impor-

mœurs des *Arcades*, qui habitoient un pays où l'air est triste & froid; que ceux de *Cynete*, qui négligerent la musique, surpasserent en cruauté tous les Grecs, & qu'il n'y a point de ville où l'on ait vu tant de crimes. *Platon* ne craint point de dire que l'on ne peut faire de changement dans la musique, qui n'en soit un dans la constitution de l'état. *Aristote*, qui semble n'avoir fait sa politique que pour opposer ses sentimens à ceux de *Platon*, est pourtant d'accord avec lui touchant la puissance de la musique sur les mœurs. *Tbéophraste*, *Plutarque* (†), *Strabon* (‡), tous les anciens, ont pensé de même. Ce n'est point une opinion jettée sans réflexion; c'est un des principes de leur politique (§). C'est ainsi qu'ils donnoient des loix, c'est ainsi qu'ils vouloient qu'on gouvernât les cités.

Je crois que je pourrois expliquer ceci. Il faut se mettre dans l'esprit que, dans les villes Grecques, sur-tout celles qui avoient pour principal objet la guerre, tous les travaux & toutes les professions qui pouvoient conduire à gagner de l'argent, étoient regardés comme indignes d'un homme libre. „ La plupart des arts, dit *Xénophon* (\*\*), „ corrompent le corps de ceux qui les exercent; „ ils obligent de s'asseoir à l'ombre ou près du „ feu: on n'a de temps ni pour ses amis, ni „ pour

importans emplois de la cité; & dans la république, Liv. III. „ Damon vous dira, dit-il, quels sont les „ sons capables de faire naître la bassesse de l'ame, „ l'insolence, & les vertus contraires”.

(\*\*) Liv. V. *Diis mémorables*.



„ pour la république ”. Ce ne fut que dans la corruption de quelques démocraties, que les artisans parvinrent à être citoyens. C'est ce qu'*Aristote* (\*) nous apprend; & il soutient qu'une bonne république ne leur donnera jamais le droit de cité (†).

L'agriculture étoit encore une profession servile, & ordinairement c'étoit quelque peuple vaincu qui l'exerçoit; les *Ilotes* chez les Lacédémoniens, les *Périécies* chez les Crétois, les *Pénestes* chez les Thessaliens, d'autres (‡) peuples esclaves dans d'autres républiques.

Enfin tout bas commerce (§) étoit infâme chez les Grecs: il auroit fallu qu'un citoyen eût rendu des services à un esclave, à un locataire, à un étranger. Cette idée choquoit l'esprit de la liberté Grecque; aussi *Platon* (\*\*) veut-il dans ses loix qu'on punisse un citoyen qui feroit le commerce.

On étoit donc fort embarrassé dans les républiques Grecques. On ne vouloit pas que les citoyens travaillassent au commerce, à l'agriculture, ni aux arts; on ne vouloit pas non plus qu'ils fussent

(\*) *Politiq.* Liv. III. Chap. IV.

(†) *Diophaute*, dit *Aristote*, *Politiq.* Chap. VII. établit autrefois à Athènes que les artisans seroient esclaves du public.

(‡) Aussi *Platon* & *Aristote* veulent-ils que les esclaves cultivent les terres, *loix*, Liv. VII. *Polit.* Liv. VII. Ch. X. Il est vrai que l'agriculture n'étoit pas par-tout exercée par des esclaves: au contraire, comme dit *Aristote*, les meilleures républiques étoient celles où les citoyens s'y attachoient: mais cela n'arriva que par la corruption des anciens gouvernemens devenus démocratiques;

fussent oisifs (††). Ils trouvoient une occupation dans les exercices qui dépendoient de la gymnastique, & dans ceux qui avoient du rapport à la guerre (‡‡). L'institution ne leur en donnoit point d'autres. Il faut donc regarder les Grecs comme une société d'athletes & de combattans. Or, ces exercices si propres à faire des gens durs & sauvages (§§), avoient besoin d'être tempérés par d'autres qui pussent adoucir les mœurs. La musique, qui tient à l'esprit par les organes du corps, étoit très-propre à cela. C'est un milieu entre les exercices du corps qui rendent les hommes durs, & les sciences de spéculation qui les rendent sauvages. On ne peut pas dire que la musique inspirât la vertu, cela seroit inconcevable; mais elle empêchoit l'effet de la férocity de l'institution, & faisoit que l'ame avoit dans l'éducation une part qu'elle n'y auroit point eue.

Je suppose qu'il y ait parmi nous une société de gens si passionnés pour la chasse, qu'ils s'en occupassent uniquement; il est sûr qu'ils en contracteroient une certaine rudesse. Si ces mêmes gens venoient à prendre encore du goût pour la

musiques: car dans les premiers tems, les villes de Grèce vivoient dans l'aristocratie.

(§) *Cauponatio*. (\*\*) Lib. II.

(††) *Aristote*, Politiq. Lib. X.

(‡‡) *Ars corporum exercendorum gymnastica, variis certaminibus terendorum padoiribica*. *Aristote*, Politiq. Lib. VIII. Chap. III.

(§§) *Aristote* dit que les enfans des Lacédémoniens qui commençoient ces exercices dès l'âge le plus tendre, en contractoient trop de férocity. *Polit.* Liv. VIII. Chap. IV.

musique, on trouveroit bien-tôt de la différence dans leurs manieres & dans leurs mœurs: Enfin les exercices des Grecs n'excitoient en eux qu'un genre de passions, la rudesse, la colere, la cruauté. La musique les excite toutes, & peut faire sentir à l'ame la douceur, la pitié, la tendresse, le doux plaisir. Nos auteurs de morale, qui, parmi nous, proscrivent si fort les théâtres, nous font assez sentir le pouvoir que la musique a sur nos ames.

Si à la société dont j'ai parlé, on ne donnoit que des tambours & des airs de trompette, n'est-il pas vrai que l'on parviendroit moins à son but, que si l'on donnoit une musique tendre? Les anciens avoient donc raison, lorsque, dans certaines circonstances, ils préféroient pour les mœurs un mode à un autre.

Mais, dira-t-on, pourquoi choisir la musique par préférence? C'est que, de tous les plaisirs des sens, il n'y en a aucun qui corrompt moins l'ame. Nous rougissons de lire, dans *Plutarque* (\*), que les Thébains, pour adoucir les mœurs de leurs jeunes gens, établirent par les loix un amour qui devoit être pros crit par toutes les nations du monde.

(\*) Vie de *Pélopidas*.

## L I V R E V.

*Que les loix que le législateur donne , doivent être relatives au principe du gouvernement.*

---

## C H A P I T R E P R E M I E R.

*Idee de ce livre.*

Nous venons de voir que les loix de l'éducation doivent être relatives au principe de chaque gouvernement. Celles que le législateur donne à toute la société, sont de même. Ce rapport des loix avec ce principe, tend tous les ressorts du gouvernement, & ce principe en reçoit à son tour une nouvelle force. C'est ainsi que, dans les mouvemens physiques, l'action est toujours suivie d'une réaction.

Nous allons examiner ce rapport dans chaque gouvernement; & nous commencerons par l'état républicain, qui a la vertu pour principe.

---

## C H A P I T R E I I.

*Ce que c'est que la vertu dans l'état politique.*

LA VERTU dans une république est une chose très-simple; c'est l'amour de la république; c'est un sentiment, & non une suite de connoissances; le dernier homme de l'état peut avoir ce sentiment comme le premier. Quand le peuple a une fois de bonnes maximes, il s'y tient plus long-tems que ce qu'on appelle les honnêtes



gens. Il est rare que la corruption commence par lui; souvent il a tiré de la médiocrité de ses lumieres un attachement plus fort pour ce qui est établi.

L'amour de la patrie conduit à la bonté des mœurs, & la bonté des mœurs mene à l'amour de la patrie. Moins nous pouvons satisfaire nos passions particulieres, plus nous nous livrons aux générales. Pourquoi les moines aiment-ils tant leur ordre? C'est justement par l'endroit qui fait qu'il leur est insupportable. Leur regle les prive de toutes les choses sur lesquelles les passions ordinaires s'appuient: reste donc cette passion pour  
la

(a) Mr. de MONTESQUIEU nous ayant appris que dans un état populaire il faut un ressort de plus que dans les gouvernemens monarchiques & despotiques, que ce ressort est la vertu, il a nommé cette vertu, *vertu politique*: il a dit qu'on peut la définir *l'amour des loix & de la patrie*. Il nous enseigne ici que cette vertu est *l'amour de la république*; & que cet amour est un *sentiment*, & non une suite de connoissances; que *l'amour de la patrie conduit à la bonté des mœurs*, & que *la bonté des mœurs mene à l'amour de la patrie*. Si cette dernière proposition étoit exactement vraie, elle rendroit raison pourquoi les vertus & les mœurs se soutiennent mieux dans une république que dans d'autres Etats: mais elle paroît manquer de justesse. D'abord l'amour de la patrie, ou celui de la république, peut consister soit dans un desir de conserver la constitution du gouvernement, soit dans celui de conserver l'Etat, ou bien dans un desir qui se porte à ces deux objets à la fois. Nous supposons que notre Auteur l'aît entendu dans ce dernier sens. D'où ce desir peut-il naître? De la force de l'éducation, dira Mr. de MONTESQUIEU. On n'aura qu'à répéter aux enfans qu'ils doivent aimer leur patrie, & le vif desir de la voir prospérer leur viendra, & se perpétuera de pere en fils: & de cette maniere *l'amour de la république sera un sentiment & non pas une suite de connoissances*. Nous lui accordons ce rai-

la règle même qui les afflige. Plus elle est austère, c'est-à-dire, plus elle retranche de leurs penchans, plus elle donne de force à ceux qu'elle leur laisse (a).

## C H A P I T R E I I I

*Ce que c'est que l'amour de la république dans la démocratie.*

L'AMOUR de la république dans une démocratie est celui de la démocratie ; l'amour de la démocratie est celui de l'égalité (b).

L'amour de la démocratie est encore l'amour de

raisonnement qui est très juste & confirmé par l'expérience : mais nous ne lui accordons point que ce sentiment conduise à la bonté des mœurs ; nous nions même qu'il puisse y conduire : parce qu'un sentiment qui n'est pas le résultat de réflexions antérieures, qui n'est pas une suite de connoissances, est également propre à conduire au but & par des voies iniques & par celles qui seroient justes. Pour que ce sentiment puisse conduire à la bonté des mœurs, il faut qu'il soit soutenu par la conviction que le bien de la patrie est intimement lié à la bonté des mœurs, & alors il pourra y conduire. Mais en ce cas il suppose plus ou moins une suite de connoissances, qui rendroit l'amour de la patrie plus ou moins fort. (R. d'un A.)

(b) Il paroît que notre Auteur ne prend pas ici l'amour de la patrie, dans le sens que nous l'avons supposé dans la note précédente, mais uniquement pour le desir de voir la constitution de l'Etat se conserver. C'est ainsi qu'en Hollande l'amour de la patrie se borneroit à celui du gouvernement stadhouderien ou anti-stadhouderien. Pour moi je pense que l'amour de la patrie doit avoir pour objet tout ce qui tend à la conserver dans la situation la plus heureuse ; & que c'est le mettre bien bas que de le réduire dans une démocratie à celui de l'égalité.

Il y a deux sortes d'égalités : celle des conditions,

de la frugalité. Chacun devant y avoir le même bonheur & les mêmes avantages , y doit goûter les mêmes plaisirs & former les mêmes espérances ; chose qu'on ne peut attendre que de la frugalité générale.

L'amour de l'égalité dans une démocratie borne l'ambition au seul desir , au seul bonheur de rendre à sa patrie de plus grands services que les autres citoyens. Ils ne peuvent pas lui rendre tous des services égaux ; mais ils doivent tous également lui en rendre. En naissant, on contracte envers elle une dette immense, dont on ne peut jamais s'acquitter.

Ainsi les distinctions y naissent du principe de l'égalité , lors même qu'elle paroît ôtée par des services heureux ou par des talens supérieurs.

L'amour de la frugalité borne le *desir d'avoir* à l'attention que demande le nécessaire pour sa famille & même le superflu pour sa patrie. Les richesses donnent une puissance dont un citoyen  
ne

& celle des fortunes. L'égalité des fortunes peut subsister en quelque manière dans un Etat , dont le pays produit tout ce qui est nécessaire pour la subsistance , & dans lequel les loix bornent les besoins à ce que le pays produit ; mais dès qu'on suppose que les citoyens doivent chercher leur subsistance à force d'industrie, l'égalité disparoît ; celle qui devroit résulter du sacrifice que les plus laborieux & les plus industrieux seroient obligés de faire , à ceux qui le seroient moins , seroit naître une inégalité de conditions , fort odieuse. La nature de la société civile exige des magistrats , des juges , des officiers tant civils que militaires : l'égalité de condition ne peut donc jamais avoir lieu dans un Etat. Mais voici en quoi consiste proprement l'égalité des citoyens : c'est d'être soumis tous aux mêmes loix ;  
qu'il



ne peut pas user pour lui; car il ne seroit pas égal. Elles procurent des délices, dont il ne doit pas jouir non plus, parce qu'elles choqueroient l'égalité tout de même.

Aussi les bonnes démocraties, en établissant la frugalité domestique, ont-elles ouvert la porte aux dépenses publiques, comme on fit à Athènes & à Rome. Pour lors la magnificence & la profusion naissoient du fond de la frugalité même; & comme la religion demande qu'on ait les mains pures pour faire des offrandes aux dieux, les loix vouloient des mœurs frugales pour que l'on pût donner à sa patrie.

Le bon-sens & le bonheur des particuliers consiste beaucoup dans la médiocrité de leurs talens & de leurs fortunes. Une république où les loix auront formé beaucoup de gens médiocres, composée de gens sages, se gouvernera sagement; composée de gens heureux, elle sera très-heureuse.

## CHA-

qu'il n'y ait point d'ordres privilégiés pour entrer dans la gestion des affaires, ou pour toute autre chose; que ceux qui sont en fonction ne soient que simples citoyens dans leur vie privée, & uniquement magistrats &c. dans l'exercice de leur charge: parce qu'alors ils sont censés représenter tous les individus de la nation. C'est au corps de l'état qu'on obéit, & non point à celui qu'on a chargé de le représenter. Cette égalité, la base du gouvernement démocratique, n'exige point qu'on soit frugal, qu'on ait contracté une dette immense en naissant; &c. elle exige une bonne constitution qui empêche les riches d'opprimer ceux qui le sont moins, & de tourner à leur avantage particulier des charges, qui ne leur sont confiées que comme administrateurs de l'Etat. (R. d'un A.)



## CHAPITRE IV.

*Comment on inspire l'amour de l'égalité & de la frugalité.*

L'AMOUR de l'égalité & celui de la frugalité sont extrêmement excités par l'égalité & la frugalité mêmes, quand on vit dans une société où les loix ont établi l'une & l'autre.

Dans les monarchies & les états despotiques, personne n'aspire à l'égalité, cela ne vient pas même dans l'idée; chacun y tend à la supériorité. Les gens des conditions les plus basses ne desireroient d'en sortir, que pour être les maîtres des autres.

Il en est de même de la frugalité. Pour l'aimer, il faut en jouir. Ce ne seront point ceux qui sont corrompus par les délices, qui aimeront la vie frugale; & si cela avoit été naturel & ordinaire, *Alcibiade* n'auroit pas fait l'admiration de l'univers. Ce ne seront pas non plus ceux qui envient ou qui admirent le luxe des autres, qui aimeront la frugalité; des gens qui n'ont devant les yeux que des hommes riches ou des hommes misérables comme eux, détestent leur misère, sans aimer ou connoître ce qui fait le terme de la misère.

C'est donc une maxime très-vraie, que, pour que l'on aime l'égalité & la frugalité dans une république, il faut que les loix les y aient établies.

## C H A P I T R E V.

*Comment les loix établissent l'égalité dans la démocratie.*

QUELQUES législateurs anciens , comme *Lycurgue* & *Romulus* , partagerent également les terres. Cela ne pouvoit avoir lieu que dans la fondation d'une république nouvelle ; ou bien , lorsque l'ancienne étoit si corrompue & les esprits dans une telle disposition que les pauvres se croyoient obligés de chercher , & les riches obligés de souffrir un pareil remède.

Si , lorsque le législateur fait un pareil partage , il ne donne pas des loix pour le maintenir , il ne fait qu'une constitution passagere ; l'inégalité entrera par le côté que les loix n'auront pas défendu , & la république sera perdue.

Il faut donc que l'on règle dans cet objet les dotes des femmes , les donations , les successions , les testamens , enfin toutes les manieres de contracter. Car s'il étoit permis de donner son bien à qui on voudroit & comme on voudroit , chaque volonté particuliere troubleroit la disposition de la loi fondamentale.

*Solon* , qui permettoit à *Athenes* de laisser son bien à qui on vouloit par testament , pourvu qu'on n'eût point d'enfans (\*), contredisoit les loix anciennes qui ordonnoient que les biens restassent dans la famille du testateur (†). Il

contre-

(\*) *Plutarque* , vie de *Solon*.

(†) *Ibid.*

contredisoit les siennes propres : car , en supprimant les dettes , il avoit cherché l'égalité.

C'étoit une bonne loi pour la démocratie , que celle qui défendoit d'avoir deux hérédités (\*). Elle prenoit son origine du partage égal des terres & des portions données à chaque citoyen. La loi n'avoit pas voulu qu'un seul homme eût plusieurs portions.

La loi qui ordonnoit que le plus proche parent épousât l'héritière , naissoit d'une source pareille. Elle est donnée chez les Juifs après un pareil partage. *Platon* (†), qui fonde ses loix sur ce partage , la donne de même ; & c'étoit une loi Athénienne.

Il y avoit à Athenes une loi , dont je ne sache pas que personne ait connu l'esprit. Il étoit permis d'épouser sa sœur consanguine , & non pas sa sœur utérine (‡). Cet usage tiroit son origine des républiques , dont l'esprit étoit de ne pas mettre sur la même tête deux portions de fonds de terre , & par conséquent deux hérédités. Quand un homme épousoit sa sœur du côté du pere , il ne pouvoit avoir qu'une hérédité , qui étoit celle de son pere : mais quand il épousoit sa sœur utérine , il pouvoit arriver que le pere de cette sœur n'ayant pas d'enfans mâles , lui laissât sa succession.

(\*) *Philolaüs* de Corinthe établit à Athenes , que le nombre des portions de terre & celui des hérédités seroit toujours le même , *Aristote* , *Polit.* Liv. II. Ch. XII.

(†) République , Liv. VIII.

(‡) *Cornelius Nepos* , *in præfat.* Cet usage étoit des premiers tems. Aussi *Abraham* dit-il de *Sara* : *cette, est ma sœur, fille de mon pere, & non de ma mere.* Les mêmes

succession ; & que par conséquent son frere qui l'avoit épousée , en eût deux.

Qu'on ne m'objecte pas ce que dit *Philon* (§) que , quoiqu'à Athenes on épousât sa sœur consanguine , & non pas sa sœur utérine , on pouvoit à Lacédémone épouser sa sœur utérine , & non pas sa sœur consanguine. Car je trouve dans *Strabon* (\*\*) que , quand à Lacédémone une sœur épousoit son frere , elle avoit pour sa dot la moitié de la portion du frere. Il est clair que cette seconde loi étoit faite pour prévenir les mauvaises suites de la premiere. Pour empêcher que le bien de la famille de la sœur ne passât dans celle du frere , on donnoit en dot à la sœur la moitié du bien du frere.

*Seneque* (††) parlant de *Silanus* qui avoit épousé sa sœur , dit qu'à Athènes la permission étoit restreinte , & qu'elle étoit générale à Alexandrie. Dans le gouvernement d'un seul , il n'étoit guere question de maintenir le partage des biens.

Pour maintenir ce partage des terres dans la démocratie , c'étoit une bonne loi que celle qui vouloit qu'un pere qui avoit plusieurs enfans , en choisît un pour succéder à sa portion (‡‡) , & donnât les autres en adoption à quelqu'un qui n'eût point d'enfans , afin que le nombre des citoyens pût

mes raisons avoient fait établir une même loi chez différens peuples.

(§) *De specialibus legibus quæ pertinent ad præcepta decalogi.* (\*\*) Lib. X.

(††) *Athenis dimidium licet , Alexandria totum.* *Seneque de morte Claudii.*

(‡‡) *Platon* fait une pareille loi , Liv. III. des loix.



pût toujours se maintenir égal à celui des partages. *Phaléas* de *Calcédoine* (\*) avoit imaginé une façon de rendre égales les fortunes dans une république où elles ne l'étoient pas. Il vouloit que les riches donnassent des dots aux pauvres, & n'en reçussent pas; & que les pauvres reçussent de l'argent pour leurs filles, & n'en donnassent pas. Mais je ne sache point qu'aucune république se soit accommodée d'un règlement pareil. Il met les citoyens sous des conditions dont les différences sont si frappantes, qu'ils haïroient cette égalité même que l'on chercheroit à introduire. Il est bon quelquefois que les loix ne paroissent pas aller si directement au but qu'elles se proposent.

Quoique dans la démocratie l'égalité réelle soit l'ame de l'état, cependant elle est si difficile à établir, qu'une exactitude extrême à cet égard ne conviendrait pas toujours. Il suffit que l'on établisse un cens (†) qui réduise ou fixe les différences à un certain point; après quoi c'est à des loix particulières à égaliser, pour ainsi dire, les inégalités, par les charges qu'elles imposent aux riches, & le soulagement qu'elles accordent aux pauvres. Il n'y a que les richesses médiocres qui puissent donner ou souffrir ces sortes de compensations; car, pour les fortunes immodérées, tout

ce

(\*) *Aristote*, Politique, Liv. II. Ch. VII.

(†) Solon fit quatre classes, la première, de ceux qui avoient cinq cent mines de revenu, tant en grains qu'en fruits liquides; la seconde, de ceux qui en avoient trois cent, & pouvoient entretenir un cheval; la troisième, de ceux

et qu'on ne leur accorde pas de puissance & d'honneur, elles le regardent comme un injure.

Toute inégalité dans la démocratie, doit être tirée de la nature de la démocratie & du principe même de l'égalité. Par exemple, on y peut craindre que des gens qui auroient besoin d'un travail continuel pour vivre, ne fussent trop appauvris par une magistrature, ou qu'ils n'en négligeassent les fonctions; que des artisans ne s'enorgueillissent; que des affranchis trop nombreux ne devinssent plus puissans que les anciens citoyens. Dans ce cas, l'égalité entre les citoyens (\*) peut être ôtée dans la démocratie, pour l'utilité de la démocratie. Mais ce n'est qu'une égalité apparente que l'on ôte: car un homme ruiné par une magistrature, seroit dans une pire condition que les autres citoyens; & ce même homme, qui seroit obligé d'en négliger les fonctions, mettroit les autres citoyens dans une condition pire que la sienne; & ainsi du reste.

## C H A P I T R E V I.

*Comment les loix doivent entretenir le frugalité dans la démocratie.*

I L ne suffit pas, dans une bonne démocratie, que les portions de terres soient égales; il faut qu'elles soient petites, comme chez les Romains.

A

ceux qui n'en avoient que deux cent; la quatrième, de tous ceux qui vivoient de leurs bras. Plutarque, vie de Solon.

(§) Solon exclut des charges tous ceux du quatrième cens.

„ A dieu ne plaise, *disoit Curius à ses soldats* (\*),  
 „ qu'un citoyen estime peu de terre, ce qui est  
 „ suffisant pour nourrir un homme ”.

Comme l'égalité des fortunes entretient la frugalité, la frugalité maintient l'égalité des fortunes. Ces choses, quoique différentes, sont telles qu'elles ne peuvent subsister l'une sans l'autre : chacune d'elles est la cause & l'effet ; si l'une se retire de la démocratie, l'autre la suit toujours.

Il est vrai que, lorsque la démocratie est fondée sur le commerce, il peut fort bien arriver que des particuliers y aient de grandes richesses, & que les mœurs n'y soient pas corrompues. C'est que l'esprit de commerce entraîne avec soi celui de frugalité, d'économie, de modération, de travail, de sagesse, de tranquillité, d'ordre & de règle. Ainsi, tandis que cet esprit subsiste, les richesses qu'il produit n'ont aucun mauvais effet. Le mal arrive, lorsque l'excès des richesses détruit cet esprit de commerce ; on voit tout - à - coup naître les désordres de l'inégalité, qui

(\*) Ils demandoient une plus grande portion de la terre conquise. *Plutarque*, œuvres morales, vies des anciens rois & capitaines.

(c) Parce que dans ce cas l'excès des richesses change l'émulation de se surpasser en affaires, dans une émulation de se surpasser en condition. Les emplois & les postes ne sont plus considérés comme des charges onéreuses, mais comme des moyens qui peuvent nous élever à des distinctions. On commence par mépriser le peuple & on finit par mépriser le commerçant. Voilà l'inégalité. Les désordres qui en résultent & que M. de MONTESQUIEU semble avoir en vue, sont que cette inégalité produit à la fin un mépris pour tout état sujet au devoir de travailler : pour trouver de

qui ne s'étoient pas encore fait sentir (c).

Pour maintenir l'esprit de commerce , il faut que les principaux citoyens le fassent eux-mêmes ; que cet esprit regne seul , & ne soit point croisé par un autre ; que toutes les loix le favorisent ; que ces mêmes loix , par leurs dispositions , divisant les fortunes à mesure que le commerce les grossit , mettent chaque citoyen pauvre dans une assez grande aisance , pour pouvoir travailler comme les autres ; & chaque citoyen riche dans une telle médiocrité , qu'il ait besoin de son travail pour conserver ou pour acquérir.

C'est une très-bonne loi dans une république commerçante , que celle qui donne à tous les enfans une portion égale dans la succession des peres. Il se trouve par-là que , quelque fortune que le pere ait faite , ses enfans , toujours moins riches que lui , sont portés à fuir le luxe , & à travailler comme lui. Je ne parle que des républiques commerçantes : car , pour celles qui ne le sont pas , le législateur a bien d'autres réglemens à faire (t).

Il

de quoi soutenir le luxe , & placer ses enfans , ou augmente les revenus des emplois , ou en crée de nouveaux , & les affaires se font par des commis. On se fait un honneur d'avoir un poste des plus lucratifs , & de n'être tenu à aucun travail. La jeunesse , élevée dans des sentimens si lâches & si bas , prévenue de la facilité qu'elle aura d'être établie , se perd dans la débauche , la dissipation , & les frivolités. Les charges de l'Etat tombent entièrement sur la partie commerçante : la pesanteur de ces charges produit un redoublement de travail ; le travail , l'accablement , l'accablement , l'esprit de paresse , & la république conserve à peine les restes d'une grandeur passée. (R. d'un A.)

(t) On y doit borner beaucoup les dots des femmes,



Il y avoit dans la Grece deux sortes de républiques. Les unes étoient militaires , comme Lacédémone ; d'autres étoient commerçantes , comme Athenes. Dans les unes , on vouloit que les citoyens fussent oisifs ; dans les autres , on cherchoit à donner de l'amour pour le travail. Solon fit un crime de l'oïveté , & voulut que chaque citoyen rendît compte de la maniere dont il gaignoit sa vie. En effet , dans une bonne démocratie où l'on ne doit dépenser que pour le nécessaire , chacun doit l'avoir ; car de qui le recevrait-on ?

## CHAPITRE VII.

*Autres moyens de favoriser le principe de la démocratie.*

ON ne peut pas établir un partage égal des terres dans toutes les démocraties. Il y a des circonstances où un tel arrangement feroit impraticable , dangereux , & choqueroit même la constitution. On n'est pas toujours obligé de prendre les voies extrêmes. Si l'on voit dans une démocratie que ce partage , qui doit maintenir les mœurs , n'y convienne pas , il faut avoir recours à d'autres moyens.

Si l'on établit un corps fixe qui soit par lui-même la regle des mœurs , un sénat où l'âge , la vertu , la gravité , les services donnent entrée ;

les  
(d) Ceci convient à toutes sortes de gouvernemens. Voyez l'Esprit des loix quinquiesième Lettre sixième (R. d'un A.)

les sénateurs , exposés à la vue du peuple comme les simulacres des dieux , inspireront des sentimens qui seront portés dans le sein de toutes les familles (d).

Il faut sur-tout que ce sénat s'attache aux institutions anciennes , & fasse en sorte que le peuple & les magistrats ne s'en départent jamais (e).

Il y a beaucoup à gagner , en fait de mœurs , à garder les coutumes anciennes. Comme les peuples corrompus font rarement de grandes choses , qu'ils n'ont guere établi de sociétés , fondé de villes , donné de loix ; & qu'au contraire ceux qui avoient des mœurs simples & austeres ont fait la plupart des établissemens ; rappeler les hommes aux maximes anciennes , c'est ordinairement les ramener à la vertu.

De plus , s'il y a eu quelque révolution , & que l'on ait donné à l'état une forme nouvelle , cela n'a guere pu se faire qu'avec des peines & des travaux infinis , & rarement avec l'oisiveté & des mœurs corrompues. Ceux-mêmes qui ont fait la révolution ont voulu la faire goûter , & ils n'ont guere pu y réussir que par de bonnes loix. Les institutions anciennes sont donc ordinairement des corrections , & les nouvelles des abus. Dans le cours d'un long gouvernement , on va au mal par une pente insensible , & on ne remonte au bien que par un effort (f).

On

(e) Je doute que cela soit vrai en général. Voyez la même lettre. (R. d'un A.)

(f) Je renvoie à cette même lettre pour la même raison , que ci-dessus. (R. d'un A.)

On a douté si les membres du sénat dont nous parlons , doivent être à vie , ou choisis pour un tems. Sans doute qu'ils doivent être choisis pour la vie , comme cela se pratiquoit à Rome (\*), à Lacédémone (†) & à Athenes même. Car il ne faut pas confondre ce qu'on appelloit le sénat à Athenes , qui étoit un corps qui changeoit tous les trois mois , avec l'aréopage , dont les membres étoient établis pour la vie , comme des modèles perpétuels.

Maxime générale. Dans un sénat fait pour être la regle , & pour ainsi dire , le dépôt des mœurs (g), les sénateurs doivent être élus pour la vie ; dans un sénat fait pour préparer les affaires , les sénateurs peuvent changer.

L'esprit, dit *Aristote* , vieillit comme le corps. Cette réflexion n'est bonne qu'à l'égard d'un magistrat unique , & ne peut être appliquée à une assemblée de sénateurs.

Outre l'aréopage , il y avoit à Athenes des gardiens des mœurs , & des gardiens des loix (†). A Lacédémone , tous les vieillards étoient censeurs. A Rome , deux magistrats particuliers avoient la censure. Comme le sénat veille sur le peuple , il faut que des censeurs aient les yeux sur le peuple & sur le sénat. Il faut qu'ils rétablissent dans la république tout ce qui a été cor-

(\*) Les magistrats y étoient annuels , & les sénateurs pour la vie.

(†) *Lycurgue* , dit *Xénophon* , *de republ. Lacédam.* voulut „ qu'on élût les sénateurs parmi les vieillards , „ pour qu'ils ne se négligeassent pas même à la fin „ de la vie ; & en les établissant juges du courage des „ jeu-

corrompu , qu'ils notent la tiédeur , jugent les négligences , & corrigent les fautes , comme les loix punissent les crimes.

La loi Romaine qui vouloit que l'accusation de l'adultere fût publique , étoit admirable pour maintenir la pureté des mœurs ; elle intimidait les femmes , elle intimidait aussi ceux qui devoient veiller sur elles.

Rien ne maintient plus les mœurs qu'une extrême subordination des jeunes-gens envers les vieillards. Les uns & les autres seront contenus , ceux-là par le respect qu'ils auront pour les vieillards , & ceux-ci par le respect qu'ils auront pour eux-mêmes.

Rien ne donne plus de force aux loix , que la subordination extrême des citoyens aux magistrats. „ La grande différence que Lycurgue „ a mise entre Lacédémone & les autres cités, „ dit *Xénophon* (§), consiste en ce qu'il a sur- „ tout fait que les citoyens obéissent aux loix ; „ ils courent lorsque le magistrat les appelle. „ Mais à Athenes un homme riche seroit au „ désespoir que l'on crût qu'il dépendit du „ magistrat.

L'autorité paternelle est encore très-utile pour maintenir les mœurs. Nous avons déjà dit que , dans une république , il n'y a pas une force si

répri-  
„ jeunes-gens , il a rendu la vieillesse de ceux-là plus „ honorable que la force de ceux-ci.

(g) Voilà une maxime générale qui demanderoit une bonne explication. (*R. d'un A.*)

(†) L'aréopage lui-même étoit soumis à la censure.

(§) Répub. de Lacédémone.



réprimante , que dans les autres gouvernemens. Il faut donc que les loix cherchent à y suppléer : elles le font par l'autorité paternelle.

A Rome , les peres avoient droit de vie & de mort sur leurs enfans (\*). A Lacédémone , chaque pere avoit droit de corriger l'enfant d'un autre.

La puissance paternelle se perdit à Rome avec la république. Dans les monarchies , où l'on n'a que faire de mœurs si pures , on veut que chacun vive sous la puissance des magistrats.

Les loix de Rome , qui avoient accoutumé les jeunes-gens à la dépendance , établirent une longue minorité. Peut-être avons-nous eu tort de prendre cet usage : dans une monarchie , on n'a pas besoin de tant de contrainte.

Cette même subordination dans la république , y pourroit demander que le pere restât , pendant sa vie , le maître des biens de ses enfans , comme il fut réglé à Rome. Mais cela n'est pas de l'esprit de la monarchie.

## CHAPITRE VIII.

*Comment les loix doivent se rapporter au principe du gouvernement dans l'aristocratie.*

SI , dans l'aristocratie , le peuple est vertueux , on y jouira à peu près du bonheur du gouverne-

(\*) On peut voir dans l'histoire Romaine , avec quel avantage pour la république on se servit de cette puissance. Je ne parlerai que du tems de la plus grande corruption. *Aulus Fulvius* s'étoit mis en chemin pour aller trouver *Carilina* ; son pere le rappella , & le fit mourir. *Salluste* , *de bello Catil.* Plusieurs autres citoyens firent de même , *Dion.* Liv. XXXVII.

vernement populaire , & l'état deviendra puissant. Mais comme il est rare que là où les fortunes des hommes sont si inégales, il y ait beaucoup de vertu; il faut que les loix tendent à donner, autant qu'elles peuvent, un esprit de modération, & cherchent à rétablir cette égalité que la constitution de l'état ôte nécessairement.

L'esprit de modération est ce qu'on appelle la vertu dans l'aristocratie; il y tient la place de l'esprit d'égalité dans l'état populaire.

Si le faste & la splendeur qui environnent les Rois font une partie de leur puissance, la modestie & la simplicité des manières font la force des nobles aristocratiques (†). Quand ils n'affectent aucune distinction, quand ils se confondent avec le peuple, quand ils sont vêtus comme lui, quand ils lui font partager tous leurs plaisirs, il oublie sa faiblesse.

Chaque gouvernement a sa nature & son principe. Il ne faut donc pas que l'aristocratie prenne la nature & le principe de la monarchie; ce qui arriveroit, si les nobles avoient quelques prérogatives personnelles & particulières, distinctes de celles de leur corps: les privilèges doivent être pour le sénat, & le simple respect pour les sénateurs.

Il y a deux sources principales de désordres dans

(†) De nos jours les Vénitiens, qui, à bien des égards, se sont conduits très-sagement, décidèrent sur une dispute entre un noble Vénitien & un gentil-homme de Terre-ferme, pour une préséance dans une église, que hors de Venise un noble Vénitien n'avoit point de prééminence sur un autre citoyen.

dans les états aristocratiques : l'inégalité extrême entre ceux qui gouvernent & ceux qui sont gouvernés ; & la même inégalité entre les différens membres du corps qui gouverne. De ces deux inégalités résultent des haines & des jalousies que les loix doivent prévenir ou arrêter.

La première inégalité se trouve principalement lorsque les privilèges des principaux ne sont honorables que parce qu'ils sont honteux au peuple. Telle fut à Rome la loi qui défendoit aux patriciens de s'unir par mariage aux plébéiens (\*); ce qui n'avoit d'autre effet que de rendre d'un côté les patriciens plus superbes, & de l'autre plus odieux. Il faut voir les avantages qu'en tirèrent les tribuns dans leurs harangues.

Cette inégalité se trouvera encore, si la condition des citoyens est différente par rapport aux subsides ; ce qui arrive de quatre manières : lorsque les nobles se donnent le privilège de n'en point payer ; lorsqu'ils font des fraudes pour s'en exempter (†) ; lorsqu'ils les appellent à eux sous prétexte de rétributions ou d'appointemens pour les emplois qu'ils exercent ; enfin quand ils rendent le peuple tributaire , & se partagent les impôts qu'ils levent sur eux. Ce dernier cas est rare ; une aristocratie en cas pareil est le plus dur de tous les gouvernemens.

Pendant que Rome inclina vers l'aristocratie, elle évita très-bien ces inconvéniens. Les magis-

trats

(\*) Elle fut mise par les décemvirs dans les deux dernières tables. Voyez *Denys d'Halicarnasse*, Liv. X.

(†) Comme dans quelques aristocraties de nos jours :

rien

trats ne tiroient jamais d'appointemens de leur magistrature. Les principaux de la république furent taxés comme les autres; ils le furent même plus, & quelquefois ils le furent seuls. Enfin, bien loin de se partager les revenus de l'état, tout ce qu'ils purent tirer du trésor public, tout ce que la fortune leur envoya de richesses, ils le distribuerent au peuple pour se faire pardonner leurs honneurs (§).

C'est une maxime fondamentale, qu'autant que les distributions faites au peuple ont de pernicious effets dans la démocratie, autant en ont-elles de bons dans le gouvernement aristocratique. Les premières font perdre l'esprit de citoyen, les autres y ramènent.

Si l'on ne distribue point les revenus au peuple, il faut lui faire voir qu'ils sont bien administrés : les lui montrer, c'est en quelque manière l'en faire jouir. Cette chaîne d'or que l'on tendoit à Venise, les richesses que l'on portoit à Rome dans les triomphes, les trésors que l'on gardoit dans le temple de Saturne, étoient véritablement les richesses du peuple.

Il est sur-tout essentiel dans l'aristocratie, que les nobles ne levent pas les tributs. Le premier ordre de l'état ne s'en mêloit point à Rome; on en chargea le second, & cela même eut dans la suite de grands inconvéniens. Dans une aristocratie où les nobles leveroient les tributs, tous les

rien n'affoiblit tant l'état.

(§) Voyez dans *Strabon*, Liv. XIV, comment les Rhodiens se conduisirent à cet égard.



## 94 DE L'ESPRIT DES LOIX,

les particuliers feroient à la discrétion des gens d'affaires ; il n'y auroit point de tribunal supérieur qui les corrigeât. Ceux d'entr'eux préposés pour ôter les abus , aimeroient mieux jouir des abus. Les nobles feroient comme les princes des états despotiques , qui confisquent les biens de qui il leur plaît.

Bien-tôt les profits qu'on y feroit feroient regardés comme un patrimoine , que l'avarice étendrait à sa fantaisie. On feroit tomber les fermes , on réduiroit à rien les revenus publics. C'est par-là que quelques états, sans avoir reçu d'échec qu'on puisse remarquer , tombent dans une foiblesse dont les voisins sont surpris , & qui étonne les citoyens mêmes.

Il faut que les loix leur défendent aussi le commerce : des marchands si accrédités feroient toutes sortes de monopoles. Le commerce est la profession des gens égaux : & parmi les états despotiques, les plus misérables sont ceux où le prince est marchand.

Les loix de Venise (\*) défendent aux nobles le commerce , qui pourroit leur donner , même innocemment, des richesses exorbitantes.

Les loix doivent employer les moyens les plus efficaces pour que les nobles rendent justice au  
peu-

(\*) *Amelot de la Houffaye*, du gouvernement de Venise, Part. III. La loi *Claudia* défendoit aux sénateurs d'avoir en mer aucun vaisseau qui tint plus de quarante muids. *Tite-Live*, Liv. XXI.

(†) Les délateurs y jettent leurs billets.

(‡) Voyez *Tite-Live*, Liv. XLIX. Un censeur ne pou-  
voit

peuple. Si elles n'ont point établi un tribun , il faut qu'elles soient un tribun elles-mêmes.

Toute sorte d'asyle contre l'exécution des loix perd l'aristocratie ; & la tyrannie en est tout près.

Elles doivent mortifier dans tous les tems l'orgueil de la domination. Il faut qu'il y ait pour un tems ou pour toujours un magistrat qui fasse trembler les nobles , comme les éphores à Lacédémone , & les inquisiteurs d'état à Venise ; magistratures qui ne sont soumises à aucunes formalités. Ce gouvernement a besoin de ressorts bien violens. Une bouche de pierre (†) s'ouvre à tout délateur à Venise ; vous diriez que c'est celle de la tyrannie.

Ces magistratures tyranniques dans l'aristocratie , ont du rapport à la censure de la démocratie , qui , par sa nature , n'est pas moins indépendante. En effet , les censeurs n'y doivent point être recherchés sur les choses qu'ils ont faites pendant leur censure ; il faut leur donner de la confiance , jamais du découragement. Les Romains étoient admirables ; on pouvoit faire rendre à tous les magistrats (‡) raison de leur conduite , excepté aux censeurs (§).

Deux choses sont pernicieuses dans l'aristocratie ; la pauvreté extrême des nobles , & leurs richesses

ne doit pas même être troublé par un censeur : chacun faisoit la note sans prendre l'avis de son collègue ; & quand on fit autrement , la censure fut , pour ainsi dire , renversée.

(§) A Athènes , les *Logistes* , qui faisoient rendre compte à tous les magistrats , ne rendoient point compte eux-mêmes.

chesses exorbitantes. Pour prévenir leur pauvreté, il faut sur-tout les obliger de bonne heure à payer leurs dettes. Pour modérer leurs richesses, il faut des dispositions sages & insensibles; non pas des confiscations, des loix agraires, des abolitions de dettes, qui font des maux infinis.

Les loix doivent ôter le droit d'aînesse entre les nobles (\*), afin que, par le partage continuel des successions, les fortunes se remettent toujours dans l'égalité.

Il ne faut point de substitutions, de retraits lignagers, de majorats, d'adoptions. Tous les moyens inventés pour perpétuer la grandeur des familles dans les états monarchiques, ne sauroient être d'usage dans l'aristocratie (†).

Quand les loix ont égalisé les familles, il leur reste à maintenir l'union entr'elles. Les différends des nobles doivent être promptement décidés; sans cela, les contestations entre les personnes deviennent des contestations entre les familles. Des arbitres peuvent terminer les procès, ou les empêcher de naître.

Enfin, il ne faut point que les loix favorisent les distinctions que la vanité met entre les familles, sous prétexte qu'elles sont plus nobles ou plus anciennes; cela doit être mis au rang des petitesse des particuliers.

On

(\*) Cela est ainsi établi à Venise. *Amelet de la Housaye*, p. 30 & 31.

(†) Il semble que l'objet de quelques aristocraties, soit moins de maintenir l'Etat, que ce qu'elles appellent leur noblesse.

On n'a qu'à jeter les yeux sur Lacédémone; on verra comment les éphores surent mortifier les foiblesses des rois, celles des grands, & celles du peuple (*b*).

## C H A P I T R E IX.

*Comment les loix sont relatives à leur principe dans la monarchie.*

L'HONNEUR étant le principe de ce gouvernement, les loix doivent s'y rapporter.

Il faut qu'elles y travaillent à soutenir cette noblesse, dont l'honneur est, pour ainsi dire, l'enfant & le pere.

Il faut qu'elles la rendent héréditaire, non pas pour être le terme entre le pouvoir du prince & la foiblesse du peuple, mais le lien de tous les deux.

Les substitutions qui conservent les biens dans les familles, seront très-utiles dans ce gouvernement, quoiqu'elles ne conviennent pas dans les autres.

Le retrait lignager rendra aux familles nobles les terres que la prodigalité d'un parent aura aliénées.

Les terres nobles auront des privilèges comme les

(*b*) Les réflexions contenues dans ce Chapitre sont très-sensées : la question seroit de savoir si elles conviennent à tout état aristocratique ? Si les différentes constitutions de l'aristocratie ne demanderoient point de changemens très-considérables dans l'application des regles que notre Auteur nous détaille ici ? (*R. d'un A.*)



les personnes. On ne peut pas séparer la dignité du monarque de celle du royaume ; on ne peut guere séparer non plus la dignité du noble de celle de son fief.

Toutes ces prérogatives seront particulieres à la noblesse , & ne passeront point au peuple , si l'on ne veût choquer le principe du gouvernement , si l'on ne veut diminuer la force de la noblesse & celle du peuple.

Les substitutions genent le commerce ; le retrait lignager fait une infinité de procès nécessaires ; & tous les fonds du royaume vendus , sont au moins , en quelque façon , sans maître pendant un an. Des prérogatives attachées à des fiefs , donnent un pouvoir très à charge à ceux qui les souffrent. Ce sont des inconvéniens particuliers de la noblesse qui disparoissent devant l'utilité générale qu'elle procure : mais quand on les communique au peuple , on choque inutilement tous les principes.

On peut , dans les monarchies , permettre de laisser la plus grande partie de ses biens à un seul de ses enfans ; cette permission n'est même bonne que là.

Il faut que les loix favorisent tout le commerce (\*) que la constitution de ce gouvernement peut donner ; afin que les sujets puissent , sans périr , satisfaire aux besoins toujours renaissans du prince & de sa cour. II

(\*) Elle ne le permet qu'au peuple. Voyez la loi troisieme , au code de *comm. & mercatoribus* , qui est pleine de bons sens.

Il faut qu'elles mettent un certain ordre dans la maniere de lever les tributs, afin qu'elle ne soit pas plus pesante que les charges mêmes.

La pesanteur des charges produit d'abord le travail, le travail l'accablement, l'accablement l'esprit de paresse.

## C H A P I T R E X.

*De la promptitude de l'exécution dans la monarchie.*

LE gouvernement monarchique a un grand avantage sur le républicain : les affaires étant menées par un seul, il y a plus de promptitude dans l'exécution. Mais, comme cette promptitude pourroit dégénérer en rapidité, les loix y mettront une certaine lenteur. Elles ne doivent pas seulement favoriser la nature de chaque constitution, mais encore remédier aux abus qui pourroient résulter de cette même nature.

Le cardinal de Richelieu (†) veut que l'on évite, dans les monarchies, les épines des compagnies qui forment des difficultés sur-tout. Quand cet homme n'auroit pas eu le despotisme dans le cœur, il l'auroit eu dans la tête.

Les corps qui ont le dépôt des loix, n'obéissent jamais mieux que quand ils vont à pas tardifs, & qu'ils apportent dans les affaires du prince cette réflexion qu'on ne peut guere attendre du défaut de lumieres de la cour sur les loix de l'état, ni de la précipitation de ses conseils (§).

Que

(†) Testam. Politiq.

(§) *Barbaris cunctatio servilis, statim exequi regium videtur*, Tacite, *Annal.* Liv. V.

Que seroit devenue la plus belle monarchie du monde , si les magistrats , par leurs lenteurs , par leurs plaintes , par leurs prieres , n'avoient arrêté le cours des vertus mêmes de ses rois , lorsque ces monarques , ne consultant que leur grande ame , auroient voulu récompenser sans mesure des services rendus avec un courage & une fidélité aussi sans mesure ?

---

## CHAPITRE XI.

### *De l'excellence du gouvernement monarchique.*

**L**E gouvernement monarchique a un grand avantage sur le despotique. Comme il est de sa nature qu'il y ait sous le prince plusieurs ordres qui tiennent à la constitution , l'état est plus fixe , la constitution plus inébranlable , la personne de ceux qui gouvernent plus assurée.

Cicéron (\*) croit que l'établissement des tribuns de Rome fut le salut de la république. „ En effet , *dit-il* , la force du peuple qui n'a point de chef est plus terrible. Un chef sent que l'affaire roule sur lui , il y pense : mais le peuple , dans son impétuosité , ne connoît point le péril où il se jette ”. On peut appliquer cette réflexion à un état despotique , qui est un peuple sans tribuns ; & à une monarchie , où le peuple a en quelque façon des tribuns.

En effet , on voit par-tout que , dans les mouvemens du gouvernement despotique , le peuple  
mené

(\*) Liv. III. des loix.

mené par lui-même porte toujours les choses aussi loin qu'elles peuvent aller ; tous les désordres qu'il commet sont extrêmes. Au lieu que, dans les monarchies , les choses sont très-rarement portées à l'excès. Les chefs craignent pour eux-mêmes, ils ont peur d'être abandonnés ; les puissances intermédiaires dépendantes (†) ne veulent pas que le peuple prenne trop le dessus. Il est rare que les ordres de l'état soient entièrement corrompus. Le prince tient à ces ordres : & les séditieux , qui n'ont ni la volonté ni l'espérance de renverser l'état , ne peuvent ni ne veulent renverser le prince.

Dans ces circonstances , les gens qui ont de la sagesse & de l'autorité s'entremettent ; on prend des tempéramens , on s'arrange, on se corrige, les loix reprennent leur vigueur , & se font écouter.

Aussi toutes nos histoires sont-elles pleines de guerres civiles sans révolutions ; celles des états despotiques sont pleines de révolutions sans guerres civiles.

Ceux qui ont écrit l'histoire des guerres civiles de quelques états , ceux-mêmes qui les ont fomentées , prouvent assez combien l'autorité que les princes laissent à de certains ordres pour leur service , leur doit être peu suspecte : puisque , dans l'égarement même , ils ne soupieroient qu'après les loix & leur devoir , & retardoient la fougue & l'impétuosité des factieux

(†) Voyez ci-dessus la première note du Liv. II, Chap. IV.



lieux plus qu'ils ne pouvoient la servir (\*).

Le cardinal de Richelieu , pensant peut-être qu'il avoit trop avili les ordres de l'état , a recours pour le soutenir aux vertus du prince & de ses ministres(†); & il exige d'eux tant de choses , qu'en vérité il n'y a qu'un ange qui puisse avoir tant d'attention , tant de lumieres , tant de fermeté , tant de connoissances ; & on peut à peine se flatter que , d'ici à la dissolution des monarchies , il puisse y avoir un prince & des ministres pareils.

Comme les peuples qui vivent sous une bonne police , sont plus heureux que ceux qui , sans regle & sans chefs , errent dans les forêts ; aussi les monarques qui vivent sous les loix fondamentales de leur état , sont-ils plus heureux que les princes despotiques , qui n'ont rien qui puisse régler le cœur de leurs peuples , ni le leur.

## C H A P I T R E X I I .

*Continuation du même sujet.*

Q U'ON n'aille point chercher de la magnanimité dans les états despotiques ; le prince  
n'y

(\*) Mémoires du cardinal de Retz , & autres histoires.

(†) Teltam. Politique.

(i) On a souvent débattu lequel des gouvernemens est préférable : les uns ont tenu pour le monarchique , d'autres pour le démocratique , & d'autres encore pour l'aristocratique. Il me semble qu'on perd le tems à disputer sur cette question proposée en général. Le caractère d'un peuple & la nature du pays qu'il occupe changent si fort les raisons du pour & du contre , qu'il est impossible de donner une décision qui soit universelle. Le meilleur des gouvernemens est peut-être

n'y donneroit point une grandeur qu'il n'a pas lui-même : chez lui il n'y a pas de gloire.

C'est dans les monarchies que l'on verra autour du prince les sujets recevoir ses rayons ; c'est-là que chacun tenant , pour ainsi dire , un plus grand espace , peut exercer ces vertus qui donnent à l'ame , non pas de l'indépendance , mais de la grandeur (i).

### C H A P I T R E XIII.

*Idée du despotisme.*

QUAND les sauvages de la Louisiane veulent avoir du fruit , ils coupent l'arbre au pied , & cueillent le fruit (§). Voilà le gouvernement despotique.

### C H A P I T R E XIV.

*Comment les loix sont relatives aux principes du gouvernement despotique.*

LE gouvernement despotique a pour principe la crainte : mais à des peuples timides , ignorans ,

être celui qui participe à la fois aux trois formes dont on vient de parler. A mesure qu'une monarchie est fondée sur des loix qui donnent de l'autorité à ces pouvoirs intermédiaires dont Mr. de MONTESQUIEU parle , elle approche de l'aristocratie ; & celle-ci approche de la démocratie suivant que les loix fondamentales de l'état laissent au peuple quelque influence sur la gestion des affaires : de sorte qu'à le bien considérer on ne trouvera gueres que des formes de gouvernemens mixtes. (R. d'un A.)

(§) Lettres édif. Recueil II , pag. 315.

rans, abbattus, il ne faut pas beaucoup de loix.

Tout y doit rouler sur deux ou trois idées; il n'en faut donc pas de nouvelles. Quand vous instruisez une bête, vous vous donnez bien de garde de lui faire changer de maître, de leçon & d'allure; vous frappez son cerveau par deux ou trois mouvemens, & pas davantage.

Lorsque le prince est enfermé, il ne peut sortir du séjour de la volupté sans désoler tous ceux qui l'y retiennent. Ils ne peuvent souffrir que sa personne & son pouvoir passent en d'autres mains. Il fait donc rarement la guerre en personne, & il n'ose guerre la faire par ses lieutenans.

Un prince pareil, accoutumé dans son palais à ne trouver aucune résistance, s'indigne de celle qu'on lui fait les armes à la main; il est donc ordinairement conduit par la colere ou par la vengeance. D'ailleurs, il ne peut avoir d'idée de la vraie gloire. Les guerres doivent donc s'y faire dans toute leur fureur naturelle, & le droit des gens y avoir moins d'étendue qu'ailleurs.

Un tel prince a tant de défauts, qu'il faudroit craindre d'exposer au grand jour sa stupidité naturelle. Il est caché, & l'on ignore l'état où il se trouve. Par bonheur, les hommes sont tels dans ces pays, qu'ils n'ont besoin que d'un nom qui les gouverne.

Charles XII étant à *Bender*, trouvant quelque résistance dans le sénat de Suede, écrivit qu'il  
leur

(\*) Suite de *Pufendorf*, hist. universelle, au traité de la Suede, Chap. X.

leur enverroit une de ses bottes pour commander. Cette botte auroit gouverné comme un roi despotique.

Si le prince est prisonnier, il est censé être mort, & un autre monte sur le trône. Les traités que fait le prisonnier sont nuls, son successeur ne les ratifieroit pas. En effet, comme il est les loix, l'état & le prince, & que si-tôt qu'il n'est plus le prince, il n'est rien; s'il n'étoit pas censé mort, l'état seroit détruit.

Une des choses qui détermina le plus les Turcs à faire leur paix séparée avec *Pierre I*, fut que les Moscovites dirent au vizir, qu'en Suede on avoit mis un autre roi sur le trône (\*).

La conservation de l'état n'est que la conservation du prince, ou plutôt du palais où il est enfermé. Tout ce qui ne menace pas directement ce palais ou la ville capitale, ne fait point d'impression sur des esprits ignorans, orgueilleux & prévenus: & quant à l'enchaînement des événemens, ils ne peuvent le suivre, le prévoir, y penser même. La politique, ses ressorts & ses loix, y doivent être très-bornées; & le gouvernement politique y est aussi simple que le gouvernement civil (†).

Tout se réduit à concilier le gouvernement politique & civil avec le gouvernement domestique, les officiers de l'état avec ceux du ferrail-

Un pareil état fera dans la meilleure situation, lors-

(†) Selon Mr. *Chardin*, il n'y a point de conseil d'état en Perse.



lorsqu'il pourra se regarder comme seul dans le monde , qu'il sera environné de deserts , & séparé des peuples qu'il appellera barbares. Ne pouvant compter sur la milice , il sera bon qu'il détruise une partie de lui-même.

Comme le principe du gouvernement despotique est la crainte , le but en est la tranquillité : mais ce n'est point une paix , c'est le silence de ces villes que l'ennemi est prêt d'occuper.

La force n'étant pas dans l'état , mais dans l'armée qui l'a fondé ; il faudroit , pour défendre l'état , conserver cette armée : mais elle est formidable au prince. Comment donc concilier la sûreté de l'état avec la sûreté de la personne ?

Voyez , je vous prie , avec quelle industrie le Gouvernement Moscovite cherche à sortir du despotisme , qui lui est plus pesant qu'aux peuples mêmes. On a cassé les grands corps de troupes , on a diminué les peines des crimes , on a établi des tribunaux , on a commencé à connoître les loix , on a instruit les peuples. Mais il y a des causes particulieres , qui le rameneront peut-être au malheur qu'il vouloit fuir.

Dans ces états , la religion a plus d'influence que dans aucun autre ; elle est une crainte ajoutée à la crainte. Dans les Empires Mahométans , c'est de la religion que les peuples tirent en partie le respect étonnant qu'ils ont pour leur prince.

C'est la religion qui corrige un peu la constitution

(\*) Voyez *Ricant* , état de l'Empire Ottoman , p. 196.

(†) Voyez , sur les successions des Turcs , *Lacédémone*

tution turque. Les sujets qui ne sont pas attachés à la gloire & à la grandeur de l'état par honneur, le sont par la force & par le principe de la religion.

De tous les gouvernemens despotiques , il n'y en a point qui s'accable plus lui-même , que celui où le prince se déclare propriétaire de tous les fonds de terre , & l'héritier de tous ses sujets. Il en résulte toujours l'abandon de la culture des terres ; & si d'ailleurs le prince est marchand , toute espèce d'industrie est ruinée.

Dans ces états , on ne répare , on n'améliore rien (\*). On ne bâtit de maisons que pour la vie ; on ne fait point de fossés , on ne plante point d'arbres ; on tire tout de la terre , on ne lui rend rien ; tout est en friche , tout est desert.

Pensez-vous que des loix qui ôtent la propriété des fonds de terre & la succession des biens , diminueront l'avarice & la cupidité des grands ? Non : elles irriteront cette cupidité & cette avarice. On sera porté à faire mille vexations , parce qu'on ne croira avoir en propre que l'or ou l'argent que l'on pourra voler ou cacher.

Pour que tout ne soit pas perdu , il est bon que l'avidité du prince soit modérée par quelque coutume. Ainsi en Turquie , le prince se contente ordinairement de prendre trois pour cent sur les successions (†) des gens du peuple. Mais comme le grand-seigneur donne la plupart des terres à sa milice , & en dispose à sa fantaisie ; comme il  
se

*ne ancienne & moderne. Voyez aussi Ricani de l'Empire Ottoman.*

se fait de toutes les successions des officiers de l'empire; comme, lorsqu'un homme meurt sans enfans mâles, le grand-seigneur a la propriété, & que les filles n'ont que l'usufruit, il arrive que la plupart des biens de l'état sont possédés d'une manière précaire.

Par la loi de *Bantam* (\*), le roi prend toute la succession, même la femme, les enfans & la maison. On est obligé, pour éluder la plus cruelle disposition de cette loi, de marier les enfans à huit, neuf ou dix ans, & quelquefois plus jeunes, afin qu'ils ne se trouvent pas faire une malheureuse partie de la succession du pere.

Dans les états où il n'y a point de loix fondamentales, la succession à l'empire ne sauroit être fixe. La couronne y est élective par le prince dans sa famille ou hors de sa famille. En vain seroit-il établi que l'aîné succéderoit; le prince en pourroit toujours choisir un autre. Le successeur est déclaré par le prince lui-même, ou par ses ministres, ou par une guerre civile. Ainsi cet état a une raison de dissolution de plus qu'une monarchie.

Chaque prince de la famille royale ayant une égale capacité pour être élu, il arrive que celui qui monte sur le trône fait d'abord étrangler ses freres, comme en Turquie; ou les fait aveugler, comme en Perse; ou les rend fous, comme chez le Mogol: ou, si l'on ne prend point ces précautions,

(\*) Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes, Tom. I. La loi de Pégu est moins cruelle, si l'on a des enfans, le roi ne suc-

tions , comme à Maroc, chaque vacance de trône est suivie d'une affreuse guerre civile.

Par les constitutions de Moscovie (†), le czar peut choisir qui il veut pour son successeur, soit dans sa famille, soit hors de sa famille. Un tel établissement de succession cause mille révolutions, & rend le trône aussi chancelant que la succession est arbitraire. L'ordre de succession étant une des choses qu'il importe le plus au peuple de savoir, le meilleur est celui qui frappe le plus les yeux, comme la naissance, & un certain ordre de naissance. Une telle disposition arrête les brigues , étouffe l'ambition ; on ne captive plus l'esprit d'un prince foible , & l'on ne fait point parler les mourans.

Lorsque la succession est établie par une loi fondamentale, un seul prince est le successeur, & ses freres n'ont aucun droit réel ou apparent de lui disputer la couronne. On ne peut présumer ni faire valoir une volonté particulière du pere. Il n'est donc pas plus question d'arrêter ou de faire mourir le frere du roi , que quelqu'autre sujet que ce soit.

Mais dans les états despotiques , où les freres du prince sont également ses esclaves & ses rivaux , la prudence veut que l'on s'assure de leurs personnes ; sur-tout dans les Pays Mahométans, où la religion regarde la victoire ou le succès com-

me

succede qu'aux deux tiers. *Ibid. Tom. III. pag. 1.*

(†) Voyez les différentes constitutions , sur-tout celle de 1722.



me un jugement de Dieu; de sorte que personne n'y est souverain de droit, mais seulement de fait.

L'ambition est bien plus irritée dans des états où des princes du sang voient que, s'ils ne montent pas sur le trône, ils seront enfermés ou mis à mort, que parmi nous où les princes du sang jouissent d'une condition qui, si elle n'est pas satisfaisante pour l'ambition, l'est peut-être plus pour les desirs modérés.

Les princes des états despotiques ont toujours abusé du mariage. Ils prennent ordinairement plusieurs femmes, sur-tout dans la partie du monde où le despotisme est, pour ainsi dire, naturalisé, qui est l'Asie. Ils en ont tant d'enfans, qu'ils ne peuvent guere avoir d'affection pour eux, ni ceux-ci pour leurs freres.

La famille regnante ressemble à l'état : elle est trop foible, & son chef est trop fort; elle paroît étendue, & elle se réduit à rien. *Artaxerxès* (\*) fit mourir tous ses enfans pour avoir conjuré contre lui. Il n'est pas vraisemblable que cinquante enfans conspirent contre leur pere; & encore moins qu'ils conspirent, parce qu'il n'a pas voulu céder sa concubine à son fils aîné. Il est plus simple de croire qu'il y a là quelque intrigue de ces ferrails d'Orient; de ces lieux où l'artifice, la méchanceté, la ruse regnent dans le silence,  
&

(\*) Voyez *Justin*.

(k) Le tableau que Mr. de MONTESQUIEU nous donne ici de l'état despotique représente merveilleusement bien l'horrible situation des peuples soumis au pouvoir arbitraire d'un seul : tout, dans ce chapitre, est excellent & exprimé au mieux. Les François ne peuvent

& se couvrent d'une épaisse nuit ; où un vieux prince , devenu tous les jours plus imbécille , est le premier prisonnier du palais.

Après tout ce que nous venons de dire , il sembleroit que la nature humaine se souleveroit sans cesse contre le gouvernement despotique. Mais , malgré l'amour des hommes pour la liberté , malgré leur haine contre la violence , la plupart des peuples y sont soumis. Cela est aisé à comprendre. Pour former un gouvernement modéré , il faut combiner les puissances , les régler , les tempérer , les faire agir , donner , pour ainsi dire , un lest à l'une , pour la mettre en état de résister à une autre ; c'est un chef-d'œuvre de législation , que le hazard fait rarement , & que rarement on laisse faire à la prudence. Un gouvernement despotique au contraire faute , pour ainsi dire , aux yeux ; il est uniforme partout ; comme il ne faut que des passions pour l'établir , tout le monde est bon pour cela (t).

## C H A P I T R E XV.

*Continuation du même sujet.*

DANS les climats chauds , où regne ordinairement le despotisme , les passions se font plutôt sentir , & elles sont aussi plutôt amorties (†) ;  
l'est,

vent assez reconnoître le service que l'Auteur leur rend ici , s'il est vrai qu'il ait voulu leur représenter à quoi la France sera réduite si son gouvernement tombe dans le despotisme. (R. d'un A.)

(†) Voyez le liv. des loix , dans le rapport avec la nature du climat.

l'esprit y est plus avancé ; les périls de la dissipation des biens y sont moins grands ; il y a moins de facilité de se distinguer, moins de commerce entre les jeunes gens renfermés dans la maison ; on s'y marie de meilleure heure. On y peut donc être majeur plutôt que dans nos climats d'Europe. En Turquie, la majorité commence à quinze ans (\*).

La cession de biens n'y peut avoir lieu ; dans un gouvernement où personne n'a de fortune assurée, on prête plus à la personne qu'aux biens.

Elle entre naturellement dans les gouvernemens modérés (†), & sur-tout dans les républiques ; à cause de la plus grande confiance que l'on doit avoir dans la probité des citoyens, & de la douceur que doit inspirer une forme de gouvernement que chacun semble s'être donnée lui-même.

Si dans la république Romaine les législateurs avoient établi la cession de biens (‡), on ne seroit pas tombé dans tant de séditions & de discordes civiles, & on n'auroit point essuyé les dangers des maux, ni les périls des remèdes.

La pauvreté & l'incertitude des fortunes dans les états despotiques, y naturalisent l'usure, chacun augmentant le prix de son argent, à proportion du péril qu'il y a à le prêter. La misère vient donc de toutes parts dans ces pays malheureux ; tout

Y

(\*) *La Guilletiere, Lacédémone ancienne & nouvelle*, pag. 463.

(†) Il en est de même des atermoyemens dans les banqueroues de bonne foi.

y est ôté , jusqu'à la ressource des emprunts.

Il arrive de-là qu'un marchand n'y sauroit faire un grand commerce ; il vit au jour la journée ; s'il se chargeoit de beaucoup de marchandises , il perdrait plus par les intérêts qu'il donneroit pour les payer , qu'il ne gagneroit sur les marchandises. Aussi les loix sur le commerce n'y ont-elles guere de lieu ; elles se réduisent à la simple police.

Le gouvernement ne sauroit être injuste , sans avoir des mains qui exercent ses injustices : or il est impossible que ces mains ne s'emploient pour elles-mêmes. Le pécumat est donc naturel dans les états despotiques.

Ce crime y étant le crime ordinaire , les confiscations y sont utiles. Par-là on console le peuple ; l'argent qu'on en tire est un tribut considérable , que le prince leveroit difficilement sur des sujets abîmés : il n'y a même dans ce pays aucune famille qu'on veuille conserver.

Dans les états modérés , c'est toute autre chose. Les confiscations rendroient la propriété des biens incertaine ; elles dépouilleroient des enfans innocens ; elles détruiroient une famille , lorsqu'il ne s'agiroit que de punir un coupable. Dans les républiques , elles feroient le mal d'ôter l'égalité qui en fait l'ame , en privant un citoyen de son nécessaire physique (§).

Une

(1) Elle ne fut établie que par la loi Julie , *de cessione bonorum*. On évitoit la prison & la section ignominieuse des biens.

(§) Il me semble qu'on aimoit trop les confiscations dans la république d'Athènes.



Une loi Romaine veut (\*) qu'on ne confisque que dans le cas du crime de leze-majesté au premier chef. Il seroit souvent très-sage de suivre l'esprit de cette loi, & de borner les confiscations à de certains crimes. Dans les pays où une coutume locale a disposé des *propres*, Bodin (†). dit très-bien qu'il ne faudroit confisquer que les *acquêts*.

## CHAPITRE XVI.

### *De la communication du pouvoir.*

DANS le gouvernement despotique, le *pouvoir* passe tout entier dans les mains de celui à qui on le confie. Le vizir est le despote lui-même; & chaque officier particulier est le vizir. Dans le gouvernement monarchique, le pouvoir s'applique moins immédiatement; le monarque, en le donnant, le tempere (§). Il fait une telle distribution de son autorité, qu'il n'en donne jamais une partie, qu'il n'en retienne une plus grande.

Ainsi, dans les états monarchiques, les gouverneurs particuliers des villes ne relevent pas tellement du gouverneur de la province, qu'ils ne relevent du prince encore davantage; & les officiers particuliers des corps militaires ne dépendent pas tellement du général, qu'ils ne dépendent du prince encore plus.

Dans la plupart des états monarchiques, on a  
sage-

(\*) *Authentica bona damnatorum*. Cod. de bon. damn.

(†) Liv. V. Ch. III.

sagement établi que ceux qui ont un commandement un peu étendu, ne soient attachés à aucun corps de milice ; de sorte que n'ayant ce commandement que par une volonté particulière du prince , pouvant être employés & ne l'être pas , ils sont en quelque façon dans le service , & en quelque façon dehors.

Ceci est incompatible avec le gouvernement despotique. Car si ceux qui n'ont pas un emploi actuel , avoient néanmoins des prérogatives & des titres , il y auroit dans l'état des hommes grands par eux-mêmes ; ce qui choqueroit la nature de ce gouvernement.

Que si le gouverneur d'une ville étoit indépendant du bacha , il faudroit tous les jours des tempéramens pour les accommoder ; chose absurde dans un gouvernement despotique. Et de plus , le gouverneur particulier pouvant ne pas obéir , comment l'autre pourroit-il répondre de sa province sur sa tête ?

Dans ce gouvernement , l'autorité ne peut être balancée ; celle du moindre magistrat ne l'est pas plus que celle du despote. Dans les pays modérés , la loi est par-tout sage , elle est par-tout connue , & les plus petits magistrats peuvent la suivre. Mais , dans le despotisme , où la loi n'est que la volonté du prince , quand le prince seroit sage , comment un magistrat pourroit-il suivre une volonté qu'il ne connoît pas ? Il faut qu'il suive la sienne. 11

(5) *Ut esse Phœbi dulcius lumen solet  
Jam jam cadentis. . . .*

Il y a plus : c'est que la loi n'étant que ce que le prince veut , & le prince ne pouvant vouloir que ce qu'il connoît , il faut bien qu'il y ait une infinité de gens qui veuillent pour lui & comme lui.

Enfin , la loi étant la volonté momentanée du prince , il est nécessaire que ceux qui veulent pour lui , veuillent subitement comme lui.

## CHAPITRE XVII.

### *Des présens.*

C'EST un usage dans les pays despotiques que l'on n'aborde qui que ce soit au-dessus de soi , sans lui faire un présent , pas même les rois. L'empereur du Mogol (\*) ne reçoit point les requêtes de ses sujets , qu'il n'en ait reçu quelque chose. Ces princes vont jusqu'à corrompre leurs propres graces.

Cela doit être ainsi dans un gouvernement où personne n'est citoyen ; dans un gouvernement où l'on est plein de l'idée , que le supérieur ne doit rien à l'inférieur ; dans un gouvernement où les hommes ne se croient liés que par les châtimens que les uns exercent sur les autres ; dans un gouvernement où il y a peu d'affaires , & où il est rare que l'on ait besoin de se présenter devant un grand , de lui faire des demandes , & encore moins des plaintes.

Dans une république , les présens sont une chose

(\*) Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes , Tom. I. p. 80.

se odieuse, parce que la vertu n'en a pas besoin. Dans une monarchie, l'honneur est un motif plus fort que les présens. Mais dans l'état despotique, où il n'y a ni honneur ni vertu, on ne peut être déterminé à agir que par l'espérance des commodités de la vie.

C'est dans les idées de la république, que Platon (†) vouloit que ceux qui reçoivent des présens pour faire leur devoir, fussent punis de mort. *Il n'en faut prendre, disoit-il, ni pour les choses bonnes, ni pour les mauvaises.*

C'étoit une mauvaise loi que cette loi Romaine (‡) qui permettoit aux magistrats de prendre de petits présens (§), pourvu qu'ils ne passassent pas cent écus dans toute l'année. Ceux à qui on ne donne rien, ne desirent rien ; ceux à qui on donne un peu, desirent bientôt un peu plus ; & ensuite beaucoup. D'ailleurs, il est plus aisé de convaincre celui qui, ne devant rien prendre, prend quelque chose, que celui qui prend plus, lorsqu'il devoit prendre moins, & qui trouve toujours pour cela des prétextes, des excuses, des causes & des raisons plausibles.

## C H A P I T R E XVIII.

*Des récompenses que le souverain donne.*

DANS les gouvernemens despotiques, où, comme nous avons dit, on n'est déterminé à agir que

(†) Liv. XII. des loix.

(‡) Leg. 5, ad leg. Jul. repet.

(§) Manuscula.



que par l'espérance des commodités de la vie, le prince qui récompense n'a que de l'argent à donner. Dans une monarchie, où l'honneur regne seul, le prince ne récompenseroit que par des distinctions, si les distinctions que l'honneur établit n'étoient jointes à un luxe qui donne nécessairement des besoins: le prince y récompense donc par des honneurs qui mènent à la fortune. Mais dans une république, où la vertu regne, motif qui se suffit à lui-même, & qui exclut tous les autres, l'état ne récompense que par des témoignages de cette vertu.

C'est une règle générale, que les grandes récompenses, dans une monarchie & dans une république, sont un signe de leur décadence; parce qu'elles prouvent que leurs principes sont corrompus; que d'un côté l'idée de l'honneur n'y a plus tant de force, que de l'autre la qualité de citoyen s'est affoiblie.

Les plus mauvais empereurs Romains ont été ceux qui ont le plus donné, par exemple, *Caligula*, *Claude*, *Néron*, *Othon*, *Vitellius*, *Commode*, *Héliogabale*, & *Caracalla*. Les meilleurs, comme *Auguste*, *Vespasien*, *Antonin-Pie*, *Marc-Aurele* &

(\*) *Platon*, dans sa république, Liv. VIII, met ces refus au nombre des marques de la corruption de la république. Dans les loix, Liv. VI, il veut qu'on les punisse par une amende. A *Venise*, on les punit par l'exil.

(1) Je dis que les loix doivent dans tout gouvernement forcer un citoyen à accepter des emplois publics, qui ne donnent aucun avantage, & qui ne sont pas de nature à exiger plus de tems & plus de soins que ne le souffrent les occupations ordinaires de la vie; mais ces loix ne doivent être faites que lorsque l'état  
pour-

& *Pertinax*, ont été économes. Sous les bons empereurs l'état reprenoit ses principes; le trésor de l'honneur suppléoit aux autres trésors.

---

## C H A P I T R E XIX.

### *Nouvelles conséquences des principes des trois gouvernemens.*

**J**e ne puis me résoudre à finir ce livre, sans faire encore quelques applications de mes trois principes.

PREMIERE QUESTION. Les loix doivent-elles forcer un citoyen à accepter les emplois publics? Je dis qu'elles le doivent dans le gouvernement républicain, & non pas dans le monarchique. Dans le premier, les magistratures sont des témoignages de vertu, des dépôts que la patrie confie à un citoyen, qui ne doit vivre, agir & penser que pour elle; il ne peut donc pas les refuser (\*). Dans le second, les magistratures sont des témoignages d'honneur: or, telle est la bizarrerie de l'honneur, qu'il se plaît à n'en accepter aucun que quand il veut, & de la manière qu'il veut (1).

Le

pourroit manquer de sujets disposés à se charger volontairement de ces emplois. D'un côté il faut que les affaires se fassent: un citoyen doit toujours être prêt de servir sa patrie lorsque l'état le demande; mais, d'un autre côté on doit éviter la contrainte lorsqu'elle n'est pas absolument nécessaire. La bizarrerie de l'honneur dont notre Auteur parle, me paroît une chimère. Il faut se faire un honneur d'accepter tout emploi dont on est jugé digne & duquel on se sent capable. (R. d'un A.)

Le feu roi de Sardaigne (\*) punissoit ceux qui refusoient les dignités & les emplois de son état; il suivoit, sans le savoir, des idées républicaines. Sa manière de gouverner d'ailleurs prouve assez que ce n'étoit pas-là son intention.

SECONDE QUESTION. Est-ce une bonne maxime, qu'un citoyen puisse être obligé d'accepter dans l'armée une place inférieure à celle qu'il a occupée? On voyoit souvent chez les Romains le capitaine servir l'année d'après sous son lieutenant (†). C'est que, dans les républiques, la vertu demande qu'on fasse à l'état un sacrifice continuel de soi-même & de ses répugnances. Mais, dans les monarchies, l'honneur vrai ou faux ne peut souffrir ce qu'il appelle se dégrader.

Dans les gouvernemens despotiques, où l'on abuse également de l'honneur, des postes & des rangs, on fait indifféremment d'un prince un goujat, & d'un goujat un prince (m).

TROISIEME QUESTION. Mettra-t-on sur une même tête les emplois civils & militaires? Il faut les unir dans la république, & les séparer dans la monarchie. Dans les républiques, il seroit bien dangereux de faire de la profession des  
armes

(\*) Victor Amédée.

(†) Quelques centurions ayant appelé au peuple pour demander l'emploi qu'ils avoient eu : *Il est juste, mes compagnons*, dit un centurion, *que vous regardiez comme honorables tous les postes où vous défendrez la république.* Tite-Live, liv. XLII.

(m) Je répondrois à cette question comme à la première. L'honneur est proprement cette qualité morale qui nous porte à toute action louable, & qui nous empêche d'en faire de blâmables. L'honneur exige donc qu'on se dégrade lorsque l'Etat l'exige, si tant est  
qu'on

armes un état particulier , distingué de celui qui a les fonctions civiles ; & dans les monarchies , il n'y auroit pas moins de péril à donner les deux fonctions à la même personne.

On ne prend les armes dans la république qu'en qualité de défenseur des loix & de la patrie ; c'est parce que l'on est citoyen , qu'on se fait pour un tems soldat. S'il y avoit deux états distingués , on feroit sentir à celui qui , sous les armes , se croit citoyen , qu'il n'est que soldat.

Dans les monarchies , les gens de guerre n'ont pour objet que la gloire , ou du moins l'honneur ou la fortune. On doit bien se garder de donner les emplois civils à des hommes pareils : il faut , au contraire , qu'ils soient contenus par les magistrats civils ; & que les mêmes gens n'aient pas en même tems la confiance du peuple , & la force pour en abuser (§).

Voyez dans une nation où la république se cache sous la forme de la monarchie , combien l'on craint un état particulier de gens de guerre ; & comment le guerrier reste toujours citoyen , ou même magistrat , afin que ces qualités soient un gage pour la patrie , & qu'on ne l'oublie jamais.

Cette qu'on puisse donner ce terme au service qu'on rend à la patrie dans un poste inférieur à celui qu'on a occupé. L'amour de la patrie exige quelquefois qu'on surmonte ses passions & qu'on sacrifie ses intérêts particuliers à celui de l'Etat ; l'honneur prescrit le même devoir : point de différence à cet égard entre les Etats républicains & les monarchiques. (*R. d'un A.*)

(§) *Ne imperium ad optimos nobilium transferretur , sinacum militiâ vetuit Galienus , etiâ adire exercitum. Aurelius Victor , de viris illustrib.*



Cette division de magistratures en civiles & militaires , faite par les Romains après la perte de la république , ne fut pas une chose arbitraire. Elle fut une suite du changement de la constitution de Rome ; elle étoit de la nature du gouvernement monarchique ; & ce qui ne fut que commencé sous *Auguste* (\*), les empereurs suivans (†) furent obligés de l'achever , pour tempérer le gouvernement militaire.

Ainsi *Procope*, concurrent de *Valens* à l'empire, n'y entendoit rien, lorsque donnant à Hormisdas, prince du sang-royal de Perse, la dignité de proconsul (‡), il rendit à cette magistrature le commandement des armées qu'elle avoit autrefois ; à moins qu'il n'eût des raisons particulières. Un homme qui aspire à la souveraineté, cherche moins ce qui est utile à l'état, que ce qui l'est à sa cause.

QUATRIÈME QUESTION. Convient-il que les charges soient vénales ? Elles ne doivent pas l'être dans les états despotiques , où il faut que les sujets soient placés ou déplacés dans un instant par le prince.

Cette vénalité est bonne dans les états monarchiques : parce qu'elle fait faire, comme un métier de famille, ce qu'on ne voudroit pas entre-

pren-

(\*) *Auguste* ôta aux sénateurs , proconsuls & gouverneurs , le droit de porter les armes *Dion*, liv. XXXIII.

(†) *Constantin*. Voyez *Zozime*, liv. II.

(‡) *Ammian Marcellin*, liv. XXVI. *Mores veterum & bella restituta*.

(§). Fragmens tirés des ambassades de *Constantin Porphyrogénète*.

(\*\*\*) *Rép.* liv. VIII.

prendre pour la vertu ; qu'elle destine chacun à son devoir, & rend les ordres de l'état plus permanens. *Suidas* (§) dit très-bien qu'Anastase avoit fait de l'empire une espece d'aristocratie, en vendant toutes les magistratures.

*Platon* (\*\*) ne peut souffrir cette vénalité. „ C'est , dit-il , comme si dans un navire on „ faisoit quelqu'un pilote ou matelot pour son „ argent. Seroit-il possible que la regle fût mau- „ vaise dans quelqu'autre emploi que ce fût de „ la vie, & bonne seulement pour conduire une „ république ? Mais Platon parle d'une république fondée sur la vertu, & nous parlons d'une monarchie. Or dans une monarchie où , quand les charges ne se vendroient pas par un règlement public, l'indigence & l'avidité des courtisans les vendroient tout de même, le hazard donnera de meilleurs sujets que le choix du prince. Enfin, la maniere de s'avancer par les richesses inspire & entretient l'industrie (†) ; chose dont cette espece de gouvernement a grand besoin (n).

CINQUIEME QUESTION. Dans quel gouvernement faut-il des censeurs ? Il en faut dans une république, où le principe du gouvernement

(††) Paresse de l'Espagne ; on y donne tous les emplois.

(n) Je trouve les réflexions que l'Auteur fait par rapport à la troisième & quatrième question également applicables aux monarchies & aux républiques. La différente constitution des unes & des autres est, selon moi, l'unique objet qu'on doit considérer pour les résoudre. (R. d'nn A.)

ment est la vertu. Ce ne sont pas seulement les crimes qui détruisent la vertu; mais encore les négligences, les fautes, une certaine tiédeur dans l'amour de la patrie, des exemples dangereux, des semences de corruption; ce qui ne choque point les loix, mais les élude; ce qui ne les détruit pas, mais les affoiblit; tout cela doit être corrigé par les censeurs.

On est étonné de la punition de cet aréopagite qui avoit tué un moineau, qui, poursuivi par un épervier, s'étoit réfugié dans son sein. On est surpris que l'aréopage ait fait mourir un enfant qui avoit crevé les yeux à son oiseau. Qu'on fasse attention qu'il ne s'agit point-là d'une condamnation pour crime, mais d'un jugement de mœurs dans une république fondée sur les mœurs.

Dans les monarchies, il ne faut point de censeurs: elles sont fondées sur l'honneur, & la nature de l'honneur est d'avoir pour censeur tout l'univers. Tout homme qui y manque, est soumis aux reproches de ceux-mêmes qui n'en ont point.

Là, les censeurs seroient gâtés par ceux-mêmes qu'ils devroient corriger. Ils ne seroient pas bons contre la corruption d'une monarchie; mais la corruption d'une monarchie seroit trop forte contr'eux (o).

On sent bien qu'il ne faut point de censeurs dans les gouvernemens despotiques. L'exemple  
de

(o) Je répète ici ce que j'ai dit dans la note précédente. Au reste on peut lire sur ce se Livre la 6<sup>e</sup>. Lettre de l'Esprit quintessencié. On y trouvera des réflexions

de la Chine semble déroger à cette règle : mais nous verrons , dans la suite de cet ouvrage , les raisons singulieres de cet établissement.

.....

## L I V R E VI.

*Conséquences des principes des divers gouvernemens , par rapport à la simplicité des loix civiles & criminelles , la forme des jugemens, & l'établissement des peines.*

### C H A P I T R E P R E M I E R.

*De la simplicité des loix civiles dans les divers gouvernemens.*

**L**E gouvernement monarchique ne comporte pas des loix aussi simples que le despotique. Il y faut des tribunaux. Ces tribunaux donnent des décisions ; elles doivent être conservées ; elles doivent être apprises , pour que l'on y juge aujourd'hui comme l'on y jugea hier , & que la propriété & la vie des citoyens y soient assurées & fixes comme la constitution même de l'état.

Dans une monarchie , l'administration d'une justice qui ne décide pas seulement de la vie & des biens , mais aussi de l'honneur , demande des recherches scrupuleuses. La délicatesse du juge augmente à mesure qu'il a un plus grand dépôt , &

des critiques justes , des critiques fondées . mais en même tems des reproches & des censures qui ne sont point dans le vrai. (R. d'un A)



& qu'il prononce sur de plus grand intérêts.

Il ne faut donc pas être étonné de trouver dans les loix de ces états tant de regles, de restrictions, d'extensions, qui multiplient les cas particuliers, & semblent faire un art de la raison même.

La différence de rang, d'origine, de condition, qui est établie dans le gouvernement monarchique, entraîne souvent des distinctions dans la nature des biens ; & des loix , relatives à la constitution de cet état , peuvent augmenter le nombre de ces distinctions. Ainsi parmi nous , les biens sont propres, acquêts, ou conquêts dotaux, paraphernaux, paternels & maternels ; meublés de plusieurs especes ; libres, substitués, du lignage ou non, nobles en franc-aleu, ou roturiers, rentes foncières, ou constituées à prix d'argent. Chaque sorte de biens est soumise à des regles particulieres ; il faut les suivre pour en disposer : ce qui ôte encore de la simplicité.

Dans nos gouvernemens, les fiefs sont devenus héréditaires. Il a fallu que la noblesse eût une certaine consistance, afin que le propriétaire du fief fût en état de servir le prince. Cela a dû produire bien des variétés : par exemple, il y a des pays où l'on n'a pu partager les fiefs entre les freres ; dans d'autres , les cadets ont pu avoir leur subsistance avec plus d'étendue.

Le monarque , qui connoît chacune de ses provinces, peut établir diverses loix , ou souffrir différentes coutumes. Mais le despote ne connoît rien, & ne peut avoir d'attention sur rien ; il lui faut une allure générale ; il gouverne par une volonté

fonté rigide qui est par-tout la même ; tout s'applanit sous ses pieds.

A mesure que les jugemens des tribunaux se multiplient dans les monarchies, la jurisprudence se charge de décisions , qui quelquefois se contredisent ; ou parce que les juges qui se succèdent pensent différemment ; ou parce que les mêmes affaires sont tantôt bien, tantôt mal défendues ; ou enfin par une infinité d'abus qui se glissent dans tout ce qui passe par la main des hommes. C'est un mal nécessaire que le législateur corrige de tems en tems, comme contraire même à l'esprit des gouvernemens modérés. Car, quand on est obligé de recourir aux tribunaux, il faut que cela vienne de la nature de la constitution , & non pas des contradictions & de l'incertitude des loix.

Dans les gouvernemens où il y a nécessairement des distinctions dans les personnes , il faut qu'il y ait des privileges. Cela diminue encore la simplicité , & fait mille exceptions.

Un des privileges le moins à charge à la société , & sur-tout à celui qui le donne , c'est de plaider devant un tribunal, plutôt que devant un autre. Voilà de nouvelles affaires , c'est-à-dire, celles où il s'agit de savoir devant quel tribunal il faut plaider.

Les peuples des états despotiques sont dans un cas bien différent. Je ne fais sur quoi, dans ces pays , le législateur pourroit statuer, ou le magistrat juger. Il suit , de ce que les terres appartiennent au prince , qu'il n'y a presque point

de loix civiles sur la propriété des terres. Il fuit, du droit que le souverain a de succéder, qu'il n'y en a pas non plus sur les successions.

- Le négoce exclusif qu'il fait dans quelques pays, rend inutiles toutes sortes des loix sur le commerce. Les mariages que l'on y contracte avec des filles esclaves, font qu'il n'y a guere de loix civiles sur les dots & sur les avantages des femmes. Il résulte encore de cette prodigieuse multitude d'esclaves, qu'il n'y a presque point de gens qui aient une volonté propre, & qui par conséquent doivent répondre de leur conduite devant un juge. La plupart des actions morales, qui ne sont que les volontés du pere, du mari, du maître, se reglent par eux, & non par les magistrats.

■ J'oubliois de dire que ce que nous appellons l'honneur, étant à peine connu dans ces états, toutes les affaires qui regardent cet honneur, qui est un si grand chapitre parmi nous, n'y ont point de lieu. Le despotisme se suffit à lui-même; tout est vuide autour de lui. Aussi, lorsque les voyageurs nous décrivent les pays où il regne, rarement nous parlent-ils de loix civiles (\*).

Toutes les occasions de dispute & de procès y sont donc ôtées. C'est ce qui fait en partie qu'on y maltraite si fort les plaideurs: l'injustice de leur demande paroît à découvert, n'étant pas cachée, palliée, ou protégée par une infinité de loix.

CHA-

(\*) Au *Mazulipatan*, on n'a pu découvrir qu'il y eût de loi écrite. Voyez le *Recueil des Voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes*, *Tom. IV. Part. I. pag. 321.* Les Indiens ne se reglent, dans les  
ju-

## C H A P I T R E I I.

*De la simplicité des loix criminelles dans les divers gouvernemens.*

O N entend dire sans cesse qu'il faudroit que la justice fût rendue par-tout comme en Turquie. Il n'y aura donc que les plus ignorans de tous les peuples qui auront vu clair, dans la chose du monde qu'il importe le plus aux hommes de savoir ?

Si vous examinez les formalités de la justice, par rapport à la peine qu'a un citoyen à se faire rendre son bien ou à obtenir satisfaction de quelque outrage, vous en trouverez sans doute trop ; si vous ~~les~~ regardez dans le rapport qu'elles ont avec la liberté & la sûreté des citoyens, vous en trouverez souvent trop peu ; & vous verrez que les peines, les dépenses, les longueurs, les dangers même de la justice, sont le prix que chaque citoyen donne pour sa liberté.

En *Turquie*, où l'on fait très peu d'attention à la fortune, à la vie, à l'honneur des sujets, on termine promptement d'une façon ou d'une autre toutes les disputes. La maniere de les finir est indifférente, pourvu qu'on finisse. Le bacha d'abord éclairci, fait distribuer à sa fantaisie des coups de bâton sur la plante des pieds des plaideurs, & les renvoie chez eux.

Et

jugemens, que sur de certaines coutumes. Le *Vedan* & autres livres pareils, ne contiennent point des loix civiles, -mais des préceptes religieux. Voyez *autres édifices* quatorzieme recueil.



Et il seroit bien dangereux que l'on y eût les passions des plaideurs ; elles supposent un desir ardent de se faire rendre justice , une haine , une action dans l'esprit , une constance à poursuivre. Tout cela doit être évité dans un gouvernement où il ne faut avoir d'autre sentiment que la crainte , & où tout mene tout à coup , & sans qu'on le puisse prévoir à des révolutions. Chacun doit connoître qu'il ne faut point que le magistrat entende parler de lui , & qu'il ne tient sa sûreté que de son anéantissement.

Mais dans les états modérés , où la tête du moindre citoyen est considérable , on ne lui ôte son honneur & ses biens qu'après un long examen ; on ne le prive de la vie que lorsque la patrie elle-même l'attaque ; & elle ne l'attaque qu'en lui laissant tous les moyens possibles de la défendre.

Aussi, lorsqu'un homme se rend plus absolu (\*), songe-t-il d'abord à simplifier les loix. On commence dans cet état à être plus frappé des inconvéniens particuliers que de la liberté des sujets dont on ne se soucie point du tout.

On voit que , dans les républiques , il faut pour le moins autant de formalités que dans les monarchies. Dans l'un & dans l'autre gouvernement, elles augmentent en raison du cas que l'on y fait de l'honneur , de la fortune , de la vie , de la liberté des citoyens.

Les hommes sont tous égaux dans le gouvernement.

(\*) César , Cromwel , & tant d'autres.

nement républicain ; ils sont égaux dans le gouvernement despotique : dans le premier , c'est parce qu'ils sont tout ; dans le second , c'est parce qu'ils ne sont rien.

---

### C H A P I T R E I I I.

*Dans quels gouvernemens, & dans quels cas on doit juger selon un texte précis de la loi.*

**P** L U S le gouvernement approche de la république , plus la maniere de juger devient fixe ; & c'étoit un vice de la république de *Lacédémone* que les *éphores* jugeassent arbitrairement , sans qu'il y eût des loix pour les diriger. A Rome , les premiers consuls jugerent comme les *éphores* ; on en sentit les inconvéniens , & l'on fit des loix précises.

Dans les états despotiques , il n'y a point de loi ; le juge est lui-même sa regle. Dans les états monarchiques , il y a une loi ; & là où elle est précise , le juge la suit ; là où elle ne l'est pas , il en cherche l'esprit. Dans le gouvernement républicain , il est de la nature de la constitution que les juges suivent la lettre de la loi. Il n'y a point de citoyen contre qui on ne puisse interpréter une loi , quand il s'agit de ses biens , de son honneur , ou de sa vie.

A Rome , les juges prononçoient seulement que l'accusé étoit coupable d'un certain crime ; & la peine se trouvoit dans la loi , comme on le voit dans diverses loix qui furent faites. De

même , en Angleterre , les jurés décident si l'accusé est coupable ou non du fait qui a été porté devant eux ; & s'il est déclaré coupable , le juge prononce la peine que la loi inflige pour ce fait : & pour cela , il ne lui faut que des yeux.

#### CHAPITRE IV.

*De la maniere de former les jugemens.*

DE LA suivent les différentes manieres de former les jugemens. Dans les monarchies , les juges prennent la maniere des arbitres ; ils délibèrent ensemble , ils se communiquent leurs pensées , ils se concilient ; on modifie son avis , pour le rendre conforme à celui d'un autre ; les avis les moins nombreux sont rappelés aux deux plus grands. Cela n'est point de la nature de la république. A Rome , & dans les villes Grecques , les juges ne se communiquoient point : chacun donnoit son avis d'une de ces trois manieres , *j'absous , je condamne , il ne me paroît pas (\*)* : c'est que le peuple jugeoit , ou étoit censé juger. Mais le peuple n'est pas jurisconsulte ; toutes ces modifications & tempéramens des arbitres ne sont pas pour lui ; il faut lui présenter un seul objet , un fait & un seul fait , & qu'il n'ait qu'à voir s'il doit condamner , absoudre , ou remettre le jugement.

Les

(\*) *Non liquet.*

(†) *Quas actiones ne populus prout vellet institueret, certas solemnesque esse voluerunt. leg. 2. §. 6. digest. de orig. jur.*

(‡) Dans lesquelles on mettoit ces mots : *ex bonâ fide.*

Les Romains , à l'exemple des Grecs , introduisirent des formules d'actions (†), & établirent la nécessité de diriger chaque affaire par l'action qui lui étoit propre. Cela étoit nécessaire dans leur manière de juger ; il falloit fixer l'état de la question pour que le peuple l'eût toujours devant les yeux. Autrement, dans le cours d'une grande affaire , cet état de la question changeroit continuellement , & on ne le reconnoîtroit plus.

De-là, il suivoit que les juges , chez les Romains , n'accordoient que la demande précise , sans rien augmenter , diminuer , ni modifier. Mais les *préteurs* imaginèrent d'autres formules d'actions qu'on appella *de bonne foi* (‡), où la manière de prononcer étoit plus dans la disposition du juge. Ceci étoit plus conforme à l'esprit de la monarchie. Aussi les jurisconsultes François disent-ils : *en France (§) , toutes les actions sont de bonne foi.*

## C H A P I T R E V.

*Dans quels gouvernemens le souverain peut être juge.*

MACHIAVEL (\*\*) attribue la perte de la liberté de Florence à ce que le peuple ne jugeoit pas en corps , comme à Rome , des crimes de leze-majesté commis contre lui. Il y avoit pour cela huit juges établis. *Mais*, dit Machiavel, *peu*

(§) On y condamne aux dépens celui-là même à qui on demande plus qu'il ne doit , s'il n'a ouï et contigné ce qu'il doit.

(\*\*) Discours sur la première décade de Tite-Live, Liv. I. Chap. VII.



## 134 DE L'ESPRIT DES LOIX,

*peu sont corrompus par peu.* J'adopterois bien la maxime de ce grand homme : mais, comme dans ces cas , l'intérêt politique force , pour ainsi dire , l'intérêt civil (car c'est toujours un inconvénient, que le peuple juge lui-même ses offenses); il faut, pour y remédier, que les loix pourvoient autant qu'il est en elles à la sûreté des particuliers.

Dans cette idée , les législateurs de Rome firent deux choses ; ils permirent aux accusés de s'exiler (\*) avant le jugement (†) : & ils voulurent que les biens des condamnés fussent consacrés , pour que le peuple n'en eût pas la confiscation. On verra dans le livre XI les autres limitations que l'on mit à la puissance que le peuple avoit de juger.

Selon sçut bien prévenir l'abus que le peuple pourroit faire de sa puissance dans le jugement des crimes : il voulut que l'aréopage revît l'affaire ; que , s'il croyoit l'accusé injustement absous (‡) , il l'accusât de nouveau devant le peuple ; que , s'il le croyoit injustement condamné (§) , il arrêtât l'exécution , & lui fit rejuger l'affaire : loi admirable , qui soumettoit le peuple à la censure de la magistrature qu'il respectoit le plus , & à la sienne même !

Il sera bon de mettre quelque lenteur dans des  
affaires.

(\*) Cela est bien expliqué dans l'oraison de Cicéron *pro Caccinâ*, à la fin.

(†) C'étoit une loi d'Athènes , comme il paroît par *Démophile* : *Socrate* refusa de s'en servir.

(‡) *Démophile*, sur la couronne , pag. 454. édit. de Francfort, de l'an 1604.

affaires pareilles , sur-tout du moment que l'accusé sera prisonnier , afin que le peuple puisse le calmer & juger de sang-froid.

Dans les états despotiques , le prince peut juger lui-même. Il ne le peut dans les monarchies : la constitution seroit détruite , les pouvoirs intermédiaires dépendans , anéantis ; on verroit cesser toutes les formalités des jugemens ; la crainte s'empareroit de tous les esprits ; on verroit la pâleur sur tous les visages ; plus de confiance , plus d'honneur , plus d'amour , plus de sûreté , plus de monarchie.

Voici d'autres réflexions. Dans les états monarchiques , le prince est la partie qui poursuit les accusés , & les fait punir ou absoudre ; s'il jugeoit lui-même , il seroit le juge & la partie.

Dans ces mêmes états , le prince a souvent les confiscations ; s'il jugeoit les crimes , il seroit encore le juge & la partie.

De plus , il perdrait le plus bel attribut de sa souveraineté , qui est celui de faire grâce(\*\*) : il seroit insensé qu'il fît & défit ses jugemens : il ne voudroit pas être en contradiction avec lui-même.

Outre que cela confondroit toutes les idées ; on ne sauroit si un homme seroit absous , ou s'il recevroit sa grâce.

Lors

(§) Voyez *Philostate* , vie des sophistes , Liv. I. vie d'*Æchines*.

(\*\*) *Platon* ne pense pas que les rois , qui sont , dit-il , prêtres , puissent assister au jugement où l'on condamne à la mort , à l'exil , à la prison.

Lorsque Louis XIII. voulut être juge dans le procès du duc de *la Valette* (\*), & qu'il appela, pour cela, dans son cabinet, quelques officiers du parlement & quelques conseillers d'état; le roi les ayant forcés d'opiner sur le décret de prise de corps, le président de *Believre* dit: „ qu'il voyoit dans cette affaire une chose étrange, un prince opiner au procès d'un de ses sujets; que les rois ne s'étoient réservés que les grâces, & qu'ils renvoyoient les condamnations vers leurs officiers. Et votre majesté voudroit bien voir sur la salette un homme devant elle, qui, par son jugement, iroit dans une heure à la mort? Que la face du prince, qui porte les grâces, ne peut soutenir cela; que sa vue seule levoit les interdits des églises; qu'on ne devoit sortir que content de devant le prince”. Lorsqu'on jugea le fonds, le même président dit dans son avis: „ cela est un  
„ jür-

(\*) Voyez la relation du procès fait à Mr. le duc de *la Valette*. Elle est imprimée dans les mémoires de *Montrélor*, Tom. II. pag. 62.

(†) Cela fut changé dans la suite. Voyez la même relation.

(a) Cette raison de Mr. de MONTESQUIEU, pour prouver qu'un monarque ne doit point juger lui-même paroît assez frivole, & le discours du président de *Believre*, qu'il nous cite, n'est gueres propre à la confirmer. Quand un accusé est condamné, ce ne sont pas proprement les juges qui lui infligent la peine, c'est la loi. Or la loi est la volonté du souverain; donc c'est toujours le souverain qui condamne, soit que les sentences soient portées par des tribunaux, soit par le prince. Il paroît par-là que la faculté de juger ne fait point perdre l'attribut de faire grâces; encore moins peut-on avancer que si le souverain jugeoit lui-même il seroit en contradiction avec lui-même, & qu'il se trouveroit

„ jugement sans-exemple, voire contre tous les  
 „ exemples du passé jusqu'à huy , qu'un roi de  
 „ France ait condamné en qualité de juge , par  
 „ son avis, un gentilhomme à mort" (†) (a).

Les jugemens rendus par le prince seroient une source intarissable d'injustices & d'abus ; les courtisans extorqueroient , par leur importunité, ses jugemens. Quelques empereurs Romains eurent la fureur de juger ; nuls regnes n'étonnerent plus l'univers par leurs injustices.

„ Claude, dit Tacite (§) , ayant attiré à lui le  
 „ jugement des affaires & les fonctions des ma-  
 „ gistrats, donna occasion à toutes sortes de ra-  
 „ pines". Aussi Néron parvenant à l'empire après  
 Claude, voulant se concilier les esprits, déclara-t-il : „ qu'il se garderoit bien d'être le juge de  
 „ toutes les affaires, pour que les accusateurs &  
 „ les accusés, dans les murs d'un palais, ne suf-  
 „ sent

veroit dans le cas de faire & de défaire ses propres jugemens : car l'attribu de faire grace est la faculté d'exempter dans un cas particulier d'une peine statmée par la loi. Or pourquoi un souverain qui donne une loi générale, & qui jugeroit les accusés suivant cette loi, ne pourroit-il pas exempter de cette loi dans un cas ou le bien public lui paroîtroit l'exiger. sans que pour cela il se trouvât en contradiction avec lui-même. Prononcer suivant des loix, faites pour contenir les citoyens dans leur devoir, & exempter quelqu'un d'une peine portée par la loi, lorsque les circonstances semblent l'exiger, peut-on nommer cela faire & défaire ses jugemens ? Les autres raisons, que notre Auteur nous donne pour prouver qu'un prince ne doit pas juger lui-même, sont si bonnes, si sensées, & si judicieuses, qu'il auroit bien pu se passer d'y ajouter celle dont nous venons de montrer l'insuffisance. (R. d'nn. A.)

(§) Annal. Liv. XI.



„ sent pas exposés à l'inique pouvoir de quelques  
 „ affranchis (\*) ”.

„ Sous le regne d'Arcadius , *dit Zozime* (†) ,  
 „ la nation des calomniateurs se répandit , entou-  
 „ ra la cour , & l'infesta. Lorsqu'un homme é-  
 „ toit mort , on supposoit qu'il n'avoit point  
 „ laissé d'ensans (†) ; on donnoit ses biens par un  
 „ rescript. Car comme le prince étoit étrange-  
 „ ment stupide , & l'impératrice entreprenante à  
 „ l'excès , elle servoit l'insatiable avarice de ses  
 „ domestiques & de ses confidentes ; de sorte  
 „ que , pour les gens modérés , il n'y avoit rien  
 „ de plus désirable que la mort.

„ Il y avoit autrefois , *dit Procope* (§) , fort  
 „ peu de gens à la cour : mais , sous *Justinien* ,  
 „ comme les juges n'avoient plus la liberté de  
 „ rendre justice , leurs tribunaux étoient déserts ,  
 „ tandis que le palais du prince retentissoit des  
 „ clameurs des parties qui y sollicitoient leurs af-  
 „ faires ”. Tout le monde sait comment on y  
 „ vendoit les jugemens & même les loix.

Les loix sont les yeux du prince ; il voit par  
 elles ce qu'il ne pourroit pas voir sans elles.  
 Veut-il faire la fonction des tribunaux ? Il tra-  
 vaille non pas pour lui , mais pour ses séduc-  
 teurs contre lui.

CHA-

(\*) *Ibid.* Liv. XIII.

(†) *Hist.* Liv. V.

## C H A P I T R E V I.

*Que dans la monarchie les ministres ne doivent pas juger.*

C'EST encore un grand inconvénient dans la monarchie que les ministres du prince jugent eux-mêmes les affaires contentieuses. Nous voyons encore aujourd'hui des états où il y a des juges sans nombre pour décider les affaires fiscales, & où les ministres, qui le croiroit ! veulent encore les juger. Les réflexions viennent en foule, je ne ferai que celle-ci.

Il y a, par la nature des choses, une espèce de contradiction entre le conseil du monarque & ses tribunaux. Le conseil des rois doit être composé de peu de personnes, & les tribunaux de judicature en demandent beaucoup. La raison en est que, dans le premier, on doit prendre les affaires avec une certaine passion, & les suivre de même ; ce qu'on ne peut guère espérer que de quatre ou cinq hommes qui en font leur affaire. Il faut au contraire des tribunaux de judicature de sang-froid, & à qui toutes les affaires soient en quelque façon indifférentes.

## C H A P I T R E V I I.

*Du magistrat unique.*

UN tel magistrat ne peut avoir lieu que dans le gouvernement despotique. On voit, dans l'his-

- (1) Même désordre sous Théodose le jeune.  
(5) Histoire secrète.

l'histoire Romaine, à quel point un juge unique peut abuser de son pouvoir. Comment *Appius*, sur son tribunal, n'auroit-il pas méprisé les loix, puisqu'il viola même celle qu'il avoit faite (\*)? *Tite-Live* nous apprend l'inique distinction du décemvir. Il avoit aposté un homme qui réclamoit devant lui *Virginie* comme son esclave; les parens de *Virginie* lui demanderent qu'en vertu de sa loi on la leur remît jusqu'au jugement définitif. Il déclara que sa loi n'avoit été faite qu'en faveur du pere; & que, *Virginus* étant absent, elle ne pouvoit avoir d'application (†).

## CHAPITRE VIII.

*Des accusations dans les divers gouvernemens.*

A ROME (†), il étoit permis à un citoyen d'en accuser un autre; cela étoit établi selon l'esprit de la république, où chaque citoyen doit avoir pour le bien public un zele sans bornes, où chaque citoyen est censé tenir tous les droits de la patrie dans ses mains. On suivit sous les empereurs les maximes de la république; & d'abord on vit paroître un genre d'hommes funestes, une troupe de délateurs. Quiconque avoit bien des vices & bien des talens, une ame bien basse & un esprit ambitieux, cherchoit un criminel dont la condamnation pût plaire au prince; c'étoit la voie

(\*) Voyez la loi II, §. 24. ff. de orig. jur.

(†) *Quod pater puella abisset, locum injuria esse ratus.*  
*Tite-Live, décade, l. Liv. III.*

voie pour aller aux honneurs & à la fortune (§), chose que nous ne voyons point parmi nous.

Nous avons aujourd'hui une loi admirable; c'est celle qui veut que le prince établi pour faire exécuter les loix, prépose un officier dans chaque tribunal, pour poursuivre en son nom tous les crimes: de sorte que la fonction des délateurs est inconnue parmi nous; & si ce vengeur public étoit soupçonné d'abuser de son ministère, on l'obligeroit de nommer son dénonciateur.

Dans les loix de Platon (\*\*), ceux qui négligent d'avertir les magistrats, ou de leur donner du secours, doivent être punis. Cela ne conviendrait point aujourd'hui. La partie publique veille pour les citoyens; elle agit, & ils sont tranquilles.

## C H A P I T R E I X.

*De la sévérité des peines dans les divers gouvernemens.*

LA sévérité des peines convient mieux au gouvernement despotique, dont le principe est la terreur, qu'à la monarchie & à la république, qui ont pour ressort l'honneur & la vertu.

Dans les états modérés, l'amour de la patrie, la honte & la crainte du blâme, sont des motifs réprimans, qui peuvent arrêter bien des crimes. La plus grande peine d'une mauvaise action, sera d'en être convaincu. Les loix civiles y corrigent.

(1) Et dans bien d'autres cités.

(§) Voyez dans Tacite les récompenses accordées à ces délateurs.

(\*\*) Liv. IX.



rigoreront donc plus aisément, & n'auront pas besoin de tant de force.

Dans ces états, un bon législateur s'attachera moins à punir les crimes, qu'à les prévenir; il s'appliquera plus à donner des mœurs, qu'à infliger des supplices.

C'est une remarque perpétuelle des auteurs Chinois (\*) que plus, dans leur empire on voyoit augmenter les supplices, plus la révolution étoit prochaine. C'est qu'on augmentoit les supplices à mesure qu'on manquoit de mœurs.

Il seroit aisé de prouver que, dans tous ou presque tous les états d'Europe, les peines ont diminué ou augmenté à mesure qu'on s'est plus approché ou plus éloigné de la liberté.

Dans les pays despotiques, on est si malheureux que l'on y craint plus la mort qu'on ne regrette la vie; les supplices y doivent donc être plus rigoureux. Dans les états modérés, on craint plus de perdre la vie qu'on ne redoute la mort en elle-même; les supplices qui ôtent simplement la vie y sont donc suffisans.

Les hommes extrêmement heureux, & les hommes extrêmement malheureux, sont également portés à la dureté: témoins les moines & les conquérans. Il n'y a que la médiocrité & le mélange de la bonne & de la mauvaise fortune, qui donnent de la douceur & de la pitié.

Ce que l'on voit dans les hommes en particulier,

(\*) Je ferai voir dans la suite que la Chine, à cet égard, est dans le cas d'une république, ou d'une monarchie.

lier , se trouve dans les diverses nations. Chez les peuples sauvages qui menent une vie très-dure , & chez les peuples des gouvernemens despotiques où il n'y a qu'un homme exorbitamment favorisé de la fortune , tandis que tout le reste en est outragé , on est également cruel. La douceur regne dans les gouvernemens modérés.

Lorsque nous lisons dans les histoires les exemples de la justice atroce des sultans , nous sentons avec une espèce de douleur les maux de la nature humaine.

Dans les gouvernemens modérés , tout , pour un bon législateur , peut servir à former des peines. N'est-il pas bien extraordinaire qu'à *Sparte*, une des principales fût de ne pouvoir prêter sa femme à un autre , ni recevoir celle d'un autre , de n'être jamais dans sa maison qu'avec des vierges ? En un mot , tout ce que la loi appelle une peine est effectivement une peine.

## C H A P I T R E X.

### *Des anciennes Loix Françaises.*

C'EST bien dans les anciennes Loix Françaises que l'on trouve l'esprit de la monarchie. Dans les cas où il s'agit de peines pécuniaires , les non-nobles sont moins punis que les nobles (†). C'est tout le contraire dans les crimes

(†) „ Si , comme pour briser un arrêt , les non-nobles „ doivent une amende de quarante sous , & les nobles „ de soixante livres”. *Somme rurale* , Liv. II , p. 198. édit.

144 DE L'ESPRIT DES LOIX,  
mes (\*) ; le noble perd l'honneur & réponse en  
cour, pendant que le vilain, qui n'a point d'hon-  
neur, est puni en son corps.

---

## CHAPITRE XL

*Que, lorsqu'un peuple est vertueux, il faut peu  
de peines.*

Le peuple Romain avoit de la probité. Cette probité eut tant de force, que souvent le législateur n'eut besoin que de lui montrer le bien pour le lui faire suivre; il sembloit qu'au lieu d'ordonnances, il suffisoit de lui donner des conseils.

Les peines des loix royales & celles des loix des douze tables furent presque toutes ôtées dans la république, soit par une suite de la loi *Valérienne* (†), soit par une conséquence de la loi *Porcie* (‡). On ne remarqua pas que la république en fût plus mal réglée, & il n'en résulta aucune lésion de police.

Cette loi Valérienne, qui défendoit aux magistrats toute voie de fait contre un citoyen qui avoit appelé au peuple, n'infligeoit à celui qui y contreviendrait, que la peine d'être réputé méchant (§).

C H A.

édit. got. de l'an 1512; & Beaumanoir, ch 61. p. 309.

(\*) Voyez le conseil de *Pierre Desfontaines*, Ch. XIII. sur-tout l'art. 22.

(†) Elle fut faite par *Valerius Publicola*, bientôt après l'expulsion des rois; elle fut renouvelée deux fois, toujours par des magistrats de la même famille, comme le  
dit

## CHAPITRE XII

*De la puissance des peines.*

L'EXPERIENCE a fait remarquer que, dans les pays où les peines sont douces, l'esprit du citoyen en est frappé, comme il l'est ailleurs par les grandes.

Quelqu'inconvénient se fait-il sentir dans un état ? un gouvernement violent veut soudain le corriger ; & au-lieu de songer à faire exécuter les anciennes loix, on établit une peine cruelle qui arrête le mal sur le champ. Mais on use le ressort du gouvernement ; l'imagination se fait à cette grande peine, comme elle s'étoit faite à la moindre ; &, comme on diminue la crainte pour celle-ci, l'on est bien-tôt forcé d'établir l'autre dans tous les cas. Les vols sur les grands chemins étoient communs dans quelques états ; on voulut les arrêter : on inventa le supplice de la roue, qui les suspendit pendant quelque tems. Depuis ce tems, on a volé comme auparavant sur les grands chemins.

De nos jours, la désertion fut très-fréquente ; on établit la peine de mort contre les déserteurs, & la désertion n'est pas diminuée. La raison en est bien naturelle : un soldat accoutumé

dit *Tite-Live*, Liv. X. Il n'étoit pas question de lui donner plus de force, mais d'en perfectionner les dispositions. *Diligentius sanctum*, dit *Tite-Live*, *ibid.*

(1) *Lex Porcia prætergo civium lata* ; elle fut faite en 454 de la fondation de Rome.

(5) *Nihil ultra quàm improbè factum adjecit*, *Tite-Live*,

Tome I.

G



mé tous les jours à exposer sa vie , en méprise ou se flatte d'en mépriser le danger. Il est tous les jours accoutumé à craindre la honte : il falloit donc laisser une peine (\*) qui faisoit porter une flétrissure pendant la vie ; on a prétendu augmenter la peine , & on l'a réellement diminuée.

Il ne faut point mener les hommes par les voies extrêmes ; on doit être ménager des moyens que la nature nous donne pour les conduire. Qu'on examine la cause de tous les relâchemens ; on verra qu'elle vient de l'impunité des crimes , & non pas de la modération des peines.

Suivons la nature , qui a donné aux hommes la honte comme leur fléau ; & que la plus grande partie de la peine , soit l'infamie de la souffrir.

Que s'il se trouve des pays où la honte ne soit pas une suite du supplice , cela vient de la tyrannie , qui a infligé les mêmes peines aux sélérats & aux gens de bien.

Et si vous en voyez d'autres , où les hommes ne sont retenus que par des supplices cruels , comptez encore que cela vient en grande partie de la violence du gouvernement , qui a employé ces supplices pour des fautes légères.

Souvent un législateur , qui veut corriger un mal , ne songe qu'à cette correction ; ses yeux sont ouverts sur cet objet , & fermés sur les inconvéniens. Lorsque le mal est une fois corrigé , on ne voit plus que la dureté du législateur :

mais

(\*) On fendoit le nez , on coupoit les oreilles.

(1) *Xenophon*, hist. Liv. II.

mais il reste un vice dans l'état , que cette dureté a produit ; les esprits sont corrompus , ils se sont accoutumés au despotisme.

*Lyfandre* (†) ayant remporté la victoire sur les Athéniens , on jugea les prisonniers ; on accusa les Athéniens d'avoir précipité tous les captifs de deux galeres , & résolu en pleine assemblée de couper le poing aux prisonniers qu'ils feroient. Ils furent tous égorgés , excepté *Adymante* qui s'étoit opposé à ce décret. *Lyfandre* reprocha à *Philoclès* , avant de le faire mourir , qu'il avoit dépravé les esprits , & fait des leçons de cruauté à toute la Grece.

„ Les Argiens , dit *Plutarque* (§) , ayant fait  
 „ mourir quinze cens de leurs citoyens , les Athé-  
 „ niens firent apporter les sacrifices d'expiation ,  
 „ afin qu'il plût aux dieux de détourner du cœur  
 „ des Athéniens une si cruelle pensée ”.

Il y a deux genres de corruption ; l'un , lorsque le peuple n'observe point les loix ; l'autre , lorsqu'il est corrompu par les loix : mal incurable , parce qu'il est dans le remède même.

## C H A P I T R E XIII.

### *Impuissance des loix Japonnoises.*

LES peines outrées peuvent corrompre le despotisme même : jettons les yeux sur le Japon.

On y punit de mort presque tous les crimes

(§) Oeuvres morales , de ceux qui manient les affaires d'état.

mes (\*), parce que la désobéissance à un si grand empereur que celui du Japon, est un crime énorme. Il n'est pas question de corriger le coupable, mais de venger le prince. Ces idées sont tirées de la servitude, & viennent sur-tout de ce que, l'empereur étant propriétaire de tous les biens, presque tous les crimes se font directement contre ses intérêts.

On punit de mort les mensonges qui se font devant les magistrats (†); chose contraire à la défense naturelle.

Ce qui n'a point l'apparence d'un crime est là sévèrement puni; par exemple, un homme qui hazarde de l'argent au jeu est puni de mort.

Il est vrai que le caractère étonnant de ce peuple opiniâtre, capricieux, déterminé, bizarre, & qui brave tous les périls & tous les malheurs, semble à la première vue absoudre ses législateurs de l'atrocité de leurs loix. Mais, des gens qui naturellement méprisent la mort & qui s'ouvrent le ventre pour la moindre fantaisie, sont-ils corrigés ou arrêtés par la vue continuelle des supplices? & ne s'y familiarisent-ils pas?

Les relations nous disent, au sujet de l'éducation des Japonois, qu'il faut traiter les enfans avec douceur, parce qu'ils s'obstinent contre les peines; que les esclaves ne doivent point être trop rudement traités, parce qu'ils se mettent d'abord

(\*) Voyez *Kempfer*.

(†) Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes, Tom. III. part. 2. pag. 428.

d'abord en défense. Par l'esprit qui doit régner dans le gouvernement domestique, n'auroit-on pas pu juger de celui qu'on devoit porter dans le gouvernement politique & civil?

Un législateur sage auroit cherché à ramener les esprits par un juste tempérament des peines & des récompenses ; par des maximes de philosophie, de morale & de religion, assorties à ces caractères ; par la juste application des règles de l'honneur ; par le supplice de la honte ; par la jouissance d'un bonheur constant & d'une douce tranquillité : & s'il avoit craint que les esprits, accoutumés à n'être arrêtés que par une peine cruelle, ne pussent plus l'être par une plus douce, il auroit agi (§) d'une manière fourde & insensible ; il auroit, dans les cas particuliers les plus gracieux, modéré la peine du crime, jusqu'à ce qu'il eût pu parvenir à la modifier dans tous les cas.

Mais le despotisme ne connoît point ces ressorts ; il ne mène pas par ces voies ; il peut abuser de lui, mais c'est tout ce qu'il peut faire : au Japon il a fait un effort, il est devenu plus cruel que lui-même.

Des âmes par-tout effarouchées & rendues plus atroces, n'ont pu être conduites que par une atrocité plus grande.

Voilà l'origine, voilà l'esprit des loix du Japon.

(§) Remarquez bien ceci comme une maxime de pratique, dans les cas où les esprits ont été gâtés par des peines trop rigoureuses.



pon. Mais elles ont eu plus de fureur que de force. Elles ont réussi à détruire le christianisme; mais des efforts si inouis sont une preuve de leur impuissance. Elles ont voulu établir une bonne police, & leur foiblesse a paru encore mieux.

Il faut lire la relation de l'entrevue de l'empereur & du deyro à *Meaco* (\*). Le nombre de ceux qui y furent étouffés, ou tués par des garnemens, fut incroyable; on enleva les jeunes filles & les garçons; on les retrouvoit tous les jours exposés dans des lieux publics à des heures indues, tous nus, coufus dans des sacs de toiles, afin qu'ils ne connussent pas les lieux par où ils avoient passé; on vola tout ce qu'on voulut; on fendit le ventre à des chevaux pour faire tomber ceux qui les montoient; on renversa des voitures pour dépouiller les dames. Les Hollandois, à qui l'on dit qu'ils ne pouvoient passer la nuit sur des échafauds sans être assassinés, en descendirent, &c.

Je passerai vite sur un autre trait. L'empereur adonné à des plaisirs infâmes, ne se marioit point: il couroit risque de mourir sans successeur. Le deyro lui envoya deux filles très-belles: il en épousa une par respect, mais il n'eut aucun commerce avec elle. Sa nourrice fit chercher les plus belles femmes de l'empire; tout étoit inutile: la fille d'un armurier étonna son goût (†); il se dé-  
ter-

(\*) Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes, Tome V, pag. 2.

(†) *Ibid.*

(‡) Les coupables étoient condamnés à une amende;

termina, il en eut un fils. Les dames de la cour, indignées de ce qu'il leur avoit préféré une personne d'une si basse naissance, étouffèrent l'enfant. Ce crime fut caché à l'empereur, il auroit versé un torrent de sang. L'atrocité des loix en empêche donc l'exécution : lorsque la peine est sans mesure, on est souvent obligé de lui préférer l'impunité.

## C H A P I T R E X I V.

*De l'esprit du sénat de Rome.*

Sous le consulat d'Acilius Glabrio & de Pison, on fit la loi *Acilia* (†) pour arrêter les brigues. Dion dit (§) que le sénat engagea les consuls à la proposer, parce que le tribun C. Cornélius avoit résolu de faire établir des peines terribles contre ce crime, à quoi le peuple étoit fort porté. Le sénat pensoit que des peines immodérées jetteroient bien la terreur dans les esprits; mais qu'elles auroient cet effet, qu'on ne trouveroit plus personne pour accuser, ni pour condamner; au lieu qu'en proposant des peines modiques, on auroit des juges & des accusateurs.

C H A.

de; ils ne pouvoient plus être admis dans l'ordre des sénateurs & nommés à aucune magistrature, *Dion*, Liv. XXXVI. (§) *Ibid.*

## CHAPITRE XV.

*Des loix des Romains, à l'égard des peines.*

**J**E me trouve fort dans mes maximes, lorsque j'ai pour moi les Romains; & je crois que les peines tiennent à la nature du gouvernement, lorsque je vois ce grand peuple changer à cet égard de loix civiles, à mesure qu'il changeoit de loix politiques.

Les loix *royales*, faites pour un peuple composé de fugitifs, d'esclaves & de brigands, furent très-sévères. L'esprit de la république auroit demandé que les décemvirs n'eussent pas mis ces loix dans leurs douze tables : mais des gens qui aspiroient à la tyrannie, n'avoient garde de suivre l'esprit de la république.

*Tite-Live* (\*) dit, sur le supplice de Métius Suffétius, dictateur d'Albe, qui fut condamné par Tullus Hostilius à être tiré par deux chariots, que ce fut le premier & le dernier supplice où l'on témoigna avoir perdu la mémoire de l'humanité. Il se trompe : la loi des douze tables est pleine de dispositions très-cruelles (†).

Celle qui découvre le mieux le dessein des décemvirs, est la peine capitale prononcée contre les auteurs des libeles & les poëtes. Cela n'est guere du génie de la république, où le peuple aime à voir les grands humiliés. Mais des gens  
qui

(\*) Liv. I.

(†) On y trouve le supplice du feu, des peines presque toujours capitales, le vol puni de mort, &c.

(‡) *Sylla*, anime du même esprit que les décemvirs,  
aug-

qui vouloient renverser la liberté , craignoient des écrits qui pouvoient rappeler l'esprit de la liberté (†).

Après l'expulsion des décemvirs , presque toutes les loix qui avoient fixé les peines furent ôtées. On ne les abrogea pas expressément : mais, la loi *Porcia* ayant défendu de mettre à mort un citoyen Romain, elles n'eurent plus d'application.

Voilà le tems auquel on peut rapporter ce que *Tite-Live* (§) dit des Romains , que jamais peuple n'a plus aimé la modération des peines.

Que si l'on ajoute à la douceur des peines, le droit qu'avoit un accusé de se retirer avant le jugement, on verra bien que les Romains avoient suivi cet esprit que j'ai dit être naturel à la république.

*Sylla* , qui confondit la tyrannie, l'anarchie & la liberté , fit les loix *Cornéliennes*. Il sembla ne faire des reglemens que pour établir des crimes. Ainsi qualifiant une infinité d'actions du nom de meurtre , il trouva par-tout des meurtriers ; & par une pratique qui ne fut que trop suivie , il tendit des pièges , sema des épines , ouvrit des abîmes sur le chemin de tous les citoyens.

Presque toutes les loix de *Sylla* ne portoient que l'interdiction de l'eau & du feu. César y ajouta la confiscation des biens (\*\*), parce que les riches , gardant dans l'exil leur patrimoine ,  
ils

augmenta comme eux les peines contre les écrivains satyriques. (§) Liv. I.

(\*\*) *Pœnas facinorum auxit , cum locupletes ad facilius scelere se obligarent , quod integris patrimoniis exularent.* Suétone, in *Julio Cesare*.



ils étoient plus hardis à commettre des crimes.

Les empereurs ayant établi un gouvernement militaire, ils sentirent bien-tôt qu'il n'étoit pas moins terrible contr'eux que contre les sujets; ils cherchèrent à le tempérer; ils crurent avoir besoin des dignités, & du respect qu'on avoit pour elles.

On s'approcha un peu de la monarchie, & l'on divisa les peines en trois classes (\*); celles qui regardoient les premières personnes de l'état (†), & qui étoient assez douces; celles qu'on infligeoit aux personnes d'un rang (‡) inférieur, & qui étoient plus sévères; enfin celles qui ne concernoient que les conditions basses (§), & qui furent les plus rigoureuses.

Le féroce & insensé *Maximin* irrita, pour ainsi dire, le gouvernement militaire qu'il auroit fallu adoucir. Le sénat apprenoit, dit *Capitolin* (\*\*) que les uns avoient été mis en croix, les autres exposés aux bêtes, ou enfermés dans des peaux de bêtes récemment tuées, sans aucun égard pour les dignités. Il sembloit vouloir exercer la discipline militaire, sur le modèle de laquelle il prétendoit régler les affaires civiles.

On trouvera dans les *considérations sur la grandeur des Romains & leur décadence*, comment Constantin changea le despotisme militaire en un despotisme militaire & civil, & s'approcha de la monarchie. On y peut suivre les diverses révolutions.

(\*) Voyez la loi 3, §. *legis ad leg. Cornell. de sicariis*, & un très-grand nombre d'autres au digeste & au code. (†) *Sublimiores*.

(‡) *Medios*.

tutions de cet état ; & voir comment on y passa de la rigueur à l'indolence , & de l'indolence à l'impunité.

## C H A P I T R E XVI.

*De la juste proportion des peines avec le crime.*

IL est essentiel que les peines aient de l'harmonie entr'elles, parce qu'il est essentiel que l'on évite plutôt un grand crime qu'un moindre, ce qui attaque plus la société, que ce qui la choque moins.

„ Un imposteur (††), qui se disoit *Constantin*  
 „ *Ducas*, suscita un grand soulèvement à Con-  
 „ stantinople. Il fut pris & condamné au fouet :  
 „ mais ayant accusé des personnes considérables,  
 „ il fut condamné, comme calomniateur, à être  
 „ brûlé”. Il est singulier qu'on eût ainsi proportionné les peines entre le crime de leze-majesté & celui de calomnie.

Cela fait souvenir d'un mot de Charles II. roi d'Angleterre. Il vit, en passant, un homme au pilori : il demanda pourquoi il étoit là. *Sire*, lui dit-on, *c'est parce qu'il a fait des libeles contre vos ministres*. *Le grand sot!* dit le roi : *que ne les écrivoit-il contre moi? on ne lui auroit rien fait.*

„ Soixante & dix personnes conspirèrent contre  
 „ l'empereur Basile (§§); il les fit fustiger; on  
 „ leur

(§) *Infimos*. Leg. 3, §. *legis ad leg. Cornell. de fisciis.*

(\*\*) *Jul. Cap. Maximini duo.*

(††) *Hist. de Nicéphore, patriarche de Constantinople.*

(§§) *Id. ibid.*

„ leur brûla les cheveux & le poil. Un cerf l'ayant  
 „ pris avec son bois par la ceinture, quelqu'un de  
 „ sa suite tira son épée, coupa sa ceinture, & le  
 „ délivra : il lui fit trancher la tête, parce qu'il  
 „ avoit, *disoit-il*, tiré l'épée contre lui”. Qui  
 pourroit penser que, sous le même prince, on  
 eût rendu ces deux jugemens?

C'est un grand mal, parmi nous, de faire subir  
 la même peine à celui qui vole sur un grand che-  
 min, & à celui qui vole & assassine. Il est visi-  
 ble que, pour la sûreté publique, il faudroit met-  
 tre quelque différence dans la peine.

À la *Cbine*, les voleurs cruels sont coupés en  
 morceaux (\*), les autres non : cette différence  
 fait que l'on y vole ; mais que l'on n'y assassine pas.

En *Moscovie*, où la peine des voleurs & celle  
 des assassins sont les mêmes, on assassine (†) tou-  
 jours. Les morts, y dit-on, ne racontent rien.

Quand il n'y a point de différence dans la pei-  
 ne, il faut en mettre dans l'espérance de la gra-  
 ce. En Angleterre, on n'assassine point, parce  
 que les voleurs peuvent espérer d'être transportés  
 dans les colonies, non pas les assassins.

C'est un grand ressort des gouvernemens mo-  
 dérés, que les lettres de grace. Ce pouvoir que  
 le prince a de pardonner, exécuté avec sagesse,  
 peut

(\*) Du Halde, Tome I, pag. 6.

(†) Etat présent de la grande Russie, par Perry.

(‡) La nation Angloise.

(§) Les citoyens d'Athènes ne pouvoient être mis à  
 la question (*Lysias, orat. in Argorat.*) excepté dans le  
 crime de leze-majesté. On donnoit la question trente  
 jours après la condamnation (*Curius Fortunatus, restor.*  
*schol.*)

peut avoir d'admirables effets. Le principe du gouvernement despotique, qui ne pardonne pas, & à qui on ne pardonne jamais, le prive de ces avantages.

## C H A P I T R E XVII.

### *De la torture ou question contre les criminels.*

**P**ARCE QUE les hommes sont méchans, la loi est obligée de les supposer meilleurs qu'ils ne sont. Ainsi la déposition de deux témoins suffit dans la punition de tous les crimes. La loi les croit, comme s'ils parloient par la bouche de la vérité. L'on juge aussi que tout enfant conçu pendant le mariage, est légitime : la loi a confiance en la mere, comme si elle étoit la pudicité même. Mais la *question* contre les criminels n'est pas dans un cas forcé comme ceux-ci. Nous voyons aujourd'hui une nation (†) très-bien policée, la rejeter sans inconvénient. Elle n'est donc pas nécessaire par sa nature (§).

Tant d'habiles gens & tant de beaux génies ont écrit contre cette pratique, que je n'ose parler après eux. J'allois dire qu'elle pourroit convenir dans les gouvernemens despotiques, où tout ce qui inspire la crainte, entre plus dans les reforts

*schol. Liv. II.) Il n'y avoit pas de question préparatoire. Quant aux Romains, la loi 3 & 4 ad leg. Juliam majest. fait voir que la naissance, la dignité, la profession de la milice garantissoient de la question, si ce n'est dans le cas de crime de leze-majesté. Voyez les sages restrictions que les loix des Wisigoths mettoient à cette pratique.*



sorts du gouvernement : j'allois dire que les esclaves, chez les Grecs & chez les Romains... Mais j'entends la voix de la nature qui crie contre moi.

## CHAPITRE XVIII.

*Des peines pécuniaires & des peines corporelles.*

Nos peres les Germains n'admettoient guere que des peines pécuniaires. Ces hommes guerriers & libres estimoient que leur sang ne devoit être versé que les armes à la main. Les Japonois (\*), au-contrain, rejettent ces sortes de peines, sous prétexte que les gens riches éluderoient la punition. Mais les gens riches ne craignent-ils pas de perdre leurs biens ? Les peines pécuniaires ne peuvent-elles pas se proportionner aux fortunes ? Et enfin, ne peut-on pas joindre l'infamie à ces peines ?

Un bon législateur prend un juste milieu : il n'ordonne pas toujours des peines pécuniaires, il n'inflige pas toujours des peines corporelles.

## CHAPITRE XIX.

*De la loi du talion.*

Les états despotiques qui aiment les loix simples, usent beaucoup de la *loi du talion* (†).  
Les.

(\*) Voyez *Kempfer*.

(†) Elle est établie dans l'alcoran. Voyez le chapitre de la vache.

(‡) *Si membrum ruit ni cum eo pacit, talio esto.* Aulugelle, Liv. XX. Ch. I.

(§) Ibid.

Les états modérés la reçoivent quelquefois : mais il y a cette différence , que les premiers la font exercer rigoureusement , & que les autres lui donnent presque toujours des tempérans.

La loi des douze tables en admettoit deux ; elle ne condamnoit au talion que lorsqu'on n'avoit pu appaiser celui qui se plaignoit (†). On pouvoit , après la condamnation , payer les dommages & intérêts (§), & la peine corporelle se convertissoit en peine pécuniaire (\*\*).

## C H A P I T R E XX.

*De la punition des peres pour leurs enfans.*

O n punit à la Chine les peres pour les fautes de leurs enfans. C'étoit l'usage du Pérou (††). Ceci est encore tiré des idées despotiques.

On a beau dire qu'on punit à la Chine le pere pour n'avoir pas fait usage de ce pouvoir paternel que la nature a établi , & que les loix même y ont augmenté. Cela suppose toujours qu'il n'y a point d'honneur chez les Chinois. Parmi nous , les peres dont les enfans sont condamnés au supplice , & les enfans (§§) dont les peres ont subi le même sort , sont aussi punis par la honte , qu'ils le seroient à la Chine par la perte de la vie.

C H A.

(\*\*) Voyez aussi la loi des Wisigoths , Liv. VI. tit. 4. §. 3 & 5.

(††) Voyez *Garcillan* , histoire des guerres civiles des Espagnols.

(§§) Au-lieu de les punir , disoit Platon , il faut les louer de ne pas ressembler à leur pere. Liv. IX. des Loix.

*De la clémence du prince.*

**L**A *clémence* est la qualité distinctive des monarques. Dans la république , où l'on a pour principe la vertu , elle est moins nécessaire. Dans l'état despotique , où regne la crainte , elle est moins en usage , parce qu'il faut contenir les grands de l'état par des exemples de sévérité. Dans les monarchies , où l'on est gouverné par l'honneur , qui souvent exige ce que la loi défend , elle est plus nécessaire. La disgrâce y est un équivalent à la peine ; les formalités mêmes des jugemens y sont des punitions. C'est-là que la honte vient de tous côtés pour former des genres particuliers de peine.

Les grands y sont si fort punis par la disgrâce, par la perte souvent imaginaire de leur fortune, de leur crédit, de leurs habitudes, de leurs plaisirs, que la rigueur à leur égard est inutile; elle ne peut servir qu'à ôter aux sujets l'amour qu'ils ont pour la personne du prince , & le respect qu'ils doivent avoir pour les places.

Comme l'instabilité des grands est de la nature du gouvernement despotique, leur sûreté entre dans la nature de la monarchie.

Les monarques ont tant à gagner par la clémence , elle est suivie de tant d'amour , ils en tirent

(\*) *Evagre*, hist.

(†) Fragm. de *Suidas*, dans *Constant. Porphyrog.*

(<sup>b</sup>) L'Auteur de *l'Esprit des loix* qu'intensifié a traité

tirent tant de gloire , que c'est presque toujours un bonheur pour eux d'avoir l'occasion de l'exercer ; & on le peut presque toujours dans nos contrées.

On leur disputera peut-être quelque branche de l'autorité , presque jamais l'autorité entière ; & si quelquefois ils combattent pour la couronne , ils ne combattent point pour la vie.

Mais , dira-t-on , quand faut-il punir ? quand faut-il pardonner ? C'est une chose qui se fait mieux sentir qu'elle ne peut se prescrire. Quand la clémence a des dangers , ces dangers sont très-visibles ; on la distingue aisément de cette foiblesse qui mène le prince au mépris , & à l'impuissance même de punir.

L'empereur *Maurice* (\*) prit la résolution de ne verser jamais le sang de ses sujets. *Anastase* (†) ne punissoit point les crimes. *Isaac l'Ange* jura que de son regne il ne feroit mourir personne. Les empereurs Grecs avoient oublié que ce n'étoit pas en vain qu'ils portoient l'épée (b).



## LIVRE

té ce 6e. *Livre* comme il a traité les autres : je ne vois pourtant pas que , sur la matiere qui en fait le sujet , on puisse dire de meilleures choses , & les dire mieux. (R. d'un A.)



## L I V R E V I I.

*Conséquences des différens principes des trois gouvernemens , par rapport aux loix somptuaires , au luxe, & à la condition des femmes.*

---

## CHAPITRE PREMIER.

*Du luxe.*

**L**E *luxe* est toujours en proportion avec l'inégalité des fortunes. Si, dans un état, les richesses sont également partagées, il n'y aura point de luxe; car il n'est fondé que sur les commodités qu'on se donne par le travail des autres.

Pour que les richesses restent également partagées, il faut que la loi ne donne à chacun que le nécessaire physique. Si l'on a au-delà, les uns dépenseront, les autres acquerront, & l'inégalité s'établira.

Supposant le nécessaire physique égal à une somme donnée, le luxe de ceux qui n'auront que le nécessaire, sera égal à *zéro*; celui qui aura le double, aura un luxe égal à un; celui qui aura le double du bien de ce dernier, aura un luxe égal à trois; quand on aura encore le double, on aura un luxe égal à sept: de sorte que le bien du particulier qui suit, étant toujours supposé double de celui du précédent, le luxe croîtra

(\*) Le premier cens étoit le sort héréditaire en terres, & Platon ne vouloit pas qu'on pût avoir en autres effets plus du triple du sort héréditaire. Voyez *ses Loix*, V.

(†) Dans une grande ville, dit l'auteur de la *fable*  
des

tra du double plus une unité , dans cette progression 0 , 1 , 3 , 7 , 15 , 31 , 63 , 127.

Dans la république de Platon (\*), le luxe auroit pu se calculer au juste. Il y avoit quatre sortes de cens établis. Le premier étoit précisément le terme où finissoit la pauvreté, le second étoit double , le troisieme triple , le quatrieme quadruple du premier. Dans le premier cens le luxe étoit égal à *zéro* ; il étoit égal à un dans le second, à deux dans le troisieme, à trois dans le quatrieme ; & il suivoit ainsi la proportion arithmétique.

En considérant le luxe des divers peuples , les uns à l'égard des autres, il est dans chaque état en raison composée de l'inégalité des fortunes qui est entre les citoyens, & de l'inégalité des richesses des divers états. En Pologne , par exemple , les fortunes sont d'une inégalité extrême ; mais la pauvreté du total empêche qu'il n'y ait autant de luxe que dans un état plus riche.

Le luxe est encore en proportion avec la grandeur des villes , & sur-tout de la capitale ; en sorte qu'il est en raison composée des richesses de l'état , de l'inégalité des fortunes des particuliers , & du nombre d'hommes qu'on assemble dans de certains lieux.

Plus il y a d'hommes ensemble , plus ils sont vains & sentent naître en eux l'envie de se signaler par de petites choses (†). S'ils sont en si grand  
nom.

*des abeilles*, Tom. I, p. 133 , on s'habille au-dessus de sa qualité , pour être estimé plus qu'on n'est par la multitude. C'est un plaisir pour un esprit foible , presque aussi grand que celui de l'accomplissement de ses desirs.

nombre, que la plupart soient inconnus les uns aux autres, l'envie de se distinguer redouble, parce qu'il y a plus d'espérance de réussir. Le luxe donne cette espérance; chacun prend les marques de la condition qui précède la sienne. Mais à force de vouloir se distinguer, tout devient égal, & on ne se distingue plus: comme tout le monde veut se faire regarder, on ne remarque personne.

Il résulte de tout cela une incommodité générale. Ceux qui excellent dans une profession mettent à leur art le prix qu'ils veulent; les plus petits talens suivent cet exemple; il n'y a plus d'harmonie entre les besoins & les moyens. Lorsque je suis forcé de plaider, il est nécessaire que je puisse payer un avocat; lorsque je suis malade, il faut que je puisse avoir un médecin.

Quelques gens ont pensé qu'en rassemblant tant de peuple dans une capitale, on diminuoit le commerce, parce que les hommes ne sont plus à une certaine distance les uns des autres. Je ne le crois pas; on a plus de desirs, plus de besoins, plus de fantaisies quand on est ensemble.



## CHA

(\*) Chap. III & IV.

(a) Le luxe n'est pas plus étranger à une république qu'à tout autre état, parce qu'il peut être la suite de l'industrie & du travail aussi bien que de toute autre cause. Tant que la constitution d'un gouvernement n'est point altérée, le plus & le moins de dépenses d'un citoyen n'y portent point de changement: c'est même une règle générale que, dans tout gouvernement,  
de

## C H A P I T R E II.

*Des loix somptuaires dans la démocratie.*

**J**E viens de dire que, dans les républiques, où les richesses sont également partagées, il ne peut point y avoir de luxe ; & comme on a vu au livre cinquième (\*), que cette égalité de distribution faisoit l'excellence d'une république (a), il suit que moins il y a de luxe dans une république, plus elle est parfaite. Il n'y en avoit point chez les premiers Romains ; il n'y en avoit point chez les Lacédémoniens ; & dans les républiques où l'égalité n'est pas tout-à-fait perdue, l'esprit de commerce, de travail & de vertu, fait que chacun y peut & que chacun y veut vivre de son propre bien, & que par conséquent il y a peu de luxe.

Les loix du nouveau partage des champs ; demandées avec tant d'instance dans quelques républiques, étoient salutaires par leur nature. Elles ne sont dangereuses que comme action subite. En ôtant tout-à-coup les richesses aux uns, & augmentant de même celles des autres, elles font dans chaque famille une révolution, & en doivent produire une générale dans l'état.

A mesure que le luxe s'établit dans une république,

de quelque nature qu'il soit, dans lequel on est obligé de chercher sa subsistance par l'industrie & le travail, il faut du luxe, c'est-à-dire, des dépenses qui ramènent au général les acquisitions des particuliers ; & qui faisant subsister nombre de citoyens accroît par ces dépenses mêmes les forces de l'état : car sa richesse croît & décroît suivant la circulation qui se fait des richesses du particulier. (R. d'un A)



blique, l'esprit se tourne vers l'intérêt particulier. A des gens à qui il ne faut rien que le nécessaire, il ne reste à désirer que la gloire de la patrie & la sienne propre. Mais une ame corrompue par le luxe a bien d'autres desirs. Bientôt elle devient ennemie des loix qui la gênent. Le luxe que la garnison de *Rbege* commença à connoître, fit qu'elle en égorga les habitans.

Si-tôt que les Romains furent corrompus, leurs desirs devinrent immenses. On en peut juger par le prix qu'ils mirent aux choses. Une cruche de vin de Falerne (\*) se vendoit cent deniers Romains; un baril de chair salée du Pont en coûtoit quatre cens; un bon cuisinier quatre talens; les jeunes garçons n'avoient point de prix. Quand, par une impétuosité (†) générale, tout le monde se portoit à la volupté, que devenoit la vertu?

### CHAPITRE III.

#### *Des loix somptuaires dans l'aristocratie.*

L'ARISTOCRATIE mal constituée a ce malheur, que les nobles y ont les richesses, & que cependant ils ne doivent pas dépenser; le luxe contraire à l'esprit de modération en doit être banni. Il n'y a donc que des gens très-pauvres

(\*) Fragment du 365 livre de Diodore, rapporté par *Const. Porphyrog*, *extrait des vertus & des vices*.

(†) *Cum maximus omnium impetus ad luxuriam esset*, *ibid.*

(b) Si, dans une république, l'industrie & le travail y produisent l'abondance, & par l'abondance le luxe, & que ce luxe fasse vivre nombre de citoyens & d'habitans,

vres qui ne peuvent pas recevoir, & des gens très-riches qui ne peuvent pas dépenser.

A *Venise*, les loix forcent les nobles à la modestie. Ils se sont tellement accoutumés à l'épargne, qu'il n'y a que les courtisanes qui puissent leur faire donner de l'argent. On se sert de cette voie pour entretenir l'industrie; les femmes les plus méprisables y dépensent sans danger, pendant que leurs tributaires y menent la vie du monde la plus obscure.

Les bonnes républiques Grecques avoient à cet égard des institutions admirables. Les riches employoient leur argent en fêtes, en chœurs de musique, en chariots, en chevaux pour la course, en magistrature onéreuse. Les richesses y étoient aussi à charge que la pauvreté (b).

#### C H A P I T R E IV.

##### *Des loix somptuaires dans les monarchies.*

„ **L**es *Suions*, nation Germanique, rendent hon-  
 „ neur aux richesses, dit *Tacite* (§); ce qui  
 „ fait qu'ils vivent sous le gouvernement d'un  
 „ seul”. Cela signifie bien que le luxe est singu-  
 lièrement propre aux monarchies, & qu'il n'y  
 fait point de loix somptuaires.

Comme, par la constitution des monarchies,  
 les

tans, ce moyen ne vaudra-t-il pas les fêtes, les chœurs  
 de musique, les chariots & les chevaux pour la cour-  
 se, & toutes les admirables institutions des républiques  
 Grecques, que notre Auteur admire? (R. d'un A.)

(§) *De morib. German.*

les richesses y sont inégalement partagées, il faut bien qu'il y ait du luxe. Si les riches n'y dépensent pas beaucoup, les pauvres mourront de faim. Il faut même que les riches y dépensent à proportion de l'inégalité des fortunes; & que, comme nous avons dit, le luxe y augmente dans cette proportion. Les richesses particulières n'ont augmenté, que parce qu'elles ont ôté à une partie des citoyens le nécessaire physique; il faut donc qu'il leur soit rendu.

Ainsi, pour que l'état monarchique se soutienne, le luxe doit aller en croissant, du laboureur à l'artisan, au négociant, aux nobles, aux magistrats, aux grands seigneurs, aux traitans principaux, aux princes; sans quoi tout seroit perdu.

Dans le sénat de Rome, composé de graves magistrats, de juriconsultes & d'hommes pleins de l'idée des premiers tems, on proposa sous Auguste la correction des mœurs & du luxe des femmes. Il est curieux de voir dans *Dion* (\*) avec quel art il éluda les demandes importunes de ces sénateurs. C'est qu'il fondeoit une monarchie, & dissolvoit une république.

Sous Tibère, les édiles proposèrent dans le sénat le rétablissement des anciennes loix somptuaires (†). Ce prince, qui avoit des lumières, s'y opposa: „ L'état ne pourroit subsister, *disoit-il*, „ dans la situation où sont les choses. Comment „ Rome

(\*) *Dion Cassius*, liv. LIV.

(†) *Tacite*, *Annal.* liv. III.

(‡) *Multa duntaxat veterum melius & latius mutata*, *Tacit. Annal.* liv. III.

„ Rome pourroit-elle vivre ? comment pour-  
 „ roient vivre les provinces ? Nous avons de la  
 „ frugalité, lorsque nous étions citoyens d'une  
 „ seule ville ; aujourd'hui nous consommons les  
 „ richesses de tout l'univers ; on fait travailler  
 „ pour nous les maîtres & les esclaves ". Il voyoit  
 bien qu'il ne falloit plus de loix somptuaires.

Lorsque, sous le même empereur, on proposa  
 au sénat de défendre aux gouverneurs de mener  
 leurs femmes dans les provinces, à cause des dé-  
 réglemens qu'elles y apportent, cela fut rejeté.  
 On dit, *que les exemples de la dureté des anciens a-*  
*voient été changés en une façon de vivre plus agréa-*  
*ble* (†). On sentit qu'il falloit d'autres mœurs.

Le luxe est donc nécessaire dans les états mo-  
 narchiques (c) ; il l'est encore dans les états des-  
 potiques. Dans les premiers, c'est un usage que  
 l'on fait de ce qu'on possède de liberté : dans les  
 autres, c'est un abus qu'on fait des avantages de  
 la servitude ; lorsqu'un esclave choisi par son maî-  
 tre pour tyranniser ses autres esclaves, incertain  
 pour le lendemain de la fortune de chaque jour,  
 n'a d'autre félicité que celle d'assouvir l'orgueil,  
 les desirs & les voluptés de chaque jour.

Tout ceci mène à une réflexion. Les républi-  
 ques finissent par le luxe, les monarchies par la  
 pauvreté (§) (d).

C H A-

(c) Lisez : dans tous les états où les citoyens ont  
 moyen d'augmenter leurs richesses. (R. d'un A.)

(§) *Opulencia paritura mox egestatem.* Florus, liv. III.

(d) Décision générale qui n'est confirmée ni par la  
 raison ni par l'expérience. (R. d'un A.)

Tome I.

H



## CHAPITRE V.

*Dans quels cas les loix somptuaires sont utiles dans une monarchie.*

Ce fut dans l'esprit de la république, ou dans quelques cas particuliers, qu'au milieu du treizième siècle on fit en Arragon des loix somptuaires. Jacques I. ordonna que le roi ni aucun de ses sujets, ne pourroient manger plus de deux sortes de viandes à chaque repas, & que chacune ne seroit préparée que d'une seule manière, à moins que ce ne fût du gibier qu'on eût tué soi-même (\*).

On a fait aussi de nos jours, en Suede, des loix somptuaires; mais elles ont un objet différent de celles d'Arragon.

Un état peut faire des loix somptuaires dans l'objet d'une frugalité absolue; c'est l'esprit des loix somptuaires des républiques; & la nature de la chose fait voir que ce fut l'objet de celles d'Arragon.

Les loix somptuaires peuvent avoir aussi pour objet une frugalité relative; lorsqu'un état, sentant que des marchandises étrangères d'un trop haut prix demanderoient une telle exportation des siennes, qu'il se priveroit plus de ses besoins par celles-ci qu'il n'en satisferoit par celles-là, en défend absolument l'entrée: & c'est l'esprit des loix que l'on a faites de nos jours en Suede (†). Ce sont les seules loix somptuaires qui conviennent aux monarchies.

En

(\*) Constitution de Jacques I. de l'an 1234, art. 6, dans *Marca Hispanica*, p. 1429.

En général , plus un état est pauvre , plus il est ruiné par son luxe relatif ; & plus par conséquent il lui faut de loix somptuaires relatives. Plus un état est riche , plus son luxe relatif l'enrichit , & il faut bien se garder d'y faire des loix somptuaires relatives. Nous expliquerons mieux ceci dans le livre sur le commerce (§). Il n'est ici question que du luxe absolu.

## CH A P I T R E VI.

### *Du luxe à la Chine.*

D E s loix particulieres demandent des loix somptuaires dans quelques états. Le peuple , par la force du climat , peut devenir si nombreux , & d'un autre côté les moyens de le faire subsister peuvent être si incertains , qu'il est bon de l'appliquer tout entier à la culture des terres. Dans ces états le luxe est dangereux , & les loix somptuaires y doivent être rigoureuses. Ainsi pour savoir s'il faut encourager le luxe ou le proscrire , on doit d'abord jetter les yeux sur le rapport qu'il y a entre le nombre du peuple , & la facilité de le faire vivre. En Angleterre , le sol produit beaucoup plus de grains qu'il ne faut pour nourrir ceux qui cultivent les terres , & ceux qui procurent les vêtemens : il peut donc y avoir des arts frivoles , & par conséquent du luxe. En France,

(1) On y a défendu les vins exquis , & autres marchandises précieuses.

(§) Voyez tom. II , liv. XX , chap. XX.

ce, il croît assez de bled pour la nourriture des laboureurs & de ceux qui sont employés aux manufactures. De plus le commerce avec les étrangers peut rendre, pour des choses frivoles, tant de choses nécessaires, qu'on n'y doit guere craindre le luxe.

A la Chine, au contraire, les femmes sont si fécondes, & l'espece humaine s'y multiplie à un tel point, que les terres, quelques cultivées qu'elles soient, suffisent à peine pour la nourriture des habitans. Le luxe y est donc pernicieux, & l'esprit de travail & d'économie y est aussi requis que dans quelques républiques que ce soit (\*). Il faut qu'on s'attache aux arts nécessaires, & qu'on fuie ceux de la volupté.

Voilà l'esprit des belles ordonnances des empereurs Chinois. „ Nos anciens, *dit un empereur de la famille des Tang* (†), tenoient pour maxime „ que, s'il y avoit un homme qui ne labourât point, „ ou une femme qui ne s'occupât point à filer, „ quelqu'un souffroit le froid ou la faim dans „ l'empire” ..... Et sur ce principe il fit détruire une infinité de monasteres de bonzes.

Le troisieme empereur de la vingt-unieme dynastie (‡), à qui on apporta des pierres précieuses trouvées dans une mine, la fit fermer, ne voulant pas fatiguer son peuple à travailler pour une chose qui ne pouvoit ni le nourrir ni le vêtir.

„ Notre

(\*) Le luxe y a toujours été arrêté.

(†) Dans une ordonnance rapportée par le P. du Halde, tom. II, p. 497.

„ Notre luxe est si grand , dit *Ki-yventi* (§) ,  
 „ que le peuple orne de broderies les souliers  
 „ des jeunes garçons & des filles , qu'il est obli-  
 „ gé de vendre ". Tant d'hommes étant occupés  
 à faire des habits pour un seul , le moyen qu'il  
 n'y ait bien des gens qui manquent d'habits ? Il  
 y a dix hommes qui mangent le revenu des ter-  
 res , contre un laboureur : le moyen qu'il n'y  
 ait bien des gens qui manquent d'alimens ?

## C H A P I T R E VII.

### *Fatale conséquence du luxe à la Chine.*

O N voit dans l'histoire de la Chine , qu'elle a  
 eu vingt-deux dynasties qui se sont succédées ;  
 c'est-à-dire , qu'elle a éprouvé vingt-deux révolu-  
 tions générales , sans compter une infinité de par-  
 ticulières. Les trois premières dynasties durèrent  
 assez long-tems , parce qu'elles furent sagement  
 gouvernées , & que l'empire étoit moins étendu  
 qu'il ne le fut depuis. Mais on peut dire en gé-  
 néral que toutes ces dynasties commencerent assez  
 bien. La vertu , l'attention , la vigilance sont né-  
 cessaires à la Chine ; elles y étoient dans le com-  
 mencement des dynasties , & elles manquoient à  
 la fin. En effet , il étoit naturel que des empe-  
 reurs nourris dans les fatigues de la guerre , qui  
 parvenoient à faire descendre du trône une fa-  
 mille

( 1 ) Hist. de la Chine , vingt-unieme dynastie , dans  
 l'ouvrage du P. du Halde , tom. 1.

( § ) Dans un discours rapporté par le P. du Halde ,  
 tom. II , p. 418.



mille noyée dans les délices , conservassent la vertu qu'ils avoient éprouvée si utile , & craignissent les voluptés qu'ils avoient vues si funestes. Mais après ces trois ou quatre premiers princes , la corruption , le luxe , l'oisiveté , les délices , s'emparent des successeurs ; ils s'enferment dans le palais , leur esprit s'affoiblit , leur vie s'accourcit , la famille décline ; les grands s'élèvent , les eunuques s'accréditent ; on ne met sur le trône que des enfans , le palais devient ennemi de l'empire , un peuple oisif qui l'habite ruine celui qui travaille , l'empereur est tué ou détruit par un usurpateur , qui fonde une famille , dont le troisième ou quatrième successeur va dans le même palais se renfermer encore.

---

## CHAPITRE VIII.

### *De la continence publique.*

**I**L y a tant d'imperfections attachées à la perte de la vertu dans les femmes , toute leur ame en est si fort dégradée , ce point principal ôté en fait tomber tant d'autres , que l'on peut regarder dans un état populaire l'incontinence publique comme le dernier des malheurs & la certitude d'un changement dans la constitution.

Aussi les bons législateurs y ont-ils exigé des femmes une certaine gravité de mœurs. Ils ont pros crit de leurs républiques non-seulement le vice , mais l'apparence même du vice. Ils ont banni jusqu'à ce commerce de galanterie qui pro-  
duit

duit l'oïfiveté , qui fait que les femmes corrompent avant même d'être corrompues , qui donne un prix à tous les riens , & rabaisse ce qui est important , & qui fait que l'on ne se conduit plus que sur les maximes du ridicule que les femmes entendent si bien à établir.

---

## C H A P I T R E IX.

*De la condition des femmes dans les divers gouvernemens.*

**L**es femmes ont peu de retenue dans les monarchies; parce que la distinction des rangs les appellant à la cour , elles y vont prendre cet esprit de liberté qui est à peu près le seul qu'on y tolere. Chacun se sert de leurs agrémens & de leurs passions pour avancer sa fortune; & comme leur foiblesse ne leur permet pas l'orgueil , mais la vanité, le luxe y regne toujours avec elles.

Dans les états despotiques les femmes n'introduisent point le luxe , mais elles sont elles-mêmes un objet du luxe. Elles doivent être extrêmement esclaves. Chacun suit l'esprit du gouvernement , & porte chez soi ce qu'il voit établi ailleurs. Comme les loix y sont sévères & exécutées sur le champ , on a peur que la liberté des femmes n'y fasse des affaires. Leurs brouilleries , leurs indiscretions , leurs répugnances , leurs penchans , leurs jalousies , leurs piques , cet art qu'ont les petites ames d'intéresser les grandes , n'y sauroient être sans grande conséquence.

De plus , comme dans ces états les princes se jouent de la nature humaine, ils ont plusieurs femmes , & mille considérations les obligent de les renfermer.

Dans les républiques les femmes sont libres par les loix , & captivées par les mœurs ; le luxe en est banni , & avec lui la corruption & les vices.

Dans les villes Grecques , où l'on ne vivoit pas sous cette religion qui établit que chez les hommes même la pureté des mœurs est une partie de la vertu ; dans les villes Grecques , où un vice aveugle régnoit d'une manière effrénée , où l'amour n'avoit qu'une forme que l'on n'ose dire , tandis que la seule amitié s'étoit retirée dans les mariages (\*) ; la vertu , la simplicité , la chasteté des femmes y étoient telles , qu'on n'a guere jamais vu de peuple qui ait eu à cet égard une meilleure police (†).

## CHAPITRE X.

*Du tribunal domestique chez les Romains.*

Les Romains n'avoient pas , comme les Grecs , des magistrats particuliers qui eussent inspection

(\*) Quant au vrai amour , „ dit *Plutarque* , les femmes n'y ont aucune part”. *Oeuvres morales , traité de l'amour* , p. 600. Il paroît comme son siècle. Voyez *Xénophon* , au dialogue intitulé , *Hieron*

(†) A *Athènes* , il y avoit un magistrat particulier , qui veilloit sur la conduite des femmes.

(‡) *Romulus* institua ce tribunal , comme il paroît par *Denys d'Halicarnasse* , liv. II , p. 96.

(§) Voyez dans *Tite-Live* , liv. XXXIX , l'usage que l'on fit de ce tribunal , lors de la conjuration des bacchanales : on appella conjuration contre la république ,  
des

tion sur la conduite des femmes. Les censeurs n'avoient l'œil sur elles que comme sur le reste de la république. L'institution du tribunal domestique (†) suppléa à la magistrature établie chez les Grecs (§).

Le mari assembloit les parens de la femme, & la jugeoit devant eux (\*\*). Ce tribunal maintenoit les mœurs dans la république. Mais ces mêmes mœurs maintenoient ce tribunal. Il devoit juger non-seulement de la violation des loix, mais aussi de la violation des mœurs. Or, pour juger de la violation des mœurs, il faut en avoir.

Les peines de ce tribunal devoient être arbitraires, & l'étoient en effet ; car tout ce qui regarde les mœurs, tout ce qui regarde les regles de la modestie, ne peut guere être compris sous un code de loix. Il est aisé de régler par des loix ce qu'on doit aux autres ; il est difficile d'y comprendre tout ce qu'on se doit à soi-même.

Le tribunal domestique regardoit la conduite générale des femmes : mais il y avoit un crime, qui, outre l'animadversion de ce tribunal, étoit encore soumis à une accusation publique : c'étoit l'adultère.

des assemblées où l'on corrompoit les mœurs des femmes & des jeunes gens.

(\*\*) Il paroît, par *Denys d'Halicarnasse*, liv. II, que par l'institution de Romulus, le mari, dans les cas ordinaires, jugeoit seul devant les parens de la femme, & que dans les grands crimes il la jugeoit avec cinq d'entr'eux. Aussi *Ulpien*, au titre 6, §. 9, 12 & 13, distingue-t-il dans les jugemens des mœurs, celles qu'il appelle graves d'avec celles qui l'étoient moins, *mores graves, mores leviores*.



l'adultère ; soit que dans une république une si grande violation de mœurs intéressât le gouvernement , soit que le dérèglement de la femme pût faire soupçonner celui du mari , soit enfin que l'on craignît que les honnêtes-gens mêmes n'aimassent mieux cacher ce crime que le punir , l'ignorer que le venger.

## CHAPITRE XI.

*Comment les institutions changerent à Rome avec le gouvernement.*

COMME le tribunal domestique supposoit des mœurs , l'accusation publique en supposoit aussi ; & cela fit que ces deux choses tombèrent avec les mœurs , & finirent avec la république (\*).

L'établissement des questions perpétuelles, c'est-à-dire , du partage de la juridiction entre les préteurs , & la coutume qui s'introduisit de plus en plus que ces préteurs jugeassent eux-mêmes (†) toutes les affaires , affoiblirent l'usage du tribunal domestique ; ce qui paroît par la surprise des historiens , qui regardent comme des faits singuliers & comme un renouvellement de la pratique ancienne , les jugemens que Tibère fit rendre par ce tribunal.

L'éta-

(\*) *Judicio de moribus (quod antea quidem in antiquis legibus positum erat, non autem frequentabatur) penitus abolito : leg. II, cod. de repud.*

(†) *Judicia extraordinaria.*

(‡) Constantin l'ôta entièrement : „ C'est une chose indigne, disoit-il, que des mariages tranquilles soient troublés par l'audace des étrangers.

(§) Sixte V. ordonna qu'un mari qui n'iroit point se plain-

L'établissement de la monarchie & le changement des mœurs firent encore cesser l'accusation publique. On pouvoit craindre qu'un malhonnête homme piqué des mépris d'une femme , indigné de ses refus , outré de sa vertu même , ne formât le dessein de la perdre. La loi *Julie* ordonna qu'on ne pourroit accuser une femme d'adultère , qu'après avoir accusé son mari de favoriser ses dérèglemens ; ce qui restreignit beaucoup cette accusation , & l'anéantit pour ainsi dire (†).

Sixte-Quint sembla vouloir renouveler l'accusation publique (§). Mais il ne faut qu'un peu de réflexion pour voir que cette loi , dans une monarchie telle que la sienne , étoit encore plus déplacée que dans toute autre.

## C H A P I T R E XII.

### *De la tutelle des femmes chez les Romains.*

Les institutions des Romains mettoient les femmes dans une perpétuelle tutelle , à moins qu'elles ne fussent sous l'autorité d'un mari (\*\*). Cette tutelle étoit donnée au plus proche des parens par mâles ; & il paroît , par une expression vulgaire (††), qu'elles étoient très-gênées. Cela étoit bon pour la république , & n'étoit point nécessaire dans la monarchie (§§).

Il

plaindre à lui des débauches de sa femme , seroit puni de mort. Voyez *Leti*.

(\*\*) *Nisi convenissent in manum viri.*

(††) *Ne sis mihi patruus oro.*

(§§) La loi Papienne ordonna , sous Auguste , que les femmes qui auroient eu trois enfans , seroient hors de cette tutelle.

Il paroît, par les divers codes des loix des barbares , que les femmes chez les premiers Germains étoient aussi dans une perpétuelle tutelle (\*). Cet usage passa dans les monarchies qu'ils fonderent, mais il ne subsista pas.

### CHAPITRE XIII.

*Des peines établies par les empereurs contre les débauches des femmes.*

LA loi *Julie* établit une peine contre l'adultère. Mais bien loin que cette loi , & celles que l'on fit depuis là-dessus , fussent une marque de la bonté des mœurs , elles furent au contraire une marque de leur dépravation.

Tout le système politique à l'égard des femmes changea dans la monarchie. Il ne fut plus question d'établir chez elles la pureté des mœurs , mais de punir leurs crimes. On ne faisoit de nouvelles loix pour punir ces crimes , que parce qu'on ne punissoit plus les violations , qui n'étoient point ces crimes.

L'affreux débordement des mœurs obligeoit bien

(\*) Cette tutelle s'appelloit chez les Germains , *Mundiburdium*.

(†) Comme on lui eut amené un jeune homme qui avoit épousé une femme , avec laquelle il avoit eu auparavant un mauvais commerce ; il hésita long-temps , n'osant ni approuver , ni punir ces choses. Enfin , reprenant ses esprits : „ les séditions ont été cause de „ grands maux , dit-il , oublions-les ”. *Dion* , liv. LIV. Les Sénateurs lui ayant demandé des réglemens sur les mœurs des femmes , il éluda cette demande , en leur disant qu'ils corrigeassent leurs femmes , comme il corrigeoit

bien les empereurs de faire des loix pour arrêter à un certain point l'impudicité : mais leur intention ne fut pas de corriger les mœurs en général. Des faits positifs rapportés par les historiens prouvent plus cela que toutes ces loix ne sauroient prouver le contraire. On peut voir dans *Dion* la conduite d'Auguste à cet égard ; & comment il éluda , & dans sa préture & dans sa censure , les demandes qui lui furent faites (†).

On trouve bien dans les historiens des jugemens rigides, rendus sous Auguste & sous Tibere , contre l'impudicité de quelques dames Romaines : mais en nous faisant connoître l'esprit de ces regnes, ils nous font connoître l'esprit de ces jugemens.

Auguste & Tibere songerent principalement à punir les débauches de leurs parentes. Ils ne punissoient point le dérèglement des mœurs , mais un certain crime d'impiété ou de leze-majesté (‡) qu'ils avoient inventé, utile pour le respect, utile pour leur vengeance. De-là vient que les auteurs Romains s'élevent si fort contre cette tyrannie.

La peine de la loi *Julie* étoit légère (§). Les empe-

reignoit la sienne ; sur quoi ils le prièrent de leur dire comment il en usoit avec sa femme (question , me semble , fort indiserette.)

(†) *Culpam inter viros & feminas vulgatam gravi nomine lazarum religionum appellando , clementiam majerum suasque ipse leges egrediebatur.* Tacite, *Annal.* liv. III.

(§) Cette loi est rapportée au digeste ; mais on n'y a pas mis la peine. On juge qu'elle n'étoit que de la rélegation , puisque celle de l'inceste n'étoit que de la déportation. *Leg. si quis viduum , ff. de quest.*



empereurs voulurent que dans les jugemens on augmentât la peine de la loi qu'ils avoient faite. Cela fut le sujet des investives des historiens. Ils n'examinèrent pas si les femmes méritoient d'être punies, mais si l'on avoit violé la loi pour les punir.

Une des principales tyrannies de Tibère (\*) fut l'abus qu'il fit des anciennes loix. Quand il voulut punir quelque dame Romaine au-delà de la peine portée par la loi *Julie*, il rétablit contre elles le tribunal domestique (†).

Ces dispositions à l'égard des femmes ne regardoient que les familles des sénateurs, & non pas celles du peuple. On vouloit des prétextes aux accusations contre les grands, & les déportemens des femmes en pouvoient fournir sans nombre.

Enfin ce que j'ai dit, que la bonté des mœurs n'est pas le principe du gouvernement d'un seul, ne se vérifia jamais mieux que sous ces premiers empereurs; & si l'on en doutoit, on n'auroit qu'à lire *Tacite*, *Suétone*, *Juvénal*, & *Martial*.

## CHAPITRE XIV.

### *Loix somptuaires chez les Romains.*

Nous avons parlé de l'incontinence publique, parce qu'elle est jointe avec le luxe, qu'elle  
en

(\*) *Proprium id Tiberio fuit, scelera nuper reperta pristinis verbis obtegere. Tacit.*

(†) *Adulterii graviorem penam deprecatus, ut exemplo majorum, propinquis suis ultra ducentiesimum lapidem removeretur, suasis. Adultero Manlio Italiâ atque Africâ inter-*

en est toujours suivie, & qu'elle le suit toujours. Si vous laissez en liberté les mouvemens du cœur, comment pourrez-vous gêner les foibles-  
ses de l'esprit ?

A Rome, outre les institutions générales, les censeurs firent faire par les magistrats plusieurs loix particulieres, pour maintenir les femmes dans la frugalité. Les loix *Fannienne*, *Lycinienne* & *Oppienne* eurent cet objet. Il faut voir dans *Tite-Live* (†) comment le sénat fut agité, lorsqu'elles demanderent la révocation de la loi *Oppienne*. *Valere-Maxime* met l'époque du luxe chez les Romains à l'abrogation de cette loi.

## C H A P I T R E X V.

*Des dots & des avantages nuptiaux dans les diverses constitutions.*

LES dots doivent être considérables dans les monarchies, afin que les maris puissent soutenir leur rang & le luxe établi. Elles doivent être médiocres dans les républiques, où le luxe ne doit pas régner (§). Elles doivent être à peu près nulles dans les états despotiques, où les femmes sont en quelque façon esclaves.

La communauté des biens introduite par les loix Françaises entre le mari & la femme, est  
très-

*interdictum est.* Tacite, *Annal.* liv. II.

(†) *Décade IV*, liv. IV.

(§) Marseille fut la plus sage des républiques de son temps ; les dots ne pouvoient passer cent écus en argent, & cinq en habits, dit *Strabon*, liv. IV.

très-convenable dans le gouvernement monarchique ; parce qu'elle intéresse les femmes aux affaires domestiques , & les rappelle comme malgré elles au soin de leur maison. Elle l'est moins dans la république , où les femmes ont plus de vertu. Elle seroit absurde dans les états despotiques , où presque toujours les femmes sont elles-mêmes une partie de la propriété du maître.

Comme les femmes , par leur état , sont assez portées au mariage , les gains que la loi leur donne sur les biens de leur mari sont inutiles. Mais ils seroient très-pernicieux dans une république , parce que leurs richesses particulières produisent le luxe. Dans les états despotiques , les gains de nœces doivent être leur subsistance , & rien de plus.

## CHAPITRE XVI.

### *Belle coutume des Samnites.*

**L**es *Samnites* avoient une coutume , qui , dans une petite république , & sur-tout dans la situation où étoit la leur , devoit produire d'admirables effets. On assembloit tous les jeunes-gens , & on les jugeoit. Celui qui étoit déclaré le meilleur de tous , prenoit pour sa femme la fille qu'il vouloit ; celui qui avoit les suffrages après lui choisissoit encore , & ainsi de suite (\*). Il étoit admirable de ne regarder entre les biens des garçons

(\*) *Fragm. de Nicolas de Damas , tiré de Stobée dans le recueil de Constantin Porphyrogénète.*

cons que les belles qualités & les services rendus à la patrie. Celui qui étoit le plus riche de ces sortes de biens choissoit une fille dans toute la nation. L'amour, la beauté, la chasteté, la vertu, la naissance, les richesses même, tout cela étoit, pour ainsi dire, la dot de la vertu. Il seroit difficile d'imaginer une récompense plus noble, plus grande, moins à charge à un petit état, plus capable d'agir sur l'un & l'autre sexe.

Les Samnites descendoient des Lacédémoniens; & Platon, dont les institutions ne sont que la perfection des loix de Lycurgue, donna à peu près une pareille loi (†).

## C H A P I T R E X V I I.

### *De l'administration des Femmes.*

**I**L est contre la raison & contre la nature, que les femmes soient maîtresses dans la maison, comme cela étoit établi chez les Egyptiens: mais il ne l'est pas qu'elles gouvernent un empire. Dans le premier cas, l'état de foiblesse où elles sont ne leur permet pas la prééminence; dans le second, leur foiblesse même leur donne plus de douceur & de modération; ce qui peut faire un bon gouvernement, plutôt que les vertus dures & féroces.

Dans les Indes, on se trouve très-bien du gouvernement des femmes; & il est établi, que si les  
mâles

(†) Il leur permet même de se voir plus fréquemment.



mâles ne viennent pas d'une mere du même sang, les filles qui ont une mere du sang royal succèdent (\*). On leur donne un certain nombre de personnes pour les aider à porter le poids du gouvernement. Selon monsieur *Smith* (†), on se trouve aussi très-bien du gouvernement des femmes en Afrique. Si l'on ajoute à cela l'exemple de la Moscovie & de l'Angleterre, on verra qu'elles réussissent également & dans le gouvernement modéré & dans le gouvernement despotique (e).

\*\*\*\*\*

## L I V R E V I I I.

*De la corruption des principes des trois gouvernemens.*

### CHAPITRE PREMIER.

*Idee générale de ce livre.*

LA corruption de chaque gouvernement commence presque toujours par celle des principes.

C H A.

(\*) Lettres édif. 14 recueil.

(†) Voyage de Guinée, seconde partie, p. 165 de la traduction, sur le royaume d'*Angana* sur la Côte-d'Or.

(e) Nous ferons une remarque générale sur ce chapitre, c'est que les vérités qu'on y trouve, bien loin d'être générales, sont très-particulières; & qu'elles dépendent d'une infinité de circonstances, qui résultent de la nature d'un pays, de son plus ou moins d'étendue, des inclinations des habitans, de la situation des parties qui forment l'état, de l'intérêt particulier & réciproque de ces parties &c. Il y a, par exemple, une très-grande différence entre une république concentrée  
dans

## C H A P I T R E II.

*De la corruption du principe de la démocratie.*

**L**E principe de la démocratie se corrompt, non seulement lorsqu'on perd l'esprit d'égalité, mais encore quand on prend l'esprit d'égalité extrême, & que chacun veut être égal à ceux qu'il choisit pour lui commander. Pour lors le peuple ne pouvant souffrir le pouvoir même qu'il confie, veut tout faire par lui-même, délibérer pour le sénat, exécuter pour les magistrats, & dépouiller tous les juges.

Il ne peut plus y avoir de vertu dans la république. Le peuple veut faire les fonctions des magistrats; on ne les respecte donc plus. Les délibérations du sénat n'ont plus de poids; on n'a donc plus d'égard pour les sénateurs, & par conséquent pour les vieillards. Que si l'on n'a pas de respect pour les vieillards, on n'en aura pas non plus pour les peres; les maris ne méritent pas plus de déférence, ni les maîtres plus de soumission. Tout le monde parviendra à aimer ce libertinage; la gêne du commandement fatiguera comme celle de l'obéissance. Les femmes, les enfans,

dans l'enceinte d'une ville comme étoit celle de Rome, & de plusieurs autres villes de l'antiquité, & une république composée de différentes villes &c. On nous cite perpétuellement les républiques anciennes, sans songer qu'elles n'ont rien de ressemblant que le nom de *république*. Il en faut dire autant des monarchies & de toutes les autres sortes de gouvernemens. La huitième lettre de l'*Esprit des loix* quintessencié contient des réflexions très-judicieuses sur ce VII Livre. (R. d'un A.)

fans, les esclaves, n'auront de soumission pour personne. Il n'y aura plus de mœurs, plus d'amour de l'ordre, enfin plus de vertu (a).

On voit, dans le *banquet de Xénophon*, une peinture bien naïve d'une république où le peuple a abusé de l'égalité. Chaque convive donne à son tour la raison pourquoi il est content de lui.

„ Je suis content de moi, *dit Chamides*, à cause  
 „ de ma pauvreté. Quand j'étois riche, j'étois  
 „ obligé de faire ma cour aux calomniateurs, sça-  
 „ chant bien que j'étois plus en état de recevoir  
 „ du mal d'eux que de leur en faire. La répu-  
 „ blique me demandoit toujours quelque nouvelle  
 „ somme; je ne pouvois m'absenter. Depuis que  
 „ je suis pauvre, j'ai acquis de l'autorité; per-  
 „ sonne ne me menace, je menace les autres;  
 „ je puis m'en aller ou rester. Déjà les riches se  
 „ levent de leurs places & me cedent le pas. Je  
 „ suis un roi, j'étois esclave; je payois un tribut  
 „ à la république, aujourd'hui elle me nourrit;  
 „ je ne crains plus de perdre, j'espère d'acquérir”.

Le peuple tombe dans ce malheur, lorsque ceux à qui il se confie, voulant cacher leur propre corruption, cherchent à le corrompre. Pour qu'il ne voie pas leur ambition, ils ne lui parlent que de sa grandeur; pour qu'il n'apperçoive pas leur avarice, ils flattent sans cesse la sienne.

La corruption augmentera parmi les corrupteurs, & elle augmentera parmi ceux qui sont dé-  
 ja

(a) Voilà une suite de conséquences bien rapide; à la vérité, quoiqu'elles ne se déduisent pas les unes des autres, on les trouve néanmoins assez souvent ensemble:

ja corrompus. Le peuple se distribuera tous les deniers publics ; & comme il aura joint à sa paresse la gestion des affaires , il voudra joindre à sa pauvreté les amusemens du luxe. Mais avec sa paresse & son luxe , il n'y aura que le trésor public qui puisse être un objet pour lui.

Il ne faudra pas s'étonner , si l'on voit les suffrages se donner pour de l'argent. On ne peut donner beaucoup au peuple , sans retirer encore plus de lui : mais pour retirer de lui , il faut renverser l'état. Plus il paroîtra tirer d'avantage de sa liberté , plus il s'approchera du moment où il doit la perdre. Il se forme de petits tyrans , qui ont tous les vices d'un seul. Bientôt ce qui reste de liberté devient insupportable ; un seul tyran s'élève , & le peuple perd tout jusqu'aux avantages de sa corruption.

La démocratie a donc deux excès à éviter ; l'esprit d'inégalité , qui la mène à l'aristocratie , ou au gouvernement d'un seul ; & l'esprit d'égalité extrême , qui la conduit au despotisme d'un seul , comme le despotisme d'un seul finit par la conquête.

Il est vrai que ceux qui corrompirent les républiques Grecques ne devinrent pas toujours tyrans. C'est qu'ils s'étoient plus attachés à l'éloquence qu'à l'art militaire : outre qu'il y avoit dans le cœur de tous les Grecs une haine implacable contre ceux qui renversoient le gouvernement républicain ; ce qui fit que l'anarchie dégénéra

ble : car telle est la faiblesse de l'homme , qu'il passe rapidement d'un vice à l'autre. (*R. d'un A.*)



néra en anéantissement, au lieu de se changer en tyrannie.

Mais *Syracuse*, qui se trouva placée au milieu d'un grand nombre de petites oligarchies changées en tyrannies (\*); *Syracuse* qui avoit un sénat (†) dont il n'est presque jamais fait mention dans l'histoire, essuya des malheurs que la corruption ordinaire ne donne pas. Cette ville, toujours dans la licence (‡) ou dans l'oppression, également travaillée par sa liberté & par sa servitude, recevant toujours l'une & l'autre comme une tempête, & malgré sa puissance au dehors, toujours déterminée à une révolution par la plus petite force étrangère, avoit dans son sein un peuple immense, qui n'eut jamais que cette cruelle alternative de se donner un tyran, ou de l'être lui-même.

### C H A P I T R E III.

#### *De l'esprit d'égalité extrême.*

AUTANT que le ciel est éloigné de la terre, autant le véritable esprit d'égalité l'est-il de l'esprit d'égalité extrême. Le premier ne consiste point à faire en sorte que tout le monde commande, ou que personne ne soit commandé; mais à obéir & à commander à ses égaux. Il ne cherche

(\*) Voyez *Plutarque*, dans les vies de *Timoléon* & de *Dion*.

(†) C'est celui des six cent, dont parle *Diodore*.

(‡) Ayant chassé les tyrans, ils firent citoyens des étrangers & des soldats mercénaires, ce qui causa des guerres civiles, *Aristote*, polit. liv. V, ch. III. Le peuple

che pas à n'avoir point de maître, mais à n'avoir que ses égaux pour maîtres.

Dans l'état de nature, les hommes naissent bien dans l'égalité: mais ils n'y sçauroient rester. La société la leur fait perdre, & ils ne redeviennent égaux que par les loix.

Telle est la différence; entre la démocratie réglée & celle qui ne l'est pas; que, dans la première, on n'est égal que comme citoyen; & que, dans l'autre, on est encore égal comme magistrat, comme sénateur, comme juge, comme pere, comme mari, comme maître.

La place naturelle de la vertu est auprès de la liberté: mais elle ne se trouve pas plus auprès de la liberté extrême, qu'auprès de la servitude.

#### C H A P I T R E IV.

##### *Cause particuliere de la corruption du peuple.*

Les grands succès, sur-tout ceux auxquels le peuple contribue beaucoup, lui donnent un tel orgueil, qu'il n'est plus possible de le conduire. Jaloux des magistrats, il le devient de la magistrature; ennemi de ceux qui gouvernent, il l'est bientôt de la constitution. C'est ainsi que la victoire de Salamine sur les Perses corrompt la répu-

ple ayant été cause de la victoire sur les Athéniens, la république fut changée, *ibid.* ch. IV. La passion de deux jeunes magistrats, dont l'un enleva à l'autre un jeune garçon, & celui-ci lui débaucha sa femme, fit changer la forme de cette république, *ib.* liv. VII, ch. IV.

192 DE L'ESPRIT DES LOIX,  
république d'Athènes (\*); c'est ainsi que la défaite des Athéniens perdit la république de Syracuse (†).

Celle de Marseille n'éprouva jamais ces grands passages de l'abaissement à la grandeur : aussi se gouverna-t-elle toujours avec sagesse , aussi conserva-t-elle ses principes.

---

## CHAPITRE V.

*De la corruption du principe de l'aristocratie.*

L'ARISTOCRATIE se corrompt , lorsque le pouvoir des nobles devient arbitraire : il ne peut plus y avoir de vertu dans ceux qui gouvernent , ni dans ceux qui sont gouvernés.

Quand les familles regnantes observent les loix, c'est une monarchie qui a plusieurs monarques, & qui est très-bonne par sa nature ; presque tous ces monarques sont liés par les loix. Mais quand elles ne les observent pas , c'est un état despotique qui a plusieurs despotes (b).

Dans ce cas , la république ne subsiste qu'à l'égard des nobles , & entr'eux seulement. Elle est dans le corps qui gouverne , & l'état despotique est dans le corps qui est gouverné ; ce qui fait les deux corps du monde les plus desunis.

L'ex-

(\*) Arist. Polit. liv. V , ch. IV.

(†) Ibid.

(b) Ce passage confirme ce que nous avons remarqué à la note (a) p. 16 (R. d'un A.)

(†) L'aristocratie se change en oligarchie.

(§) Venise est une des républiques qui a le mieux corrigé

L'extrême corruption est lorsque les nobles deviennent héréditaires (†) ; ils ne peuvent plus guere avoir de modération. S'ils sont en petit nombre, leur pouvoir est plus grand, mais leur sûreté diminue ; s'ils sont en plus grand nombre, leur pouvoir est moindre & leur sûreté plus grande : en sorte que le pouvoir va croissant, & la sûreté diminuant, jusqu'au despote sur la tête duquel est l'excès du pouvoir & du danger.

Le grand nombre des nobles dans l'aristocratie héréditaire rendra donc le gouvernement moins violent : mais comme il y aura peu de vertu, on tombera dans un esprit de nonchalance, de paresse, d'abandon, qui fera que l'état n'aura plus de force ni de ressort (§).

Une aristocratie peut maintenir la force de son principe, si les loix sont telles qu'elles fassent plus sentir aux nobles les périls & les fatigues du commandement que ses délices ; & si l'état est dans une telle situation, qu'il ait quelque chose à redouter ; & que la sûreté vienne du dedans, & l'incertitude du dehors.

Comme une certaine confiance fait la gloire & la sûreté d'une monarchie, il faut au contraire qu'une république redoute quelque chose (\*\*). La crainte des Perses maintint les loix chez les Grecs.

corrigé par ses loix les inconvénients de l'aristocratie héréditaire.

(\*\*) *Justin* attribue à la mort d'Epaminondas, l'extinction de la vertu à Athènes. N'ayant plus d'émulation, ils dépensèrent leurs revenus en fêtes, *frequentius cenam quam castra visentes*. Pour lors les Macédoniens sortirent de l'obscurité, *Liv. VI.*



Grecs. Carthage & Rome s'intimidèrent l'une l'autre, & s'affermirent. Chose singulière ! plus ces états ont de fureté, plus, comme des eaux trop tranquilles, ils sont sujets à se corrompre (c).

## CHAPITRE VI.

*De la corruption du principe de la monarchie.*

COMME les démocraties se perdent lorsque le peuple dépouille le sénat, les magistrats & les juges de leurs fonctions ; les monarchies se corrompent, lorsqu'on ôte peu à peu les prérogatives des corps, ou les privilèges des villes. Dans le premier cas, on va au despotisme de tous ; dans l'autre, au despotisme d'un seul (d).

„ Ce qui perdit les dynasties de Tsin & de  
 „ Soüi, dit un auteur Chinois, c'est qu'au lieu de  
 „ se borner, comme les anciens, à une inspec-  
 „ tion générale, seule digne du souverain, les  
 „ princes voulurent gouverner tout immédiate-  
 „ ment par eux-mêmes (\*)”. L'auteur Chinois  
 nous donne ici la cause de la corruption de pres-  
 que toutes les monarchies.

La

(c) Je ne trouve pas la chose si singulière : toute action demande un principe ; ce qui ne tend pas à son élévation tend vers son déclin ; dès qu'on se croit en fureté & qu'on n'appréhende rien, on se néglige ; la négligence mène à la paresse & fait perdre les idées de ce qui est nécessaire pour sa défense ; la nonchalance est la compagne de la paresse, les parties du corps se relâchent, la force s'anéantit, & voilà comme les états tombent & s'abîment.

(d) Ajoutez qu'une Démocratie change en une Aristocratie despotique, lorsque ceux auxquels on a confié le maniement des affaires, s'approprient la ges-  
 tion

La monarchie se perd, lorsqu'un prince croit qu'il montre plus sa puissance, en changeant l'ordre des choses qu'en le suivant, lorsqu'il ôte les fonctions naturelles des uns pour les donner arbitrairement à d'autres, & lorsqu'il est plus amoureux de ses fantaisies que de ses volontés.

La monarchie se perd, lorsque le prince rapportant tout uniquement à lui, appelle l'état à sa capitale, la capitale à la cour, & la cour à sa seule personne.

Enfin elle se perd, lorsqu'un prince méconnoît son autorité, sa situation, l'amour de ses peuples; & lorsqu'il ne sent pas bien qu'un monarque doit se juger en sûreté, comme un despote doit se croire en péril.

## C H A P I T R E VII.

*Continuation du même sujet.*

**L**E principe de la monarchie se corrompt, lorsque les premières dignités sont les marques de la première servitude, lorsqu'on ôte aux grands le

tion comme un domaine, ou comme un bien de famille, &c. lorsqu'ils anéantissent les différents ordres établis dans les villes, obscurcissent les loix, ôtent peu à peu aux corps leurs prérogatives; expliquent les privilèges accordés aux villes, communautés &c. comme s'ils avoient été donnés aux magistrats. Dans ces cas il s'introduit dans l'état un despotisme d'un certain ordre de personnes, qui n'auront d'autres vues que de conserver l'opulence dans leurs familles, par des emplois aisés, &c à l'abri de toute perquisition.

(\*) Compilation d'ouvrages faits sous les *Ming*, rapportés par le P. du Halde.

le respect des peuples , & qu'on les rend de *vils* instrumens du pouvoir arbitraire.

Il se corrompt encore plus , lorsque l'honneur a été mis en contradiction avec les honneurs , & que l'on peut être à la fois couvert d'infamie (\*) & de dignités.

Il se corrompt, lorsque le prince change sa justice en sévérité; lorsqu'il met, comme les empereurs Romains , une tête de Méduse sur sa poitrine (†); lorsqu'il prend cet air menaçant & terrible que Commode faisoit donner à ses statues (†).

Le principe de la monarchie se corrompt, lorsque des aines singulièrement lâches , tirent vanité de la grandeur que pourroit avoir leur servitude; & qu'elles croient que ce qui fait que l'on doit tout au prince , fait que l'on ne doit rien à sa patrie.

Mais , s'il est vrai (ce que l'on a vu dans tous les temps) , qu'à mesure que le pouvoir du monarque devient immense, sa sûreté diminue; corrompre ce pouvoir , jusqu'à le faire changer de nature , n'est-ce pas un crime de leze-majesté contre lui?



## CHA-

(\*) Sous le regne de *Tibère* on éleva des statues & l'on donna les ornemens triomphaux aux délateurs; ce qui avilit tellement ces honneurs , que ceux qui les avoient mérités les dédaignèrent. *Fragm. de Dion*, liv. LVIII, tiré de l'*extrait des vertus & des vices* de *Const. Porphyrog.* Voyez dans *Tacite* , comment *Néron* , sur la découverte & la punition d'une prétendue conjuration , donna à *Petronius Turpilianus* , à *Nerva* , à *Tigellinus*,  
les

## CHAPITRE VIII.

! *Danger de la corruption du principe du gouvernement Monarchique.*

L'INCONVENIENT n'est pas lorsque l'état passe d'un gouvernement modéré à un gouvernement modéré, comme de la république à la monarchie, ou de la monarchie à la république: mais quand il tombe & se précipite du gouvernement modéré au despotisme.

La plupart des peuples d'Europe sont encore gouvernés par les mœurs. Mais, si par un long abus du pouvoir, si par une grande conquête, le despotisme s'établissoit à un certain point, il n'y auroit pas de mœurs ni de climat qui tinssent; & dans cette belle partie du monde la nature humaine souffriroit, au moins pour un temps, les insultes qu'on lui fait dans les trois autres.

## CHAPITRE IX.

*Combien la noblesse est portée à défendre le trône.*

LA noblesse Angloise s'ensevelit avec Charles premier sous les débris du trône; & avant cela, lorsque Philippe second fit entendre aux oreilles

les ornemens triomphaux. *Annal. Liv. XIV. Voyez aussi comment les généraux dédaigneroient de faire la guerre, parce qu'ils en méprisoient les honneurs, pervulgatis triumphis insignibus, Tacit. Annal. Liv. XIII.*

(1) Dans cet état, le prince savoit bien quel étoit le principe de son gouvernement.

(1) Hérodien.



oreilles des François le mot de liberté, la couronne fut toujours soutenue par cette noblesse, qui tient à honneur d'obéir à un roi, mais qui regarde comme la souveraine infamie de partager la puissance avec le peuple.

On a vu la maison d'Autriche travailler sans relâche à opprimer la noblesse Hongroise. Elle ignoroit de quel prix elle lui feroit quelque jour. Elle cherchoit chez ces peuples de l'argent qui n'y étoit pas ; elle ne voyoit pas des hommes qui y étoient. Lorsque tant de princes partageoient entr'eux ses états, toutes les pieces de sa monarchie immobiles & sans action tomboient, pour ainsi dire, les unes sur les autres. Il n'y avoit de vie que dans cette noblesse qui s'indigna, oublia tout pour combattre, & crut qu'il étoit de sa gloire de périr & de pardonner.

## CHAPITRE X.

### *De la corruption du principe du gouvernement despotique.*

LE principe du gouvernement despotique se corrompt sans cesse, parce qu'il est corrompu par sa nature. Les autres gouvernemens périssent, parce que des accidens particuliers en violent

(e) Voilà une assertion qui demanderoit bien d'être prouvée valablement. On pourroit dire avec plus de raison, que les meilleures loix ne peuvent prévenir la chute d'un état, lorsque les principes du gouvernement sont corrompus, la force du principe entraînant tout, ainsi qu'un fleuve rapide que des vents contraires ne peuvent arrêter ni détourner ; on pourroit y  
ajou-

lent le principe; celui-ci périt par son vice intérieur, lorsque quelques causes accidentelles n'empêchent point son principe de se corrompre. Il ne se maintient donc que quand des circonstances tirées du climat, de la religion, de la situation, ou du génie du peuple, le forcent à suivre quelque ordre & à souffrir quelque règle. Ces choses forcent sa nature, sans la changer; sa férocité reste; elle est pour quelque temps apprivoisée.

## C H A P I T R E X I.

*Effets naturels de la bonté & de la corruption des principes.*

**L**ORSQUE les principes du gouvernement sont une fois corrompus, les meilleures loix deviennent mauvaises, & se tournent contre l'état; lorsque les principes en sont sains, les mauvaises ont l'effet des bonnes; la force du principe entraîne tout (e).

Les Crétois, pour tenir les premiers magistrats dans la dépendance des loix, employoient un moyen bien singulier; c'étoit celui de l'*insurrection*. Une partie des citoyens se soulevoit (\*), mettoit en fuite les magistrats, & les obligeoit de rentrer dans la condition privée. Cela étoit censé

ajouter que les mauvaises loix, bien loin d'avoir l'effet des bonnes, peuvent avec le temps affoiblir non seulement la force du principe, mais l'arrêter même, & le surmonter, comme un courant peut être arrêté à force de lui opposer des amas de terre &c. (R. d'un A.)

(\*) *Aristote*, Polit. liv. II, ch. X.

fé fait en conséquence de la loi. Une institution pareille, qui établissoit la sédition pour empêcher l'abus du pouvoir, sembloit devoir renverser quelque république que ce fût ; elle ne détruisit pas celle de Crete. Voici pourquoi (\*) :

Lorsque les anciens vouloient parler d'un peuple qui avoit le plus grand amour pour la patrie , ils citoient les Crétois : *la patrie* , disoit Platon (†) , *nom si tendre aux Crétois*. Ils l'appelloient d'un nom qui exprime l'amour d'une mere pour ses enfans (‡). Or l'amour de la patrie corrige tout.

Les loix de Pologne ont aussi leur *insurrection*. Mais les inconvéniens qui en résultent , font bien voir que le seul peuple de Crete étoit en état d'employer avec succès un pareil remede.

Les exercices de la gymnastique établis chez les Grecs ne dépendirent pas moins de la bonté du principe du gouvernement. „ Ce furent les „ Lacédémoniens & les Crétois , dit Platon (§) , „ qui ouvrirent ces académies fameuses , qui leur „ firent tenir dans le monde un rang si distingué.

(\*) On se réunissoit toujours d'abord contre les ennemis du dehors , ce qui s'appelloit *syncrétisme*. Plutarq. *Moral.* p. 88.

(†) Répub. Liv. IX.

(‡) Plutarq. *Morales* , au Traité , si l'homme d'âge doit se mêler des affaires publiques.

(§) Répub. Lib. V.

(\*\*) La gymnastique se divisoit en deux parties , la danse & la lutte. On voyoit en Crete les danses armées des Curettes ; à Lacédémone celles de Castor & de Pollux ; à Athenes , les danses armées de Pallas , très-propres pour ceux qui ne sont pas encore en âge d'aller à la guerre. La lutte est l'image de la guerre , dit Platon , des loix , Liv. VII. Il loue l'antiquité , de n'a-

„ gué. La pudeur s'allarma d'abord , mais elle „ céda à l'utilité publique”. Du temps de Platon ces institutions étoient admirables (\*\*); elles se rapportoient à un grand objet , qui étoit l'art militaire. Mais , lorsque les Grecs n'eurent plus de vertu , elles détruisirent l'art militaire même; on ne descendit plus sur l'arene pour se former, mais pour se corrompre (††).

Plutarque nous dit (‡‡) que, de son temps , les Romains pensoient que ces jeux avoient été la principale cause de la servitude où étoient tombés les Grecs. C'étoit , au contraire , la servitude des Grecs qui avoit corrompu ces exercices. Du temps de Plutarque (§§) les parcs où l'on combattoit à nud , & les jeux de la lutte , rendoient les jeunes gens lâches , les portoient à un amour infâme , & n'en faisoient que des baladins : mais du tems d'Epaminondas , l'exercice de la lutte faisoit gagner aux Thébains la bataille de Leuctres (§§§).

Il y a peu de loix qui ne soient bonnes , lorsque l'état n'a point perdu ses principes ; & , comme disoit Epicure en parlant des richesses , ce n'est point la liqueur qui est corrompue , c'est le vase.

CHA-

n'avoir établi que deux danses , la pacifique & la Pyrrhique. Voyez comment cette dernière danse s'appliquoit à l'art militaire , Platon , *ibid.*

(††) . . . . . *Aut libidinosæ*

*Ledæas Lacedæmonis palastras.*

Marial , lib. 4 , Epig. 55.

(‡‡) *Oeuvres morales , au Traité des demandes des Romains.*

(§§) Plutarque , *ibid.*

(§§§) Plutarque , *Morales , propos de tables , Liv. III*



## CHAPITRE XII.

*Continuation du même sujet.*

ON prenoit à Rome les juges dans l'ordre des sénateurs. Les *Gracques* transporterent cette prérogative aux chevaliers. *Drusus* la donna aux sénateurs & aux chevaliers ; *Sylla* aux sénateurs seuls ; *Cotta* aux sénateurs, aux chevaliers & aux trésoriers de l'épargne. *César* exclut ces derniers. *Matoine* fit des décuries de sénateurs, de chevaliers & de centurions.

Quand une république est corrompue, on ne peut remédier à aucun des maux qui naissent, qu'en ôtant la corruption & en rappelant les principes : toute autre correction est ou inutile ou un nouveau mal. Pendant que Rome conserva ses principes, les jugemens purent être sans abus entre les mains des sénateurs : mais quand elle fut corrompue, à quelque corps que ce fût qu'on transportât les jugemens, aux sénateurs, aux chevaliers, aux trésoriers de l'épargne, à deux de ces corps, à tous les trois ensemble, à quelqu'autre corps que ce fût, on étoit toujours mal. Les chevaliers n'avoient pas plus de vertu que les sénateurs, les trésoriers de l'épargne pas plus que les chevaliers, & ceux-ci aussi peu que les centurions.

Lorsque le peuple de Rome eut obtenu qu'il auroit part aux magistratures patriciennes, il étoit naturel de penser que ses flatteurs alloient être les arbitres du gouvernement. Non : l'on vit ce peu-

peuple , qui rendoit les magistratures communes aux plébéiens , élire toujours des patriciens. Parce qu'il étoit vertueux , il étoit magnanime ; parce qu'il étoit libre , il dédaignoit le pouvoir. Mais lorsqu'il eut perdu ses principes , plus il eut de pouvoir , moins il eut de ménagemens ; jusqu'à ce qu'enfin , devenu son propre tyran & son propre esclave , il perdit la force de la liberté pour tomber dans la foiblesse de la licence.

## C H A P I T R E XIII.

*Effet du serment chez un peuple vertueux.*

**I**L n'y a point eu de peuple , dit Tite-Live (\*), où la dissolution se soit plus tard introduite que chez les Romains , & où la modération & la pauvreté aient été plus long-temps honorées.

Le *serment* eut tant de force chez ce peuple , que rien ne l'attacha plus aux loix. Il fit bien des fois , pour l'observer , ce qu'il n'auroit jamais fait pour la gloire , ni pour la patrie.

*Quintius Cincinnatus* , consul , ayant voulu lever une armée dans la ville , contre les Eques & les Volsques , les tribuns s'y opposèrent. „ Eh bien , „ *dit-il* , que tous ceux qui ont fait serment au „ consul de l'année précédente marchent sous „ mes enseignes (†)”. En vain les tribuns s'écrierent-ils qu'on n'étoit plus lié par ce serment ; que , quand on l'avoit fait , *Quintius* étoit un homme privé : le peuple fut plus religieux que ceux

qui

(\*) Liv. I.

(†) Tite-Live , liv. III.

qui se mêloient de le conduire; il n'écouta ni les distinctions ni les interprétations des tribuns.

Lorsque le même peuple voulut se retirer sur le Mont-sacré, il se sentit retenu par le serment qu'il avoit fait aux consuls, de les suivre à la guerre (\*). Il forma le dessein de les tuer: on lui fit entendre que le serment n'en subsisteroit pas moins. On peut juger de l'idée qu'il avoit de la violation du serment, par le crime qu'il vouloit commettre.

Après la bataille de Cannes, le peuple effrayé voulut se retirer en Sicile: Scipion lui fit jurer qu'il resteroit à Rome; la crainte de violer leur serment surmonta toute autre crainte. Rome étoit un vaisseau tenu par deux ancres dans la tempête, la religion & les mœurs (f).

## CHAPITRE XIV.

*Comment le plus petit changement dans la constitution, entraîne la ruine des principes.*

**A**RISTOTE nous parle de la république de Carthage comme d'une république très-bien réglée. Polybe nous dit qu'à la seconde guerre Punique (†) il y avoit à Carthage cet inconvénient, que le sénat avoit perdu presque toute son autorité. Tite-Live nous apprend que lorsqu'Annibal

re-

(\*) Tite-Live, liv. II.

(f) Voilà une preuve du soin qu'il faut apporter pour conserver un lien, dont on peut tirer si grand parti; c'est le détruire que de le rendre trop commun; l'esprit se familiarise à un acte dont le fondement est pris de l'idée qu'on se fait de son importance. Le serment est si commun à Londres qu'on le fait prêter pour

retourna à Carthage, il trouva que les magistrats & les principaux citoyens détournoient à leur profit les revenus publics, & abusoient de leur pouvoir. La vertu des magistrats tomba donc avec l'autorité du sénat; tout coula du même principe.

On connoît les prodiges de la censure chez les Romains. Il y eut un temps où elle devint pesante : mais on la soutint, parce qu'il y avoit plus de luxe que de corruption. Claudius l'affoiblit : & par cet affoiblissement, la corruption devint encore plus grande que le luxe; & la censure (†) s'abolit, pour ainsi dire, d'elle-même. Troublée, demandée, reprise, quittée, elle fut entièrement interrompue jusqu'au temps où elle devint inutile, je veux dire les regnes d'Auguste & de Claude.

## CHAPITRE XV.

*Moyens très-efficaces pour la conservation des trois principes.*

**J**E ne pourrai me faire entendre, que lorsqu'on aura lu les quatre chapitres suivans (g).

## CHA.

pour la moindre chose; aussi y voit-on faire de faux sermens tous les jours. (R. d'un A.)

(†) Environ cent ans après.

(‡) Voyez Dion, liv. XXXVIII : la vie de Cicéron dans Plutarque : Cicéron à Atticus, liv. IV, lett. 10 & 15 : Asconius sur Cicéron de divinatione.

(g) Etoit-ce la peine de faire un nouveau Chapitre pour ne rien dire? (R. d'un A.)



## CHAPITRE XVI.

*Propriétés distinctives de la république.*

IL est de la nature d'une république, qu'elle n'ait qu'un petit territoire; sans cela elle ne peut guerre subsister. Dans une grande république, il y a de grandes fortunes, & par conséquent peu de modération dans les esprits; il y a de trop grands dépôts à mettre entre les mains d'un citoyen; les intérêts se particularisent; un homme sent d'abord qu'il peut être heureux, grand, glorieux, sans sa patrie; & bientôt, qu'il peut être seul grand sur les ruines de sa patrie.

Dans une grande république, le bien commun est sacrifié à mille considérations; il est subordonné à des exceptions; il dépend des accidens. Dans une petite, le bien public est mieux senti, mieux connu, plus près de chaque citoyen; les abus y sont moins étendus, & par conséquent moins protégés.

Ce qui fit subsister si long-temps Lacédémone, c'est qu'après toutes ses guerres, elle resta toujours avec son territoire. Le seul but de Lacédémone étoit la liberté; le seul avantage de sa liberté, c'étoit la gloire (b).

Ce fut l'esprit des républiques Grecques de se contenter de leurs terres, comme de leurs loix. Athenes prit de l'ambition, & en donna à Lacédémone: mais ce fut plutôt pour commander à des

(b) Il est aisé de voir que l'Auteur a porté ses méditations principalement sur ces Républiques anciennes qu'il ne cesse de nous citer. (R. d'un A.)

des peuples libres , que pour gouverner des esclaves; plutôt pour être à la tête de l'union, que pour la rompre. Tout fut perdu lorsqu'une monarchie s'éleva : gouvernement dont l'esprit est plus tourné vers l'aggrandissement.

Sans des circonstances particulières (\*), il est difficile que tout autre gouvernement que le républicain puisse subsister dans une seule ville. Un prince d'un si petit état chercheroit naturellement à opprimer, parce qu'il auroit une grande puissance, & peu de moyens pour en jouir ou pour la faire respecter; il fouleroit donc beaucoup ses peuples. D'un autre côté, un tel prince seroit aisément opprimé par une force étrangère, ou même par une force domestique; le peuple pourroit à tous les instans s'assembler, & se réunir contre lui. Or, quand un prince d'une ville est chassé de sa ville, le procès est fini; s'il a plusieurs villes, le procès n'est que commencé.

## CHAPITRE XVII.

### *Propriétés distinctives de la monarchie.*

UN état monarchique doit être d'une grandeur médiocre. S'il étoit petit, il se formeroit en république. S'il étoit fort étendu, les principaux de l'état, grands par eux-mêmes, n'étant point sous les yeux du prince, ayant leur cour hors de

(\*) Comme quand un petit souverain se maintient entre deux grands états par leur jalousie mutuelle; mais il n'existe que précairement.

de la cour, assurés d'ailleurs contre les exécutions promptes par les loix & par les mœurs, pourroient cesser d'obéir; ils ne craindroient pas une punition trop lente & trop éloignée.

Aussi Charlemagne eut-il à peine fondé son empire, qu'il fallut le diviser; soit que les gouverneurs des provinces n'obéissent pas; soit que, pour les faire mieux obéir, il fût nécessaire de partager l'empire en plusieurs royaumes.

Après la mort d'Alexandre, son empire fut partagé. Comment ces grands de Grece & de Macédoine, libres, ou du moins chefs des conquérans répandus dans cette vaste conquête, auroient-ils pu obéir?

Après la mort d'Attila, son empire fut dissous: tant de rois qui n'étoient plus contenus, ne pouvoient point reprendre des chaînes.

Le prompt établissement du pouvoir sans bornes, est le remède qui, dans ces cas, peut prévenir la dissolution; nouveau malheur après celui de l'aggrandissement!

Les fleuves courent se mêler dans la mer, les monarchies vont se perdre dans le despotisme.

## CHAPITRE XVIII.

*Que la monarchie d'Espagne étoit dans un cas particulier.*

QU'ON ne cite point l'exemple de l'Espagne; elle prouve plutôt ce que je dis. Pour garder

(\*) Voyez l'histoire des Provinces-Unies, par Mr. le Clerc.

der l'Amérique, elle fit ce que le despotisme même ne fait pas, elle en détruisit les habitans; il fallut, pour conserver sa colonie, qu'elle la tint dans la dépendance de sa subsistance même.

Elle essaya le despotisme dans les Pays-Bas; & sitôt qu'elle l'eût abandonné, ses embarras augmentèrent. D'un côté, les Wallons ne vouloient pas être gouvernés par les Espagnols; & de l'autre, les soldats Espagnols ne vouloient pas obéir aux officiers Wallons (\*).

Elle ne se maintint dans l'Italie, qu'à force de l'enrichir & de se ruiner : car ceux qui auroient voulu se défaire du roi d'Espagne, n'étoient pas pour cela d'humeur à renoncer à son argent.

## CHAPITRE XIX.

### *Propriétés distinctives du gouvernement despotique.*

UN grand empire suppose une autorité despotique dans celui qui gouverne. Il faut que la promptitude des résolutions supplée à la distance des lieux où elles sont envoyées; que la crainte empêche la négligence du gouverneur ou du magistrat éloigné; que la loi soit dans une seule tête; & qu'elle change sans cesse, comme les accidens, qui se multiplient toujours dans l'état à proportion de sa grandeur (i).

CHA.

(i) Ce Chapitre fait sentir évidemment que les Etats, quels qu'ils soient, doivent être bornés dans  
leur



## CHAPITRE XX.

*Conséquence des chapitres précédens.*

QUE si la propriété naturelle des petits états , est d'être gouvernés en république , celle des médiocres d'être soumis à un monarque , celles des grands empires d'être dominés par un despote ; il suit que , pour conserver les principes du gouvernement établi , il faut maintenir l'état dans la grandeur qu'il avoit déjà ; & que cet état changera d'esprit , à mesure qu'on rétrécira ou qu'on étendra ses limites (k).



## CHA

leur étendue ; & à cet égard il n'y a point de différence entre les Monarchiques , & les Républicains. La distance des parties , qui doivent à la fois obéir & gouverner , exige seulement un certain degré de despotisme dans le gouvernement , & ce degré de despotisme peut avoir lieu dans les Républiques tout comme dans les autres Etats. (R. d'un A.)

(k) On ne comprend pas comment l'étendue d'un pays peut entrer dans les essentialités qui constituent la forme d'un gouvernement : il est vrai que , dans un Etat démocratique , où le peuple en corps doit décider les affaires , cet Etat doit être compris dans une ville ; mais si le peuple peut y suppléer par des représentans , rien n'empêche que la démocratie ne puisse subsister , quelque étendue qu'ait le pays. Il est vrai que le gouvernement devient plus difficile à proportion que les parties de l'Etat sont éloignées ou distantes les unes des autres ; mais cette difficulté est commune à tous les Etats. Les facultés de l'homme étant bornées , tout ce qu'il embrasse doit l'être. Une constitution formée relativement au gouvernement d'une certaine étendue , deviendra insuffisante dès que cette étendue viendra à excéder la force de cette constitution : voilà pourquoi il

## C H A P I T R E XXI.

*De l'empire de la Chine.*

A V A N T de finir ce livre, je répondrai à une objection qu'on peut faire sur tout ce que ai dit jusqu'ici.

Nos missionnaires nous parlent du vaste empire de la Chine, comme d'un gouvernement admirable, qui mêle ensemble dans son principe la crainte, l'honneur & la vertu. J'ai donc posé une distinction vaine, lorsque j'ai établi les principes des trois gouvernemens.

J'ignore ce que c'est que cet honneur dont on parle, chez des peuples à qui on ne fait rien faire qu'à coups de bâtons (\*).

De

il convient de conserver l'Etat dans sa première grandeur, & qu'ordinairement un Etat change d'esprit à mesure qu'on rétrécit ou qu'on étend ses limites. Encore cela ne doit-il gueres s'entendre que de ses parties intégrantes. La constitution de la République Romaine ne fut point altérée par ses conquêtes, parce qu'elle eut soin de les distinguer du corps de l'Etat. Cette partie de la République des Provinces-Unies, que l'on nomme la généralité, n'apporte aucune altération dans les principes de sa constitution, non plus que tous ces pays que les Hollandois possèdent aux Indes : mais il n'en seroit pas de même si elle s'associoit des provinces. La constitution pourroit en être ébranlée, & ce changement d'étendue pourroit en produire dans la constitution. Il faut cependant remarquer par rapport aux changemens qui arrivent dans le gouvernement des Etats, qu'ils ne dépendent pas tant du plus ou du moins d'étendue d'un pays, que du plus ou du moins de mœurs, de vertus, de vices &c. Voilà par où commence la chute des Etats. (R. d'un A.)

(\*) C'est le bâton qui gouverne la Chine, dit le P. du Halde.

De plus , il s'en faut beaucoup que nos commerçans nous donnent l'idée de cette vertu dont nous parlent nos missionnaires : on peut les consulter sur les brigandages des mandarins (\*). Je prends encore à témoin le grand homme milord Anson.

D'ailleurs , les lettres du *P. Paremin* sur le procès que l'empereur fit faire à des princes du sang néophytes (†) qui lui avoient déplu , nous font voir un plan de tyrannie constamment suivi , & des injures faites à la nature humaine avec règle , c'est-à-dire , de sang froid.

Nous avons encore les lettres de *M. de Mai-ran* & du même *P. Paremin* sur le gouvernement de la Chine. Après des questions & des réponses très-sensées , le merveilleux s'est évanoui.

Ne pourroit-il pas se faire que les missionnaires auroient été trompés par une apparence d'ordre ; qu'ils auroient été frappés de cet exercice continuel de la volonté d'un seul , par lequel ils sont gouvernés eux-mêmes , & qu'ils aiment tant à trouver dans les cours des rois des Indes ? parce que , n'y allant que pour y faire de grands changemens , il leur est plus aisé de convaincre les princes qu'ils peuvent tout faire , que de persuader aux peuples qu'ils peuvent tout souffrir (‡).

Enfin , il y a souvent quelque chose de vrai dans les erreurs mêmes. Des circonstances particulières , & peut-être uniques , peuvent faire  
que

(\*) Voyez entre'autres la relation de Lange.

(†) De la famille de Sourniana , Lettres édif. 18. Recueil.

(‡) Voyez dans le *P. du Halde* , comment les Missionnaires se servirent de l'autorité de *Cambî* pour faire  
taire

que le gouvernement de la Chine ne soit pas aussi corrompu qu'il devoit l'être. Des causes, tirées la plupart du physique du climat, ont pu forcer les causes morales dans ce pays, & faire des especes de prodiges.

Le climat de la Chine est tel, qu'il favorise prodigieusement la propagation de l'espece humaine. Les femmes y sont d'une fécondité si grande, que l'on ne voit rien de pareil sur la terre. La tyrannie la plus cruelle n'y arrête point le progrès de la propagation. Le prince n'y peut pas dire, comme Pharaon, *Opprimons-les avec sagesse*. Il seroit plutôt réduit à former le souhait de Néron, que le genre humain n'eût qu'une tête. Malgré la tyrannie, la Chine, par la force du climat, se peuplera toujours, & triomphera de la tyrannie.

La Chine, comme tous les pays où croît le riz (§), est sujette à des famines fréquentes. Lorsque le peuple meurt de faim, il se disperse pour chercher de quoi vivre; il se forme de toutes parts des bandes de trois, quatre ou cinq voleurs. La plupart sont d'abord exterminées; d'autres se grossissent, & sont exterminées encore. Mais, dans un si grand nombre de provinces, & si éloignées, il peut arriver que quelque troupe fasse fortune. Elle se maintient, se fortifie, se forme en corps d'armée, va droit à la capitale, & le chef monte sur le trône. Tel-

taire les Mandarins, qui disoient toujours que, par les loix du pays, un culte étranger ne pouvoit être établi dans l'empire.

(§) Voyez ci-dessous, Liv. XXIII. Chap. XIV.



Telle est la nature de la chose, que le mauvais gouvernement y est d'abord puni. Le désordre y naît soudain, parce que ce peuple prodigieux y manque de subsistance. Ce qui fait que, dans d'autres pays, on revient si difficilement des abus, c'est qu'ils n'y ont pas des effets sensibles; le prince n'y est pas averti d'une manière prompte & éclatante, comme il l'est à la Chine.

Il ne sentira point, comme nos princes, que, s'il gouverne mal, il sera moins heureux dans l'autre vie, moins puissant & moins riche dans celle-ci; il saura que si son gouvernement n'est pas bon, il perdra l'empire & la vie.

Comme, malgré les expositions d'enfans, le peuple augmente toujours à la Chine (\*), il faut un travail infatigable pour faire produire aux terres de quoi le nourrir: cela demande une grande attention de la part du gouvernement. Il est à tous les instans intéressé à ce que tout le monde puisse travailler sans crainte d'être frustré de ses peines. Ce doit moins être un gouvernement civil, qu'un gouvernement domestique.

Voilà ce qui a produit les réglemens dont on parle tant. On a voulu faire régner les loix avec le despotisme: mais ce qui est joint avec le des-

po-

(\*) Voyez le mémoire d'un Tsongtoux, pour qu'on défriche. Lettres édif. 21. Recueil.

(a) L'ordre des choses exige que tout Etat soit formé de manière à pouvoir opposer la force à la force, & même une force qui égale celle par laquelle il pourroit être attaqué: c'est-là le grand but de toute conformation civile, quelle qu'en soit la forme: il n'est donc pas nécessaire qu'un Etat soit républicain pour être détruit par une force étrangère lorsqu'il est petit; & qu'il

potisme n'a plus de force. En vain ce despotisme, pressé par ses malheurs, a-t-il voulu s'enchaîner; il s'arme de ses chaînes, & devient plus terrible encore.

La Chine est donc un état despotique, dont le principe est la crainte. Peut-être que, dans les premières dynasties, l'empire n'étant pas si étendu, le gouvernement déclinait un peu de cet esprit. Mais aujourd'hui cela n'est pas.

\*\*\*\*\*

## L I V R E IX.

*Des loix, dans le rapport qu'elles ont avec la force défensive.*

### CHAPITRE PREMIER.

*Comment les républiques pourroient à leur survie.*

**S**I une république est petite, elle est détruite par une force étrangère; si elle est grande, elle se détruit par un vice intérieur.

Ce double inconvénient infecte également les démocraties & les aristocraties, soit qu'elles soient bonnes, soit qu'elles soient mauvaises. Le mal est dans la chose même; il n'y a aucune forme qui puisse y remédier (a). Ainsi

qu'il se détruise par un vice intérieur lorsqu'il est grand. Passez en revue tous les Etats qui ont subsisté & qui subsistent encore, vous trouverez que leur dépérissement doit être attribué au même principe, aux mêmes raisons, à un manquement de force & à un vice intérieur. Ce double inconvénient infecte également les Monarchies, les Démocraties, les Aristocraties, & les Etats despotiques. (R. d'un A.)

Ainsi il y a grande apparence que les hommes auroient été à la fin obligés de vivre toujours sous le gouvernement d'un seul, s'ils n'avoient imaginé une maniere de constitution qui a tous les avantages intérieurs du gouvernement républicain & la force extérieure du monarchique. Je parle de la république fédérative.

Cette forme de gouvernement est une convention, par laquelle plusieurs corps politiques consentent à devenir citoyens d'un état plus grand qu'ils veulent former. C'est une société de sociétés, qui en font une nouvelle, qui peut s'aggrandir par de nouveaux associés qui se sont unis.

Ce furent ces associations qui firent fleurir si long-temps le corps de la Grece. Par elles les Romains attaquèrent l'univers, & par elles seules l'univers se défendit contr'eux; & quand Rome fut parvenue au comble de sa grandeur, ce fut par des associations derrière le Danube & le Rhin, associations que la frayeur avoit fait faire, que les Barbares purent lui résister.

C'est par-là que la Hollande (\*), l'Allemagne, les Lignes Suisses, sont regardées en Europe comme des républiques éternelles (b).

Les

(\*) Elle est formée par environ cinquante républiques, toutes différentes les unes des autres. *Etat des Provinces-Unies*, par Mr. Janisson.

(b) Tout Etat doit avoir une force capable de résister à une attaque, de soutenir son indépendance & sa liberté: si elle lui manque, il peut y pourvoir de deux manieres, par des alliances, & par une confédération: le dernier moyen est le plus sûr, parce que les alliances sont sujettes à des changemens & à des instabilités; mais comme il ôte de la liberté des confédérés,

les

Les associations des villes étoient autrefois plus nécessaires, qu'elles ne le sont aujourd'hui. Une cité sans puissance couroit de plus grands périls.

- La conquête lui faisoit perdre, non-seulement la puissance exécutive & la législative, comme aujourd'hui; mais encore tout ce qu'il y a de propriété parmi les hommes (†).

Cette sorte de république, capable de résister à la force extérieure, peut se maintenir dans sa grandeur sans que l'intérieur se corrompe: la forme de cette société prévient tous les inconvénients.

Celui qui voudroit usurper ne pourroit guere être également accrédité dans tous les états confédérés. S'il se rendoit trop puissant dans l'un, il allarmeroit tous les autres; s'il subjugoit une partie, celle qui seroit libre encore, pourroit lui résister avec des forces indépendantes de celles qu'il auroit usurpées, & l'accabler avant qu'il eût achevé de s'établir.

S'il arrive quelque sédition chez un des membres confédérés, les autres peuvent l'appaiser. Si quelques abus s'introduisent quelque part, ils sont corrigés par les parties saines. Cet état peut périr d'un côté, sans périr de l'autre; la confédération

les Etats ne l'emploient que dans le cas d'une extrême foiblesse. Mais ces associations peuvent-elles être titrées de *Républiques éternelles*: elles n'offrent aucun degré de sûreté de plus que les autres associations civiles. Tout dépend de la constitution primitive & des altérations que les circonstances du tems peuvent y produire. (R. d'un A.)

(†) Libéré civile, biens, femmes, enfans, temples & sépultures même.



ration peut être dissoute , & les confédérés rester souverains.

Composé de petites républiques, il jouit de la bonté du gouvernement intérieur de chacune ; & à l'égard du dehors , il a , par la force de l'association , tous les avantages des grandes monarchies (c).

## CHAPITRE II.

*Que la constitution fédérative doit être composée d'états de même nature, sur-tout d'états républicains.*

Les Cananéens furent détruits, parce que c'étoient de petites monarchies, qui ne s'étoient point confédérées, & qui ne se défendirent pas en commun. C'est que la nature des petites monarchies n'est pas la confédération (d).

La république fédérative d'Allemagne est composée de villes libres & de petits états soumis à des princes. L'expérience fait voir qu'elle est plus imparfaite que celle de Hollande & de Suisse.

L'esprit de la monarchie est la guerre & l'agrandissement : l'esprit de la république est la paix & la modération. Ces deux sortes de gouvernement ne peuvent, que d'une manière forcée, subsister dans une république fédérative.

Aussi

(c) Point du tout. Les opérations lentes , chose inséparable de l'Etat confédéré , lui font perdre ce que les Monarchies ont de meilleur , la promptitude. (R. d'un A.)

(d) Une raison plus naturelle , c'est qu'il n'est pas si facile de réduire différentes rées à l'unisson que d'élire  
 rées

Aussi voyons-nous dans l'Histoire Romaine, que lorsque les Vèiens eurent choisi un roi, toutes les petites républiques de Toscane les abandonnerent. Tout fut perdu en Grece, lorsque les rois de Macédoine obtinrent une place parini les amphictions.

La république fédérative d'Allemagne, composée de princes & de villes libres, subsiste; parce qu'elle a un chef, qui est en quelque façon le magistrat de l'union, & en quelque façon le monarque.

## C H A P I T R E III.

*Autres choses requises dans la république fédérative.*

DANS la république de Hollande, une province ne peut faire une alliance sans le consentement des autres (e). Cette loi est très-bonne, & même nécessaire, dans la république fédérative. Elle manque dans la constitution Germannique, où elle préviendrait les malheurs qui y peuvent arriver à tous les membres, par l'imprudence, l'ambition, ou l'avarice d'un seul. Une république qui s'est unie par une confédération politique, s'est donnée entière, & n'a plus rien à donner.

Il est difficile que les états qui s'associent, soient de même grandeur, & aient une puissance égale. La république des Lyciens (\*) étoit une association

frères membres (R. d'un A)

(e) Si l'Auteur avoit pris la peine de consulter les *Questiones Juris publici* de BYNKERSHOEK, il auroit vu qu'il avance ici une chose qu'il auroit eu bien de la peine à prouver. (R. d'un A.)

(\*) Strabon, Liv. XIV.

tion de vingt-trois villes; les grandes avoient trois voix dans le conseil commun; les médiocres, deux; les petites, une. La république de Hollande est composée de sept provinces, grandes ou petites, qui ont chacune une voix.

Les villes de Lycie (\*) payoient les charges selon la proportion des suffrages. Les provinces de Hollande ne peuvent suivre cette proportion; il faut qu'elles suivent celle de leur puissance.

En Lycie (†), les juges & les magistrats des villes étoient élus par le conseil commun, & selon la proportion que nous avons dite. Dans la république de Hollande, ils ne sont point élus par le conseil commun, & chaque ville nomme ses magistrats (f). S'il falloit donner un modèle d'une belle république fédérative, je prendrois la république de Lycie.

#### CHAPITRE IV.

*Comment les états despotiques pourvoient à leur sûreté.*

COMME les républiques pourvoient à leur sûreté en s'unissant, les états despotiques le font

(\*) Ibid. (†) Ibid.

(f) L'élection ne se fait point également dans les différentes Provinces de la République de Hollande; & même elle ne se fait point de la même manière dans toutes les villes d'une même Province. (R. d'un A.)

(g) Les familles sont dites pourvoir à leur sûreté en s'unissant en un corps d'Etats; & de même les Etats foibles pourvoient à leur sûreté en formant une République confédérative. C'est donc parler très-inexactement de dire que les Républiques pourvoient à leur sûreté en s'unissant, les Etats despotiques en se séparant; &c.

font en se séparant , & en se tenant , pour ainsi dire , seuls (g). Ils sacrifient une partie du pays , ravagent les frontieres & les rendent désertes ; le corps de l'empire devient inaccessible (b).

Il est reçu en géométrie , que plus les corps ont d'étendue , plus leur circonférence est relativement petite. Cette pratique , de dévalter les frontieres , est donc plus tolérable dans les grands états que dans les médiocres.

Cet état fait contre lui-même , tout le mal que pourroit faire un cruel ennemi , mais un ennemi qu'on ne pourroit arrêter.

L'état despotique se conserve par une autre sorte de séparation , qui se fait en mettant les provinces éloignées entre les mains d'un prince qui en soit feudataire (i). Le Mogol , la Perse , les empereurs de la Chine ont leurs feudataires ; & les Turcs se sont très-bien trouvés d'avoir mis , entre leurs ennemis & eux , les Tartares , les Moldaves , les Valaques , & autrefois les Transilvains.

## CHA-

il est encore plus inexact d'opposer ainsi ces deux formes de gouvernement l'une à l'autre ; puisque l'action de s'unir est pour les Républiques antérieure à l'existence de la République , & que celle de se séparer est postérieure à l'existence du despotisme. (R. d'un A.)

~~De~~ Cela arrive : mais la notion d'un État despotique ne conduit point à ces conséquences , qui sont fausses , dès qu'on les pose en général. (R. d'un A.)

(i) Voilà un moyen qui convient également à toutes sortes d'Etats , dès que la constitution ne permet point une étendue de gouvernement nécessaire pour des Provinces éloignées. (R. d'un A.)



## CHAPITRE V.

*Comment la monarchie pourroit à sa sûreté.*

**L**A monarchie ne se détruit pas elle-même, comme l'état despotique ; mais un état d'une grandeur médiocre pourroit être d'abord envahi. Elle a donc des places fortes qui défendent ses frontieres, & des armées pour défendre ses places fortes (k). Le plus petit terrain s'y dispute avec art, avec courage, avec opiniâtreté. Les états despotiques font entr'eux des invasions ; il n'y a que les monarchies qui fassent la guerre (l).

Les places fortes appartiennent aux monarchies ; les états despotiques craignent d'en avoir. Ils n'osent les confier à personne ; car personne n'y aime l'état & le prince.

---

## CHAPITRE VI.

*De la force défensive des états en général.*

**P**OUR qu'un état soit dans sa force, il faut que sa grandeur soit telle, qu'il y ait un rapport de la vitesse avec laquelle on peut exécuter contre lui quelque entreprise, & la promptitude qu'il peut employer pour la rendre vaine. Comme celui qui attaque peut d'abord paroître par-tout, il faut que celui qui défend puisse se montrer par-tout

(k) Les sages Républiques ont tout cela ; & font de même tout ce que les Monarques les plus sensés peuvent faire. (R. d'un A.)

(l) Se nuire par des invasions n'est-ce pas faire la guerre-

tout aussi ; & par conséquent, que l'étendue de l'état soit médiocre, afin qu'elle soit proportionnée au degré de vitesse que la nature a donné aux hommes pour se transporter d'un lieu à un autre.

La France & l'Espagne sont précisément de la grandeur requise. Les forces se communiquent si bien , qu'elles se portent d'abord là où l'on veut ; les armées s'y joignent & passent rapidement d'une frontière à l'autre , & l'on n'y craint aucune des choses qui ont besoin d'un certain temps pour être exécutées.

En France, par un bonheur admirable, la capitale se trouve plus près des différentes frontières justement à proportion de leur foiblesse ; & le prince y voit mieux chaque partie de son pays, à mesure qu'elle est plus exposée.

Mais lorsqu'un vaste état, tel que la Perse, est attaqué, il faut plusieurs mois pour que les troupes dispersées puissent s'assembler ; & on ne force pas leur marche pendant tant de temps, comme on fait pendant quinze jours. Si l'armée qui est sur la frontière est battue, elle est sûrement dispersée, parce que ses retraites ne sont pas prochaines. L'armée victorieuse, qui ne trouve pas de résistance, s'avance à grandes journées, paroît devant la capitale & en forme le siège, lorsqu'à peine les gouverneurs des provinces peuvent être avertis d'envoyer du secours. Ceux qui  
ju-

guerre ? Comment donc appeller les descentes des Anglois sur les côtes de France. Avouons que M<sup>r</sup>. de MONTESQUIEU a souvent des idées très-singulières.  
(R. d'un A.)

jugent la révolution prochaine; la hâtent en n'obéissant pas. Car des gens, fideles uniquement parce que la punition est proche, ne le sont plus dès qu'elle est éloignée; ils travaillent à leurs intérêts particuliers. L'empire se dissout, la capitale est prise, & le conquérant dispute les provinces avec les gouverneurs.

La vraie puissance d'un prince ne consiste pas tant dans la facilité qu'il y a à conquérir, que dans la difficulté qu'il y a à l'attaquer; & , si j'ose parler ainsi, dans l'immutabilité de sa condition. Mais l'aggrandissement des états leur fait montrer de nouveaux côtés par où on peut les prendre.

Ainsi, comme les monarques doivent avoir de la sagesse pour augmenter leur puissance, ils ne doivent pas avoir moins de prudence, afin de la borner. En faisant cesser les inconvéniens de la petitesse, il faut qu'ils aient toujours l'œil sur les inconvéniens de la grandeur.

## CHAPITRE VII.

### *Réflexions.*

Les ennemis d'un grand prince qui a si longtemps régné, l'ont mille fois accusé, plutôt, je crois, sur leurs craintes que sur leurs raisons, d'avoir formé & conduit le projet de la monarchie universelle. S'il y avoit réussi, rien n'auroit été plus fatal à l'Europe, à ses anciens sujets, à lui, à sa famille. Le ciel, qui connoît les vrais avantages, l'a mieux servi par des défaites, qu'il n'au-

n'auroit fait par des victoires. Au lieu de le rendre le seul roi de l'Europe , il le favorisa plus, en le rendant le plus puissant de tous.

Sa nation , qui , dans les pays étrangers , n'est jamais touchée que de ce qu'elle a quitté ; qui , en partant de chez elle , regarde la gloire comme le souverain bien , & dans les pays éloignés comme un obstacle à son retour ; qui indispose par ses bonnes qualités mêmes , parce qu'elle paroît y joindre du mépris ; qui peut supporter les blessures , les périls & les fatigues , & non pas la perte de ses plaisirs ; qui n'aime rien que sa gaieté , & se console de la perte d'une bataille lorsqu'elle a chanté le général , n'auroit jamais été jusqu'au bout d'une entreprise , qui ne peut manquer dans un pays sans manquer dans tous les autres , ni manquer un moment sans manquer pour toujours.

## C H A P I T R E VIII.

*Cas où la force défensive d'un état est inférieure à sa force offensive.*

C'ÉTOIT le mot du sire de Coucy au roi Charles V, „ que les Anglois ne sont jamais si „ foibles , ni si aisés à vaincre que chez eux”. C'est ce qu'on disoit des Romains ; c'est ce qu'éprouverent les Carthaginois ; c'est ce qui arrivera à toute puissance qui a envoyé au loin des armées , pour réunir , par la force de la discipline & du pouvoir militaire , ceux qui sont di-



visés chez eux par des intérêts politiques ou civils. L'état se trouve foible à cause du mal qui reste toujours, & il a été encore affoibli par le remede.

La maxime du sire *de Coucy* est une exception à la regle générale, qui veut qu'on n'entreprenne point des guerres lointaines. Et cette exception confirme bien la regle, puisqu'elle n'a lieu que contre ceux qui ont eux-mêmes violé la regle.

---

## CHAPITRE IX.

### *De la force relative des états.*

TOUTE grandeur, toute force, toute puissance est relative. Il faut bien prendre garde qu'en cherchant à augmenter la grandeur réelle, on ne diminue la grandeur relative.

Vers le milieu du regne de Louis XIV, la France fut au plus haut point de sa grandeur relative. L'Allemagne n'avoit point encore les grands monarques qu'elle a eus depuis. L'Italie étoit dans le même cas. L'Ecosse & l'Angleterre ne formoient point un corps de monarchie. L'Arragon n'en formoit pas un avec la Castille ; les parties séparées de l'Espagne en étoient affoiblies, & l'affoiblissoient. La Moscovie n'étoit pas plus connue en Europe que la Crimée.

---

## CHAPITRE X.

### *De la foiblesse des états voisins.*

LORSQU'ON a pour voisin un état qui est dans sa décadence, on doit bien se garder de hâ-  
ter

ter sa ruine ; parce qu'on est , à cet égard , dans la situation la plus heureuse où l'on puisse être ; n'y ayant rien de si commode pour un prince , que d'être auprès d'un autre qui reçoit pour lui tous les coups & tous les outrages de la fortune. Et il est rare que , par la conquête d'un pareil état , on augmente autant en puissance réelle , qu'on a perdu en puissance relative (m).

\*\*\*\*\*

## L I V R E X.

*Des loix , dans le rapport qu'elles ont avec la force offensive.*

### CHAPITRE PREMIER.

*De la force offensive.*

LA force offensive est réglée par le droit des gens , qui est la loi politique des nations considérées dans le rapport qu'elles ont les unes avec les autres.

### CHAPITRE II.

*De la guerre.*

LA vie des états est comme celle des hommes. Ceux-ci ont droit de tuer dans le cas de la défense naturelle ; ceux-là ont droit de faire la guerre pour leur propre conservation.

Dans

(m) Ce qu'on trouve sur ce Chapitre dans l'*Esprit des Loix* qu'intensifié mérite d'être lu.

Dans le cas de la défense naturelle, j'ai droit de tuer; parce que ma vie est à moi, comme la vie de celui qui m'attaque est à lui: de même un état fait la guerre, parce que sa conservation est juste comme toute autre conservation.

Entre les citoyens, le droit de la défense naturelle n'emporte point avec lui la nécessité de l'attaque. Au-lieu d'attaquer, ils n'ont qu'à recourir aux tribunaux. Ils ne peuvent donc exercer le droit de cette défense, que dans les cas momentanés, où l'on seroit perdu si l'on attendoit le secours des loix. Mais, entre les sociétés, le droit de la défense naturelle entraîne quelquefois la nécessité d'attaquer, lorsqu'un peuple voit qu'une plus longue paix en mettroit un autre en état de le détruire; & que l'attaque est, dans ce moment, le seul moyen d'empêcher cette destruction (a).

Il suit de-là que les petites sociétés ont plus souvent le droit de faire la guerre que les grandes,

(a) Voilà une maxime des plus dangereuses, très-bien réfutée par l'Auteur de l'*Esprit des Loix* quintessencié. Il le fait en ces termes Tom. I. p. 297. „ Voici „ l'endroit de la méprise ou de la bévue. Le droit de „ l'attaque a lieu, dit-on, lorsqu'un peuple voit qu'une „ plus longue paix en mettroit un autre en état de le détruire, & que l'attaque est dans ce moment le seul „ moyen d'empêcher cette destruction. Ceci sent un peu „ trop le Machiavellisme. L'auteur n'a pas assez digéré „ ses pensées, ou les exprime mal. Il nous dit plus „ bas, que le droit de la guerre dérive du juste rigide. „ Or il n'est rien moins que du juste rigide, qu'un „ peuple en attaque un autre, lorsqu'il voit qu'une „ plus longue paix mettroit cet autre peuple en état „ de le détruire. Il est permis à toute société civile de „ profiter des avantages de la paix pour se mettre dans „ le

des, parce qu'elles sont plus souvent dans le cas de craindre d'être détruites (b).

Le droit de la guerre dérive donc de la nécessité & du juste rigide. Si ceux qui dirigent la conscience, ou les conseils des princes, ne se tiennent pas là, tout est perdu; & lorsqu'on se fonde sur des principes arbitraires de gloire, de bien-séances, d'utilité, des flots de sang inonderont la terre.

Que l'on ne parle pas sur-tout de la gloire du prince; sa gloire seroit son orgueil; c'est une passion, & non pas un droit légitime.

Il est vrai que la réputation de sa puissance pourroit augmenter les forces de son état; mais la réputation de sa justice les augmenteroit tout de même.



## CHA-

„ le meilleur état qu'elle peut, tandis qu'elle ne fait  
 „ qu'user de ses propres droits, sans nuire à ceux de  
 „ ses voisins, ou sans les usurper; une autre société  
 „ n'a donc aucun droit de l'attaquer pour cela seul,  
 „ que cette première société seroit en état de la dé-  
 „ truire, à moins qu'elle ne fasse actuellement des  
 „ préparatifs de guerre contre elle. Les soupçons, les  
 „ craintes incertaines qu'une grande puissance peut  
 „ causer ne suffisent pas. Il faut, disent tous les écri-  
 „ vains judicieux, que la justice de la guerre qu'on  
 „ nomme offensive soit claire & manifeste, en sorte  
 „ qu'il n'y ait point de doute ni sur le fait ni sur le  
 „ droit, c'est-à-dire, qu'il faut que cette même guerre  
 „ soit purement défensive pour le fond”. (R. d'un A.)  
 „ (b) Cette conséquence est fautive, parce que le principe  
 „ dont elle est tirée, est faux, ainsi qu'on vient de  
 „ le voir dans la note précédente. (R. d'un A.)



## C H A P I T R E I I I.

*Du droit de conquête.*

**D**u droit de la guerre, dérive celui de conquête, qui en est la conséquence ; il en doit donc suivre l'esprit.

Lorsqu'un peuple est conquis, le droit que le conquérant a sur lui suit quatre sortes de loix ; la loi de la nature, qui fait que tout tend à la conservation des especes ; la loi de la lumiere naturelle, qui veut que nous fassions à autrui ce que nous voudrions qu'on nous fit ; la loi qui forme les sociétés politiques, qui sont telles que la nature n'en a point borné la durée ; enfin la loi tirée de la chose même. La conquête est une acquisition ; l'esprit d'acquisition porte avec lui l'esprit de conservation & d'usage, & non pas celui de destruction (c).

Un état qui en a conquis un autre, le traite d'une des quatre manieres suivantes. Il continue à le gouverner selon ses loix, & ne prend pour lui que l'exercice du gouvernement politique & civil ; ou il lui donne un nouveau gouvernement politique & civil ; ou il détruit la société & la disperse dans d'autres ; ou enfin il extermine tous les citoyens. La

(c) Le droit du conquérant résulte du droit de sûreté, établi par le droit des gens, qui tire à son tour son origine du droit naturel, ou de la loi naturelle : il est donc ridicule de dire que le droit du conquérant suit quatre loix, vu qu'il est uniquement fondé sur le grand principe de la loi naturelle, qui oblige le conquérant à traiter le peuple conquis suivant les regles de l'humanité ; à n'avoir d'autre but que le bien-être de ce peuple, considéré relativement à la sûreté qu'il

La premiere maniere est conforme au droit des gens que nous suivons aujourd'hui ; la quatrieme est plus conforme au droit des gens des Romains : sur quoi je laisse à juger à quel point nous sommes devenus meilleurs. Il faut rendre ici hommage à nos temps modernes, à la raison présente, à la religion d'aujourd'hui, à notre philosophie, à nos mœurs.

Les auteurs de notre droit public, fondés sur les histoires anciennes, étant sortis des cas rigides, sont tombés dans de grandes erreurs. Ils ont donné dans l'arbitraire ; ils ont supposé dans les conquérans un droit, je ne fais quel, de tuer : ce qui leur a fait tirer des conséquences terribles comme le principe ; & établir des maximes que les conquérans eux-mêmes, lorsqu'ils ont eu le moindre sens, n'ont jamais prises. Il est clair que, lorsque la conquête est faite, le conquérant n'a plus le droit de tuer ; puisqu'il n'est plus dans le cas de la défense naturelle, & de sa propre conservation.

Ce qui les a fait penser ainsi, c'est qu'ils ont cru que le conquérant avoit droit de détruire la société : d'où ils ont conclu qu'il avoit celui de détruire les hommes qui la composent (*d*), ce qui est

a dû se proposer par la conquête : & suivant que les circonstances pourront le permettre, il continuera à gouverner le peuple conquis selon ses loix, ou lui donnera un nouveau gouvernement politique & civil, ou le réduira en esclavage, ou le détruira &c. (*R. d'un A*)

(*d*) Les auteurs n'ont posé ce droit que dans les cas de nécessité : ils en ont fait sentir la force, mais ils y ont opposé en même tems les devoirs moraux qui le limitent. (*R. d'un A.*)

est une conséquence faussement tirée d'un faux principe. Car, de ce que la société seroit anéantie, il ne s'ensuivroit pas que les hommes qui la forment duissent aussi être anéantis. La société est l'union des hommes, & non pas les hommes ; le citoyen peut périr, & l'homme rester.

Du droit de tuer dans la conquête, les politiques ont tiré le droit de réduire en servitude : mais la conséquence est aussi mal fondée que le principe.

On n'a droit de réduire en servitude, que lorsqu'elle est nécessaire pour la conservation de la conquête. L'objet de la conquête est la conservation : la servitude n'est jamais l'objet de la conquête ; mais il peut arriver qu'elle soit un moyen nécessaire pour aller à la conservation (e).

Dans ce cas, il est contre la nature de la chose, que cette servitude soit éternelle. Il faut que le peuple esclave puisse devenir sujet. L'esclavage dans la conquête est une chose d'accident. Lorsqu'après un certain espace de temps, toutes les parties de l'état conquérant se sont liées avec celles de l'état conquis, par des coutumes, des mariages, des loix, des associations, & une certaine conformité d'esprit, la servitude doit cesser. Car les droits du conquérant ne sont fondés que sur ce que ces choses-là ne sont pas, & qu'il y a un éloignement entre les deux nations, tel

que

(e) Voici plutôt comme on a raisonné. Contre un ennemi tout m'est permis. Je puis donc le tuer, le réduire en servitude &c. des tems plus éclairés ont changé ce raisonnement en celui-ci : contre un ennemi je puis tout ce qui tend à ma sûreté : je le tue, s'il fait  
de

que l'une ne peut pas prendre confiance en l'autre.

Ainsi le conquérant qui réduit le peuple en servitude, doit toujours se réserver des moyens (& ces moyens sont sans nombre) pour l'en faire sortir.

Je ne dis point ici des choses vagues. Nos pères qui conquièrent l'empire Romain, en agirent ainsi. Les loix qu'ils firent dans le feu, dans l'action, dans l'impétuosité, dans l'orgueil de la victoire, ils les adoucirent; leurs loix étoient dures, ils les rendirent impartiales. Les Bourguignons, les Goths & les Lombards vouloient toujours que les Romains fussent le peuple vaincu; les loix d'*Euric*, de *Gondebaud* & de *Rotbaris* firent du barbare & du Romain des concitoyens (\*).

*Charlemagne*, pour dompter les Saxons, leur ôta l'ingénuité & la propriété des biens. *Louis le Débonnaire* les affranchit (†) : il ne fit rien de mieux dans tout son regne. Le temps & la servitude avoient adouci leurs mœurs; ils lui furent toujours fideles.

#### C H A P I T R E I V.

*Quelques avantages du peuple conquis.*

A U LIEU de tirer du droit de conquête des conséquences si fatales, les politiques auroient

de la résistance; je le réduis en servitude, si je crains qu'il n'obéisse en sujet, &c. (R. d'un A.)

(\*) Voyez le code des loix des barbares, & le livre XXVIII, ci-dessous.

(†) Voyez l'auteur incertain de la vie de Louis le Débonnaire, dans le recueil de Duchesne, Tom. 2. p. 296.



roient mieux fait de parler des avantages que ce droit peut quelquefois apporter au peuple vaincu. Ils les auroient mieux sentis , si notre droit des gens étoit exactement suivi , & s'il étoit établi dans toute la terre.

Les états que l'on conquiert ne sont pas ordinairement dans la force de leur institution. La corruption s'y est introduite ; les loix y ont cessé d'être exécutées ; le gouvernement est devenu oppresseur. Qui peut douter qu'un état pareil ne gagnât , & ne tirât quelques avantages de la conquête même , si elle n'étoit pas destructrice ? Un gouvernement parvenu au point où il ne peut plus se réformer lui-même , que perdrait-il à être refondu ? Un conquérant qui entre chez un peuple , où , par mille ruses & mille artifices , le riche s'est insensiblement pratiqué une infinité de moyens d'usurper ; où le malheureux qui gémit , voyant ce qu'il croyoit des abus , devenir des loix , est dans l'oppression & croit avoir tort de se sentir : un conquérant , dis-je , peut dérouter tout , & la tyrannie sourde est la première chose qui souffre la violence.

On a vu , par exemple , des états opprimés par les traitans , être soulagés par le conquérant , qui n'avoit ni les engagements ni les besoins qu'avoit le prince légitime. Les abus se trouvoient corrigés , sans même que le conquérant les corrigéât.

Quelquefois la frugalité de la nation conquérante , l'a mise en état de laisser aux vaincus le nécessaire , qui leur étoit ôté sous le prince légitime.

Une conquête peut détruire les préjugés nuisibles ;

bles ; & mettre , si j'ose , parler ainsi , une nation sous un meilleur génie.

Quel bien les Espagnols ne pouvoient-ils pas faire aux Mexicains ? Ils avoient à leur donner une religion douce ; ils leur apportèrent une superstition furieuse. Ils auroient pu rendre libres les esclaves ; & ils rendirent esclaves les hommes libres. Ils pouvoient les éclairer sur l'abus des sacrifices humains ; au lieu de cela , ils les exterminèrent. Je n'aurois jamais fini , si je voulois raconter tous les biens qu'ils ne firent pas , & tous les maux qu'ils firent.

C'est à un conquérant à réparer une partie des maux qu'il a faits. Je définis ainsi le droit de conquête : un droit nécessaire , légitime , & malheureux , qui laisse toujours à payer une dette immense , pour s'acquitter envers la nature humaine.

## C H A P I T R E V.

*Gélon , roi de Syracuse.*

LE plus beau traité de paix dont l'histoire ait parlé , est , je crois , celui que *Gélon* fit avec les Carthaginois. Il voulut qu'ils abolissent la coutume d'immoler leurs enfans (\*). Chose admirable ! Après avoir défait trois cent mille Carthaginois , il exigeoit une condition qui n'étoit utile qu'à eux , ou plutôt il stipuloit pour le genre humain.

Les Bactriens faisoient manger leurs peres  
vieux

(\*) Voyez le recueil de Mr. de Barbeyrac , Art. 112.

vieux à de grands chiens : Alexandre le leur défendit (\*); & ce fut un triomphe qu'il remporta sur la superstition.

## CHAPITRE VI.

### *D'une république qui conquiert.*

IL est contre la nature de la chose , que , dans une constitution fédérative , un état confédéré conquière sur l'autre , comme nous avons vu de nos jours chez les Suisses (†). Dans les républiques fédératives mixtes , où l'association est entre de petites républiques & de petites monarchies , cela choque moins.

Il est encore contre la nature de la chose , qu'une république démocratique conquière des villes qui ne sçauroient entrer dans la sphère de la démocratie. Il faut que le peuple conquis puisse jouir des privilèges de la souveraineté , comme les Romains l'établirent au commencement. On doit borner la conquête au nombre des citoyens que l'on fixera pour la démocratie (f).

Si une démocratie conquiert un peuple pour le gouverner comme sujet , elle exposera sa propre liberté ; parce qu'elle confiera une trop grande puissance aux magistrats qu'elle enverra dans l'état conquis.

Dans

(\*) Strabon , Liv. II.

(†) Pour le Tockembourg.

(f) Ce passage doit s'entendre des parties intégrantes. Voyez la note (k) p. 222. (R. d'un A.)

(‡) Il étoit à la tête d'une faction.

Dans quel danger n'eût pas été la république de Carthage , si Annibal avoit pris Rome ? Que n'eût-il pas fait dans la ville après la victoire, lui qui y causa tant de révolutions après sa défaite (†) (§) ?

*Hannon* n'auroit jamais pu persuader au sénat de ne point envoyer de secours à Annibal , s'il n'avoit fait parler que sa jalousie. Ce sénat qu'*Aristote* nous dit avoir été si sage (chose que la prospérité de cette république nous prouve si bien) , ne pouvoit être déterminé que par des raisons sensées. Il auroit fallu être trop stupide pour ne pas voir qu'une armée , à trois cens lieues de là , faisoit des pertes nécessaires , qui devoient être réparées.

Le parti d'*Hannon* vouloit qu'on livrât Annibal aux Romains (§). On ne pouvoit pour lors craindre les Romains , on craignoit donc Annibal.

On ne pouvoit croire, dit-on , les succès d'Annibal : mais comment en douter ? Les Carthaginois répandus par toute la terre , ignoroient-ils ce qui se passoit en Italie ? C'est parce qu'ils ne l'ignoroient pas , qu'on ne vouloit pas envoyer de secours à Annibal.

*Hannon* devient plus ferme après *Trébie* , après *Trasimenes* , après *Cannes* : ce n'est point son incrédulité qui augmente , c'est sa crainte.

## CHA.

(g) Il eût fait ce que font les gouverneurs des Indes Orientales Hollandoises , après qu'ils sont repatriés : il eut vécu en simple citoyen. (R. d'un A.)

(§) *Hannon* vouloit livrer Annibal aux Romains , comme *Caton* vouloit qu'on livrât Cétax aux Gaulois.



## CHAPITRE VII.

*Continuation du même sujet.*

IL y a encore un inconvénient aux conquêtes faites par les démocraties. Leur gouvernement est toujours odieux aux états assujettis. Il est monarchique par la fiction : mais, dans la vérité, il est plus dur que le monarchique, comme l'expérience de tous les temps & de tous les pays l'a fait voir.

Les peuples conquis y sont dans un état triste; ils ne jouissent ni des avantages de la république, ni de ceux de la monarchie (L).

Ce que j'ai dit de l'état populaire se peut appliquer à l'aristocratie.

## CHAPITRE VIII.

*Continuation du même sujet.*

Ainsi, quand une république tient quelque peuple sous sa dépendance, il faut qu'elle cherche à réparer les inconvéniens qui naissent de la nature de la chose, en lui donnant un bon droit politique & de bonnes loix civiles (i).

Une république d'Italie tenoit des insulaires  
sous

(L) Ce chapitre affirme encore trop généralement. Une république peut faire précisément tout ce que l'auteur nous dit au Chap. IX. de ce livre que les monarchies doivent faire. (R. d'un A.)

(i) C'est un devoir pour tous les états, qui en tiennent d'autres sous leur dépendance. (R. d'un A.)

(\*) Du 18 Octobre 1738, imprimée à Genes, chez  
FRAN

sous son obéissance; mais son droit politique & civil à leur égard étoit vicieux. On se souvient de cet acte (\*) d'amnistie, qui porte qu'on ne les condamneroit plus à des peines afflictives *sur la conscience informée du gouverneur*. On a vu souvent des peuples demander des privilèges; ici le souverain accorde le droit de toutes les nations.

---

## C H A P I T R E I X.

*D'une monarchie qui conquiert autour d'elle.*

**S**i une monarchie peut agir long-temps avant que l'aggrandissement l'ait affoiblie, elle deviendra redoutable, & sa force durera tout autant qu'elle sera pressée par les monarchies voisines.

Elle ne doit donc conquérir que pendant qu'elle reste dans les limites naturelles à son gouvernement. La prudence veut qu'elle s'arrête, sitôt qu'elle passe ces limites.

Il faut, dans cette sorte de conquête, laisser les choses comme on les a trouvées; les mêmes tribunaux, les mêmes loix, les mêmes coutumes, les mêmes privilèges, rien ne doit être changé, que l'armée & le nom du souverain.

Lorsque la monarchie a étendu ses limites par la conquête de quelques provinces voisines, il faut

*Franchelli. Vietiamo al nostro general-governatore in detta isola, di condanare in avvenire solamente ex informata conscientia persona alcuna nazionale in pena afflittiva: potrà bien si far arrestare ed incarcerare le persone che gli saranno sospette & salvo di renderne poi a noi sollecitamente, Art. VI.*

faut qu'elle les traite avec une grande douceur.

Dans une monarchie qui a travaillé long-temps à conquérir, les provinces de son ancien domaine seront ordinairement très-soulées. Elles ont à souffrir les nouveaux abus & les anciens; & souvent une vaste capitale, qui engloutit tout, les a dépeuplées. Or, si après avoir conquis autour de ce domaine, on traitoit les peuples vaincus comme on fait les anciens sujets, l'état seroit perdu; ce que les provinces conquises enverroient de tributs à la capitale, ne leur reviendroit plus; les frontieres seroient ruinées, & par conséquent plus foibles; les peuples en seroient mal affectonnés; la subsistance des armées, qui doivent y rester & agir, seroit plus précaire.

Tel est l'état nécessaire d'une monarchie conquérante; un luxe affreux dans la capitale, la misère dans les provinces qui s'en éloignent, l'abondance aux extrémités. Il en est comme de notre planète; le feu est au centre, la verdure à la surface, une terre aride, froide & stérile, entre les deux.

## CHAPITRE X.

*D'une monarchie qui conquiert une autre monarchie.*

QUELQUEFOIS une monarchie en conquiert une autre. Plus celle-ci sera petite, mieux on la contiendra par des forteresses; plus elle sera grande, mieux on la conservera par des colonies.

CHA-

## C H A P I T R E X L.

*Des mœurs du peuple vaincu.*

DANS ces conquêtes, il ne suffit pas de laisser à la nation vaincue ses loix; il est peut-être plus nécessaire de lui laisser ses mœurs, parce qu'un peuple connoît, aime & défend toujours plus ses mœurs que ses loix.

Les François ont été chassés neuf fois de l'Italie, à cause, disent les historiens (\*), de leur insolence à l'égard des femmes & des filles. C'est trop pour une nation, d'avoir à souffrir la fierté du vainqueur, & encore son incontinence; & encore son indiscrétion sans doute plus fâcheuse, parce qu'elle multiplie à l'infini les outrages.

## C H A P I T R E X I I.

*D'une loi de Cyrus.*

J<sup>e</sup> ne regarde pas comme une bonne loi celle que fit Cyrus pour que les Lydiens ne pussent exercer que des professions viles, ou des professions infames. On va au plus pressé; on songe aux révoltes, & non pas aux invasions. Mais les invasions viendront bientôt; les deux peuples s'unissent, ils se corrompent tous les deux. J'aimerois mieux maintenir par les loix la rudesse du peuple vainqueur, qu'entretenir par elles la mollesse du peuple vaincu.

*Aristo-*

(\*) Parcourez l'histoire de l'univers, par Mr. Putschendorff.

*Tome I.*

L



*Aristodeme*, tyran de Cumes (\*), chercha à élever le courage de la jeunesse. Il voulut que les garçons laissassent croître leurs cheveux, comme les filles ; qu'ils les ornassent de fleurs , & portassent des robes de différentes couleurs jusqu'aux talons ; que, lorsqu'ils alloient chez leurs maîtres de danse & de musique, des femmes leur portassent des parasols, des parfums & des éventails ; que, dans le bain, elles leur donnassent des peignes & des miroirs. Cette éducation durerait jusqu'à l'âge de vingt ans. Cela ne peut convenir qu'à un petit tyran, qui expose sa souveraineté pour défendre sa vie.

---

## CHAPITRE XIII.

### *Charles XII.*

Ce prince, qui ne fit usage que de ses seules forces, détermina sa chute en formant des desseins qui ne pouvoient être exécutés que par une longue guerre ; ce que son royaume ne pouvoit soutenir.

Ce n'étoit pas un état qui fût dans la décadence, qu'il entreprit de renverser, mais un empire naissant. Les Moscovites se servirent de la guerre qu'il leur faisoit, comme d'une école. A chaque défaite, ils s'approchoient de la victoire ; &, perdant au dehors, ils apprenoient à se défendre au dedans.

*Charles* se croyoit le maître du monde dans les  
dé-

(\*) Denys d'Halicarnasse, Liv. VII.

déserts de la Pologne , où il erroit , & dans lesquels la Suede étoit comme répandue ; pendant que son principal ennemi se fortifioit contre lui , le ferroit , s'établissoit sur la mer Baltique , détruisoit ou prenoit la Livonie.

Là Suede ressembloit à un fleuve , dont on coupoit les eaux dans sa source , pendant qu'on les détournoit dans son cours.

Ce ne fut point *Pultova* qui perdit Charles : s'il n'avoit pas été détruit dans ce lieu , il l'auroit été dans un autre. Les accidens de la fortune se réparent aisément : on ne peut pas parer à des événemens qui naissent continuellement de la nature des choses.

Mais la nature ni la fortune ne furent jamais si fort contre lui que lui-même.

Il ne se régloit point sur la disposition actuelle des choses , mais sur un certain modele qu'il avoit pris : encore le suivit-il très-mal. Il n'étoit point Alexandre ; mais il auroit été le meilleur soldat d'Alexandre.

Le projet d'Alexandre ne réussit que parce qu'il étoit sensé. Les mauvais succès des Perses dans les invasions qu'ils firent de la Grece , les conquêtes d'*Agésilas* , & la retraite des dix mille avoient fait connoître au juste la supériorité des Grecs dans leur maniere de combattre , & dans le genre de leurs armes ; & l'on sçavoit bien que les Perses étoient trop grands pour se corriger.

Ils ne pouvoient plus affoiblir la Grece par des divisions : elle étoit alors réunie sous un chef , qui ne pouvoit avoir de meilleur moyen

pour lui cacher sa servitude, què de l'éblouir par la destruction de ses ennemis éternels, & l'espérance de la conquête de l'Asie.

Un empire cultivé par la nation du monde la plus industrieuse, & qui travailloit les terres par principe de religion, fertile & abondant en toutes choses, donnoit à un ennemi toutes sortes de facilités pour y subsister.

On pouvoit juger, par l'orgueil de ces rois, toujours vainement mortifiés par leurs défaites, qu'ils précipiteroient leur chute, en donnant toujours des batailles; & que la flatterie ne permettroit jamais qu'ils pussent douter de leur grandeur.

Et non-seulement le projet étoit sage, mais il fut sagement exécuté. Alexandre, dans la rapidité de ses actions, dans le feu de ses passions même, avoit, si j'ose me servir de ce terme, une faillie de raison qui le conduisoit, & que ceux qui ont voulu faire un roman de son histoire, & qui avoient l'esprit plus gâté que lui, n'ont pu nous dérober. Parlons-en tout à notre aise.

## CHAPITRE XIV.

*Alexandre.*

Il ne partit qu'après avoir assuré la Macédoine contre les peuples barbares qui en étoient voisins, & achevé d'accabler les Grecs: il ne se servit de cet accablement que pour l'exécution de son entreprise: il rendit impuissante la jalousie des Lacédémoniens: il attaqua les provinces maritimes:

ritimes : il fit suivre à son armée de terre les côtes de la mer , pour n'être point séparé de sa flotte : il se servit admirablement bien de la discipline contre le nombre : il ne manqua point de subsistances : & s'il est vrai que la victoire lui donna tout , il fit aussi tout pour se procurer la victoire.

Dans le commencement de son entreprise , c'est-à-dire , dans un temps où un échec pouvoit le renverser , il mit peu de chose au hazard : quand la fortune le mit au-dessus des événemens , la témérité fut quelquefois un de ses moyens. Lorsqu'avant son départ il marche contre les Triballiens & les Illyriens , vous voyez une guerre (\*) comme celle que César fit depuis dans les Gaules. Lorsqu'il est de retour dans la Grece (†) , c'est comme malgré lui qu'il prend & détruit Thebes : campé auprès de leur ville , il attend que les Thébains veuillent faire la paix ; ils précipitent eux-mêmes leur ruine. Lorsqu'il s'agit de combattre (§) les forces maritimes des Perses , c'est plutôt *Parménion* qui a de l'audace ; c'est plutôt *Alexandre* qui a de la sagesse. Son industrie fut de séparer les Perses des côtes de la mer , & de les réduire à abandonner eux-mêmes leur marine , dans laquelle ils étoient supérieurs. Tyr étoit , par principe , attachée aux Perses , qui ne pouvoient se passer de son commerce & de sa marine ; *Alexandre* la détruisit. Il prit l'Egypte , que *Darius* avoit laissée dégarnie de troupes , pendant

(\*) Voyez Arrien , *de expedit. Alexandri* , Lib. I.

(†) *Ibid.* (§) *Ibid.*



dant qu'il assembloit des armées innombrables dans un autre univers.

Le passage du Granique fit qu'*Alexandre* se rendit maître des colonies Grecques ; la bataille d'Issus lui donna Tyr & l'Egypte ; la bataille d'Arbelles lui donna toute la terre.

Après la bataille d'Issus , il laisse fuir *Darius*, & ne s'occupe qu'à affermir & à régler ses conquêtes : après la bataille d'Arbelles, il le suit de si près (\*), qu'il ne lui laisse aucune retraite dans son empire. *Darius* n'entre dans ses villes & dans ses provinces , que pour en sortir : les marches d'*Alexandre* sont si rapides, que vous croyez voir l'empire de l'univers plutôt le prix de la course, comme dans les jeux de la Grece, que le prix de la victoire.

C'est ainsi qu'il fit ses conquêtes : voyons comment il les conserva.

Il résista à ceux qui vouloient qu'il traitât (†) les Grecs comme maîtres, & les Perses comme esclaves : il ne songea qu'à unir les deux nations, & à faire perdre les distinctions du peuple conquérant & du peuple vaincu : il abandonna, après la conquête , tous les préjugés qui lui avoient servi à la faire : il prit les mœurs des Perses, pour ne pas désoler les Perses, en leur faisant prendre les mœurs des Grecs ; c'est ce qui fit qu'il marqua  
tant

(\*) Voyez Arrien, *de expedit. Alexandri*, Lib. III.

(†) C'étoit le conseil d'Aristote. *Plutarque*, Oeuvres morales : de la fortune d'*Alexandre*.

(‡) Voyez Arrien, *de expedit. Alexandri*, Lib. VII.

(\*\*) Voyez la loi des Bourguignons, Tit. XII. Art. 5.

tant de respect pour la femme & pour la mere de *Darius*, & qu'il montra tant de continence. Qu'est-ce que ce conquérant, qui est pleuré de tous les peuples qu'il a soumis? Qu'est-ce que cet usurpateur, sur la mort duquel la famille qu'il a renversée du trône, verse des larmes? C'est un trait de cette vie, dont les historiens ne nous disent pas que quelqu'autre conquérant puisse se vanter.

Rien n'affermir plus une conquête, que l'union qui se fait des deux peuples par les mariages. *Alexandre* prit des femmes de la nation qu'il avoit vaincue; il voulut que ceux de sa cour (†) en prissent aussi; le reste des Macédoniens suivit cet exemple. Les Francs & les Bourguignons (\*\*) permirent ces mariages: les Wisigoths les défendirent (§) en Espagne, & ensuite ils les permirent: les Lombards ne les permirent pas seulement, mais même les favorisèrent (§§); quand les Romains voulurent affoiblir la Macédoine, ils y établirent qu'il ne pourroit se faire d'union par mariages entre les peuples des provinces.

*Alexandre*, qui cherchoit à unir les deux peuples, songea à faire dans la Perse un grand nombre de colonies Grecques: il bâtit une infinité de villes, & il cimentait si bien toutes les parties de ce nouvel empire, qu'après sa mort, dans le trouble & la confusion des plus affreuses guerres civiles,

(§) Voyez la loi des Wisigoths, Liv. III. Tit. V. §. 1, qui abroge la loi ancienne, qui avoit plus d'égards, y est-il dit, à la différence des nations, que des conditions.

(§§) Voyez la loi des Lombards, Liv. II. Tit. VII. §. 1 & 2.

viles, après que les Grecs se furent, pour ainsi dire, anéantis eux-mêmes, aucune province de Perse ne se révolta.

Pour ne point épuiser la Grece & la Macédoine, il envoya à Alexandrie une colonie de Juifs (\*): il ne lui importoit quelles mœurs eussent ces peuples, pourvu qu'ils lui fussent fideles.

Il ne laissa pas seulement aux peuples vaincus leurs mœurs; il leur laissa encore leurs loix civiles, & souvent même les rois & les gouverneurs qu'il avoit trouvés. Il mettoit les Macédoniens (†) à la tête des troupes, & les gens du pays à la tête du gouvernement; aimant mieux courir le risque de quelqu'infidélité particuliere (ce qui lui arriva quelquefois) que d'une révolte générale. Il respecta les traditions anciennes, & tous les monumens de la gloire ou de la vanité des peuples. Les rois de Perse avoient détruit les temples des Grecs, des Babyloniens & des Egyptiens; il les rétablit (‡): peu de nations se soumirent à lui, sur les autels desquelles il ne fit des sacrifices. Il sembloit qu'il n'eût conquis, que pour être le monarque particulier de chaque nation, & le premier citoyen de chaque ville. Les Romains conquirent tout, pour tout détruire; il voulut tout conquérir, pour tout conserver: & quelque pays qu'il parcourût, ses premières idées, ses premiers desseins furent toujours de faire quel-  
que

(\*) Les rois de Syrie, abandonnant le plan des fondateurs de l'empire, voulurent obliger les Juifs à prendre les mœurs des Grecs; ce qui donna à leur état de terribles secousses.

que chose qui pût en augmenter la prospérité & la puissance. Il en trouva les premiers moyens dans la grandeur de son génie; les seconds dans sa frugalité & son économie particuliere (§); les troisiemes dans son immense prodigalité pour les grandes choses. Sa main se fermoit pour les dépenses privées, elle s'ouvroit pour les dépenses publiques. Falloit-il régler sa maison? c'étoit un Macédonien. Falloit-il payer les dettes des soldats, faire part de sa conquête aux Grecs, faire la fortune de chaque homme de son armée? il étoit *Alexandre*.

Il fit deux mauvaises actions; il brûla Persépolis, & tua *Clitus*. Il les rendit célèbres par son repentir: de sorte qu'on oublia ses actions criminelles, pour se souvenir de son respect pour la vertu; de sorte qu'elles furent considérées plutôt comme des malheurs, que comme des choses qui lui fussent propres; de sorte que la postérité trouve la beauté de son ame presque à côté de ses emportemens & de ses foiblesses; de sorte qu'il fallut le plaindre, & qu'il n'étoit plus possible de le haïr.

Je vais le comparer à *César*. Quand *César* voulut imiter les rois d'Asie, il désespéra les Romains pour une chose de pure ostentation; quand *Alexandre* voulut imiter les rois d'Asie, il fit une chose qui entroit dans le plan de sa conquête.

CHA-

(†) Voyez Arrien, de *exped. Alex.* Lib. III. & autres.

(1) Voyez Arrien, de *expedit. Alexandri*, Lib. III.

(2) *Ibid.* Lib. VII.



*Nouveaux moyens de conserver la conquête.*

**L**ORSQU'UN monarque conquiert un grand état, il y a une pratique admirable, également propre à modérer le despotisme & à conserver la conquête: les conquérans de la Chine l'ont mise en usage.

Pour ne point désespérer le peuple vaincu, & ne point enorgueillir le vainqueur; pour empêcher que le gouvernement ne devienne militaire, & pour contenir les deux peuples dans le devoir; la famille Tartare, qui regne présentement à la Chine, a établi que chaque corps de troupes dans les provinces seroit composé de moitié Chinois & moitié Tartares, afin que la jalousie entre les deux nations les contienne dans le devoir. Les tribunaux sont aussi moitié Chinois, moitié Tartares. Cela produit plusieurs bons effets. 1°. Les deux nations se contiennent l'une l'autre; 2°. Elles gardent toutes les deux la puissance militaire & civile, & l'une n'est pas anéantie par l'autre; 3°. La nation conquérante peut se répandre par-tout, sans s'affoiblir & se perdre; elle devient capable de résister aux guerres civiles & étrangères. Institution si sensée, que c'est le défaut d'une pareille, qui a perdu presque tous ceux qui ont conquis sur la terre.



## C H A P I T R E XVI.

*D'un état despotique qui conquiert.*

**L**ORSQUE la conquête est immense, elle suppose le despotisme. Pour lors, l'armée répandue dans les provinces ne suffit pas. Il faut qu'il y ait toujours autour du prince un corps particulièrement affidé, toujours prêt à fondre sur la partie de l'empire qui pourroit s'ébranler. Cette milice doit contenir les autres, & faire trembler tous ceux à qui on a été obligé de laisser quelque autorité dans l'empire. Il y a autour de l'empereur de la Chine un gros corps de Tartares toujours prêt pour le besoin. Chez le Mogol, chez les Turcs au Japon, il y a un corps à la solde du prince, indépendamment de ce qui est entretenu du revenu des terres. Ces forces particulières tiennent en respect les générales.

## C H A P I T R E XVII.

*Continuation du même sujet.*

**N**OUS avons dit que les états que le monarque despotique conquiert, doivent être feudataires. Les historiens s'épuisent en éloges sur la générosité des conquérans qui ont rendu la couronne aux princes qu'ils avoient vaincus. Les Romains étoient donc bien généreux, qui faisoient par-tout des rois, pour avoir des instrumens de servitude (\*). Une action pareille est

MM

(\*) *Ut haberent instrumenta servitutis & reges.*

un acte nécessaire. Si le conquérant garde l'état conquis, les gouverneurs qu'il enverra ne sauront contenir les sujets, ni lui-même ses gouverneurs. Il sera obligé de dégarnir de troupes son ancien patrimoine, pour garantir le nouveau. Tous les malheurs des deux états seront communs; la guerre civile de l'un sera la guerre civile de l'autre. Que si, au contraire, le conquérant rend le trône au prince légitime, il aura un allié nécessaire, qui, avec les forces qui lui seront propres, augmentera les siennes. Nous venons de voir *Schah-Nadir* conquérir les trésors du Mogol, & lui laisser l'Indoustan (k).

## L E.

(k) Une raison à laquelle Mr. de Montesquieu ne paroît pas avoir fait attention, c'est que plus on augmente l'étendue d'un état, plus on s'expose à avoir des guerres à soutenir, parce qu'il y a plus de parties qui, étant offensées, exigent notre assistance. Voilà pourquoi il convient mieux de ne point unir au corps de l'état les conquêtes qu'on pourroit faire, & pourquoi un état ne doit point être trop étendu; voilà peut-être encore une des raisons pour lesquelles de grands empires détruisent certains pays. On lira avec plaisir sur ce chapitre l'*Esprit des Loix quintessencié*, où on relève merveilleusement bien plusieurs inexactitudes de notre auteur. (R. d'un A).

(a) Ce livre contient des matières très-importantes, & d'excellentes réflexions. Il est fâcheux qu'elles soient si fort embrouillées. Qui peut entendre l'idée générale de ce livre? Mr. de Montesquieu distingue les loix &c. Quelles loix? Les loix fondamentales? Mais l'assemblage de ces loix forme la constitution de l'état, & il seroit absurde de dire qu'on distingue les loix fondamentales qui forment la liberté politique dans le rapport de cette liberté avec les loix fondamentales, d'avec les loix fondamentales qui forment cette liberté dans le rapport qu'elle a avec le citoyen. Du moins tout cela est obscur

## L I V R E X I.

*Des loix qui forment la liberté politique dans son rapport avec la constitution.*

## CHAPITRE PREMIER.

*Idee générale.*

J E distingue les loix qui forment la liberté politique dans son rapport avec la constitution, d'avec celles qui la forment dans son rapport avec le citoyen. Les premières seront le sujet de ce livre-ci (a); je traiterai des secondes dans le livre suivant.

CHA-

seur & très-inintelligible; & on n'y verra pas plus clair si l'on suppose que l'auteur ait eu en vue ici les loix civiles. Eclairissons ce passage. Ce sont les loix fondamentales qui reglent l'administration du gouvernement; donc ce sont elles qui étendent & limitent le pouvoir suprême, & par-là le degré de liberté qui en résulte pour les sujets. Or, le gouvernement se déployant au dedans & au dehors, les loix fondamentales d'un état peuvent limiter le pouvoir de gouverner, soit pour les affaires intérieures, soit pour les étrangères; & suivant qu'il sera limité à l'un de ces deux égards, à cet égard aussi la liberté des sujets sera plus ou moins grande. Voilà la distinction que Mr. de MONTESQUIEU a en vue, en distinguant les loix qui forment la liberté politique dans son rapport avec la constitution, c'est-à-dire, avec le gouvernement des affaires étrangères, d'avec celles qui la forment dans son rapport avec le citoyen, c'est-à-dire, avec le gouvernement de ce qui fait l'intérieur de l'état. Par exemple, si un souverain est pleinement le maître de faire la paix ou la guerre, de traiter avec les puissances étrangères &c., la liberté que notre auteur nomme *politique*, est nulle, dans son rapport aux affaires étrangères. S'il est le maître de prescrire à volonté telles loix pour les su-



*Diverses significations données au mot de liberté.*

**I**L n'y a point de mot qui ait reçu plus de différentes significations , & qui ait frappé les esprits de tant de manieres que celui de *liberté*. Les uns l'ont pris pour la facilité de déposer celui à qui ils avoient donné un pouvoir tyrannique; les autres, pour la faculté d'élire celui à qui ils devoient obéir; d'autres, pour le droit d'être armés, & de pouvoir exercer la violence; ceux-ci, pour le privilège de n'être gouvernés que par un homme de leur nation, ou par leurs propres loix (\*). Certain peuple a long-temps pris la liberté, pour l'usage de porter une longue barbe (†). Ceux-ci ont attaché ce nom à une forme de gouvernement, & en ont exclu les autres. Ceux qui avoient goûté du gouvernement républicain, l'ont mise dans ce gouvernement; ceux qui avoient joui du gouvernement monarchique, l'ont placée dans la monarchie (§). Enfin chacun a appelé *liberté* le gouvernement qui étoit conforme à ses coutumes, ou à ses inclinations: & comme dans une république on n'a pas toujours devant les yeux, & d'une maniere si présente, les instrumens des maux dont on se plaint;

&amp;

jets qu'il trouve à propos, cette liberté est nulle, dans son rapport avec le citoyen. Voilà l'idée générale de notre auteur débrouillée le mieux qu'on a pu; mais on va voir qu'il ne l'a point suivie, & que parmi nombre d'excellentes choses qu'il nous donne, il regne une confusion, à peine pardonnable à un écolier. (R. d'us A.)

(\*) „ J'ai, dit Cicéron, copié l'édit de Scévola, qui  
„ per-

& que même les loix paroissent y parler plus, & les exécuteurs de la loi y parler moins; on la place ordinairement dans les républiques, & on l'a exclue des monarchies. Enfin, comme dans les démocraties, le peuple paroît à peu près faire ce qu'il veut, on a mis la liberté dans ces sortes de gouvernemens; & on a confondu le pouvoir du peuple, avec la liberté du peuple.

## C H A P I T R E III.

*Ce que c'est que la liberté.*

**I**L est vrai que dans les démocraties le peuple paroît faire ce qu'il veut : mais la liberté politique ne consiste point à faire ce que l'on veut. Dans un état, c'est-à-dire, dans une société où il y a des loix, la liberté ne peut consister qu'à pouvoir faire ce que l'on doit vouloir, & à n'être point contraint de faire ce que l'on ne doit pas vouloir.

Il faut se mettre dans l'esprit ce que c'est que l'indépendance, & ce que c'est que la liberté. La liberté est le droit de faire tout ce que les loix permettent; & si un citoyen pouvoit faire ce qu'elles défendent, il n'auroit plus de liberté, parce que les autres auroient tout de même ce pouvoir.

CHA-

„ permet aux Grecs de terminer entr'eux leurs diffé-  
 „ rends selon leurs loix; ce qui fait qu'ils se regar-  
 „ dent comme des peuples libres.

(†) Les Moscovites ne pouvoient souffrir que le Czar Pierre la leur fit couper.

(§) Les Cappadociens refuserent l'état républicain, que leur offrirent les Romains.

## CHAPITRE IV.

*Continuation du même sujet.*

LA démocratie & l'aristocratie ne sont point des états libres par leur nature. La liberté politique ne se trouve que dans les gouvernemens modérés (b). Mais elle n'est pas toujours dans les états modérés. Elle n'y est que lorsqu'on n'abuse pas du pouvoir : mais c'est une expérience éternelle, que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites. Qui le diroit ! la vertu même a besoin de limites.

Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. Une constitution peut être telle, que personne ne sera contraint de faire les choses auxquelles la loi ne l'oblige pas, & à ne point faire celles que la loi lui permet.

## CHAPITRE V.

*De l'objet des états divers.*

QUOIQUE tous les états aient en général un même objet, qui est de se maintenir, chaque état en a pourtant un qui lui est particulier. L'aggrandissement étoit l'objet de Rome ; la guerre, celui de Lacédémone ; la religion, celui des loix

(b) Ceci confirme ce que j'ai remarqué, *Liv. II. ch. I. n. 4.* (R. d'un A.)

(\*) Objet naturel d'un état qui n'a point d'ennemis au dehors, ou qui croit les avoir arrêtés par des barrières.

loix Judaïques ; le commerce , celui de Marseille ; la tranquillité publique , celui des loix de la Chine (\*) ; la navigation , celui des loix des Rhodiens ; la liberté naturelle , l'objet de la police des Sauvages ; en général , les délices du prince , celui des états despotiques ; sa gloire & celle de l'état , celui des monarchies ; l'indépendance de chaque particulier est l'objet des loix de Pologne , & ce qui en résulte , l'oppression de tous (†) (c).

Il y a aussi une nation dans le monde qui a pour objet direct de sa constitution la liberté politique. Nous allons examiner les principes sur lesquels elle la fonde. S'ils sont bons , la liberté y paroîtra comme dans un miroir.

Pour découvrir la liberté politique dans la constitution , il ne faut pas tant de peine. Si on peut la voir où elle est , si on l'a trouvée , pourquoi la chercher ?

## C H A P I T R E V I.

### *De la constitution d'Angleterre.*

**I**L y a dans chaque état trois sortes de pouvoirs , la puissance législative , la puissance exécutive des choses qui dépendent du droit des gens , & la puissance exécutive de celles qui dépendent du droit civil (d).

Par la première , le prince ou le magistrat fait des

(†) Inconvénient du *liberum veto*.

(c) Voyez ce que j'ai noté *Liv. III. Chap. XI. n. 2.* (R. d'un A.)

(d) Tout ce que l'auteur nous détaille ici mérite d'être.



des loix pour un temps ou pour toujours, & corrige ou abroge celles qui sont faites. Par la seconde, il fait la paix ou la guerre, envoie ou reçoit des ambassades, établit la sûreté, prévient les invasions. Par la troisième, il punit les crimes, ou juge les différends des particuliers. On appellera cette dernière la puissance de juger; & l'autre, simplement la puissance exécutrice de l'état.

La liberté politique dans un citoyen est cette tranquillité d'esprit qui provient de l'opinion que cha-

d'être corrigé. Il n'y a point dans chaque état trois pouvoirs; mais on distingue dans la souveraineté, c'est-à-dire, dans le pouvoir de gouverner, trois espèces de pouvoir, suivant l'objet sur lequel le gouvernement se déploie: on les nomme la *puissance législative*, la *puissance judiciaire*, & la *puissance exécutrice*. Par la première, le prince ou le magistrat fait des loix; par la seconde, il juge les actions des citoyens suivant ces loix; par la troisième, il exécute son jugement. Voilà comme l'on comprend ces trois puissances, & nous verrons que l'auteur traite la matière conformément à ce que nous venons de poser; & qu'il s'est mis en contradiction avec lui-même, lorsqu'il a distingué une *puissance exécutrice des choses qui dépendent du droit des gens*, & une *puissance exécutrice de celles qui dépendent du droit civil*, & qu'il nous affirme que par celle-là le prince fait la paix ou la guerre, envoie ou reçoit des ambassadeurs, établit la sûreté, prévient les invasions; car suivant que l'objet des affaires étrangères se rapporte à la simple volonté ou à l'exécution, il tombe sous la puissance législative, ou sous l'exécutrice. Par exemple faire la paix, entant que contracter, est un acte de simple volonté, qui ne peut tomber sous la puissance exécutrice. (R. d'un A.).

(c) Voici une démonstration évidente de tout ce que nous avons dit dans les notes précédentes a & d; car le passage de notre auteur revient à ceci, quand on le combine avec ce qui précède. „ Lorsque la puissance „ de faire des loix pour un tems ou pour toujours, & „ de corriger ou d'abroger celles qui sont faites, est „ réunie dans la même personne ou dans le même

„ corps

chacun a de sa sûreté ; & pour qu'on ait cette liberté , il faut que le gouvernement soit tel , qu'un citoyen n'en puisse pas craindre un autre citoyen.

Lorsque , dans la même personne ou dans le même corps de magistrature , la puissance législative est réunie à la puissance exécutive , il n'y a point de liberté ; parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le même sénat ne fasse des loix tyranniques , pour les exécuter tyranniquement (e).

Il n'y a point encore de liberté , si la puissance

ce  
 „ corps de magistrature , à la puissance de faire la  
 „ paix ou la guerre , d'envoyer ou de recevoir des  
 „ ambassadeurs , d'établir la sûreté , de prévenir les  
 „ invasions , il n'y a point de liberté , parce qu'on  
 „ peut craindre que le même monarque ou le même  
 „ sénat ne fasse des loix tyranniques , pour les exécuter tyranniquement . Mais de grace , quelle connexion la puissance de faire des loix a-t-elle avec celle d'envoyer des ambassadeurs , pour qu'on puisse regarder celle-ci comme exécutive de ce que le législateur établit ? Comment l'acte d'envoyer des ambassadeurs &c. peut-il opérer tyranniquement sur des loix , auxquelles il ne s'étend point . La puissance législative dénonce une peine contre les assemblées : supposons que ce soit une loi tyrannique , l'acte d'envoyer des ambassadeurs &c. peut-il être un moyen d'exécuter tyranniquement cette loi ? Il faut en dire tout autant des passages qui suivent , & pour les rendre compréhensibles les corriger de cette façon . La puissance législative est cette partie du gouvernement qui ordonne , en déclarant la volonté du souverain par des loix : la judiciaire est celle qui prononce si les actions tombent sous la loi : l'exécutive est celle qui fait exécuter la volonté du souverain . Ces trois puissances , distinguées de telle manière , nous éclaircissent la pensée de notre auteur , qui revient à ceci . La puissance législative défend les assemblées privées : cette loi est supposée tyrannique . Si la puissance législative se trouvoit jointe à l'exécutive , celle-ci pourroit exécuter tyranniquement les peines portées par cette loi : parce qu'en ce cas la volonté se trouveroit combinée à la force . De même si la

cé de juger n'est pas séparée de la puissance législative, & de l'exécutrice. Si elle étoit jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la vie & la liberté des citoyens seroit arbitraire; car le juge seroit législateur. Si elle étoit jointe à la puissance exécutive, le juge pourroit avoir la force d'un oppresseur.

Tout seroit perdu, si le même homme, ou le même corps des principaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçoient ces trois pouvoirs: celui de faire des loix, celui d'exécuter les résolutions publiques, & celui de juger les crimes ou les différends des particuliers.

Dans la plupart des royaumes de l'Europe, le gouvernement est modéré; parce que le prince qui a les deux premiers pouvoirs, laisse à ses sujets l'exercice du troisieme. Chez les Turcs, où ces trois pouvoirs sont réunis sur la tête du sultan, il regne un affreux despotisme.

Dans les républiques d'Italie, où ces trois pouvoirs sont réunis, la liberté se trouve moins que dans nos monarchies (*f*). Aussi le gouvernement a-t-il besoin, pour se maintenir, de moyens aussi violens que le gouvernement des Turcs; témoins les inquisiteurs d'état (\*), & le tronc où tout délateur peut à tous les momens jeter avec un billet son accusation.

Voyez

la puissance judiciaire se trouvoit jointe à la législative, les jugemens ne suivroient pas tant l'esprit de la loi, ou son équité, mais la volonté & les vues particulières de celui qui l'a faite. Le juge seroit législateur, comme notre auteur s'exprime très-bien. En interprétant ainsi Mr. de Montesquieu, il y a moyen de l'entendre, & tout ce qu'il dit prouve évidemment qu'on

ne



Voyez quelle peut être la situation d'un citoyen dans ces républiques. Le même corps de magistrature a, comme exécuter des loix, toute la puissance qu'il s'est donnée comme législateur. Il peut ravager l'état par ses volontés générales; & comme il a encore la puissance de juger, il peut détruire chaque citoyen par ses volontés particulières.

Toute la puissance y est une; &, quoiqu'il n'y ait point de pompe extérieure qui découvre un prince despotique, on le sent à chaque instant.

Aussi les princes qui ont voulu se rendre despotiques, ont-ils toujours commencé par réunir en leur personne toutes les magistratures, & plusieurs rois d'Europe toutes les grandes charges de leur état.

Je crois bien que la pure aristocratie héréditaire des républiques d'Italie, ne répond pas précisément au despotisme de l'Asie. La multitude des magistrats adoucit quelquefois la magistrature; tous les nobles ne concourent pas toujours aux mêmes desseins; on y forme divers tribunaux qui se temperent. Ainsi à Venise le *grand conseil* a la législation; le *prégady*, l'exécution; les *quaranties*, le pouvoir de juger. Mais le mal est, que ces tribunaux différens sont formés par des magistrats du même corps; ce qui ne fait guère qu'une même puissance.

La

ne peut l'expliquer d'une autre façon, à moins d'en ôter tout le sens & de tomber dans l'absurde. (R. d'un A.)

(f) Je dis ici ce que j'ai dit plus haut à la note (e) & tous les passages suivans en sont des preuves. (R. d'un A.)

(\*) A Venise.



La puissance de juger ne doit pas être donnée à un sénat permanent, mais exercée par des personnes tirées du corps du peuple (\*), dans certains temps de l'année, de la manière prescrite par la loi, pour former un tribunal qui ne dure qu'autant que la nécessité le requiert.

De cette façon, la puissance de juger, si terrible parmi les hommes, n'étant attachée, ni à un certain état, ni à une certaine profession, devient, pour ainsi dire, invisible & nulle. On n'a point continuellement des juges devant les yeux, & l'on craint la magistrature & non pas les magistrats.

Il faut même que, dans les grandes accusations, le criminel, concurremment avec la loi, se choisisse des juges; ou du moins qu'il en puisse refuser un si grand nombre, que ceux qui restent, soient censés être de son choix.

Les deux autres pouvoirs pourroient plutôt être donnés à des magistrats ou à des corps permanens; parce qu'ils ne s'exercent sur aucun particulier, n'étant l'un, que la volonté générale de l'état, & l'autre, que l'exécution de cette volonté générale (g).

Mais, si les tribunaux ne doivent pas être fixes, les jugemens doivent l'être à un tel point qu'ils ne soient jamais qu'un texte précis de la loi. S'ils étoient une opinion particulière du juge, on vivroit

(\*) Comme à Athènes.

(g) Ces dernières paroles confirment encore l'interprétation que nous avons donnée ci-dessus notes d. & c. Car si la puissance exécutrice ne fait qu'exécuter la volonté générale, il est manifeste que cette puissance exécutrice n'est point celle d'envoyer des ambassadeurs. Au reste

vroit dans la société, sans savoir précisément les engagements que l'on y contracte

Il faut même que les juges soient de la condition de l'accusé, ou ses pairs, pour qu'il ne puisse pas se mettre dans l'esprit qu'il soit tombé entre les mains de gens portés à lui faire violence.

Si la puissance législative laisse à l'exécutrice le droit d'emprisonner des citoyens qui peuvent donner caution de leur conduite, il n'y a plus de liberté; à moins qu'ils ne soient arrêtés pour répondre, sans délai, à une accusation que la loi a rendue capitale; auquel cas ils sont réellement libres, puisqu'ils ne sont soumis qu'à la puissance de la loi.

Mais, si la puissance législative se croyoit en danger par quelque conjuration secrète contre l'état, ou quelque intelligence avec les ennemis du dehors, elle pourroit, pour un temps court & limité, permettre à la puissance exécutrice de faire arrêter les citoyens suspects, qui ne perdroient leur liberté pour un tems, que pour la conserver pour toujours.

Et c'est le seul moyen conforme à la raison, de suppléer à la tyrannique magistrature des *éphores*, & aux *inquisiteurs d'état* de Venise, qui sont aussi despotiques.

Comme, dans un état libre, tout homme qui est censé avoir une ame libre, doit être gouverné

reste Mr. de MONTESQUIEU donne ici des généralités, qui demanderoient une ample discussion, si l'on vouloit se donner la peine de faire voir à combien de distinctions elles sont sujettes, & combien peu elles peuvent être avancées universellement. (R. d'un A.)

né par lui-même; il faudroit que le peuple en corps eût la puissance législative: mais comme cela est impossible dans les grands états, & est sujet à beaucoup d'inconvéniens dans les petits, il faut que le peuple fasse par ses représentans tout ce qu'il ne peut faire par lui-même (*b*).

On connoît beaucoup mieux les besoins de sa ville, que ceux des autres villes; & on juge mieux de la capacité de ses voisins, que de celle de ses autres compatriotes. Il ne faut donc pas que les membres du corps législatif soient tirés en général du corps de la nation; mais il convient que, dans chaque lieu principal, les habitans se choisissent un représentant.

Le grand avantage des représentans, c'est qu'ils sont capables de discuter les affaires. Le peuple n'y est point du tout propre; ce qui forme un des grands inconvéniens de la démocratie.

Il n'est pas nécessaire que les représentans, qui ont reçu, de ceux qui les ont choisis, une instruction générale, en reçoivent une particulière sur chaque affaire, comme cela se pratique dans les diètes d'Allemagne. Il est vrai que de cette manière la parole des députés seroit plus l'expression de la voix de la nation: mais cela jetteroit dans des longueurs infinies, rendroit chaque député le maître de tous les autres; & dans les occasions les plus pressantes, toute la force de la nation pourroit être arrêtée par un caprice.

Quand

(*b*) Ceci confirme encore ce que nous avons remarqué plus haut, *Liv. II. Ch. II. note c.* (R. d'un A.)

Quand les députés, dit très-bien Mr. *Sidney*, représentent un corps de peuple comme en Hollande, ils doivent rendre compte à ceux qui les ont commis: c'est autre chose lorsqu'ils sont députés par des bourgs, comme en Angleterre.

Tous les citoyens, dans les divers districts, doivent avoir droit de donner leur voix pour choisir le représentant, excepté ceux qui sont dans un tel état de bassesse, qu'ils sont réputés n'avoir point de volonté propre.

Il y avoit un grand vice dans la plupart des anciennes républiques; c'est que le peuple avoit droit d'y prendre des résolutions actives & qui demandent quelque exécution, chose dont il est entièrement incapable. Il ne doit entrer dans le gouvernement, que pour choisir ses représentans, ce qui est très à sa portée. Car s'il y a peu de gens qui connoissent le degré précis de la capacité des hommes, chacun est pourtant capable de sçavoir, en général, si celui qu'il choisit est plus éclairé que la plupart des autres.

Le corps représentant ne doit pas être choisi non plus pour prendre quelque résolution active, chose qu'il ne feroit pas bien; mais pour faire des loix, ou pour voir si l'on a bien exécuté celles qu'il a faites, chose qu'il peut très-bien faire, & qu'il n'y a même que lui qui puisse bien faire.

Il y a toujours dans un état des gens distingués par la naissance, les richesses ou les honneurs; mais, s'ils étoient confondus parmi le peuple, & s'ils n'y avoient qu'une voix comme les autres, la liberté commune seroit leur esclavage.



ge, & ils n'auroient aucun intérêt à la défendre, parce que la plupart des résolutions seroient contre eux. La part qu'ils ont à la législation doit donc être proportionnée aux autres avantages qu'ils ont dans l'état; ce qui arrivera, s'ils forment un corps qui ait droit d'arrêter les entreprises du peuple, comme le peuple a droit d'arrêter les leurs.

Ainsi la puissance législative sera confiée & au corps des nobles, & au corps qui sera choisi pour représenter le peuple, qui auront chacun leurs assemblées & leurs délibérations à part, & des vues & des intérêts séparés (i).

Des trois puissances dont nous avons parlé, celle de juger est en quelque façon nulle. Il n'en reste que deux; & comme elles ont besoin d'une puissance réglante pour les tempérer, la partie du corps législatif, qui est composé de nobles, est très-propre à produire cet effet.

Le corps des nobles doit être héréditaire. Il l'est premièrement par sa nature; & d'ailleurs il faut qu'il ait un très-grand intérêt à conserver ses prérogatives, odieuses par elles-mêmes, & qui, dans un état libre, doivent toujours être en danger.

Mais, comme une puissance héréditaire pourroit être induite à suivre ses intérêts particuliers, & à oublier ceux du peuple, il faut que dans les  
cho-

(i) Point du tout: il conviendra mieux que ces deux corps soient unis, pour modérer les vues & les intérêts séparés sur le bien général. (R. d'au A.)

choses où l'on a un souverain intérêt à la corrompre , comme dans les loix qui concernent la levée de l'argent , elle n'ait de part à la législation que par sa faculté d'empêcher , & non par sa faculté de statuer.

J'appelle *faculté de statuer* , le droit d'ordonner par soi-même , ou de corriger ce qui a été ordonné par un autre. J'appelle *faculté d'empêcher* , le droit de rendre nulle une résolution prise par quelqu'autre ; ce qui étoit la puissance des tribuns de Rome. Et quoique celui qui a la faculté d'empêcher puisse avoir aussi le droit d'approuver , pour lors cette approbation n'est autre chose qu'une déclaration qu'il ne fait point d'usage de sa faculté d'empêcher , & dérive de cette faculté.

La puissance exécutrice doit être entre les mains d'un monarque ; parce que cette partie du gouvernement , qui a presque toujours besoin d'une action momentanée , est mieux administrée par un que par plusieurs ; au lieu que ce qui dépend de la puissance législative , est souvent mieux ordonné par plusieurs que par un seul (k).

Que s'il n'y avoit point de monarque , & que la puissance exécutrice fût confiée à un certain nombre de personnes tirées du corps législatif , il n'y auroit plus de liberté ; parce que les deux puissances seroient unies , les mêmes personnes ayant

(k) Il n'est pas nécessaire que la puissance exécutrice soit entre les mains du monarque : il suffit qu'elle soit confiée à un seul , préposé pour faire exécuter la volonté du souverain. (R. d'un A.)

ayant quelquefois, & pouvant toujours avoir part à l'une & à l'autre.

Si le corps législatif étoit un temps considérable sans être assemblé, il n'y auroit plus de liberté. Car il arriveroit de deux choses l'une; ou qu'il n'y auroit plus de résolution législative, & l'état tomberoit dans l'anarchie; ou que ces résolutions seroient prises par la puissance exécutrice, & elle deviendroit absolue.

Il seroit inutile que le corps législatif fût toujours assemblé. Cela seroit incommode pour les représentans & d'ailleurs occuperait trop la puissance exécutrice, qui ne penseroit point à exécuter, mais à défendre ses prérogatives, & le droit qu'elle a d'exécuter.

De plus, si le corps législatif étoit continuellement assemblé, il pourroit arriver que l'on ne feroit que suppléer de nouveaux députés à la place de ceux qui mourroient: & dans ce cas, si le corps législatif étoit une fois corrompu, le mal seroit sans remède. Lorsque divers corps législatifs se succèdent les uns aux autres, le peuple, qui a mauvaise opinion du corps législatif actuel, porte, avec raison, ses espérances sur celui qui viendra après: mais si c'étoit toujours le même corps, le peuple le voyant une fois corrompu, n'espéreroit plus rien de ses loix; il deviendrait furieux, ou tomberoit dans l'indolence.

Le corps législatif ne doit point s'assembler lui-même. Car un corps n'est censé avoir de volontés, que lorsqu'il est assemblé; & s'il ne s'assembloit pas unanimement, on ne sçauroit dire quel-  
le

le partie seroit véritablement le corps législatif, celle qui seroit assemblée, ou celle qui ne le seroit pas. Que s'il avoit droit de se proroger lui-même, il pourroit arriver qu'il ne se prorogeroit jamais ; ce qui seroit dangereux dans les cas où il voudroit attenter contre la puissance exécutive. D'ailleurs, il y a des tems plus convenables les uns que les autres, pour l'assemblée du corps législatif : il faut donc que ce soit la puissance exécutive qui règle le tems de la tenue & de la durée de ces assemblées, par rapport aux circonstances qu'elle connoît.

Si la puissance exécutive n'a pas le droit d'arrêter les entreprises du corps législatif, celui-ci fera despotique ; car, comme il pourra se donner tout le pouvoir qu'il peut imaginer, il anéantira toutes les autres puissances.

Mais il ne faut pas que la puissance législative ait réciproquement la faculté d'arrêter la puissance exécutive. Car l'exécution ayant ses limites par sa nature, il est inutile de la borner ; outre que la puissance exécutive s'exerce toujours sur des choses momentanées. Et la puissance des tribuns de Rome étoit vicieuse, en ce qu'elle arrêtoit non seulement la législation, mais même l'exécution : ce qui causoit de grands maux.

Mais si, dans un état libre, la puissance législative ne doit pas avoir le droit d'arrêter la puissance exécutive, elle a droit & doit avoir la faculté d'examiner de quelle manière les loix qu'elle a faites ont été exécutées ; & c'est l'avantage qu'a ce gouvernement sur celui de Crete &



de Lacédémone, où les *cosmes* & les *éphores* ne rendoient point compte de leur administration.

Mais, quel que soit cet examen, le corps législatif ne doit pas avoir le pouvoir de juger la personne, & par conséquent la conduite de celui qui exécute. Sa personne doit être sacrée, parce qu'étant nécessaire à l'état pour que le corps législatif n'y devienne pas tyrannique, dès le moment qu'il seroit accusé ou jugé, il n'y auroit plus de liberté.

Dans ces cas, l'état ne seroit point une monarchie, mais une république non libre. Mais comme celui qui exécute, ne peut exécuter mal sans avoir des conseillers méchans, & qui haïssent les loix comme ministres, quoiqu'elles les favorisent comme hommes; ceux-ci peuvent être recherchés & punis. Et c'est l'avantage de ce gouvernement sur celui de *Gnide*, où la loi ne permettant point d'appeller en jugement les *animones* (\*), même après leur administration (†), le peuple ne pouvoit jamais se faire rendre raison des injustices qu'on lui avoit faites.

Quoiqu'en général la puissance de juger ne doive être unie à aucune partie de la législative, cela est sujet à trois exceptions, fondées sur l'intérêt

(\*) C'étoient des magistrats que le peuple éliroit tous les ans. Voyez *Etienne de Hysant*.

(†) On pouvoit accuser les magistrats Romains après leur magistrature. Voyez, dans *Denys d'Halicarnasse*, Liv. IX. l'affaire du tribun *Genucius*.

(/) Dès que les tribunaux sont établis sur des règles fixes, & qu'aucun ordre n'en est exclu, il n'est point question de faire différence en faveur de qui que ce soit.

térêt particulier de celui qui doit être jugé.

Les grands sont toujours exposés à l'envie; & , s'ils étoient jugés par le peuple , ils pourroient être en danger , & ne jouiroient pas du privilège qu'a le moindre des citoyens dans un état libre d'être jugé par ses pairs. Il faut donc que les nobles soient appelés , non pas devant les tribunaux ordinaires de la nation , mais devant cette partie du corps législatif qui est composé de nobles (1).

Il pourroit arriver que la loi , qui est en même tems clairvoyante & aveugle , seroit en de certains cas trop rigoureuse. Mais les juges de la nation ne sont , comme nous avons dit , que la bouche qui prononce les paroles de la loi ; des êtres inanimés qui n'en peuvent modérer ni la force ni la rigueur. C'est donc la partie du corps législatif , que nous venons de dire être , dans une autre occasion , un tribunal nécessaire , qui l'est encore dans celle-ci ; c'est à son autorité suprême à modérer la loi en faveur de la loi même , en prononçant moins rigoureusement qu'elle (m).

Il pourroit encore arriver , que quelque citoyen , dans les affaires publiques , violeroit les droits du peuple , & feroit des crimes que les ma-

soit. Si l'on craint les jugemens , lorsque les membres ne seront choisis que dans un seul ordre , il n'y a qu'à établir par une loi fondamentale , que les tribunaux doivent être formés de membres pris dans tous les ordres de l'état. (R. d'un A.)

(m) Il ne faut point que cela se fasse en faveur de quelque ordre que ce soit. Le droit de faire grâce suffit pour sauver des malheureux. (R. d'un A.)

magistrats établis ne sçauroient ou ne voudroient pas punir. Mais en général la puissance législative ne peut pas juger; & elle le peut encore moins dans ce cas particulier, où elle représente la partie intéressée qui est le peuple. Elle ne peut donc être qu'accusatrice. Mais devant qui accusera-t-elle? Ira-t-elle s'abaisser devant les tribunaux de la loi qui lui sont inférieurs, & d'ailleurs composés de gens, qui étant peuple comme elle, seroient entraînés par l'autorité d'un si grand accusateur? Non: il faut, pour conserver la dignité du peuple & la sûreté du particulier, que la partie législative du peuple accuse devant la partie législative des nobles; laquelle n'a, ni les mêmes intérêts qu'elle, ni les mêmes passions (n).

C'est l'avantage qu'a ce gouvernement sur la plupart des républiques anciennes, où il y avoit cet abus, que le peuple étoit en même tems & juge & accusateur.

La puissance exécutrice, comme nous avons dit, doit prendre part à la législation par sa faculté d'empêcher, sans quoi elle sera bientôt dépouillée de ses prérogatives. Mais si la puissance législative prend part à l'exécution, la puissance exécutrice sera également perdue.

Si le monarque prenoit part à la législation par  
la

(n) Ces distinctions ne paroissent gueres utiles! Que signifie ce *ira-t-elle s'abaisser . . . cette dignité du peuple . . .*? Voilà des chimères. Il n'y a point d'abaissement à suivre ce que la raison nous dicte, & la dignité du peuple ne souffre point par le devoir d'accuser devant un tribunal. Dans la Hollande on trouve par-tout des officiers préposés à dénoncer les coupables, & à les  
ac-

la faculté de statuer, il n'y auroit plus de liberté. Mais, comme il faut pourtant qu'il ait part à la législation, pour se défendre, il faut qu'il y prenne part par la faculté d'empêcher.

Ce qui fut cause que le gouvernement changea à Rome, c'est que le sénat qui avoit une partie de la puissance exécutive, & les magistrats qui avoient l'autre, n'avoient pas comme le peuple la faculté d'empêcher.

Voici donc la constitution fondamentale du gouvernement dont nous parlons. Le corps législatif y étant composé de deux parties, l'une enchaînera l'autre par sa faculté mutuelle d'empêcher. Toutes les deux seront liées par la puissance exécutive, qui le sera elle-même par la législative.

Ces trois puissances devroient former un repos ou une inaction. Mais comme, par le mouvement nécessaire des choses, elles sont contraintes d'aller, elles seront forcées d'aller de concert.

La puissance exécutive ne faisant partie de la législative que par sa faculté d'empêcher, elle ne sçauroit entrer dans le débat des affaires. Il n'est pas même nécessaire qu'elle propose ; parce que, pouvant toujours désapprouver les résolutions, elle peut rejeter les décisions des propositions qu'elle auroit voulu qu'on n'eût pas faites.

Dans

accuser au nom du souverain : il faut que cela se fasse devant les tribunaux établis. L'officier est tenu de prouver son accusation, & d'exiger l'exécution de la loi au nom du souverain : les juges prononcent au nom du souverain, & remettent à l'officier à faire exécuter la sentence comme elle a été prononcée. (*R. d'un A.*)



Dans quelques républiques anciennes, où le peuple en corps avoit le débat des affaires, il étoit naturel que la puissance exécutrice les proposât & les débattît avec lui, sans quoi il y auroit eu dans les résolutions une confusion étrange.

Si la puissance exécutrice statue sur la levée des deniers publics, autrement que par son consentement, il n'y aura plus de liberté; parce qu'elle deviendra législative dans le point le plus important de la législation.

Si la puissance législative statue, non pas d'année en année, mais pour toujours, sur la levée des deniers publics, elle court risque de perdre sa liberté, parce que la puissance exécutrice ne dépendra plus d'elle; & quand on tient un pareil droit pour toujours, il est assez indifférent qu'on le tienne de soi ou d'un autre. Il en est de même, si elle statue, non pas d'année en année, mais pour toujours, sur les forces de terre & de mer qu'elle doit confier à la puissance exécutrice.

Pour que celui qui exécute ne puisse pas opprimer, il faut que les armées qu'on lui confie soient peuple, & aient le même esprit que le peuple, comme cela fut à Rome jusqu'au tems de *Marius*. Et, pour que cela soit ainsi, il n'y a que deux moyens; ou que ceux que l'on emploie dans l'armée aient assez de bien pour répondre de leur  
con-

(\*) La puissance exécutrice est considérée ici relativement aux affaires étrangères : & l'on peut dire en général que par rapport à ceux auxquels on confie la puissance militaire, il faut avoir soin de faire dépendre absolument le corps militaire de la puissance législa-

conduite aux autres citoyens, & qu'ils ne soient enrôlés que pour un an, comme il se pratiquoit à Rome ; ou, si on a un corps de troupes permanent, & où les soldats soient une des plus viles parties de la nation, il faut que la puissance législative puisse le casser si-tôt qu'elle le desire ; que les soldats habitent avec les citoyens ; & qu'il n'y ait ni camp séparé, ni casernes, ni place de guerre (o).

L'armée étant une fois établie, elle ne doit point dépendre immédiatement du corps législatif, mais de la puissance exécutrice, & cela par la nature de la chose : son fait consistant plus en action qu'en délibération.

Il est dans la maniere de penser des hommes, que l'on fasse plus de cas du courage, que de la timidité ; de l'activité, que de la prudence ; de la force, que des conseils. L'armée méprisera toujours un sénat, & respectera ses officiers. Elle ne fera point cas des ordres qui lui seront envoyés de la part d'un corps composé de gens qu'elle croira timides, & indignes par là de lui commander. Ainsi, si-tôt que l'armée dépendra uniquement du corps législatif, le gouvernement deviendra militaire ; & si le contraire est jamais arrivé, c'est l'effet de quelques circonstances extraordinaires. C'est que l'armée y est toujours séparée ;

gislative, sans quoi ce corps pourroit agir d'une manière contraire à la volonté du souverain. Afin d'empêcher les inconvéniens dont notre auteur parle plus bas, on peut se servir des mêmes précautions que nous avons marquées ci-dessus Liv. II. Ch. IV. n. 6. (R. d'un A.)

parée ; c'est qu'elle est composée de plusieurs corps qui dépendent chacun de leur province particuliere ; c'est que les villes capitales sont des places excellentes , qui se défendent par leur situation seule , & où il n'y a point de troupes.

La Hollande est encore plus en sureté que Venise ; elle submergeroit les troupes révoltées , elle les feroit mourir de faim ; elles ne sont point dans les villes qui pourroient leur donner la subsistance ; cette subsistance est donc précaire.

Que si , dans le cas où l'armée est gouvernée par le corps législatif , des circonstances particulieres empêchent le gouvernement de devenir militaire , on tombera dans d'autres inconvéniens : de deux choses l'une ; où il faudra que l'armée détruise le gouvernement , ou que le gouvernement affoiblisse l'armée.

Et cet affoiblissement aura une cause bien fatale , il naîtra de la foiblesse même du gouvernement.

Si l'on veut lire l'admirable ouvrage de *Tacite* sur les mœurs (\*) des Germains , on verra que c'est d'eux que les *Anglois* ont tiré l'idée de leur gouvernement politique. Ce beau système a été trouvé dans les bois.

Comme toutes les choses humaines ont une fin , l'état dont nous parlons perdra sa liberté , il périra. *Rome* , *Lacédémone* & *Carthage* ont bien péri. Il périra , lorsque la puissance législative sera plus corrompue que l'exécutrice.

Ce

(\*) *De minoribus rebus principes consultant , de majoribus omnes ; ita tamen ut ea quoque quorum penes plebem arbitrium est , apud principes pertrahantur.*

Ce n'est point à moi à examiner si les Anglois jouissent actuellement de cette liberté, ou non. Il me suffit de dire qu'elle est établie par leurs loix, & je n'en cherche pas davantage.

Je ne prétends point par-là ravalier les autres gouvernemens, ni dire que cette liberté politique extrême doive mortifier ceux qui n'en ont qu'une modérée. Comment dirois-je cela, moi qui crois que l'excès même de la raison n'est pas toujours désirable; & que les hommes s'accommodent presque toujours mieux des milieux, que des extrémités?

*Arrington*, dans son *Oceana*, a aussi examiné quel étoit le plus haut point de liberté où la constitution d'un état peut être portée. Mais on peut dire de lui, qu'il n'a cherché cette liberté qu'après l'avoir méconnue; & qu'il a bâti Chalcédoine, ayant le rivage de Bisance devant les yeux.

## C H A P I T R E V I I.

### *Des monarchies que nous connoissons.*

**L**es monarchies que nous connoissons n'ont pas, comme celle dont nous venons de parler, la liberté pour leur objet direct; elles ne tendent qu'à la gloire des citoyens, de l'état, & du prince. Mais, de cette gloire, il résulte un esprit de liberté, qui, dans ces états, peut faire d'aussi grandes choses, & peut-être contribuer autant au bonheur que la liberté même.

Les trois pouvoirs n'y sont point distribués &



fondus sur le modèle de la constitution dont nous avons parlé ; ils ont chacun une distribution particulière , selon laquelle ils approchent plus ou moins de la liberté politique ; & s'ils n'en approchoient pas , la monarchie dégénéreroit en despotisme.

## CHAPITRE VIII.

*Pourquoi les anciens n'avoient pas une idée bien claire de la monarchie.*

Les anciens ne connoissoient point le gouvernement fondé sur un corps de noblesse , & encore moins le gouvernement fondé sur un corps législatif formé par les représentans d'une nation. Les républiques de Grece & d'Italie étoient des villes qui avoient chacune leur gouvernement , & qui assembloient leurs citoyens dans leurs murailles. Avant que les Romains eussent englouti toutes les républiques , il n'y avoit presque point de roi nulle part , en Italie , Gaule , Espagne , Allemagne ; tout cela étoit de petits peuples ou de petites républiques. L'Afrique même étoit soumise à une grande , l'Asie mineure étoit occupée par les colonies Grecques. Il n'y avoit donc point d'exemple de députés de villes , ni d'assemblées d'états ; il falloit aller jusqu'en Perse , pour trouver le gouvernement d'un seul.

Il est vrai qu'il y avoit des républiques fédératives ; plusieurs villes envoyoient des députés à une assemblée. Mais je dis qu'il n'y avoit point de monarchie sur ce modèle-là.

Voici

Voici comment se forma le premier plan des monarchies que nous connoissons. Les nations Germaniques qui conquièrent l'empire Romain, étoient, comme l'on sçait, très-libres. On n'a qu'à voir là-dessus Tacite sur *les mœurs des Germains*. Les conquérans se répandirent dans le pays; ils habitoient les campagnes, & peu les villes. Quand ils étoient en *Germanie*, toute la nation pouvoit s'assembler. Lorsqu'ils furent dispersés dans la conquête, ils ne le purent plus. Il falloit pourtant que la nation délibérât sur ses affaires, comme elle avoit fait avant la conquête: elle le fit par des représentans. Voilà l'origine du gouvernement Gothique parmi nous. Il fut d'abord mêlé de l'aristocratie & de la monarchie. Il avoit cet inconvénient, que le bas-peuple y étoit esclave: c'étoit un bon gouvernement, qui avoit en soi la capacité de devenir meilleur. La coutume vint d'accorder des lettres d'affranchissement; & bientôt la liberté civile du peuple, les prérogatives de la noblesse & du clergé, la puissance des rois se trouverent dans un tel concert, que je ne crois pas qu'il y ait eu sur la terre de gouvernement si bien tempéré que le fut celui de chaque partie de l'Europe dans le tems qu'il y subsista; & il est admirable que la corruption du gouvernement d'un peuple conquérant, ait formé la meilleure espèce de gouvernement que les hommes aient pu imaginer. ,

## CHAPITRE IX.

*Maniere de penser d'Aristote.*

L'EMBARRAS d'*Aristote* paroît visiblement , quand il traite de la monarchie (\*). Il en établit cinq especes : il ne les distingue pas par la forme de la constitution , mais par des choses d'accident , comme les vertus ou les vices du prince ; ou par des choses étrangères, comme l'usurpation de la tyrannie ou la succession à la tyrannie.

Aristote met au rang des monarchies , & l'empire des Perses & le royaume de Lacédémone. Mais qui ne voit que l'un étoit un état despotique , & l'autre une république ?

Les anciens , qui ne connoissoient pas la distribution des trois pouvoirs dans le gouvernement d'un seul , ne pouvoient se faire une idée juste de la monarchie.

## CHAPITRE X.

*Maniere de penser des autres politiques.*

POUR tempérer le gouvernement d'un seul, *Arribas* (†), roi d'Epire, n'imagina qu'une république. Les Molosses , ne sçachant comment borner le même pouvoir , firent deux rois (‡) : par-là on affoiblissoit l'état plus que le commandement ; on vouloit des rivaux , & on avoit des ennemis. Deux

(\*) l'olitiq Liv. III. Chap. XIV.

(†) Voyez Justin , Liv. XVII.

(‡) Aristote , Politiq. Liv. V. Chap. IX.

Deux rois n'étoient tolérables qu'à Lacédémone; ils n'y formoient pas la constitution, mais ils étoient une partie de la constitution.

---

## C H A P I T R E XI.

*Des rois des tems héroïques chez les Grecs.*

CHEZ les Grecs, dans les tems héroïques, il s'établit une espece de monarchie, qui ne subsista pas (\*). Ceux qui avoient inventé des arts, fait la guerre pour le peuple, assemblé des hommes dispersés, ou qui leur avoient donné des terres, obtenoient le royaume pour eux, & le transmettoient à leurs enfans. Ils étoient rois, prêtres & juges. C'est une des cinq especes de monarchie dont nous parle Aristote (\*\*); & c'est la seule qui puisse réveiller l'idée de la constitution monarchique. Mais le plan de cette constitution est opposé à celui de nos monarchies d'aujourd'hui.

Les trois pouvoirs y étoient distribués de manière que le peuple y avoit la puissance législative (††); & le roi, la puissance exécutive avec la puissance de juger: au lieu que, dans les monarchies que nous connoissons, le prince a la puissance exécutive & la législative, ou du moins une partie de la législative; mais il ne juge pas.

Dans le gouvernement des rois des tems héroï-

(\*) Aristote, Politique, Liv. III. Chap. XIV.

(\*\*) *Ibid.*

(††) Voyez ce que dit Plutarque, vie de Thésée. Voyez aussi Thucydide, Liv. I.



roïques, les trois pouvoirs étoient mal distribués. Ces monarchies ne pouvoient subsister : car, dès que le peuple avoit la législation, il pouvoit au moindre caprice anéantir la royauté, comme il fit par-tout.

Chez un peuple libre, & qui avoit le pouvoir législatif; chez un peuple renfermé dans une ville, où tout ce qu'il y a d'odieux devient plus odieux encore, le chef-d'œuvre de la législation est de sçavoir bien placer la puissance de juger. Mais elle ne le pouvoit être plus mal que dans les mains de celui qui avoit déjà la puissance exécutive. Dès ce moment, le monarque devenoit terrible. Mais en même tems, comme il n'avoit pas la législation, il ne pouvoit pas se défendre contre la législation; il avoit trop de pouvoir, & il n'en avoit pas assez.

On n'avoit pas encore découvert que la vraie fonction du prince étoit d'établir des juges, & non pas de juger lui-même. La politique contraire rendit le gouvernement d'un seul insupportable. Tous ces rois furent chassés. Les Grecs n'imaginèrent point la vraie distribution des trois pouvoirs dans le gouvernement d'un seul; ils ne l'imaginèrent que dans le gouvernement de plusieurs, & ils appellerent cette sorte de constitution *police* (\*).

## CHA.

(\*) Voyez Aristote, Politique, Liv. IV. Chap. VIII.

(†) Denys d'Halicarnasse, Liv. II. pag. 120. & Liv. IV. pag. 242 & 243.

## C H A P I T R E XII

*Du gouvernement des rois de Rome, & comment les trois pouvoirs y furent distribués.*

LE gouvernement des rois de Rome avoit quelque rapport à celui des rois des tems héroïques chez les Grecs. Il tomba, comme les autres par son vice général ; quoiqu'en lui-même, & dans sa nature particuliere, il fût très-bon.

Pour faire connoître ce gouvernement, je distinguerai celui des cinq premiers rois, celui de Servius Tullius, & celui de Tarquin.

La couronne étoit élective : & sous les cinq premiers rois le sénat eut la plus grande part à l'élection.

Après la mort du roi, le sénat examinoit si l'on garderoit la forme du gouvernement qui étoit établie. S'il jugeoit à propos de la garder, il nommoit un magistrat (†), tiré de son corps, qui élevoit un roi : le sénat devoit approuver l'élection ; le peuple, la confirmer ; les auspices, la garantir. Si une de ces trois conditions manquoit, il falloit faire une autre élection.

La constitution étoit monarchique, aristocratique & populaire ; & telle fut l'harmonie du pouvoir, qu'on ne vit ni jalousie, ni dispute, dans les premiers regnes. Le roi commandoit les armées, & avoit l'intendance des sacrifices ; il avoit la puissance de juger les affaires civiles (†) & criminelles.

(†) Voyez le discours de *Tanaquil*, dans *Tite-Live*, Liv. I. décade I. & le règlement de *Servius Tullius*, dans *Denys d'Halicarnasse*, Liv. IV. pag. 229.

minelles (\*) ; il convoquoit le sénat ; il assembloit le peuple ; il lui portoit de certaines affaires , & régloit les autres avec le sénat (†) .

Le sénat avoit une grande autorité. Les rois prenoient souvent des sénateurs pour juger avec eux ; ils ne portoient point d'affaires au peuple , qu'elles n'eussent été délibérées (‡) dans le sénat.

Le peuple avoit le droit d'élire (§) les magistrats , de consentir aux nouvelles loix ; & lorsque le roi le permettoit , celui de déclarer la guerre & de faire la paix. Il n'avoit point la puissance de juger. Quand Tullus Hostilius renvoya le jugement d'Horace au peuple , il eut des raisons particulières , que l'on trouve dans Denys d'Halicarnasse (\*\*).

La constitution changea sous (††) Servius Tullius. Le sénat n'eut point de part à son élection ; il se fit proclamer par le peuple. Il se dépouilla des jugemens (‡‡) civils , & ne se réserva que les criminels ; il porta directement au peuple toutes les affaires : il le foulagea des taxes , & en mit tout le fardeau sur les patriciens. Ainsi , à mesure qu'il affoiblissoit la puissance royale & l'autorité du sénat , il augmentoit le pouvoir du peuple (§§).

Tarquin ne se fit élire ni par le sénat ni par le peuple ; il regarda Servius Tullius comme un usur-

(\*) Voyez Denys d'Halicarnasse , Liv. II. pag. 118. & Liv. III. pag. 171.

(†) Ce fut par un sénatus-consulte , que Tullus Hostilius envoya détruire Albe. *Denys d'Halicarnasse*, Liv. III. pag. 167 & 172.

(‡) *Ibid.* Liv. IV. pag. 276.

(§) *Ibid.* Liv. II. Il falloit pourtant qu'il ne nommât pas à toutes les charges , puisque Valérius Publícola fit la fameuse loi , qui défendoit à tout citoyen d'exer-

usurpateur, & prit la couronne comme un droit héréditaire ; il extermina la plupart des sénateurs ; il ne consulta plus ceux qui restoiént, & ne les appella pas même à ses jugemens (§§§). Sa puissance augmenta : mais ce qu'il y avoit d'odieux dans cette puissance, devint plus odieux encore : il usurpa le pouvoir du peuple ; il fit des loix sans lui ; il en fit même contre lui (§§§§). Il auroit réuni les trois pouvoirs dans sa personne : mais le peuple se souvint un moment qu'il étoit législateur, & Tarquin ne fut plus.

## C H A P I T R E XIII.

*Réflexions générales sur l'état de Rome, après l'expulsion des rois.*

O N ne peut jamais quitter les Romains : c'est ainsi qu'encore aujourd'hui, dans leur capitale, on laisse les nouveaux palais pour aller chercher des ruines ; c'est ainsi que l'œil qui s'est reposé sur l'émail des prairies, aime à voir les rochers & les montagnes.

Les familles patriciennes avoient eu, de tout tems, de grandes prérogatives. Ces distinctions, gran-

d'exercer aucun emploi, s'il ne l'avoit obtenu par le suffrage du peuple.

(\*\*) Liv. III. pag. 159. (†) Liv. IV.

(‡) Il se priva de la moitié de la puissance royale, dit Denys d'Halicarnasse, Liv. IV. pag. 229.

(§) On croyoit que, s'il n'avoit pas été prévenu par Tarquin, il auroit établi le gouvernement populaire, Denys d'Halicarnasse, Liv. IV. pag. 243.

(§§) Liv. IV. (§§§) *Ibid.*



grandes sous les rois, devinrent bien plus importantes après leur expulsion. Cela causa la jalousie des plébéiens, qui voulurent les abbaïsser. Les contestations frapportoient sur la constitution, sans affoiblir le gouvernement; car, pourvu que les magistratures conservassent leur autorité, il étoit assez indifférent de quelle famille étoient les magistrats.

Une monarchie élective, comme étoit Rome, suppose nécessairement un corps aristocratique puissant, qui la soutienne, sans quoi elle se change d'abord en tyrannie ou en état populaire. Mais un état populaire n'a pas besoin de cette distinction de familles, pour se maintenir. C'est ce qui fit que les patriciens qui étoient des parties nécessaires de la constitution du tems des rois, en devinrent une partie superflue du tems des consuls; le peuple put les abbaïsser sans se détruire lui-même, & changer la constitution sans la corrompre.

Quand Servius Tullius eut avili les patriciens, Rome dut tomber, des mains des rois, dans celles du peuple. Mais le peuple, en abbaïssant les patriciens, ne dut point craindre de retomber dans celles des rois.

Un état peut changer de deux manieres; ou parce que la constitution se corrige, ou parce qu'elle se corrompt. S'il a conservé ses principes, & que la constitution change, c'est qu'elle se corrige; s'il a perdu ses principes, quand la constitution vient à changer, c'est qu'elle se corrompt.

Rome, après l'expulsion des rois, devoit être une démocratie. Le peuple avoit déjà la puissance législative: c'étoit son suffrage unanime qui  
avoit

avoit chassé les rois ; & s'il ne persistoit pas dans cette volonté, les Tarquins pouvoient à tous les instans revenir. Prétendre qu'il eût voulu les chasser, pour tomber dans l'escavage de quelques familles, cela n'étoit pas raisonnable. La situation des choses demandoit donc que Rome fût une démocratie, & cependant elle ne l'étoit pas. Il fallut tempérer le pouvoir des principaux, & que les loix inclinassent vers la démocratie.

Souvent les états fleurissent plus dans le passage insensible d'une constitution à une autre, qu'ils ne le faisoient dans l'une ou l'autre de ces constitutions. C'est pour lors que tous les ressorts du gouvernement sont tendus ; que tous les citoyens ont des prétentions ; qu'on s'attaque, ou qu'on se caresse ; & qu'il y a une noble émulation entre ceux qui défendent la constitution qui décline, & ceux qui mettent en avant celle qui prévaut.

#### C H A P I T R E XIV.

*Comment la distribution des trois pouvoirs commença à changer , après l'expulsion des rois.*

QUATRE choses choquoient principalement la liberté de Rome. Les patriciens obtenoient seuls tous les emplois sacrés , politiques , civils & militaires ; on avoit attaché au consulat un pouvoir exorbitant ; on faisoit des outrages au peuple ; enfin on ne lui laissoit presque aucune influence dans les suffrages. Ce furent ces quatre abus que le peuple corrigea.

1°. Il fit établir, qu'il y auroit des magistratures où les plébéiens pourroient prétendre ; & il obtint peu à peu qu'il auroit part à toutes , excepté à celle d'*entre-roi*.

2°. On décomposa le consulat , & on en forma plusieurs magistratures. On créa des préteurs (\*), à qui on donna la puissance de juger les affaires privées ; on nomma des questeurs (†), pour faire juger les crimes publics ; on établit des édiles , à qui on donna la police ; on fit des trésoriers (‡), qui eurent l'administration des deniers publics : enfin , par la création des censeurs, on ôta aux consuls cette partie de la puissance législative qui regle les mœurs des citoyens, & la police momentanée des divers corps de l'état. Les principales prérogatives qui leur restèrent, furent de présider aux grands (§) états du peuple, d'assembler le sénat, & de commander les armées.

3°. Les loix sacrées établirent des tribuns, qui pouvoient , à tous les instans, arrêter les entreprises des patriciens ; & n'empêchoient pas seulement les injures particulières, mais encore les générales.

Enfin les plébéiens augmentèrent leur influence dans les décisions publiques. Le peuple Romain étoit divisé de trois manières , par centuries, par curies, & par tribus : & quand il donnoit son suffrage , il étoit assemblé & formé d'une de ces trois manières.

Dans

(\*) Tite-Live, Décade I. Liv. VI.

(†) *Questores parricidii* ; Pomponius , *leg. 2, ff. de orig. jur.*

(‡) Plutarque , vie de *Publicola*.

Dans la première , les patriciens , les principaux , les gens riches , le sénat , ce qui étoit à peu près la même chose , avoient presque toute l'autorité ; dans la seconde , ils en avoient moins ; dans la troisième , encore moins.

La division par centuries étoit plutôt une division de cens & de moyens , qu'une division de personne. Tout le peuple étoit partagé en cent quatre-vingt-treize centuries (\*\*), qui avoient chacune une voix. Les patriciens & les principaux formoient les quatre-vingt-dix-huit premières centuries ; le reste des citoyens étoit répandu dans les quatre-vingt-quinze autres. Les patriciens étoient donc , dans cette division , les maîtres des suffrages.

Dans la division par curies (††), les patriciens n'avoient pas les mêmes avantages. Ils en avoient pourtant. Il falloit consulter les auspices , dont les patriciens étoient les maîtres ; on n'y pouvoit faire de proposition au peuple , qui n'eût été auparavant portée au sénat , & approuvée par un sénatus-consulte. Mais , dans la division par tribus , il n'étoit question ni d'auspices , ni de sénatus-consulte , & les patriciens n'y étoient pas admis.

Or le peuple chercha toujours à faire par curies les assemblées qu'on avoit coutume de faire par centuries , & à faire par tribus les assemblées  
qui

(§) *Comitiis centuriatis.*

(\*\*) Voyez là-dessus Tite-Live , Liv. I. & Denys d'Halicarnasse , Liv. IV & VII.

(††) Denys d'Halicarnasse , Liv. IX. pag. 598.



qui se faisoient par curies ; ce qui fit passer les affaires des mains des patriciens dans celles des plébéiens.

Ainsi quand les plébéiens eurent obtenu le droit de juger les patriciens , ce qui commença lors de l'affaire de Coriolan (\*), les plébéiens voulurent les juger assemblés par tribus (†) , & non par centuries : & lorsqu'on établit en faveur du peuple les nouvelles magistratures (‡) de tribuns & d'édiles , le peuple obtint qu'il s'assembleroit par curies pour les nommer ; & quand sa puissance fut affermie , il obtint (§) qu'ils seroient nommés dans une assemblée par tribus.

## CHAPITRE XV.

*Comment , dans l'état florissant de la république , Rome perdit tout à coup sa liberté.*

DANS le feu des disputes entre les patriciens & les plébéiens , ceux-ci demanderent que l'on donnât des loix fixes , afin que les jugemens ne fussent plus l'effet d'une volonté capricieuse , ou d'un pouvoir arbitraire. Après bien des résistances , le sénat y acquiesça. Pour composer ces loix , on nomma des déceinvirs. On crut qu'on devoit leur accorder un grand pouvoir , parce qu'ils avoient à donner des loix à des partis qui étoient presque incompatibles. On suspendit la

no-

(\*) Denys d'Halicarnasse , Liv. VII.

(†) Contre l'ancien usage , comme on le voit dans Denys d'Halicarnasse , Liv. V. pag. 320.

nomination de tous les magistrats ; & dans les comices , ils furent élus seuls administrateurs de la république. Ils se trouverent revêtus de la puissance consulaire & de la puissance tribunitienne. L'une leur donnoit le droit d'assembler le sénat ; l'autre , celui d'assembler le peuple : mais ils ne convoquerent ni le sénat ni le peuple. Dix hommes dans la république eurent seuls toute la puissance législative , toute la puissance exécutive , toute la puissance des jugemens. Rome se vit soumise à une tyrannie aussi cruelle que celle de Tarquin. Quand Tarquin exerçoit ses vexations , Rome étoit indignée du pouvoir qu'il avoit usurpé : quand les décemvirs exercèrent les leurs , elle fut étonnée du pouvoir qu'elle avoit donné.

Mais quel étoit ce système de tyrannie , produit par des gens qui n'avoient obtenu le pouvoir politique & militaire que par la connoissance des affaires civiles ; & qui , dans les circonstances de ces tems-là , avoient besoin au-dedans de la lâcheté des citoyens , pour qu'ils se laissassent gouverner , & de leur courage au-dehors , pour les défendre ?

Le spectacle de la mort de Virginie , immolée par son pere à la pudeur & à la liberté , fit évanouir la puissance des décemvirs. Chacun se trouva libre , parce que chacun fut offensé : tout le monde devint citoyen , parce que tout le monde se trouva pere. Le sénat & le peuple rentrèrent  
dans

(1) Liv. VI. pag. 410 & 411.

(5) Liv. IX. pag. 605.

dans une liberté qui avoit été confiée à des tyrans ridicules.

Le peuple Romain , plus qu'un autre , s'émouvoit par les spectacles. Celui du corps sanglant de Lucrece fit finir la royauté. Le débiteur , qui parut sur la place couvert de plaies , fit changer la forme de la république. La vue de Virginie fit chasser les décemvirs. Pour faire condamner Manlius , il fallut ôter au peuple la vue du capitolé. La robe sanglante de César remit Rome dans la servitude.

## CHAPITRE XVI.

### *De la puissance législative dans la république Romaine.*

ON n'avoit point de droits à se disputer sous les décemvirs : mais , quand la liberté revint , on vit les jalousies renaître : tant qu'il resta quelques privilèges aux patriciens , les plébéiens les leur ôterent.

Il y auroit eu peu de mal , si les plébéiens s'étoient contentés de priver les patriciens de leurs prérogatives , & s'ils ne les avoient pas offensés dans leur qualité même de citoyens. Lorsque le peuple étoit assemblé par curies ou par centuries,

(\*) Denys d'Halicarnasse , Liv. XI. pag. 725.

(†) Par les loix sacrées , les plébéiens purent faire des plébiscites , seuls , & sans que les patriciens fussent admis dans leur assemblée ; Denys d'Halicarnasse , Liv. VI. pag. 410. & Liv. VII. pag. 430.

(‡) Par la loi faite après l'expulsion des décemvirs , les patriciens furent soumis aux plébiscites , quoiqu'ils n'eussent

ries, il étoit composé de sénateurs, de patriciens & de plébéiens. Dans les disputes, les plébéiens gagnèrent ce point (\*), que seuls, sans les patriciens & sans le sénat, ils pourroient faire des loix qu'on appella plébiscites; & les comices où on les fit, s'appellerent comices par tribus. Ainsi il y eut des cas où les patriciens (†) n'eurent point de part à la puissance législative, & (‡) où ils furent soumis à la puissance législative d'un autre corps de l'état. Ce fut un délire de la liberté. Le peuple, pour établir la démocratie, choqua les principes mêmes de la démocratie. Il sembloit qu'une puissance aussi exorbitante, auroit dû anéantir l'autorité du sénat : mais Rome avoit des institutions admirables. Elle en avoit deux sur-tout; par l'une, la puissance législative du peuple étoit réglée; par l'autre, elle étoit bornée.

Les censeurs, & avant eux les consuls (§), formoient & créoient, pour ainsi dire, tous les cinquans, le corps du peuple; ils exerçoient la législation sur le corps même qui avoit la puissance législative. „ *Tiberius-Gracchus*, censeur, dit „ *Cicéron*, transféra les affranchis dans les tribus „ de la ville, non par la force de son éloquence, „ mais par une parole & par un geste : & s'il ne „ l'eût pas fait, cette république, qu'aujourd'hui „ nous

n'eussent pu y donner leur voix. *Tite-Live*, Liv. III. & *Denys d'Halicarnasse*, Liv. XI. pag. 725. & cette loi fut confirmée par celle de *Pubilius Philo*, dictateur, l'an de Rome 416. *Tite-Live*, Liv. VIII.

(§) L'an 312 de Rome, les consuls faisoient encore le cens, comme il paroît par *Denys d'Halicarnasse*, Liv. XI.



„ nous soutenons à peine, nous ne l'aurions plus.

D'un autre côté, le sénat avoit le pouvoir d'ôter, pour ainsi dire, la république des mains du peuple, par la création d'un dictateur, devant lequel le souverain baissoit la tête, & les loix les plus populaires restoient dans le silence (\*).

## CHAPITRE XVII.

*De la puissance exécutrice, dans la même république.*

**S**I le peuple fut jaloux de sa puissance législative, il le fut moins de sa puissance exécutrice. Il la laissa presque toute entière au sénat & aux consuls; & il ne se réserva guere que le droit d'élire les magistrats, & de confirmer les actes du sénat & des généraux.

Rome, dont la passion étoit de commander, dont l'ambition étoit de tout soumettre, qui avoit toujours usurpé, qui usurpoit encore, avoit continuellement de grandes affaires; ses ennemis conjuroient contre elle, ou elle conjuroit contre ses ennemis.

Obligée de se conduire, d'un côté, avec un courage héroïque, & de l'autre avec une sagesse consommée, l'état des choses demandoit que le sénat eût la direction des affaires. Le peuple disputoit au sénat toutes les branches de la puissance législative, parce qu'il étoit jaloux de sa  
li.

(\*) Comme celles qui permettoient d'appeller au peuple des ordonnances de tous les magistrats.

(1) Liv. VI.

liberté ; il ne lui disputoit point les branches de la puissance exécutrice, parce qu'il étoit jaloux de sa gloire.

La part que le sénat prenoit à la puissance exécutrice, étoit si grande, que *Polybe* (†) dit, que les étrangers pensoient tous que Rome étoit une aristocratie (p). Le sénat dispoſoit des deniers publics, & donnoit les revenus à ferme ; il étoit l'arbitre des affaires des alliés ; il décidoit de la guerre & de la paix, & dirigeoit à cet égard les consuls ; il fixoit le nombre des troupes Romaines & des troupes alliées, distribuoit les provinces & les armées aux consuls ou aux préteurs ; & l'an du commandement expiré, il pouvoit leur donner un successeur ; il décernoit les triomphes : il recevoit des ambassades, & en envoyoit ; il nommoit les rois, les récompensoit, les punissoit, les jugeoit, leur donnoit ou leur faisoit perdre le titre d'alliés du peuple Romain.

Les consuls faisoient la levée des troupes qu'ils devoient mener à la guerre ; ils commandoient les armées de terre ou de mer ; dispoſoient des alliés : ils avoient dans les provinces toute la puissance de la république : ils donnoient la paix aux peuples vaincus, leur en imposoient les conditions, ou les renvoyoient au sénat.

Dès les premiers tems, lorsque le peuple prenoit quelque part aux affaires de la guerre & de la paix, il exerçoit plutôt sa puissance législative que

(p) On en pourroit dire tout autant de la Hollande.  
(R. d'un A.)

que sa puissance exécutive. Il ne faisoit guere que confirmer ce que les rois, & , après eux, les consuls ou le sénat avoient fait. Bien-loin que le peuple fût l'arbitre de la guerre, nous voyons que les consuls ou le sénat la faisoient souvent malgré l'opposition de ses tribuns. Ainsi il (\*) créa lui-même les tribuns des légions, que les généraux avoient nommés jusqu'alors; & quelque temps avant la premiere guerre Punique, il régla qu'il auroit, seul, le droit de déclarer la guerre (†).

## CHAPITRE XVIII.

*De la puissance de juger, dans le gouvernement de Rome.*

LA puissance de juger fut donnée au peuple, au sénat, aux magistrats, à de certains juges. Il faut voir comment elle fut distribuée. Je commence par les affaires civiles.

Les consuls (‡) jugerent après les rois, comme les préteurs jugerent après les consuls. Ser-

vius

(\*) L'an de Rome 444. *Tite-Live*, premiere Décade, Liv. IX. La guerre contre Persée paroissant périlleuse, un sénatus-consulte ordonna que cette loi seroit suspendue; & le peuple y consentit, *Tite-Live*, cinquieme Décade, Liv. II.

(†) Il l'arracha du sénat, dit *Freinsheimius*; deuxieme Décade, Liv. VI.

(‡) On ne peut douter que les consuls, avant la création des préteurs, n'eussent eu les jugemens civils. Voyez *Tite-Live*, premiere Décade, Liv. II. p. 19. *Denys d'Halicarnasse*, liv. X. p. 627. & même liv. p. 645.

(§) Souvent les tribuns jugerent seuls; rien ne les rendit plus odieux, *Denys d'Halicarnasse*, liv. XI. p. 709.

¶ *Servius Tullius* s'étoit dépouillé du jugement des affaires civiles; les consuls ne les jugerent pas non plus, si ce n'est dans des cas très (§) rares, que l'on appella, pour cette raison, *extraordinaires* (\*\*). Ils se contenterent de nommer les juges, & de former les tribunaux qui devoient juger. Il paroît, par le discours d'*Appius Claudius*, dans *Denys d'Halicarnasse* (††), que dès l'an de Rome 259, ceci étoit regardé comme une coutume établie chez les Romains; & ce n'est pas la faire remonter bien haut, que de la rapporter à *Servius Tullius*.

Chaque année, le préteur formoit une liste (‡‡) ou tableau de ceux qu'il choisissoit pour faire la fonction de juges pendant l'année de sa magistrature. On en prenoit le nombre suffisant pour chaque affaire. Cela se pratique à peu près de même en Angleterre. Et ce qui étoit très-favorable à la (§§) liberté, c'est que le préteur prenoit les juges du consentement (§§§) des parties. Le grand nombre de récusations que l'on peut faire aujourd'hui en Angleterre, revient à peu près à cet usage. Ces

(\*\*) *Judicia extraordinaria*. Voyez les *institutes*, liv. IV.

(††) Liv. VI. p. 360. (‡‡) *Album judicium*.

(§§) „ Nos ancêtres n'ont pas voulu, dit *Cicéron*, *pro Cluentio*, qu'un homme dont les parties ne seroient pas convenues, pût être juge, non-seulement de la réputation d'un citoyen, mais même de la moindre affaire pécuniaire”.

(§§§) Voyez dans les fragmens de la loi *Servilienne*, de la *Cornélienne*, & autres, de quelle manière ces loix donnoient des juges dans les crimes qu'elles se proposoient de punir. Souvent ils étoient pris par choix, quelquefois par le sort, ou enfin par le sort mêlé avec le choix.



Ces juges ne décidoient que des questions de fait (\*) : par exemple , si une somme avoit été payée , ou non ; si une action avoit été commise , ou non. Mais pour les questions de droit (†) , comme elles demandoient une certaine capacité , elles étoient portées au tribunal des centumvirs (‡).

Les rois se réservèrent le jugement des affaires criminelles , & les consuls leurs succéderent en cela. Ce fut en conséquence de cette autorité , que le consul *Brutus* fit mourir ses enfans & tous ceux qui avoient conjuré pour les Tarquins. Ce pouvoir étoit exorbitant. Les consuls ayant déjà la puissance militaire , ils en portoient l'exercice même dans les affaires de la ville ; & leurs procédés dépouillés des formes de la justice , étoient des actions violentes , plutôt que des jugemens.

Cela fit faire la loi *Valérienne* , qui permit d'appeller au peuple de toutes les ordonnances des consuls qui mettroient en péril la vie d'un citoyen. Les consuls ne purent plus prononcer une peine capitale contre un citoyen Romain , que par la volonté du peuple (§).

On voit , dans la première conjuration pour le retour des Tarquins , que le consul *Brutus* juge les coupables ; dans la seconde , on assemble le sénat & les comices pour juger (\*\*).

Les

(\*) Seneque, *de benef.* liv. III. ch. VII. *in fine.*

(†) Voyez Quintilien, liv. IV. p. 54, *in fol.* édit. de Paris, 1541.

(‡) *Leg. 2, ff. de orig. jur.* Des magistrats appelés *décemvirs* présidoient au jugement , le tout sous la direction d'un préteur.

Les loix qu'on appella *sacrées*, donnerent aux plébéiens des tribuns, qui formerent un corps qui eut d'abord des prétentions immenses. On ne sçait quelle fut plus grande, ou dans les plébéiens la lâche hardiessé de demander, ou dans le sénat la condescendance & la facilité d'accorder. La loi Valérienne avoit permis les appels au peuple; c'est-à-dire, au peuple composé de sénateurs, de patriciens & de plébéiens. Les plébéiens établirent que ce feroit devant eux que les appellations seroient portées. Bientôt on mit en question, si les plébéiens pourroient juger un patricien: cela fut le sujet d'une dispute que l'affaire de Coriolan fit naître, & qui finit avec cette affaire. *Coriolan*, accusé par les tribuns devant le peuple, soutenoit, contre l'esprit de la loi Valérienne, qu'étant patricien, il ne pouvoit être jugé que par les consuls: les plébéiens, contre l'esprit de la même loi, prétendirent qu'il ne devoit être jugé que par eux seuls; & ils le jugerent.

La loi des douze tables modifia ceci. Elle ordonna qu'on ne pourroit décider de la vie d'un citoyen, que dans les grands *états* du peuple (††). Ainsi le corps des plébéiens, ou, ce qui est la même chose, les comices par tribus ne jugerent plus

(§) *Quoniam de capite civis Romani, in jussu populi Romani, non erat permiffum consulibus jus dicere.* Voyez Pomponius, leg. 2, ff. de orig. jur.

(\*\*) Denys d'Halicarnasse, liv. V. pag. 322.

(††) Les comices par centuries. Aussi Manlius Capitolinus fut-il jugé dans ces comices. *Tite-Live*, décade première, liv. VI. pag. 68.

plus que les crimes dont la peine n'étoit qu'une amende pécuniaire. Il falloit une *loi* pour infliger une peine capitale : pour condamner à une peine pécuniaire, il ne falloit qu'un *plébiscite*.

Cette disposition de la loi des douze tables, fut très-sage. Elle forma une conciliation admirable entre le corps des plébéiens & le sénat. Car, comme la compétence des uns & des autres dépendoit de la grandeur de la peine & de la nature du crime, il fallut qu'ils se concertassent ensemble.

La loi Valérienne ôta tout ce qui restoit à Rome du gouvernement qui avoit du rapport à celui des rois Grecs des tems héroïques. Les consuls se trouverent sans pouvoir pour la punition des crimes. Quoique tous les crimes soient publics, il faut pourtant distinguer ceux qui intéressent plus les citoyens entr'eux, de ceux qui intéressent plus l'état dans le rapport qu'il a avec un citoyen. Les premiers sont appelés privés, les seconds sont les crimes publics. Le peuple jugea lui-même les crimes publics ; & à l'égard des privés, il nomma pour chaque crime, par une commission particulière, un questeur, pour en faire la poursuite. C'étoit souvent un des magistrats, quelquefois un homme privé, que le

peu-

(\*) Dit *Pomponius*, dans la loi 2, au digeste de *orig. jur.*

(†) Voyez un fragment d'Ulpien, qui en rapporte un autre de la loi Cornélienne : on le trouve dans la collation des loix *Mosaiques & Romaines*, titul. 1, de *fidei iuramentis & homicidiis*.

(‡) Cela avoit sur-tout lieu dans les crimes commis en Italie, où le sénat avoit une principale inspection.

Voyez

peuple choissoit. On l'appelloit *questeur du paricide*. Il en est fait mention dans la loi des douze tables (\*).

Le questeur nommoit ce qu'on appelloit le juge de la question, qui tiroit au sort les juges, formoit le tribunal, & présidoit sous lui au jugement (†).

Il est bon de faire remarquer ici la part que prenoit le sénat dans la nomination du questeur, afin que l'on voie comment les puissances étoient à cet égard balancées. Quelquefois le sénat faisoit élire un dictateur, pour faire la fonction de questeur (‡); quelquefois il ordonnoit que le peuple seroit convoqué par un tribun, pour qu'il nommât un questeur (§); enfin le peuple nommoit quelquefois un magistrat, pour faire son rapport au sénat sur un certain crime, & lui demander qu'il donnât un questeur, comme on voit dans le jugement de *Lucius Scipion* (\*\*), dans *Tite-Live* (††).

L'an de Rome 604, quelques-unes de ces commissions furent rendues permanentes (‡‡). On divisa peu à peu toutes les matieres criminelles en diverses parties, qu'on appella des *questions perpétuelles*. On créa divers préteurs, & on attribua à chacun d'eux quelque-une de ces questions. On leur donna, pour un an, la puissance de ju-  
ger

Voyez *Tite-Live*, premiere Décade, liv. IX. sur les conjurations de Capoue.

(§) Cela fut ainsi dans la poursuite de la mort de *Posthumius*, l'an 340 de Rome. Voyez *Tite-Live*.

(\*\*) Ce jugement fut rendu l'an de Rome 567.

(††) Liv. VIII.

(‡‡) Cicéron, in *Bruto*.



ger les crimes qui en dépendoient ; & ensuite ils alloient gouverner leur province.

A Carthage , le sénat des cent étoit composé de juges qui étoient pour la vie (\*). Mais , à Rome , les préteurs étoient annuels ; & les juges n'étoient pas même pour un an , puisqu'on les prenoit pour chaque affaire. On a vu , dans le chapitre VI de ce livre , combien , dans de certains gouvernemens , cette disposition étoit favorable à la liberté.

Les juges furent pris dans l'ordre des sénateurs , jusqu'au tems des Gracques. *Tiberius Gracchus* fit ordonner qu'on les prendroit dans celui des chevaliers : changement si considérable que le tribun se vanta d'avoir , par une seule *rogation* , coupé les nerfs de l'ordre des sénateurs.

Il faut remarquer que les trois pouvoirs peuvent être bien distribués par rapport à la liberté de la constitution , quoiqu'ils ne le soient pas si bien dans le rapport avec la liberté du citoyen. A Rome , le peuple ayant la plus grande partie de la puissance législative , une partie de la puissance exécutive , & une partie de la puissance de juger , c'étoit un grand pouvoir qu'il falloit balancer par un autre. Le sénat avoit bien une partie

(\*) Cela se prouve par *Tite-Live* , liv. XLIII , qui dit qu'Annibal rendit leur magistrature annuelle.

(†) Les sénatus-consultes avoient force pendant un an , quoiqu'ils ne fussent pas confirmés par le peuple. *Denys d'Halicarnasse* , liv. IX. p. 595. & liv. XI. p. 735.

(§) En l'an 630.

(?) Il conviendrait mieux de dire qu'ils choquèrent  
la

tie de la puissance exécutive; il avoit quelque branche de la puissance législative (†): mais cela ne suffisoit pas pour contrebalancer le peuple. Il falloit qu'il eût part à la puissance de juger; & il y avoit part, lorsque les juges étoient choisis parmi les sénateurs. Quand les Gracques privèrent les sénateurs de la puissance de juger (§), le sénat ne put plus résister au peuple. Ils choquerent donc la liberté de la constitution, pour favoriser la liberté du citoyen; mais celle-ci se perdit avec celle-là (q).

Il en résulta des maux infinis. On changea la constitution dans un tems où, dans le feu des discordes civiles, il y avoit à peine une constitution. Les chevaliers ne furent plus cet ordre moyen qui unissoit le peuple au sénat; & la chaîne de la constitution fut rompue.

Il y avoit même des raisons particulières qui devoient empêcher de transporter les jugemens aux chevaliers. La constitution de Rome étoit fondé sur ce principe que ceux-là devoient être soldats, qui avoient assez de bien pour répondre de leur conduite à la république. Les chevaliers, comme les plus riches, formoient la cavalerie des légions. Lorsque leur dignité fut augmentée, ils ne voulurent plus servir dans cette milice; il fallut lever une autre cavalerie; *Marius* prit toute  
for-

la liberté du corps, pour étendre la liberté d'une de ses parties: la constitution ne fut point choquée, mais changée; parce que tout ce qui altère les principes sur lesquels un gouvernement a été fondé, en change la constitution. Mr. de MONTESQUIEU le remarque dans les passages suivans. (R. d'un A.)

sorte de gens dans les légions, & la république fut perdue (\*).

De plus, les chevaliers étoient les traitans de la république; ils étoient avides, ils semoient les malheurs dans les malheurs, & faisoient naître les besoins publics des besoins publics. Bien loin de donner à de telles gens la puissance de juger, il auroit fallu qu'ils eussent été sans cesse sous les yeux des juges. Il faut dire cela à la louange des anciennes loix Françaises; elles ont stipulé, avec les gens d'affaires, avec la méfiance que l'on garde à des ennemis. Lorsqu'à Rome les jugemens furent transportés aux traitans, il n'y eut plus de vertu, plus de police, plus de loix, plus de magistrature, plus de magistrats.

On trouve une peinture bien naïve de ceci, dans quelque fragment de Diodore de Sicile & de *Dion*.  
 „ Mutius Scévola, *dit Diodore* (†), voulut rap-  
 „ peller les anciennes mœurs, & vivre de son  
 „ bien propre avec frugalité & intégrité. Car ses  
 „ prédécesseurs ayant fait une société avec les  
 „ traitans, qui avoient pour lors les jugemens à  
 „ Rome, ils avoient rempli la province de toutes  
 „ sortes de crimes. Mais Scévola fit justice des  
 „ publicains, & fit mener en prison ceux qui y  
 „ traînoient les autres.

*Dion* nous dit (‡), que Publius Rutilius, son  
 lieu.

(\*) *Capite censos plerosque. Salluste*, guerre de Jugurtha.

(†) Fragment de cet auteur, liv XXXVI, dans le recueil de Constantin Porphyrogénète, des *vertus & des vices*.

(‡) Fragment de son histoire, tiré de l'extrait des *vertus & des vices*.

lieutenant, qui n'étoit pas moins odieux aux chevaliers, fut accusé à son retour d'avoir reçu des présens, & fut condamné à une amende. Il fit sur le champ cession de biens. Son innocence parut, en ce que l'on lui trouva beaucoup moins de bien qu'on ne l'accusoit d'en avoir volé, & il montrait les titres de sa propriété; il ne voulut plus rester dans la ville avec de telles gens.

Les Italiens, dit encore *Diodore* (§), achetoient en Sicile des troupes d'esclaves pour labourer leurs champs, & avoir soin de leurs troupeaux; ils leur refusoient la nourriture. Ces malheureux étoient obligés d'aller voler sur les grands chemins, armés de lances & de massues, couverts de peaux de bêtes; de grands chiens autour d'eux. Toute la province fut dévastée; & les gens du pays ne pouvoient dire avoir en propre, que ce qui étoit dans l'enceinte des villes. Il n'y avoit ni proconsul, ni préteur, qui pût ou voulût s'opposer à ce désordre, & qui osât punir ces esclaves, parce qu'ils appartenoient aux chevaliers qui avoient à Rome les jugemens (\*\*). Ce fut pourtant une des causes de la guerre des esclaves. Je ne dirai qu'un mot: une profession qui n'a, ni ne peut avoir d'objet que le gain; une profession qui demandoit toujours, & à qui on ne demandoit rien; une profession sourde & inexorable,

(§) Fragment du liv. XXXIV, dans l'extrait des *vertus & des vices*.

(\*\*) *Penes quos Romæ tùm judicia erant, atque ex equestri ordine solerent sortitò judices eligi in causâ pratorum & praefensulum, quibus post administratam provinciam dicta dicta erat.*



rable, qui appauvrissoit les richesses & la misère même, ne devoit point avoir à Rome les jugemens.

---

## CHAPITRE XIX.

### *Du gouvernement des provinces Romaines.*

C'EST ainsi que les trois pouvoirs furent distribués dans la ville, mais il s'en faut bien qu'ils le fussent de même dans les provinces. La liberté étoit dans le centre, & la tyrannie aux extrémités.

Pendant que Rome ne domina que dans l'Italie, les peuples furent gouvernés comme des confédérés : on suivoit les loix de chaque république. Mais lorsqu'elle conquit plus loin, que le sénat n'eut pas immédiatement l'œil sur les provinces, que les magistrats qui étoient à Rome ne purent plus gouverner l'empire, il fallut envoyer des préteurs & des proconsuls. Pour lors, cette harmonie des trois pouvoirs ne fut plus. Ceux qu'on envoyoit avoient une puissance qui réunissoit celle de toutes les magistratures Romaines; que dis-je? celle même du sénat, celle même du peuple (\*). C'étoient des magistrats despotiques, qui convenoient beaucoup à l'éloignement des lieux où ils étoient envoyés. Ils exerçoient les trois pouvoirs; ils étoient, si j'ose me servir de ce terme, les bachas de la république.

Nous avons dit ailleurs (†) que les mêmes citoyens,

(\*) Ils faisoient leurs édits en entrant dans les provinces.

toyens, dans la république, avoient, par la nature des choses, les emplois civils & militaires. Cela fait qu'une république qui conquiert, ne peut guere communiquer son gouvernement & régir l'état conquis selon la forme de sa constitution. En effet, le magistrat qu'elle envoie pour gouverner, ayant la puissance exécutive, civile & militaire, il faut bien qu'il ait aussi la puissance législative; car qui est-ce qui feroit des loix sans lui? Il faut aussi qu'il ait la puissance de juger: car qui est-ce qui jugeroit indépendamment de lui? Il faut donc que le gouverneur qu'elle envoie ait les trois pouvoirs, comme cela fut dans les provinces Romaines.

Une monarchie peut plus aisément communiquer son gouvernement, parce que les officiers qu'elle envoie ont, les uns la puissance exécutive civile, & les autres la puissance exécutive militaire; ce qui n'entraîne pas après soi le despotisme.

C'étoit un privilege d'une grande conséquence pour un citoyen Romain, de ne pouvoir être jugé que par le peuple. Sans cela, il auroit été soumis dans les provinces au pouvoir arbitraire d'un proconsul ou d'un propréteur. La ville ne sentoit point la tyrannie qui ne s'exerçoit que sur les nations assujetties.

Ainsi dans le monde Romain, comme à Lacédémone, ceux qui étoient libres étoient extrêmement libres, & ceux qui étoient esclaves étoient extrêmement esclaves.

Pen-

(†) Liv. V, ch. XIX. Voyez aussi les liv. II, III, IV & V.

Pendant que les citoyens payoient des tributs ; ils étoient levés avec une équité très-grande. On suivoit l'établissement de Servius Tullius , qui avoit distribué tous les citoyens en six classes , selon l'ordre de leurs richesses , & fixé la part de l'impôt à proportion de celle que chacun avoit dans le gouvernement. Il arrivoit de-là qu'on souffroit la grandeur du tribut , à cause de la grandeur du crédit ; & que l'on se consolait de la petitesse du crédit , par la petitesse du tribut.

Il y avoit encore une chose admirable : c'est que la division de Servius Tullius par classes étant , pour ainsi dire , le principe fondamental de la constitution , il arrivoit que l'équité , dans la levée des tributs , tenoit au principe fondamental du gouvernement , & ne pouvoit être ôtée qu'avec lui.

**Mais**

(\*) Après la conquête de la Macédoine, les tributs cessèrent à Rome.

(†) Harangue tirée de Trogue Pompée , rapportée par Justin , liv. XXXVIII.

(‡) Voyez les oraisons contre Verrès.

(§) On sait que ce fut le tribunal de *Varus* qui fit révolter les Germains.

(r) J'ajoute une remarque générale sur la division des trois pouvoirs que l'auteur nous présente. Elle n'a point évité la censure. L'auteur de *l'Esprit des loix* *quintessencié* n'a pas manqué non plus de la critiquer , & j'entends plusieurs jurisconsultes qui me disent avec lui , „ que ces trois pouvoirs sont au fonds une puissance unique , qu'il ne s'agit que de modifier dans „ son exercice par rapport à ses différens objets , de „ sorte qu'elle ne soit point arbitraire. Ce n'est que „ comme par fiction qu'on peut la diviser en trois „ puissances & le tout pour assurer la liberté du citoyen . Lisez les écrivains qui ont traité cette matière , vous trouverez qu'ils regardent les trois pouvoirs , dont il s'agit ici , comme des attributs de la souveraineté.

Mais pendant que la ville payoit les tributs sans peine , ou n'en payoit point du tout (\*), les provinces étoient désolées par les chevaliers qui étoient les traitans de la république. Nous avons parlé de leurs vexations , & toute l'histoire en est pleine.

„ Toute l'Asie m'attend comme son libérateur ,  
 „ *disoit Mitbridate* (†) ; tant ont excité de haine  
 „ contre les Romains les rapines des proconsuls  
 „ (†), les exécutions des gens d'affaires, & les  
 „ calomnies des jugemens §).

Voilà ce qui fit que la force des provinces n'ajouta rien à la force de la république , & ne fit au contraire que l'affoiblir. Voilà ce qui fit que les provinces regarderent la perte de la liberté de Rome , comme l'époque de l'établissement de la leur (r).

#### CHA-

veraineté , comme des parties essentielles qui ne peuvent en être séparées ; bien qu'elles puissent être modifiées par des loix fondamentales qui en reglent l'exercice. Cependant si nous prenons la peine de remonter sur ce sujet à des notions distinctes , nous trouverons que la distinction que Mr. de MONTESQUIEU met entre le *pouvoir législatif*, le *judiciaire*, & la *puissance exécutive*, est non seulement fondée , mais prescrite même par les regles de la plus saine politique. Quel est l'objet de la souveraineté ? Ce n'est point d'ôter aux hommes leur liberté naturelle ; c'est de regler leurs actions au plus grand bien du tout : or le gouvernement qui produit le mieux cet effet, en limitant le moins la liberté naturelle , c'est celui qui répond le mieux aux vues qu'on doit supposer dans des êtres raisonnables , & au but que les hommes se proposent par l'établissement des sociétés civiles. S'il n'étoit question que de chercher à regler les actions des hommes vers le bien général , sans consulter la liberté naturelle , l'affaire seroit bientôt faite : il n'y auroit qu'à se soumettre à l'empire arbitraire d'un seul. Mais tout ce qu'il



*Fin de ce livre.*

**J**E voudrois rechercher dans tous les gouvernemens modérés que nous connoissons , quelle est la distribution des trois pouvoirs , & calculer par-

qu'il y a jamais eu de gouvernemens modérés , prouve que les hommes , par là même qu'ils sont portés à former des sociétés civiles , le sont également à se conserver les droits naturels de la liberté , autant que le but de la société peut le permettre. Or c'est de quoi il est proprement question dans ce *livre* , & dans le *livre* suivant. On le voit manifestement malgré le peu d'ordre & de clarté qu'on y trouve. Mr. de MONTESQUIEU recherche dans quelle constitution cette liberté est le mieux conservée , & comment elle peut être attaquée par cette constitution , par les loix , & par la gestion des affaires.

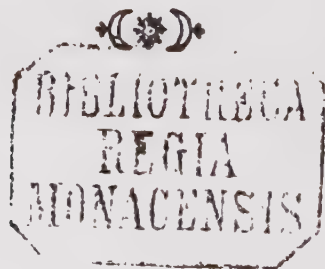
Afin de sentir combien juste est la division des trois pouvoirs dont nous parlons , & combien il est nécessaire de les distinguer , & de ne pas les regarder comme des parties inséparables de la souveraineté , examinons ce que c'est proprement que la souveraineté. Vous répondrez sans hésiter que c'est le droit de gouverner , c'est-à-dire , la faculté de régler par notre volonté celle de tous les membres d'un état ; ou , ce qui revient au même , le droit ( ou si vous voulez le pouvoir ) de déterminer les actions libres des citoyens suivant sa volonté. Cette faculté , ce droit , ou ce pouvoir peut être plus ou moins absolu suivant que les loix fondamentales en auront disposé ; & puisqu'il oblige les citoyens de conformer leurs actions aux ordres de celui qui commande , il leur ôte la liberté naturelle , en vertu de laquelle ils étoient les maîtres d'agir suivant leur gré ; & la leur ôte plus ou moins , suivant que ce droit de gouverner est plus ou moins absolu. Plus ce  
droit



par-là les degrés de liberté dont chacun d'eux peut jouir. Mais il ne faut pas toujours tellement épuiser un sujet , qu'on ne laisse rien à faire au lecteur. Il ne s'agit pas de faire lire, mais de faire penser.

droit sera limité , moins le sera la liberté naturelle ; & *vicissim*. Puis donc que la souveraineté , ou la puissance suprême , consiste dans le droit ou le pouvoir de déterminer les actions des citoyens suivant sa volonté , il est évident que rien n'est essentiel à ce droit , que ce sans quoi il ne peut subsister. D'où résulte que l'essence du pouvoir suprême consiste uniquement dans la faculté d'énoncer sa volonté d'une façon qui soit obligatoire pour les sujets ; & c'est cette faculté , cette puissance , ou ce pouvoir qu'on nomme *législatif*. Dès qu'on peut énoncer sa volonté pour règle de la conduite des autres , & qu'on peut le faire d'une façon qui soit obligatoire pour ceux auxquels elle s'étend , on détermine dans un état , par sa volonté , les actions libres des citoyens ; & voilà précisément le pouvoir qu'exige la souveraineté. Mais ce pouvoir exige-t-il qu'on juge soi-même des transgressions , qu'on exécute soi-même ? Point du tout. Il suffit que la société soit établie de façon que les jugemens & les exécutions aient lieu , parce que cela suffit pour faire respecter la volonté du souverain. Or comme il n'est pas nécessaire que le souverain lui-même juge , & exécute , c'est-à-dire , qu'il possède avec la puissance législative , l'exécutrice & celle de juger , il est évident que ces pouvoirs n'appartiennent point essentiellement à la souveraineté , qu'ils peuvent en être séparés , qu'ils doivent même l'être dès que la réunion de ces trois pouvoirs menacent la sûreté du citoyen & le but qu'on s'est proposé par la consociation : or ceci est évidemment prouvé par ce que Mr. de MONTESQUIEU nous dit à ce sujet. (*R. d'un A.*)

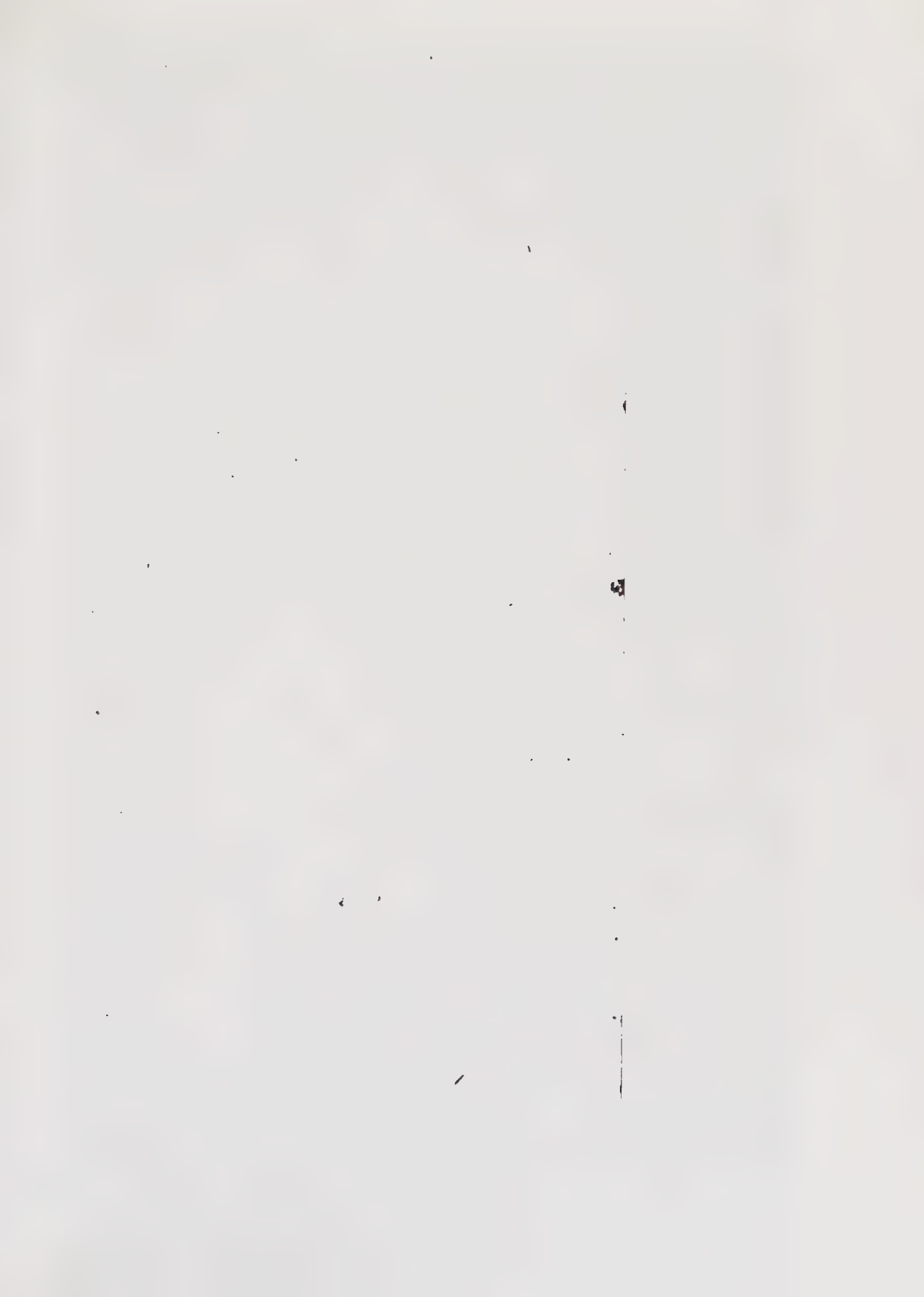
*Fin du Tome premier.*

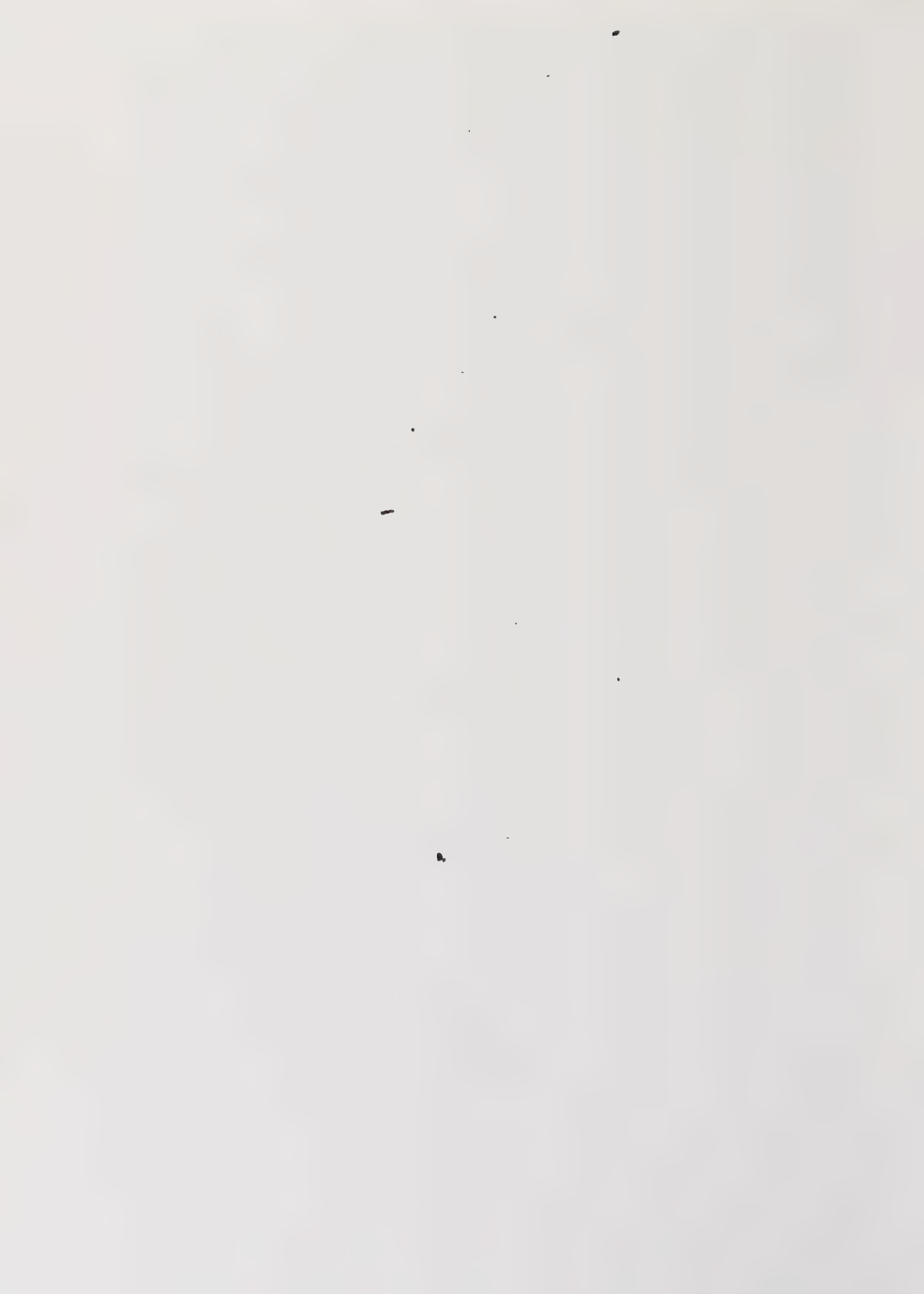


















CPSIA information can be obtained at [www.ICGtesting.com](http://www.ICGtesting.com)  
Printed in the USA  
LVOW05052311012

305199LV00009B/1/P



9 781271 724635





Oeuvres: Contenant L'loge De L'auteur. & BN3029



BN302992-3073

92

0402W0R03YEH4

CLOVER BOOKS



9 781271 724635